



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries décembre 2015

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er décembre 2015

CAUSERIE

La causerie et les infos en bref de novembre sont disponibles au format pdf, 210 pages.

Qui a dit que ce n'était pas rentable et efficace de se connecter à ce portail et de le soutenir financièrement ?

Au fait, je dois rectifier une info personnelle, lundi matin ma compagne Selvi a menacé l'Italienne qui l'emploie et qui avait décidé de diminuer son salaire de 28% de démissionner si elle ne revenait pas sur sa décision inique, et elle a cédé. Ici la lutte de classe se situe à ce niveau-là, on fait ce qu'on peut !

Depuis je n'ai pas revu Selvi parce qu'on croule sous une pluie diluvienne pratiquement 24h/24 depuis deux jours, et la route que je dois emprunter pour aller la chercher chez sa fille est devenue impraticable. Bref, je suis bloqué chez moi, mais comme je suis un garçon très organisé, je ne manque de rien, j'ai de quoi tenir au moins une semaine, sauf et là c'est très con, en papier hygiénique parce qu'on n'en trouve nulle part sauf à Pondichéry dans certains grands magasins seulement, les Indiens s'essuient avec la main gauche pour les droitiers et la main droite pour les gauchers, quant aux manchots, ils doivent tout faire avec la main qu'il leur reste ! Mais bon je vais m'arranger car j'ai déjà réfléchi au problème, je ne peux pas utiliser n'importe quel papier pour ne pas boucher la tuyauterie de la fosse septique, en cas de gros besoins je foudrai le papier dans un sac plastique en attendant de le brûler.

Quand je vous disais qu'on n'était pas tout à fait confronté aux mêmes problèmes et que j'étais quelqu'un de très simple et pragmatique. J'ai peut-être l'air de déconner, parce qu'il faut bien essayer de prendre la vie du bon côté et se détendre un peu, se soulager si vous préférez, mais en réalité je ne dis et je ne fais jamais rien en l'air, la preuve.

A la guerre comme à la guerre, n'est-ce pas ? Je suis sûr que ce petit en-cas aura ravi les lambertistes qui nous lisent, il y en a encore, si, si, et s'ils le souhaitent je leur dédie pour m'avoir suffisamment emmerdé avec leurs courriels infâmes.

Plus sérieusement.

Pour illustrer la photo du fils d'Erdogan, je reproduis l'info qu'un internaute avait noté le 26 novembre :

- "Selon le porte-parole du CHP (parti socialiste), Gürsel Tekin, le pétrole brut volé par Daesh est désormais exporté par BMZ Ltd, la compagnie maritime de Bilal Erdogan, fils du président Recep Tayyip Erdogan, en violation de la résolution 2170 du Conseil de sécurité des Nations unies."

J'ajouterais : Si seulement le Pentagone et l'OTAN avaient des satellites, ils pourraient repérer ces minuscules embarcations qui transportent des dizaines ou centaines de milliers de tonnes de pétrole, mais voilà...

Alors évidemment les Russes qui eux disposent de ces photos satellites peuvent menacer de les publier s'ils continuent de s'acharner contre la Russie. Bref, on comprend l'embarras de l'OTAN, moins l'hystérie de Hollande qui rivalise avec Erdogan et Netanyahu, apparemment il tient à passer pour encore plus réactionnaire, il va arriver un moment où il devra céder la place à Le Pen... à moins que ce ne soit déjà fait.

Le mot du jour : Perfidie.

Perfidie : Qui nuit par trahison en manquant à la confiance d'autrui. Déloyal. Fourbe, scélérat, traître. Qui ne respecte pas ses promesses. Dangereux, nuisible sans qu'il y paraisse. Fallacieux. Machiavélique. Sournois. Venimeux. Trompeur. (Le Grand Robert)

Voilà qui caractérise assez bien ceux qui nous gouvernent et les dirigeants du mouvement ouvrier.

Perfidus, "sans foi" en dehors de leurs propres intérêts liés au régime.

Il faudrait ajouter l'aspect de leur personnalité particulièrement cruel, monstrueux de ces gens-là, sordide, cynique. Sans oublier la détermination et la persévérance avec lesquelles ils s'emploient à accomplir leur sale besogne.

Il y a de quoi vous dégoûter à vie de la politique de manière à ce que vous vous en détourniez, afin que l'idée de prendre en mains votre propre destin vous semble vain, puisque seul vous ne pourrez rien changer.

- ... les défenseurs des libertés individuelles (...) semblent inaudibles dans ce contexte post-attentats. 20minutes.fr 30.11

Ils se sont discrédités eux-mêmes pendant des décennies en cautionnant l'ordre établi et en lui prêtant des vertus qu'il avait usurpées ou qui tenaient davantage du rapport de force entre les classes, les écraser ou les éliminer ne sera plus qu'une simple formalité pour le régime, qui bien qu'ils continuent d'y faire allégeance il exige d'eux davantage aujourd'hui, qu'ils le soutiennent ouvertement et l'assument.

On serait tenté de les plaindre, mais on ne peut pas s'empêcher de penser au rôle cynique qu'ils ont joué jusque là et de le rappeler, car en dernière analyse ils sont autant une nuisance pour nos libertés que les représentants officiels du régime dont ils sont les complices. C'est uniquement dans ce cadre qu'on les soutiendra s'ils étaient menacés ou réprimés.

Il faut comprendre une fois pour toute, qu'on ne peut pas construire une véritable opposition consciente au régime sur la base d'illusions, d'hypocrisies, de basses manoeuvres ou en se faisant les complices de ceux qui s'y livrent, sous peine de leur ressembler et de perdre toute crédibilité auprès des travailleurs les plus avancés et des militants qui ne comprendraient pas qu'on se livre nous-même à ce genre de compromission.

On s'étonne de ce qu'est devenu le mouvement ouvrier et son avant-garde et plus particulièrement le syndicalisme, mais quand on y regarde de plus près on s'aperçoit qu'en réalité il avait déjà développé un fort penchant pour le réformisme dès le congrès d'Amiens de la CGT en 1906 à l'initiative des révisionnistes du marxisme et des anarcho-syndicalistes, qui fut mis entre parenthèse au cours des deux décennies suivantes qui correspondirent à la montée en puissance du prolétariat révolutionnaire concrétisée par la révolution russe de 1917, pour aussitôt retomber dans ce travers une fois la CGT stalinisée et ne plus jamais le quitter par la suite jusqu'à nos jours.

Autrement dit, l'indépendance des syndicats est une pure escroquerie politique depuis le milieu des années 20. Les lecteurs qui désirent approfondir cette question pourront consulter *Les fautes fondamentales du syndicalisme* rédigé par Trotsky en 1929 et La lettre au comité exécutif de l'IC au PCF qu'il avait rédigé en 1921 pour le IIIe Congrès de l'IC. Qu'ils veuillent bien tenir compte que les appréciations portées par Trotsky et Lénine qui y figuraient ne sont pas forcément transposables à notre époque qui est fort différente.

Pour revenir à notre sujet, la Charte d'Amiens dont certains se réclament encore, assignait au syndicat de combattre pour l'amélioration de la condition ouvrière, pour que la classe ouvrière obtienne de nouveaux droits sociaux dans la perspective de l'émancipation du salariat, donc la liquidation du capitalisme en recourant à la grève insurrectionnelle... A partir du milieu des années 20, les dirigeants de la CGT subordonneront le combat de leur syndicat à l'amélioration de la condition ouvrière et abandonneront la perspective politique dans laquelle ce combat devait être mené et évidemment le moyen d'y parvenir, concrétisant ainsi leur soumission au capitalisme, leur capitulation face au régime en place qu'ils soutiendront dès lors au lieu d'envisager son renversement.

Durant le siècle qui allait s'écouler ensuite, jamais les dirigeants de la CGT qui se sont succédés par la suite et qui étaient désignés par l'appareil parmi leurs disciples les plus fidèles ne reviendront en arrière, à aucun moment ils n'envisageront de renouer avec le syndicalisme révolutionnaire qui avait vu le jour sous la poussée du marxisme au début du XXe siècle. Et tous les syndicats qui verront le jour par la suite, seront marqués du même sceau indélébile du réformisme synonyme de collaboration de classes opposé au socialisme, dès leur naissance ils seront liés au régime, donc évoquer leur indépendance est une supercherie, l'oeuvre de faussaires ou d'agents du régime. C'est en quelque sorte leur marque de fabrique made in capitalism forever, un produit du capitalisme pour toujours.

Prétendre qu'il existerait des syndicats ouvriers indépendants et qu'il faudrait combattre pour qu'ils préservent leur indépendance, revient à préserver leurs appareils qui incarnent la soumission du mouvement ouvrier au capitalisme, ce qui explique pourquoi ceux qui développent cette théorie s'interdisent de combattre leurs appareils, s'emploient à les ménager, les caressent dans le sens du poil, votent comme un seul homme toutes les résolutions confédérales depuis des lustres, et évidemment refusent de rompre les liens organiques qu'ils ont tissés de longues dates avec ces imposteurs, pour en tirer eux-mêmes profit sous la forme de postes de permanents et autres avantages divers.

Après que les capitalistes eurent lancé leur offensive généralisée contre la classe ouvrière au début des années 90, une fois l'URSS implosée et le pacte de Varsovie disloqué, les staliniens devaient se débarrasser de leur étiquette devenue inutile et abandonner leur discours soi-disant aux relents vaguement communistes (faisant disparaître toute référence à la dictature du prolétariat), pour ne plus apparaître que sous leurs véritables visages, celui du réformisme qu'en réalité ils n'avaient jamais cessés d'arborer depuis le milieu des années 20 (Avant en réalité. Trotsky : Il serait bon, me disait Lénine, de chasser toutes ces girouettes (...) Cachin, Frossar et d'autres héros de la Ligue des droits de l'homme, de francs-maçons, de parlementaires, de carriéristes et de bavards. - Les fautes fondamentales du syndicalisme - Trotsky 1929), et la CGT ainsi que les autres syndicats qu'ils contrôlaient devaient dès lors être soumis au même traitement. Inutile là encore d'évoquer les autres syndicats dits ouvriers liés au régime capitaliste depuis leur naissance.

Cette escroquerie politique devait servir de ligne directrice à la politique impulsée par P. Lambert au nom du trotskysme pendant plus d'un demi-siècle et trouve de nos jours son prolongement dans les deux POI, les deux autres courants trotskystes se distinguant en versant dans le crypto-stalinisme, donc finalement le trotskysme n'aura pas survécu à la disparition de Trotsky assassiné en 1940 par Staline.

Lors de la même période et pour les mêmes raisons que pour le PCF, un peu plus tôt en fait parce que dans ce domaine il a toujours été un précurseur, le PS n'avait plus aucune raison d'entretenir l'illusion qu'il aurait été un parti ouvrier et il devait s'empresser de se débarrasser de toute référence au socialisme, il adoptait officiellement (1983) l'économie de marché, le capitalisme dans le cadre duquel et pour lequel il allait poursuivre son combat contre la classe ouvrière, de parti social-démocrate dégénéré ou social-impérialiste pendant les deux guerres mondiales il allait se transformer en parti social-libéral, puis ouvertement de nos jours en parti néolibéral et plus que jamais impérialiste.

Le PS contrôlant les syndicats dit réformistes, l'époque des réformes liée à la lutte des classes de la période précédente étant révolue, il allait exiger des syndicats qu'ils s'adaptent davantage encore au capitalisme en crise, entraînant une crise dans les partis qui y étaient fortement impliqués, dont le POI jusqu'à provoquer son éclatement, le POI sur ordre de l'appareil de FO faisant disparaître toute référence au combat contre l'UE ou les institutions de la Ve République que le POI-D conservent pour la forme ou pour faire illusion, tandis que les deux POI perpétuent l'escroquerie de l'indépendance des syndicats puisque finalement c'était leur marque de fabrique et non le trotskysme ou le socialisme, ce qui a dû échapper à la plupart de leurs militants.

Il est donc à prévoir que les syndicats oscilleront désormais entre adaptation de plus en plus droitière au régime et gauchisme pour donner le change à une partie de leurs troupes, tandis que la crise qui traverse tous les partis dits ouvriers devraient s'approfondir et s'accélérer.

S'il existe une marge pour construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire, elle est rendue étroite du fait qu'on est soumis au règne de la réaction sur toute la ligne, encore faudrait-il que les militants, cadres et dirigeants qui n'ont jamais pu ou voulu faire l'inventaire de la lutte de classe des 70 dernières années écoulées s'y mettent sérieusement, qu'ils sachent qu'ils n'ont absolument rien à attendre des partis existant aujourd'hui ou des formations politiques qui en sont issues.

On a appris récemment que les dirigeants du CCI-POI qui dirigent les deux POI s'étaient ensemble livrés à une escroquerie à la Sécu pendant de nombreuses décennies, et là sur le terrain politique on est arrivé au constat qu'ils s'étaient également livrés à une escroquerie, on a envie de conclure que tout est dans l'ordre des choses, que l'un ne pouvait finalement pas aller sans l'autre.

[La France sous la dictature. Etat policier. L'état d'urgence destiné à museler, intimider, criminaliser, réprimer le mouvement ouvrier.](#)

Ne jamais perdre de vue au-delà des déclarations des uns et des autres qu'ils portent la responsabilité de la situation dans laquelle se retrouve le mouvement ouvrier, car cela ne leur coûte rien de dénoncer le régime que par ailleurs ils n'ont cessé de soutenir et qu'ils continueront de soutenir quoi qu'il arrivera dans le futur. Sans prendre le moindre risque on peut tranquillement l'affirmer,

c'est une certitude absolue concernant tous les partis ouvriers existant aujourd'hui.

Nous ne rentrerons pas dans la combine détestable et qui relève de l'imposture, qui consiste à s'appuyer sur la déclaration de l'un ou de l'autre pour justifier nos positions, que nous pouvons très bien défendre nous-mêmes avec nos propres arguments et donc assumer. Car en toile fond cela signifierait accorder une légitimité à l'auteur de cette déclaration ou servir ses intérêts que l'on sait opposés à ceux que nous défendons, à moins que l'on assortisse cet accord d'une réserve sur les intentions réelles de son auteur ou qu'on fasse ressortir son double langage ou jeu, eu encore qu'on mette en relief ses contradictions pour qu'il ne tire aucun profit de l'accord que l'on pourrait manifester avec lui ou le fait qu'on partage sa position et qu'on l'exprime publiquement.

Notre discours doit être dépourvu de toute ambiguïté sur nos réelles intentions, en toute circonstance. Ceux qui en sont incapables sont forcément malhonnêtes et manipulent les gens auxquels ils s'adresse parce qu'ils n'ont pas la conscience tranquille ou ils savent qu'ils sont animés par des intentions inavouables, bref, le plus souvent qu'ils ne sont pas vraiment ce qu'ils s'emploient à paraître pour tromper travailleurs et militants.

On ira même plus loin en affirmant que c'est une question de principe et qu'il n'est pas négociable. Chaque classe possède sa propre morale. La nôtre est uniquement dictée par celle de notre classe, contrairement à ceux qui osent parler en notre nom et qui la trahisse, qui se trahissent eux-mêmes en empruntant celle de nos ennemis.

- Etat d'urgence: «Les Français vont se réveiller avec la gueule de bois» - 20minutes.fr
- Plus de 2 000 perquisitions et 529 gardes à vue, le nouveau bilan de l'état d'urgence - LeMonde.fr 30.11
- Claude Bartolone veut développer le service civique auprès des jeunes Franciliens - LeMonde.fr
- Ecologistes assignés à résidence : Placé soutient le gouvernement - LeParisien.fr
- Placé (UDE) favorable à une prolongation de l'état d'urgence de 6 mois - AFP
- Attentats à Paris: Les mesures de sécurité coûteront 815 millions d'euros, plus que prévu - 20minutes.fr
- Attentats à Paris: La Belgique veut créer une «CIA européenne» - 20minutes.fr
- Hervé Morin : "Arrêtons de nous excuser de ne pas être de gauche" - LePoint.fr
- Echauffourées: des syndicats demandent la libération des manifestants interpellés - AFP

Dénonçant des interpellations "sans discernement", plusieurs syndicats affiliés à Solidaires ou à la FSU ont demandé lundi la libération des manifestants interpellés à la suite des violences commises dimanche Paris, en marge des chaînes humaines organisées en prélude de la conférence mondiale sur le climat (COP21).

De source policière, 317 personnes se sont retrouvées en garde à vue après le rassemblement émaillé de violences place de la République.

Ce rassemblement se déroulait "sans violence" quand "des casseurs ont infiltré la manifestation", affirme SUD-rail, qui reproche à la police d'avoir alors "chargé sans discernement" et procédé "à une véritable rafle aveugle" de manifestants, dont plusieurs militants du syndicat de cheminots.

L'Union syndicale Solidaires, qui regroupe notamment les syndicats SUD, déplore également l'arrestation de plusieurs militants. Elle réaffirme le droit "de pouvoir manifester librement" et demande la "relaxe de l'ensemble des militants arrêtés".

Alors que deux enseignants de Seine-Saint-Denis étaient, selon le SNES-FSU Créteil, toujours en garde à vue, "nos collègues ne sont pas ces voyous décrits par le président et le gouvernement. Ils entendaient simplement exercer leur droit à manifester pour une cause dont chacun reconnaît aujourd'hui le caractère essentiel", écrit le syndicat.

A Colombes (Hauts-de-Seine) des enseignants du lycée Guy de Maupassant, soutenus par la CGT, le SNES-FSU et SUD, ont cessé le travail pour exiger la libération d'un de leurs collègues.

Pour SUD-PTT, l'intervention de la police dimanche et les arrestations qui suivirent, montrent que l'état d'urgence est "détourné de la lutte contre le terrorisme". Un état d'urgence auquel la Confédération nationale du travail (CNT, anarchiste) a appelé dimanche "à s'opposer" en "participant partout où cela est possible aux diverses initiatives populaires, syndicales, politiques ou associatives".

L'Union Solidaires enjoint "l'ensemble des forces du mouvement social" à manifester mercredi dans les régions et devant le TGI de Bobigny, où cinq salariés d'Air France vont comparaître pour violences après l'épisode de la chemise arrachée du DRH de la compagnie le 5 octobre. AFP 30.11

Nous exigeons la libération immédiate de tous les manifestants interpellés dimanche dernier à Paris et l'abandon des poursuites judiciaires prononcées contre certains d'entre eux, la levée immédiate de l'état d'urgence.

- Mélenchon: l'état d'urgence, "instrument pour criminaliser les mouvements sociaux" - AFP

Jean-Luc Mélenchon, porte-voix du Parti de gauche, a dénoncé lundi "les débordements absurdes" liés à l'état d'urgence, utilisé comme un "instrument pour criminaliser les mouvements sociaux".

"L'état d'urgence, c'était donc bien ça : un instrument de plus pour criminaliser les mouvements sociaux !" s'insurge l'ancien candidat du Front de gauche à la présidentielle dans une tribune publiée sur son blog et sa page Facebook.

(Il le découvre ou plutôt il feint de le découvrir, il vend la mèche plus loin en disant "*le résultat était facile à prévoir*", quel crétin ! Donc il était prêt à soutenir l'état d'urgence en parfaite connaissance de cause. Rappelons qu'il a dit qu'il "pensait" qu'il ne l'aurait pas voté, en ajoutant qu'il ne jugeait pas ceux qui l'avaient voté, autrement dit qu'ils avaient sans doute des raisons respectables de l'avoir voté, précisant qu'il aurait préféré que tous les 15 jours les députés se prononcent sur sa prolongation, on ne peut donc pas affirmer que Mélenchon aurait condamné l'état d'urgence, non, il l'a soutenu, et comme maintenant il lui faut en assumer les conséquences et qu'il en est incapable, il s'égosille brouiller les pistes ou faire oublier sa misérable prise de position. On notera également qu'il a pu être tenté de s'abuser lui-même pour avoir cru et continuer de croire la version officielle du 13 novembre, ce qui le ramène à sa véritable nature d'agent. - LVOG)

"Il y avait déjà deux jours que la lutte contre le terrorisme battait son plein avec des lettres de cachet assignant à résidence toutes sortes de militants écologistes", dénonce M. Mélenchon qui relève "des débordements absurdes comme ces portes ouvertes enfoncées dans un restaurant parisien" ou "la mise en résidence surveillée de l'avocat des marcheurs de la COP21". (Il tient le même langage qu'Obama après les bavures de l'armée américaine en Afghanistan. Quel sale type !- LVOG)

"L'ardoise est sévère. Le jour de la marche mondiale pour le climat, les terroristes ont vu leur victoire politique à Paris. Seule capitale du monde où tout rassemblement était interdit (...). En fait, on a vite vu que rien n'est jamais si bon qu'une jolie baston entre "casseurs" et "forces de l'ordre" pour donner au journal de 20 heures les images dont il peut se régaler", poursuit M. Mélenchon, au lendemain d'échauffourées place de la République qui ont abouti à environ 350 interpellations.

"Tout pouvoir raffole de ces images pour montrer au peuple comme sa poigne est ferme", ajoute-t-il.

"En fait, les dirigeants PS veulent s'approprier les symboles de l'ordre contre "la chienlit". Rien de plus. Il faut donc du spectacle. Le résultat était facile à prévoir. Lorsqu'il y a un risque d'abus de pouvoir, il finit toujours par se commettre", condamne l'eurodéputé. (Alors qu'il s'est refusé à condamner l'instauration de l'état d'urgence, le double jeu habituel du scélérats. - LVOG)

"Après quoi des personnes de bonne foi, simples partisans écologistes, n'ayant rien fait d'autre que de se faire enfermer dans la souricière de la place de la République, se sont retrouvées prises dans un record de gardes à vue en temps de paix : 317 personnes. Elles ont donc dorénavant un signalement à l'antiterrorisme. Merci qui?", conclut Jean-Luc Mélenchon. (Quid des syndicalistes interpellés. - LVOG)

De son côté, Nathalie Arthaud, tête de liste Lutte Ouvrière aux régionales en Ile-de-France, évoque "une manifestation pacifique pour l'écologie (...) agressée par la police".

"Il se confirme que l'état d'urgence instauré au prétexte de combattre le terrorisme ne sert qu'à faire taire ceux qui s'opposent à la politique du gouvernement", estime la responsable du parti d'extrême gauche dans un communiqué.

Les Jeunes Ecologistes ont joint leur voix à ces protestations lundi soir dans un communiqué en affirmant que l'état d'urgence semblait servir "davantage à étouffer la société civile et toute parole contestataire qu'à la protéger du risque terroriste".

Ils ont réclamé "la levée de l'état d'urgence et des interdictions de rassemblement et de manifestation pendant la COP21, ainsi que la libération des militants assignés à résidence ou arrêtés arbitrairement lors de la marche" de dimanche. (Notez qu'ils ne demandent la levée de l'état d'urgence QUE pendant la COP21. - LVOG)

317 personnes ont été placées en garde à vue dimanche, soupçonnées d'avoir participé à une manifestation interdite par la préfecture. Neuf ont vu leur garde à vue prolongée lundi. AFP 30.11

En famille. L'Etat policier vaut bien l'union sacrée de la réaction.

Qui avait encore un doute sur la nature réactionnaire des partis du Front de gauche ?

- Attentats à Paris: Le Sénat vote à l'unanimité la hausse du budget de sécurité - 20minutes.fr

Le Sénat a approuvé ce lundi à l'unanimité l'amendement du gouvernement concernant le budget de la sécurité.

« Cet amendement est le bienvenu », a déclaré le rapporteur spécial de la mission, Philippe Dominati (Les Républicains). « Nous votons cet amendement en veillant à ce que ces mesures supplémentaires ne mettent pas en cause des libertés fondamentales, comme la liberté de manifester ou la liberté d'informer », a pour sa part affirmé Brigitte Gonthier-Maurin (Communiste, républicain et citoyen). 20minutes.fr 30.11

Non, mais qui aurait observé depuis le 13 novembre la remise "en cause des libertés fondamentales" et de "la liberté de manifester" dans ce pays ? Personne.

La perfide d'Albion n'est pas en reste. Grande-Bretagne. En famille aussi ils votent la guerre.

Jeremy Corbyn, le Blair de gauche, la coqueluche des réformistes traitres, des sociaux-impérialistes, était contre la guerre le 26 septembre 2014 (rejetée au Parlement britannique), et ne voilà-t-il pas qu'après avoir été élu président du Labour Party un an plus tard le 12 septembre 2015 il est pour.

Le POI avait titré (Informations ouvrières n°369) "Un vote contre le New Labour de Blair", et selon ce parti "la victoire électorale de Corbyn exprime d'abord et avant tout le rejet par les militants du Labour Party de la politique du « New Labour », initiée par Blair", pour un peu les lecteurs ainsi induits volontairement en erreur auraient pu croire que ces militants étaient de véritables socialistes, des révolutionnaires, des anti-impérialistes, vous savez, comme il y en a tant au PS, au PSOE, au PASOK, etc. le tout emballé dans le double langage ou le baratin habituel, brochant sur la crise au sein du Labour Party et des Trade Unions. Bref, c'était en fait des réactionnaires, des pro-impérialistes.

- Royaume-Uni: le Labour laisse ses députés libres de voter pour des frappes en Syrie - AFP

Le chef du parti d'opposition travailliste Jeremy Corbyn a décidé lundi de laisser ses députés libres de voter pour des frappes aériennes britanniques en Syrie, ouvrant ainsi la voie à un vote favorable à cette intervention.

Selon un responsable du parti cité par les médias, la décision a été prise lors d'une réunion de M. Corbyn avec son cabinet fantôme. Le Premier ministre David Cameron insiste pour frapper le groupe Etat Islamique mais a besoin des votes travaillistes pour être sûr de faire adopter cette décision au parlement, où il dispose d'une courte majorité absolue. AFP 30.11

En complément. Ils étaient déjà en guerre.

- Grande-Bretagne: Près de 600 suicides liés à la perte des allocations aux handicapés - 20minutes.fr

Handicap - Plus d'un million de personnes ont vu leurs allocations être réduites voire supprimées dans le pays depuis 2010. 20minutes.fr 30.11

Quand l'UE adopte et finance l'internationale terroriste.

- Relance du processus d'adhésion de la Turquie - Francetv info

C'est un échange inédit : l'Union européenne est prête à réenvisager l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne en échange d'un meilleur contrôle des réfugiés syriens. Francetv info 30.11

Quand ceux qui bombardent le Yémen prétendent combattre l'Emirat islamique en Syrie

- Syrie: les Emirats prêts à contribuer à une force terrestre contre l'EI - AFP

Les Emirats arabes unis sont prêts à participer à une force terrestre pour combattre le groupe Etat islamique (EI) en Syrie, a annoncé un ministre en louant les frappes russes contre les jihadistes qualifiés d'"ennemi commun".

M. Gargash a ajouté que son pays, membre de la coalition internationale anti-EI dirigée par Washington, "est prêt à participer à

tout effort international nécessitant une intervention terrestre pour combattre le terrorisme".

"Les pays de la région doivent supporter une part du fardeau. Et il n'y a pas lieu d'avoir une intervention étrangère comme celle des Américains pour libérer le Koweït", a ajouté le ministre émirati.

Il se référait à la coalition internationale qui, sous la conduite des Etats-Unis, avait libéré le Koweït en février 1991 après sept mois d'occupation irakienne.

Les Emirats ont été parmi les premiers pays en septembre 2014 à participer à la campagne aérienne contre l'EI en Syrie.

"Personne ne va s'inquiéter du bombardement russe de Daech (acronyme arabe de l'EI) ou d'Al-Qaïda, car ce bombardement vise un ennemi commun", a dit M. Gargash, dont le pays est aussi l'un des piliers de la coalition arabe intervenue en mars au Yémen contre des rebelles chiites accusés de liens avec l'Iran.

Il s'agit d'une des rares réactions arabes à l'opération lancée fin septembre par la Russie contre les jihadistes de l'EI en Syrie. L'Egypte était le premier pays à saluer cette intervention.

La Russie, intervenue dans le conflit pour venir en aide au régime de Bachar al-Assad, affirme viser l'EI et d'autres groupes "terroristes", c'est-à-dire opposés au pouvoir.

Mais les Occidentaux et des opposants accusent Moscou de concentrer ses bombardements sur des rebelles qualifiés de "modérés".

Dimanche, deux sénateurs américains ont plaidé pour l'envoi de 100.000 soldats étrangers, en majorité de pays sunnites mais aussi Américains, pour combattre l'EI en Syrie.

"Il faudrait 100.000 soldats au total" pour combattre l'EI, a déclaré à des journalistes John McCain, président du Comité des forces armées du Sénat américain, lors d'une visite à Bagdad.

Le Premier ministre irakien Haider al-Abadi a pour sa part assuré lundi que son pays avait les effectifs suffisants pour battre l'EI. AFP 30.11

[La France protège le salafiste Erdogan. Voilà pourquoi le Pentagone a abattu un bombardier russe](#)

- Paris rappelle à l'ordre Moscou sur ses cibles en Syrie - Reuters

La France a mis en garde lundi la Russie après des frappes aériennes contre des zones turkmènes, en Syrie, en soulignant qu'il ne pouvait "y avoir aucune équivoque possible quant aux objectifs poursuivis".

Ces bombardements ont suscité la colère de la Turquie, qui a abattu mardi dernier un bombardier russe Sukhoï-24 à sa frontière avec la Syrie.

Depuis fin septembre, la chasse russe a notamment visé des villes et villages du nord de la province de Lattaquié où vivent de nombreux Turkmènes, des Syriens d'origine turque.

"Il ne doit y avoir aucune équivoque possible quant aux objectifs poursuivis, qui doivent uniquement viser à la destruction de Daech", a déclaré un porte-parole du ministère français des Affaires étrangères en réponse à une question de Reuters sur le sujet. Reuters 30.11

Les Turkmènes auxquels a fait référence Fabius sont en réalité affilié à Al-Qaïda, quand ils n'appartiennent pas à un parti néonazi qui combat au côté de leurs frères barbares.

- Pour Poutine, la Turquie a abattu un avion russe pour protéger le trafic de pétrole du groupe Etat islamique - Francetv info

Vladimir Poutine a accusé lundi la Turquie de couvrir le trafic de pétrole auquel se livre l'organisation État islamique (EI) en Syrie, ce qu'a fermement démenti le président turc Recep Tayyip Erdogan, sur fond d'escalade des tensions après la destruction d'un avion russe.

"Nous avons toutes les raisons de penser que la décision d'abattre notre avion a été dictée par la volonté de protéger ces chemins d'acheminement de pétrole vers le territoire turc, justement vers ces ports depuis lesquels il est chargé sur des

navires-citernes", a lancé M. Poutine lors d'une conférence de presse en marge de la COP21.

Le président russe a affirmé que le pétrole produit par l'EI, qui représente l'une des principales sources de financement du groupe jihadiste, était "acheminé massivement, de manière industrielle, vers la Turquie".

"Nous défendrons toujours (l'idée d'une coalition élargie), mais nous n'y arriverons pas tant que certains utiliseront des groupes terroristes pour servir leurs intérêts politiques à court terme", a estimé lundi le président russe. Francetv info 30.11

Qui protège Hollande ?

- Les Rockefeller de Raqqa: le business du pétrole de Daech mis à nu - sputniknews.com

Alors que les principales sources de revenu de Daech font toujours jaser, il faudra peut-être poser crûment la question: qui s'emploie à faciliter le transport du pétrole brut volé? Et où ce brut finit-il en fin de compte?

Plus tôt dans le mois de novembre, le chef d'Etat russe Vladimir Poutine a détaillé les progrès des opérations anti-djihadistes:

"Je vous ai montré des photos prises de l'espace, depuis un vaisseau spatial, qui attestent clairement de l'échelle du trafic illicite du pétrole et des produits pétroliers", a-t-il déclaré aux journalistes, en marge du sommet du G20 à Antalya.

Le même jour, les Etats-Unis ont détruit près d'une centaine de camions-citernes de Daech transportant de l'or noir. Puis, dans les deux semaines qui ont suivi, Moscou et Washington en ont détruit environs 1.300. La route du pétrole de Daech

Ici, il faut bien un éclairage en ce qui concerne cette "route du pétrole" de Daech. Ceyhan, ville portuaire dans la province d'Adana en Turquie, est justement le cœur de ces opérations de contrebande, hébergeant des terminaux d'où le pétrole kurde, juridiquement illégal, poursuit son chemin vers d'autres pays. Le pétrole est transporté dans des quantités dépassant un million de barils par jour, et vu que Daech n'a jamais été capable de vendre, en un jour, plus de 45.000 barils, il devient évident que la détection de telles quantités de brut ne peut pas être effectuée grâce à des méthodes de comptabilisation des stocks. Autrement dit, si le pétrole de Daech a été transporté via le port de Ceyhan, il était apparemment invisible.

Voilà donc où cela devient intéressant. Le portail Al-Araby al-Jadeed, basé à Londres, a réussi à reconstituer le trajet du brut de Daech, faisant référence à un représentant des services de renseignement irakiens.

"Après que le pétrole ait été extrait et embarqué, des véhicules transportant du brut part de la province de Ninive pour Zakho (une ville du Kurdistan irakien près de la frontière turque, ndlr), à 88 kilomètres de Mossoul. Arrivés à Zakho, les 70 à 100 véhicules sont accueillis par des représentants de la mafia faisant de la contrebande pétrolière, dont des Syriens, des Kurdes irakiens, ainsi que des Turcs et des Iraniens", explique-t-il.

Après, le responsable de ces opérations vend le pétrole au client qui a proposé le prix le plus élevé. En cela, la compétition parmi les groupes engagés est très élevée, et les meurtres parmi ces derniers sont assez fréquents.

Ce client paie immédiatement entre 10 et 25% de la valeur du brut, en général le reste de la somme est payé par la suite. Les conducteurs cèdent leurs véhicules à d'autres chauffeurs disposant de tous les documents nécessaires pour franchir la frontière avec la Turquie, alors que les conducteurs "initiaux" reviennent, dans des véhicules vides, dans les territoires sous le contrôle de Daech.

Une fois en Turquie, les véhicules transportant ce trésor pétrolier poursuivent leur chemin vers la ville de Silopi où une personne connue sous les noms de Dr Farid, Hajji Farid ou bien Oncle Farid met finalement la main sur cet or noir. Et à l'intérieur du pays, le pétrole de Daech se confond avec celui vendu par le gouvernement régional du Kurdistan puisque les deux sortes sont considérées comme "illégales", "venues d'une source inconnue" ainsi que "non autorisées".

Ensuite, les groupes pétroliers transportent le brut acquis à travers des ports turcs en Israël, le principal client de Daech en matière de pétrole. En cela, ces groupes qui achètent du brut du gouvernement régional du Kurdistan s'approprient inévitablement du pétrole de Daech, fait remarquer Al-Araby al-Jadeed.

Qui sont les médiateurs de Daech?

Comme le graphique ci-dessus l'indique, le pétrole vient directement depuis Ceyhan au port israélien de Ashdod mais une autre question se pose, notamment si Malte est également impliquée dans ce trafic illicite, du fait que la société de transport maritime appartenant au fils du président turc, Bilal Erdogan, se trouve sur l'île méditerranéenne.

Ces derniers mois, cette société, BMZ Group, a acheté deux navires, auparavant dans les mains de l'entreprise Palmali Denizcilik et dont le montant s'élève à 34 millions de dollars. Coïncidence? Peut-être. Mais il semble hautement probable que la famille Erdogan participe délibérément au trafic du brut de Daech, compte tenu de tous les trucs connus d'Ankara concernant le pétrole kurde illégal. C'est-à-dire, si Ankara vaque à transporter du brut kurde, pourquoi pas transporter celui de Daech via ces mêmes canaux?

"Tout ce brut a été livré à la société qui appartient au fils de Recep Tayyip Erdogan", estime le ministre syrien de l'Information Omran al-Zoubi, cité par Zero Hedge. "C'est pourquoi la Turquie s'est soudainement inquiétée lorsque la Russie a commencé ses frappes aériennes contre les infrastructures de Daech et a détruit plus de 500 camions-citernes transportant du pétrole", poursuit-il.

En fin de compte, nous ne saurons peut-être jamais l'histoire complète, mais les faits connus nous poussent à supposer, au minimum, qu'Ankara non seulement approvisionne les djihadistes en munitions et financements, mais aussi ne manque pas d'assumer la tâche de facilitateur dans le trafic illicite de brut, les sociétés internationales comme celle de Bilal Erdogan et d'autres, achetant du pétrole kurde, figurant en tant que médiatrices. sputniknews.com 30.11

[Hollande aligné sur les va-t-en-guerre du Pentagone ou de la Fed.](#)

- François Hollande a un objectif: construire une coalition solide et forte pour lutter contre l'État islamique en Syrie. - Francetv info 30.11

Vraiment ?

- Bachar Al-Assad accuse la France de "soutenir le terrorisme" - Francetv info

Le président syrien Bachar Al-Assad accuse la France de conforter le terrorisme, dans des propos diffusés lundi 30 novembre par la télévision publique tchèque, la CT.

"Naturellement, si vous posez la question aux Syriens, ils vous diront qu'ils ne veulent pas de conférence de paix par exemple en France, car la France soutient le terrorisme et la guerre, non la paix", déclare-t-il dans cette interview enregistrée à Damas (Syrie). L'intégralité doit être diffusée mardi matin.

Prague, un lieu potentiel pour signer un accord de paix

"Et comme vous mentionnez Prague, ce serait généralement accepté, en raison de la position équilibrée de votre pays", poursuit le chef de l'Etat syrien. Bachar Al-Assad répond ainsi à la question d'un journaliste tchèque sur la possibilité de voir un jour un accord de paix signé à Prague, la capitale tchèque, comme l'avait suggéré en septembre à New York le président du pays Milos Zeman.

Dans cet extrait diffusé lundi par la chaîne, un journaliste demande aussi à Bachar Al-Assad si les Européens devraient avoir peur des réfugiés syriens. Il répond : "C'est un mélange. La majorité sont de bons Syriens, des patriotes. Mais naturellement des terroristes s'infiltrèrent parmi eux, c'est vrai." Francetv info 30.11

[INFOS EN BREF](#)

[SOCIAL ET SOCIÉTÉ](#)

1- France

- Le Parlement adopte le budget de la Sécu pour 2016 - Reuters

Les groupes les Républicains (LR) et UDI (centriste) ont voté contre tout comme celui du Front de gauche pour des raisons opposées.

Le groupe PS et celui des Radicaux de gauche ont voté pour. Le groupe écologiste s'est divisé en votes pour et abstentions.

Le texte fixe à 1,75% contre 2,05% en 2015 la progression de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie (Ondam) ce qui représente 3,4 milliards d'euros d'économies.

2- Japon

- Les salariés de Honda au Japon partiront en retraite plus tard - Reuters

Honda Motor a l'intention de repousser de 60 à 65 ans l'âge de la retraite de ses salariés dans ses usines au Japon pour tenter de retenir ses troupes plus longtemps dans un contexte de diminution de la main-d'oeuvre.

Le troisième constructeur automobile japonais a annoncé mardi que dans le cadre de ce projet, les salariés travaillant au-delà de 60 ans gagneraient environ 80% de leur salaire de base et bénéficieraient d'autres avantages. Actuellement, Honda réembauche ses salariés âgés de plus de 60 ans à 50% de leur dernier salaire dans le cadre de contrats à court terme.

Honda a dit prévoir la mise en place de ce nouveau système d'ici mars 2017, une fois obtenu le feu vert des syndicats.

Les entreprises japonaises remanient leurs politiques dans la perspective d'une diminution d'environ un tiers à 87 millions de la population du pays en 2060, selon l'Institut national de recherche japonais sur la population et la sécurité sociale, le taux de mortalité étant supérieur au taux de natalité.

La population en âge de travailler au Japon a atteint un pic au milieu des années 1990 et a constamment baissé depuis, selon les statistiques du ministère de l'Intérieur. D'après les prévisions, la population active pourrait retomber à 44 millions en 2060, soit la moitié du pic atteint dans les années 1990. Reuters 30.11

ECONOMIE

FMI

- Le FMI approuve l'entrée du yuan dans son panier de devises - Reuters

Le conseil d'administration du Fonds monétaire international(FMI) a donné lundi son accord à l'intégration du yuan dans son panier de devises de référence, un feu vert qui consacre l'internationalisation de la monnaie chinoise et l'accession de Pékin parmi les toutes premières économies de la planète.

Le yuan, également appelé renminbi, rejoindra le dollar américain, l'euro, la livre sterling et le yen japonais au sein du panier qui sert au FMI à calculer ses "droits de tirage spéciaux" (DTS), l'actif de réserve international de l'institution.

Le yuan représentera 10,92% du panier du FMI. Concrètement, cette pondération correspond à la part du yuan dans les devises que les 188 pays membres du FMI pourront recevoir en échange des DTS reçus du Fonds. Pour être intégré dans le panier des DTS, le yuan devait respecter un certain nombre de critères, à commencer par son utilisation comme instrument de paiement international et son usage régulier et large sur les marchés de changes, condition qu'il ne remplissait pas lors du dernier réexamen du panier en 2010.

La directrice générale du FMI, qui était favorable à l'entrée du yuan dans le panier des DTS, souhaite que le gouvernement chinois aille plus loin dans les réformes. "La poursuite et l'intensification de ces efforts rendront plus robuste le système monétaire et financier international, ce qui soutiendra la croissance et la stabilité de la Chine et de l'économie mondiale", écrit Christine Lagarde dans un communiqué.

Dans l'immédiat, la décision du FMI est essentiellement symbolique et n'aura que peu d'effets instantanés sur les marchés financiers. Mais c'est la première fois que l'organisation basée à Washington intègre une nouvelle devise dans son panier et il s'agit de la modification la plus importante apportée à la composition de celui-ci en 35 ans.

Pour l'instant, ce panier est composé à 41,9% de dollars américains, à 37,4% d'euros, à 11,3% de livres sterling et à 9,4% de yens japonais. Le yuan ne devrait pas l'intégrer avant octobre 2016.

Une fois les pondérations réajustées, le poids de l'euro, celui de la livre sterling et celui du yen dans le panier du FMI devraient être réduits tandis que celui du dollar devrait peu varier.

Selon les chiffres du gestionnaire privé de transactions internationales SWIFT, la monnaie chinoise se classait en août au quatrième rang mondial en termes de paiements effectués, avec 2,8% des transactions globales, derrière le dollar, l'euro et la livre sterling.

L'entrée de la monnaie chinoise dans le panier du FMI devrait alimenter la demande de yuans et d'actifs libellés en yuans, les banques centrales et les grands investisseurs privés ajustant leurs portefeuilles en conséquence.

Certains analystes spécialisés estiment cette nouvelle demande potentielle à plus de 500 milliards de dollars (475 milliards d'euros) et qu'elle pourrait porter la part de la devise chinoise dans les réserves mondiales à environ 5% d'ici quelques années, ce qui lui permettrait de dépasser le dollar canadien et le dollar australien. Reuters 30.11

[Haut de page ↗](#)

Le 2 décembre 2015

CAUSERIE

En raison d'importantes coupures de courant l'actualisation du portail ne sera que partielle.

Nous en sommes au quatrième jour de pluie non-stop.

C'est la plus importante mousson que vit l'Inde du Sud depuis plus de 30 ans ont annoncé les autorités. Des villages entiers sont sous les eaux ou on été emportés, y compris des quartiers entiers de la capitale du Tamil Nadu, Chennai, ex-Madras, causant des centaines de morts.

Depuis plus de 20 ans que je vis en Inde, c'est la première fois que la mousson dure aussi longtemps, généralement elle se termine au bout de 10 à 15 jours maximum, là on a dépassé trois semaines. Les prix flambent, pour vous donner un ordre d'idée, le kilo de tomate de 10 roupies avoisine les 100 roupies ! On s'en passera.

Mon beau-frère qui travaille pour une communauté composée essentiellement d'étrangers (Auroville) bénéficie d'un repas gratuit à emporter par jour. C'est une gamelle composée de 5 compartiments ou figurent du yahourt, des crudités, quelques légumes en ragout, des légumineuses en sauce et le dernier est composé selon les jours de riz, de spaghettis ou de crêpes à base de riz et de lentilles. Comme il ne consomme pas ce menu excellent préparé exclusivement à partir de produits naturels, c'est moi et Selvi qui en profitent, et comme on mange peu tous les deux, le midi je mange les crudités agrémentées de riz et le soir on mange le reste, du coup à part la viande ou les oeufs on achète pour ainsi dire plus de légumes, d'épices etc. sauf le dimanche car la cantine est fermée et puis cela nous change un peu. Et ce qu'on n'a pas consommé au bout de quelques jours parce qu'il y en avait toujours trop, on le donne aux chiens du village en y ajoutant du riz, celui distribué gratuitement aux pauvres que mon beau-frère ne mange pas parce qu'il le trouve trop long et plus difficile à digérer!

On se débrouille et on s'entraide, on essaie de survivre quoi ! La semaine dernière j'ai encore dû aider financièrement mon beau-frère à finir le mois, il me remboursera quand il aura reçu sa paie. L'état d'urgence ici on le vit en permanence, et les Indiens aussi nombreux soient-ils ne sont pas les seuls dans ce cas-là dans le monde. Vous comprendrez pourquoi nous sommes particulièrement motivés pour le changer, et avoir un autre état d'esprit nous semblerait franchement indécent.

Un point sur la situation.

- François Hollande bondit à 50% d'opinions positives, son meilleur score depuis juillet 2012 - Francetv info 01.12

- L'Allemagne va participer à la coalition contre l'État Islamique en Syrie - euronews.com 01.12

Le Mossad ou un al-qaïdiste recruté par la CIA fait exploser un avion de ligne russe au-dessus de l'Égypte, premier avertissement à la Russie pour qu'elle cesse de s'impliquer dans la guerre en Syrie au côté de la République arabe syrienne ou plus précisément qu'elle cesse d'interférer avec les plans de la Turquie, de l'Arabie saoudite, du Qatar et d'Israël.

Le Pentagone abat un bombardier russe au-dessus de la Syrie par l'intermédiaire d'un membre de l'OTAN, la Turquie, second avertissement à la Russie.

En attendant le troisième qui pourrait venir très rapidement sous la forme d'une nouvelle provocation dans le ciel de la Syrie...

Pendant ce temps-là en France, après le coup d'Etat terroriste du mois de janvier orchestré par ceux qui ont abattu les deux avions russes qui avait permis de sceller l'union nationale, qui malheureusement devait voler en éclat peu de temps après et ne profitera guère à l'exécutif car toujours rejeté par la majorité de la population, mais qui a tout de même permis en catimini

l'adoption d'une loi légitimant la surveillance de l'ensemble de la population qui existait déjà en l'agréant d'une batterie de mesures liberticides et répressives supplémentaires, ils allaient déverser un flot de centaines de milliers de réfugiés sur l'Europe occidentale à partir de la Turquie, de manière à déstabiliser un ensemble de pays et à faire pression sur leurs responsables politiques afin qu'ils s'engagent davantage au côté des Américains dans la guerre qu'ils mènent au Moyen-Orient, en vain. Alors ils orchestreront le carnage du 13 novembre à Paris pour leur forcer la main, permettre à la fois à Hollande de déclencher l'état d'urgence sur fond d'unité nationale retrouvée pour museler toute opposition, et de déclarer la guerre au terrorisme ou aux soi-disant auteurs de ce massacre sans viser évidemment ses commanditaires, pour justifier l'escalade militaire de la France contre la Syrie, ce qui tombera à point pour se refaire une santé, alors qu'il était toujours en disgrâce au sein de la population ainsi que le PS, à quelques semaines d'élections qui s'annonçaient catastrophiques pour le gouvernement et ce parti, le tout en bénéficiant de la complicité ou de la neutralité bienveillante des dirigeants du mouvement ouvrier à son égard, et le tour était joué. Ajoutons, que l'avertissement du 13 novembre avait valeur d'exemple pour tous les chefs d'Etat de l'UE, qui s'empresseront de s'impliquer davantage dans la guerre contre la Syrie, notamment la Grande-Bretagne et l'Allemagne.

Ainsi le Pentagone, la CIA, la Fed, les banquiers et le complexe militaro-industriel, bref, l'oligarchie financière anglo-saxonne peut être fière d'être parvenue à semer le chaos en Europe et d'y avoir importé la guerre, afin que chaque Etat y consacre davantage d'argent, tout en bafouant l'Etat de droit au profit d'un Etat policier ou militarisé sur fond de restriction des libertés individuelles et des droits politiques des exploités et des opprimés, franchissant ainsi une nouvelle étape vers l'instauration d'une dictature mondiale absolue, à partir de l'énorme puissance politique ou le pouvoir tentaculaire qu'elle a acquis en se soumettant tous les Etats des puissances occidentales, conformément à sa stratégie politique néolibérale devant aboutir à l'avènement d'un nouvel ordre mondial qui consacrera son hégémonie, sa domination sans partage sur l'ensemble de la société ou du monde qui lui seront totalement soumis, marquant ainsi la fin de la civilisation humaine si elle parvenait à ses fins, puisqu'une telle société ou un tel monde dont se dessine aujourd'hui de plus en plus nettement les contours, n'auront plus rien d'humain.

Défense du marxisme. Doit-on défendre une position ou une politique à partir de principes, et quelles en sont les conséquences ?

Nous répondons par la négative à cette question. Pourquoi ? Pour deux raisons au moins, d'une part parce que seule une infime minorité des travailleurs partagent ces principes ou en comprennent la signification, et d'autre part, parce que ces principes agités comme des fétiches ne permettent pas de comprendre la situation, donc d'agir efficacement dessus ou de modifier son orientation.

A l'opposé, en partant des faits, ce qui implique de les connaître, on peut comprendre ce qui se déroule sous nos yeux, on peut découvrir les véritables intentions ou les intentions inavouables des représentants des capitalistes que recouvrent leurs discours et les mesures ou la politique qu'ils adoptent. Ces faits étant accessibles à tous et parfaitement vérifiables pour peu qu'on s'en donne la peine ou les moyens, il est facile d'en faire découler les positions que l'on défend ou la politique que l'on a adoptée, et donc de les partager avec le plus grand nombre.

Ces deux démarches sont incompatibles et s'excluent mutuellement.

La première qui a été adoptée par l'ensemble des dirigeants corrompus de la soi-disant avant-garde du prolétariat est particulièrement dangereuse, nuisible, pernicieuse, venimeuse, parce qu'elle implique que ceux qui la partagent ne sauront pas réellement pourquoi, au point qu'ils pourront s'y référer dans des circonstances ou justement ces principes s'avèreront inapplicables ou entreront en contradiction avec l'objet de leur combat politique, et dans la mesure où ils ne se référeront pas aux faits qui seuls permettraient de confondre les tenants de la politique qu'ils sont censés combattre, ils seront incapables de leur opposer des arguments concrets, matériels, cohérents ou sérieux qui permettraient de mettre en lumière leurs mensonges ou de démonter la propagande officielle, de telle sorte qu'ils ne parviendront jamais à inspirer confiance aux travailleurs ou à les amener à partager leur position. Prenons un exemple pour l'illustrer.

Vous vous opposez au bombardement d'un pays par l'Etat français au nom du principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, vous en appelez à l'internationalisme prolétarien, etc.

De l'autre côté les représentants de l'Etat français expliquent qu'un tyran est en train de massacrer son peuple et qu'il est inhumain de le laisser faire pour justifier son intervention militaire dans ce pays, au nom de la liberté et de la démocratie auxquelles tous les peuples ont droit et qui sont gravement bafoués dans ce pays. Ensuite ils demandent à la plèbe ignorante qu'ils savent mal informée et manipulable pour cette raison, si elle accepterait d'être livrée à un tel traitement, et sachant qu'elle répondrait par la négative, ils embraient en lui demandant si elle consentirait à ce qu'un Etat vole à son secours pour la délivrer d'un horrible dictateur qui massacrerait des civils innocents. Ils savent que la plupart des gens répondront qu'ils seraient prêts à accepter n'importe quoi pour éviter de vivre une pareille tragédie par ailleurs montée en épingle par le truchement des médias institutionnelles. Et c'est ainsi que le gouvernement pourra se prévaloir d'un soutien populaire pour engager une guerre contre un Etat, détruire un pays et massacrer sa population.

Mais il y a pire encore.

A ces principes inopérants, inconsistants ou à l'usage inapproprié vient s'ajouter l'argument destructeur qui fera définitivement pencher la balance du côté des impérialistes, consistant à accuser le chef d'Etat qu'ils entendent renverser de despotisme, en précisant toutefois que c'était à son peuple opprimé de le renverser, histoire là encore de se donner bonne conscience en bons militants révolutionnaires qu'ils sont. Mais cet argument qui relève de la pire démagogie se retournera contre eux, parce que chacun sait que ce peuple en était justement totalement incapable. Cela aura le don de fournir un argument supplémentaire à cette puissance occidentale qui pourra finalement se prévaloir d'exécuter la volonté de ce peuple martyrisé en le débarrassant de ce tyran sanguinaire, ainsi son intervention militaire sera justifiée ou légitimée au nom de ce peuple par son propre peuple, et le tour est joué.

A l'opposé, il aurait suffi d'exposer les faits, de montrer que la rhétorique du chef d'Etat et de son gouvernement relevait uniquement de la propagande ou de l'idéologie pour démonter la version officielle sur la situation dans ce pays et la rendre caduque. Les faits suffisaient en eux-mêmes à rétablir la vérité, à savoir que jamais le soi-disant tyran n'avait mitraillé ou bombardé son propre peuple, que cette histoire avait été totalement inventée pour justifier une intervention militaire à des fins purement mercantiles. Oui mais dans ce cas-là, les faits contredisant la version officielle, cela signifiait qu'on cessait de soutenir son propre impérialisme et qu'on s'engageait à le combattre, or c'était impensable de par la nature du parti de ces militants, ce qu'ils ignorent de préférence, mais par forcément pour ses cadres et dirigeants et même un grand nombre de ses militants.

Voilà le résultat de la conception de la lutte de classe qui repose sur des principes élevés au rang de dogmes en fait. Terrible, monstrueux, cynique au possible, n'est-ce pas ? A vous dégoûter du socialisme, du communisme et du trotskisme, n'est-ce pas ? Ne cherchez pas, c'est le but.

Elle consiste à laisser ceux qui gouvernement manipuler tranquillement la population pour parvenir à leur fin, que finalement les teneurs de cette conception de la lutte de classe partagent, et qu'ils camouflent derrière des principes (ou des étiquettes, références, citations, etc.) qui leur servent juste à se donner bonne conscience, pour qu'on n'ait pas d'explications ou de compte à leur demander par la suite.

Dès lors, on ne s'étonnera pas et on comprendra pourquoi le niveau de conscience politique de ces militants n'a jamais réellement progressé, et pourquoi au contraire il était plutôt voué à régresser, ne parlons même pas de celui de la population en général.

Leur politique se résume à cela, à de la propagande bon marché qui n'a jamais réellement servi notre cause ou le socialisme, elle a la vertu de transformer les militants en petits soldats aveugles du régime qu'ils croient combattre.

On a aussi là la réponse à la question qu'on s'était posées à plusieurs reprises, quand nous nous demandions comment cela avait été possible que des travailleurs ayant milité pendant des décennies dans des partis, ayant lu les ouvrages des marxistes et participé à des milliers de réunions, meetings, manifestations n'avaient pas été malgré toute en mesure de progresser, selon leurs propres témoignages je précise, pourquoi cette riche expérience parfois de toute une vie ne leur avait servi strictement à rien, et bien c'était simplement parce que leur intervention dans la lutte des classes au lieu de partir de la réalité était soumise à une conception de la lutte de classe ou la théorie ou des principes gravés dans le marbre prévalaient, ce qui les empêchera d'en tirer des enseignements pratiques ou de progresser. Seul l'examen rigoureux des faits et leur enchaînement permet de comprendre le processus dialectique à l'oeuvre et non des principes.

En dernière analyse, cette conception de la lutte de classe était tout simplement anti-marxiste.

Il y aurait de quoi écrire un ouvrage entier sur ce sujet. On arrêtera là pour aujourd'hui. Je pense qu'on a bien dégrossi notre sujet, trop rapidement peut-être par manque de temps comme d'habitude. Tout finit par s'expliquer un jour, le plus difficile, c'est de parvenir à mettre nos idées en ordre et de les exprimer le plus simplement possible pour que chacun puisse les saisir quel que soit son expérience, ses connaissances ou son niveau intellectuel.

Hommage à mes maîtres à penser, et au diable ceux qui n'en ont pas ou vouent un culte à leur appareil digestif qui pensent librement à leurs places ! Vous saisissez de qui il s'agit, ceux qu'on a évoqué dans ce texte notamment.

Ce que j'admire par dessus tout chez Marx et Engels, c'est la limpidité de leurs discours au-delà du fait qu'ils demeurent une source d'inspiration inépuisable, et je crois en avoir découvert l'origine, outre leur modestie qui force l'admiration, cette limpidité traduisait leur maîtrise du matérialisme dialectique à un niveau tellement élevé qu'ils pouvaient formuler leurs idées ou présenter leurs travaux de sorte que n'importe quel public puisse les saisir aisément. Je me souviens avoir lu quelque part que c'était même une obsession chez eux. Marx était un perfectionniste, à côté on passerait presque pour un dilettante.

Ne prétendant évidemment nullement rivaliser avec eux et ne bénéficiant malheureusement pas de leur facilité à s'exprimer, je leur dédie ce texte que je n'aurais jamais pu rédiger sans leur aide irremplaçable, au marxisme, à leur conception de la lutte de classe en appelant les militants à se la réapproprier, pour notre cause, pour le socialisme et vaincre la barbarie capitaliste.

ACTUALITE EN TITRES

Du coup d'Etat permanent à l'Etat d'exception permanent.

- L'état d'urgence permanent? Manuel Valls n'exclut pas une nouvelle prolongation - Le Huffington Post

Des "restrictions de liberté" pour mieux "défendre nos libertés"? C'est au nom de cet oxymore que le premier ministre Manuel Valls a évoqué ce mardi 1er décembre une possible prolongation de l'état d'urgence au-delà des trois mois autorisés par le Parlement. Le Huffington Post 01.12

Surenchère quotidienne dans cette direction

- Attentats: le gouvernement soutiendra la fouille des bagages par les agents de sécurité SNCF et RATP - AFP

- Dans le Loiret, l'Education nationale rêve d'un fichage policier - Liberation.fr

- Fusion PS/LR entre les deux tours des régionales : « toutes les solutions doivent être envisagées » pour François de Rugy - Public Sénat

Mais au fait où sont passés ces braves démocrates, républicains, humanistes, progressistes dont on n'a pas cessé de nous rebattre les oreilles pendant plus 70 ans ?

Ils sont comme les pacifistes en temps de paix qui deviennent de farouches militaristes en temps de guerre.

Vous comprendrez mieux pourquoi les partis dits ouvriers qui s'en étaient servis poursuivaient en réalité un autre objectif que celui qu'ils affichaient au regard de ce qu'ils sont devenus ou de leur véritable nature réactionnaire qui s'expose dorénavant au grand jour. On ne peut même pas dire que les uns auraient manipulé les autres ou vice versa, puisqu'en réalité ils étaient complices ou partageait les mêmes objectifs.

Il fait si bien le boulot à sa place.

- Valls : «Chacun doit prendre ses responsabilités pour empêcher le FN de gagner» - LeFigaro.fr

La présomption de culpabilité généralisée va de paire avec la surveillance généralisée de la population.

- Consulter des sites jihadistes peut-il nous rendre coupable ? - francetvinfo.fr

La loi sur le terrorisme ne permet pas actuellement de poursuivre une personne pour une simple consultation de site. francetvinfo.fr 01.12

Une revendication du Medef

- Les pistes de Najat Vallaud-Belkacem pour rapprocher l'école et l'entreprise - LeMonde.fr

Fascisme. Le temps des miliciens est de retour.

- Ménard créé une "garde biterroise" pour patrouiller dans Béziers - Le Huffington Post

Le maire de Béziers a encore trouvé de quoi faire parler de lui. Robert Ménard, proche du Front national, a annoncé ce mardi 1er décembre la prochaine création d'une "garde biterroise", faite de "citoyens du cru" qui patrouilleront dans les rues de la ville pendant la durée de l'état d'urgence. Le Huffington Post 01.12

Les djihadistes en herbe ont l'esprit de sacrifice. Mais qui veulent-ils sacrifier au juste ? Nous, pardi !

- EELV prêt à sacrifier ses candidats au second tour - Le Huffington Post

Cette fois, c'est clair. Europe Ecologie-Les Verts envisage très clairement de ne pas avoir de candidats au second tour des

régionales dans certaines régions. Au regard des sondages, il y a très peu d'endroits où les écologistes sont en mesure de se maintenir mais en réalisant plus de 5% au premier tour, ils ont la possibilité de fusionner avec la liste socialiste. Le Huffington Post 01.12

[Une anomalie à rectifier au plus vite.](#)

- OCDE: Les Français passent près de cinq ans de plus à la retraite que dans les autres pays - 20minutes.fr

[Les oligarques sont décidément des philanthropes, des sages, de saints hommes.](#)

- Mark Zuckerberg léguera sa fortune à sa nouvelle fondation - Reuters

- COP21 : Bill Gates présente son fonds d'investissement pour les énergies propres - AFP

Leur fondation servent de paravents à des opérations de déstabilisation ou de renseignement menées sous de faux drapeaux.

[Quand l'Empire mafieux du chaos et de la guerre se fait racketteur.](#)

- Astreinte journalière imposée à Bank of China aux USA - Reuters

- Bosch poursuivi aux USA dans le dossier des émissions de VW - Reuters

- Moteurs truqués: Standard and Poor's abaisse encore la note de Volkswagen - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

[En famille. Etat policier et corporatiste font bon ménage](#)

- Un entrepreneur, Patrick Bernasconi, à la tête du Cese - AFP

L'ex-dirigeant du Medef Patrick Bernasconi a été élu mardi dès le premier tour et avec une large majorité président du Conseil économique, social et environnemental (Cese), après une âpre bataille l'opposant au sortant Jean-Paul Delevoye.

Chef d'une PME familiale, M. Bernasconi, 60 ans, a été élu pour un mandat de cinq ans et l'a emporté par 131 voix sur 224 suffrages exprimés.

L'ancien ministre, Jean-Paul Delevoye, a obtenu 63 voix. Le troisième candidat, le syndicaliste Gérard Aschieri, a recueilli 30 voix.

Dès l'annonce du résultat, M. Delevoye qui faisait partie des personnalités qualifiées nommées par le gouvernement dans la nouvelle mandature, a annoncé sa démission du Cese.

Le mandat des 233 anciens conseillers s'étant achevé le 15 novembre, les nouveaux - 193 nommés par leurs organisations, syndicats, patronat, associations, et 40 personnalités désignées par le gouvernement - s'étaient réunis en assemblée plénière en début d'après-midi.

Ils se sont prononcés à bulletins secrets, après avoir entendu chaque candidat défendre son projet durant 10 minutes.

Le projet de M. Bernasconi de "renouveau démocratique" de l'institution, était soutenu par "un collectif" formé par le patronat, quatre syndicats (CFDT, CFTC, CFE-CGC, Unsa) et des associations.

Tout juste élu, M. Bernasconi a affirmé que sa mission sera "la réhabilitation du Cese". A l'heure où le Cese est "raillé et dénigré, nous saurons faire taire les critiques", a-t-il lancé.

"Et il y a urgence car jamais notre pays n'a eu autant besoin d'apaisement", a-t-il dit.

Il a promis que "l'action collective" sera "sa méthode" et qu'il ne fera "pas un mandat en solitaire".

En termes voilés, il a reproché au gouvernement de créer "facilement une commission ou un comité", au lieu de consulter le Cese.

Sa première démarche sera de solliciter une "audience" auprès des présidents de la République, de l'Assemblée nationale et du Sénat pour "évoquer la place centrale du Cese". (Où, mais au sein des institutions voyons, où voulez-vous que ce soit ! - LVOG)

L'élection de ce Normand d'origine italienne, qui vient de démissionner de la vice-présidence du Medef, marque le retour de la société civile à la tête du Conseil après une parenthèse "politique" avec l'ancien ministre chiraquien Jean-Paul Delevoye. Le Conseil a déjà été dirigé par une personnalité issue des rangs patronaux Jacques Dermagne (de 1999 à 2010). (Le Cese, c'est le comité d'entreprise de la France, quoi ! Vive de Gaulle et la Ve République ! - LVOG)

Patrick Bernasconi entend rendre "incontournable sur les questions centrales" la saisine du Cese et appelle les organisations membres - syndicats, patronat, associations - à s'investir davantage.

Assemblée consultative, "voix" de la société civile, le Cese a pour mission de conseiller le gouvernement à travers ses avis. Mais il est en mal de légitimité. Peu sollicité, ses avis restent souvent lettre morte et son coût élevé lui est reproché. (Le Sénat est la maison de retraite des députés et le Cese celle des bureaucrates syndicaux corrompus. - LVOG)

"Soit le Cese est capable d'évoluer" soit "sa raison d'être sera de plus en plus mise en cause", avait prévenu le groupe des personnalités qualifiées sortant.

Poussé vers la sortie, Jean-Paul Delevoye, 68 ans, soutenu par Force ouvrière, avait décidé de résister.

Se proclamant "un gaulliste social", il a dénoncé devant l'assemblée "une alliance contre nature" pour conquérir la présidence du Cese, dans une violente critique de son concurrent.

Mais après le vote, il a souhaité "bonne chance" au président élu l'enjoignant à ne "pas éviter les sujets qui fâchent" dans ces "moments difficiles", en particulier en raison de la montée du Front national.

Le numéro un de FO, Jean-Claude Mailly, a dénoncé dans un tweet un "deal gouvernement-PS-Medef-CFDT", et dont FO se met "à l'écart". Le syndicat n'a pas obtenu la questure dans le nouveau bureau. (Cela va encore alimenter la crise du POI. - LVOG)

De son côté, Gérard Aschieri, 63 ans, ancien numéro un de la FSU, soutenu par la CGT, la FSU et Solidaires, a appelé le nouveau président "à rassembler" cette assemblée et à "surmonter les antagonismes".

Une telle tension était inédite dans cette assemblée feutrée. En 2010, M. Delevoye avait été élu après le désistement de son concurrent, Jean-Pierre Davant, alors président de la Mutualité française. AFP 01.12

Le Conseil économique, social et environnemental est une institution de la Ve République que des syndicats ouvriers indépendants de l'Etat devraient boycotter. Mais cela existe-t-il ? Poser la question c'est y répondre, la preuve que non ici, si nécessaire.

[Les Américains chez eux en Irak : Out, go home !](#)

- Washington déploie une unité anti-EI en Irak, Bagdad proteste - Reuters

Les Etats-Unis ont annoncé mardi le déploiement en Irak d'une nouvelle unité des forces spéciales américaines dédiée à la lutte contre l'organisation djihadiste Etat islamique (EI), qui pourra mener des "opérations unilatérales" en Syrie.

A Bagdad, le Premier ministre Haïdar al Abadi a déclaré dans un communiqué que l'Irak n'avait pas besoin de forces terrestres étrangères, ajoutant que tout déploiement de troupes étrangères nécessitait l'approbation de son gouvernement et ne devait pas empiéter sur la souveraineté nationale irakienne.

Les milices chiites irakiennes ont de leur côté promis de s'opposer par les armes à tout déploiement de forces américaines en Irak.

"Nous pourchasserons et combattrons tout contingent américain qui sera déployé en Irak. Toute force américaine de ce genre deviendra la cible numéro un de notre organisation. Nous avons combattu les Américains par le passé et nous sommes prêts à reprendre la lutte", a déclaré Djafaar Hussaini, porte-parole du mouvement Kata'ib Hezbollah.

Les porte-parole de l'organisation Badr, soutenue par l'Iran, et du mouvement Assaïb Ahl al Hak ont fait eux aussi des déclarations dans le même sens.

Environ 3.500 soldats américains conseillent et assistent actuellement l'armée irakienne. En octobre dernier, un membre des forces spéciales américaines a trouvé la mort durant une opération menée en coordination avec les combattants kurdes pour secourir des otages détenus par l'EI dans la ville de Haouidja.

L'unité dont le secrétaire américain à la Défense Ashton Carter a annoncé l'envoi sera distincte du groupe d'une cinquantaine de membres des forces spéciales américaines que Washington a envoyé en Syrie pour coordonner l'action au sol des rebelles soutenus par les Etats-Unis.

Cette unité disposera d'effectifs plus importants et sera chargée d'aider les forces irakiennes ainsi que les peshmergas kurdes, a déclaré Ashton Carter, sans avancer de chiffre ni préciser le lieu où elle sera basée.

Un responsable du gouvernement américain a indiqué que cette unité pourrait compter environ 200 hommes, logistique comprise, dont quelques dizaines affectés directement à des opérations.

"Ces agents spéciaux seront à terme en mesure de mener des raids, de libérer des otages, de collecter des renseignements et de capturer des dirigeants de l'EIIL (Etat islamique en Irak et au Levant, NDLR)", a ajouté le ministre qui s'adressait aux membres la commission des Forces armées de la Chambre des Représentants.

Les pressions en faveur d'une intervention plus décisive des Etats-Unis dans la lutte contre l'EI se sont accentuées depuis les attentats de Paris et de Saint-Denis, qui ont fait 130 morts le 13 novembre.

Selon le général Joseph Dunford, chef d'état-major interarmes de l'armée américaine, la nouvelle unité va considérablement améliorer la collecte de renseignements, "ce qui va rendre nos opérations beaucoup plus efficaces".

"Nous menons une campagne en Irak et en Syrie. Nous allons aller là où se trouve l'ennemi et mener des opérations là où ses capacités pourront être réduites le plus efficacement", a-t-il ajouté devant les parlementaires. Reuters 01.12

[Haut de page ↗](#)

Le 4 décembre 2015

CAUSERIE

[Suite de la causerie d'avant-hier.](#)

Pour revenir sur la causerie d'avant-hier, il faudrait préciser qu'elle ne visait pas un parti en particulier, ensuite la question des faits qui ne sont pas abordés ou qui sont sciemment escamotés concernait aussi bien des événements particuliers que des situations générales.

Par exemple en 2011 de n'avoir pas rappelé le développement économique et social de la Libye au lieu de privilégier l'aspect autoritaire du régime libyen, et de n'avoir pas mentionné la falsification des faits que constituait le soi-disant soulèvement populaire contre Kadhafi à la veille des bombardements de la France et de l'OTAN donnant lieu du coup à une condamnation stérile au nom d'un principe, autant dire une condamnation de principe qui ne coûtait rien et sans conséquences, ou la manière de traiter les conséquences d'une situation pour mieux en occulter les causes ainsi que les acteurs qui y étaient impliqués ou en portaient la responsabilité. Aujourd'hui cela concerne l'état d'exception ou le coup d'Etat réalisé par le gouvernement Hollande-Valls contre les libertés individuelles et les droits politiques des travailleurs et leurs organisations que tous dénoncent sans oser toutefois le caractériser aussi précisément pour justement ne pas avoir à en analyser l'origine, ce qui immanquablement soulèverait un certain nombre de questions que les uns et les autres ne préférèrent pas aborder, ce qui à l'arrivée ne permettra pas de comprendre la situation puisque pour se faire il faudrait se pencher sur le passé par trop compromettant ou qui mettrait en lumière l'opportunisme auquel s'étaient livrés les uns et les autres qui constitue un des éléments pour comprendre pourquoi nous en sommes arrivés là.

Ce que je dénonçais c'était à la fois la manière selon les circonstances ou le sujet à traiter de substituer des principes aux faits, autant que la démarche qui consiste à s'attarder sur les conséquences d'une mesure ou d'un événement pour mieux en occulter les causes et ses différents acteurs.

Cette démarche n'était pas contradictoire avec le fait de posséder ou de s'être forgé des principes, bien au contraire elle consistait à les défendre. Etant attaché à un certain nombre de principes, ma démarche est cohérente. En quelque sorte nos principes sont la quintessence de la théorie que nous avons adoptée pour mener notre combat politique, ils nous servent de points de repère

pour interpréter la situation, mais en aucun cas ils ne peuvent pas se substituer à l'analyse de ses causes ou de ses origines.

C'est aussi la raison pour laquelle on ne tentera pas de les imposer aux travailleurs, on préférera dérouler le processus dialectique qui a conduit à cette situation afin qu'ils la saisissent et rejoignent notre combat.

C'est donc une démarche qui n'a rien à voir avec des incantations ou une idéologie, elle ne relève pas de la propagande, elle est uniquement destinée à aider les travailleurs et les militants à progresser dans leur compréhension du fonctionnement de la société pour la changer.

On poursuivra une autre fois.

Etat policier. Etat d'exception préventif.

A la guerre préventive est venu s'ajouter l'état d'exception préventif. Et en interdisant des manifestations, le gouvernement PS-PRG entend museler le prolétariat et ses organisations pour continuer d'appliquer sa politique antisociale et impérialiste tournée exclusivement contre les travailleurs, il fait donc la besogne généralement réservée à des régimes fascistes.

Vous avouerez que rendu là, c'est le moment ou jamais de se demander comment on a pu en arriver à cette situation, non ?

Et la question déterminante à se poser parce qu'elle en entraîne beaucoup d'autres, consiste à se demander de quelle manière les différents partis du mouvement ouvrier avaient caractérisé le PS jusqu'à présent en remontant jusqu'à la fondation de la SFIO en 1905. Cela nous amènera à revisiter les positions qu'avait adoptées le PS au cours du XXe siècle jusqu'à aujourd'hui et les rapports qu'avaient entretenus avec lui tous les partis, et on s'apercevra qu'il n'avait jamais cessé d'être un parti réactionnaire et impérialiste depuis au moins le 3 août 1914, au-delà des apparences trompeuses sur lesquels le mouvement ouvrier s'appuyera pour le présenter sous un jour avantageux, dont finalement il ne récoltera que des fruits vénéneux qui précipiteront sa déchéance et entraîneront sa chute.

Un lecteur a écrit.

- "Nous sommes en bas.

Les grecques se prostituent pour du pain , c'est absolument dramatique. 2 euros: le prix d'une passe de 30 minutes avec une étudiante qui se prostitue en Grèce ! Ou encore Libé qui titre : En Grèce, une passe pour le prix d'un sandwich . Tout ça à cause de l'austérité voulue par l'UE et les Allemands. La Grèce est plus que saignée, la paupérisation se généralise et s'intensifie. Dramatique .

Lorsque les opportunités disparaissent, et qu'il ne reste aux gens plus aucun espoir de trouver un jour du travail, il est tout simplement inévitable que beaucoup se tournent vers la prostitution plutôt que de mourir de faim, ou pire.

Ce n'est rien de plus qu'une loi économique. Le peuple grec a été écrasé. Son économie a été vendue aux enchères, et tout s'effondre dans le pays. Dans le même temps, la Grèce enregistre une flambée de la prostitution telle que ce genre de service a atteint un prix par heure de 4,24 dollars, ou un peu plus de 2 dollars la demi-heure.

Aux Etats-Unis, de nombreuses femmes ont elles-aussi intégré le marché du sexe, et offrent leur compagnie ou une romance arrangée en échange d'une éducation supérieure et d'une vie plus décente et confortable. Servir en restaurant et se retrouver endetté à vie ne fonctionne plus. Aux grands maux les grands remèdes."

En complément

Grèce : les déçus de Tsipras de nouveau en grève et dans la rue - AFP

Quelque 15 000 personnes ont défilé jeudi 3 décembre dans les rues d'Athènes lors d'une grève générale contre la réforme des retraites qu'il s'est engagée à mener auprès des créanciers du pays, UE et FMI. AFP 03.12

Extraits de lecture.

Le jour où l'ONU et la France notamment cautionnèrent la création de l'Etat sioniste.

Rappelons que le 29 novembre 1947 la France était sous le régime de la IVe République, et que le président de la République était Vincent Auriol (SFIO), celui du Conseil Robert Schuman (MRP [chrétien-démocrate], gouvernement auquel participait la SFIO).

- Le jour où l'Assemblée générale de l'ONU spolia les Palestiniens - Arrêt sur Info 01.12

Le 29 novembre 1947 à New York, l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies (ONU) adoptait la résolution 181 c'est-à-dire un plan de partage de la Palestine entre les Palestiniens et les colons juifs alors que les villes d'al-Quds et de Bethléem devaient passer sous statut international.

A une époque où presque toute l'Afrique et une grande partie de l'Asie étaient encore sous domination coloniale, 33 voix (dont les États-Unis, la France et l'URSS) se prononcèrent en faveur de ce plan, 13 voix s'y opposèrent (tous les États musulmans présents ainsi que la Grèce et Cuba), et 10 s'abstinrent (dont la Grande-Bretagne).

En pleine guerre froide, les États-Unis et l'URSS parvenaient à se mettre d'accord sur un plan visant à asservir la Palestine, et au-delà l'ensemble de la nation arabe (...)

Évidemment, le peuple palestinien n'avait pas été consulté sur l'adoption de ce plan de spoliation de sa terre pour la réalisation du projet sioniste de création d'un État juif en Palestine.

Aujourd'hui, certains n'ont pas d'autres mots à la bouche que « respect du droit international » lorsqu'ils évoquent la Palestine. Pourtant, le vote de la résolution 181 par l'Assemblée générale de l'ONU nous rappelle que ce soi-disant « droit » n'est qu'un instrument de domination inventé par l'Occident impérialiste pour asservir les peuples non-occidentaux.

En réalité, la libération des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique du Sud en général (...) ne pourra réellement se faire qu'en dehors de cette légalité coloniale. Arrêt sur Info 01.12

Les institutions de la Ve République. Un régime mafieux, corrompu qu'il faut abattre.

Quand le juge Marc Trevidic déclare : « Nous n'avons jamais pu lancer une enquête sur le macro financement de l'EI par l'Arabie saoudite, jamais ! »... cela en dit long sur la probité de nos responsables politiques, pour ceux qui en douteraient encore... Pensons-nous vraiment que ce double jeu, cette odieuse hypocrisie peut continuer à fonctionner impunément dans un monde connecté !?

Suite aux attentats de janvier dernier, l'image abjecte de voir des criminels de guerre défiler bras dessus, bras dessous dans les rues de Paris a définitivement fini de les confondre. A y regarder de près, les élus politiques agissent comme de vrais mafieux. Ils se frottent les mains des juteux contrats signés pour des milliards d'euros avec des dictatures, et se moquent de savoir si un jour ces armes se retourneront sur leur propre population. A la moindre alerte, ils pourront toujours draper leur forfaiture dans le drapeau tricolore et la minute de silence qui ne leur coûtera rien ! Ils s'agiteront en tous sens pour pallier les symptômes, brailleront la Marseillaise à tous vents, mais ne s'attaquent pas aux causes des problèmes. (Cette « guerre atypique » que l'Europe risque de perdre - Daniel Vanhove - legrandsoir.info 30.11

Comment le pourraient-ils puisqu'ils ont justement pour mission d'en gérer les conséquences.

[Lu dans un article](#)

- *"De plus en plus, tout porte à croire que le gaz est le vrai fond du problème de la guerre contre la Syrie."*

Diabla, une découverte, un scoop, tout ramène à l'économie ou en part, on croit rêver !

Tous vont s'y mettre maintenant que c'est sur la place publique...

[Rivalité.](#)

- Paca: les socialistes mettent en garde contre "Vichy 2015" en cas de victoire FN - AFP

Mais Vichy, c'est eux aussi, ils ne cessent d'en faire la démonstration !

Commentaire d'un internaute.

- *"Ce qui se joue en ce moment, est de l'ordre du coup d'état. Mais un coup d'état de type particulier. Il ne s'agit pas d'un pouvoir utilisant la force pour remplacer un autre pouvoir. Mais d'un pouvoir naissant de lui-même, d'un pouvoir se désaffublant "enfin" de sa défroque démocratique, pour se révéler dans toute son évidence totalitaire. C'est le refoulé vichyste."*

Nous vivons ce qui devait se vivre dans un pays dont l'histoire s'est construite sur le mensonge. Mensonge d'un état qui brode sur la fin des colonies, en imposant au monde sa politique colonialiste. Mensonge d'un état se cachant derrière l'anti-racisme, pour mieux conduire une politique raciste. Mensonge d'un état s'affirmant vainqueur grâce à sa résistance, alors que ce pays fut en grande majorité collabo. Mensonge enfin d'une gauche citant Jaurès, alors qu'elle est structurellement raciste et colonialiste.

Ce coup d'état qui ne dit pas son nom se fait avec l'appui d'une grande partie de la population contre une plèbe désorganisée. Il faudra redescendre dans les rues. Nous sommes des millions. Eux, une petite trentaine."

En complément

- Pour Manuel Valls, voter, «c'est la réponse de la démocratie à la barbarie» - Liberation.fr

Voter : C'est cautionner la barbarie.

- "C'est le terrorisme qui menace les libertés aujourd'hui, pas l'état d'urgence", plaide le ministre de l'Intérieur. AFP

Plutôt grotesque comme exercice ! L'Etat d'urgence ne constitue pas une menace sur les libertés, il fait mieux, il les suspend.

[Une vidéo.](#)

- Syrie - Daesh - Révélations incroyables sur France Inter !
<https://www.youtube.com/watch?v=36YQKjBckcs>

Le défaut majeur de cet entretien : il s'emploie à épargner l'exécutif qui n'aurait jamais agi en connaissance de cause. Il ne faut pas trop attendre de France Inter...

[A droite toute, militarisation des esprits et schizophrénie.](#)

- Attentats: le gouvernement soumet au Conseil d'Etat des propositions de la droite - AFP

- Le «tournant sécuritaire» de Hollande passe de plus en plus mal au PS - LeFigaro.fr

- Attentats: feu vert du Sénat au recrutement de 500 douaniers en 2016 - AFP

- Attentats à Paris: Le boom des candidatures dans l'armée après le 13 novembre - 20minutes.fr

- Attentats à Paris: Les sapeurs-pompiers vont initier les citoyens au secourisme de combat - 20minutes.fr

- "Marre du rose": nouvelle campagne contre les jouets stéréotypés - AFP

Et bien optez pour le kaki puisque cette couleur est à la mode et vous va si bien...

[Raisons de plus de boycotter les institutions de la Ve République.](#)

- Manuel Valls : "Il n'y a pas de place pour les ennemis de la République" - Francetv info

- Manuel Valls : "Le Front national est une supercherie pour nos concitoyens" - Francetv info

- Valls appelle à voter dimanche contre la "supercherie" du FN - AFP

- Régionales: Valls appelle à voter "pour la République" afin de "conforter la démocratie" - AFP

- L'état d'urgence permanent, c'est la négation de la démocratie.

- Le gouvernement veut prolonger l'état d'urgence jusqu'à six mois - sputnik.com

Une révision constitutionnelle prévoit de prolonger l'état d'urgence en France jusqu'à six mois.

L'exécutif veut inscrire dans la Constitution un dispositif permettant d'instaurer un état d'urgence "pendant une durée maximale de six mois", selon des sources gouvernementales qui s'appuient sur un avant-projet de loi transmis cette semaine au Conseil d'Etat.

L'exécutif souhaite que ce projet de révision de la loi fondamentale, évoqué dès le 16 novembre par le président François Hollande lors de son discours post-attentats au Congrès de Versailles, puisse être présenté en Conseil des ministres le 23 décembre, a-t-on précisé de mêmes sources. Cette réforme constitutionnelle vise notamment à instaurer un "régime civil de crise" afin d'agir "contre le terrorisme de guerre", avait expliqué M.Hollande. sputnik.com 03.12

ACTUALITE EN TITRES

[Comment, vous voulez vraiment bombarder Riad et Doha ?](#)

- Rachid Abou Houdeyfa, un imam qui divise - Francetv info

Faut-il combattre le salafisme ? Francetv info 03.12

En fonction de ce que cela coûterait par rapport à ce que cela rapporte, quel dilemme cornélien !

[Nej!](#)

- Les Danois disent "nej" à un rapprochement judiciaire avec l'UE, selon un sondage - AFP

[Disons que c'est plus fatigant que s'enrichir en dormant.](#)

- Faire du sport pourrait encourager à boire de l'alcool - Slate.fr

[Pratiquement une par jour, de quoi en remontrer à Daesh.](#)

- Californie : au moins 14 morts dans une fusillade à San Bernardino - LeMonde.fr

- La tuerie en Californie est la 355e fusillade de masse de l'année aux Etats-Unis - 20minutes

Guerre idéologique.

- Islamophobie au service de l'idéologie occidentale - sputniknews.com

Les récents attentats en Egypte et en France ont provoqué la montée des tendances islamophobes en Europe. Selon un philosophe iranien, l'islamophobie est un projet occidental destiné à créer un monde unipolaire.

L'islamophobie est un projet destiné à créer un monde unipolaire dirigé par l'Occident, a déclaré à Sputnik Seyed Salman Safavi, philosophe et homme public iranien, directeur du Centre londonien d'étude de l'Iran.

"L'islamophobie est un projet dont la réalisation n'est appelée à créer un monde multipolaire (tenant compte des intérêts de toutes les peuples et religions), mais unipolaire dirigé par l'Occident", a indiqué Seyed Salman Safavi.

Choc des civilisations

Selon le philosophe, l'islamophobie occidentale ne date pas d'hier.

Elle est née "à l'époque des Croisades qui a donné lieu à trois guerres entre chrétiens et musulmans (...). Après la chute de l'Union soviétique (...) les dirigeants des pays occidentaux, et surtout des Etats-Unis, ont jugé nécessaire de créer un nouvel adversaire censé remplacer l'URSS, en vue de promouvoir la course aux armements. Il a été décidé de financer cet adversaire en investissant des sommes colossales dans ses activités (...). L'islam a été nommé le nouvel ennemi. Samuel Huntington (professeur américain de sciences politiques-ndlr.) a qualifié ce nouvel ordre mondial de "choc des civilisations" dans son livre consacré à la création des conflits entre l'Occident et le monde islamique", a noté Seyed Salman Safavi.

"L'Occident a lancé une campagne de propagande qualifiant l'islam de religion belliqueuse. Les propagandistes occidentaux

ont dénoncé le djihad comme un symbole de l'agression. Le Coran et les valeurs musulmanes ont aussi été souillés (...) Faut-il alors s'étonner face à la publication de caricatures de prophète Mohammed par plusieurs éditions au Danemark et en France?", se demande le philosophe.

Les jeux d'ordinateur, un élément de la propagande islamophobe

Seyed Salman Safavi a ajouté que même les jeux d'ordinateur conçus en Occident servent à diaboliser les musulmans.

"Mêmes les jeux d'aventure ou de stratégie pour ordinateur représentent les musulmans comme des terroristes en quête de ressources ou de pouvoir. Cela inculque aux jeunes des pays occidentaux l'idée que les musulmans sont dangereux pour la société", a noté l'interlocuteur de Sputnik.

Rétablir la vérité

"Les vrais musulmans doivent trouver des preuves attestant que les activités des extrémistes d'Al-Qaïda, de Daech et d'autres organisations terroristes sont contraires au Coran (...). Il importe de lancer une campagne internationale d'envergure sous des slogans correspondant aux véritables valeurs de l'islam: amour, sincérité, égalité, dialogue des cultures et des civilisations, etc. Le Coran dit: Dieu a créé les hommes du monde entier, et non seulement les musulmans. Si les musulmans conjuguent leurs efforts, on arrivera à combattre l'islamophobie", a conclu Seyed Salman Safavi. sputniknews.com 02.12

Il comporte autant ou davantage d'appels au crime... dans certaines circonstances, retirez ces circonstances et il ne reste que le crime d'innocents, comme on en trouve dans les textes de toutes les religions.

Toutes les religions ont la particularité de correspondre à une interprétation ou à une conception du monde qui remontent à des milliers d'année en arrière, quand l'arriération et la barbarie dominaient tous les rapports entre les autres et les classes, donc si le monde avait réellement évolué de manière harmonieuses elles ne devraient plus exister, et comme ce ne fut pas le cas pour exister elles se nourrissent de ces rapports qu'elles tentent à perpétuer ou à reproduire... pour le pire.

Elles constituaient une réponse à la barbarie de leur époque, on comprend pourquoi elles ont leur place à la nôtre puisqu'on retourne vers cette barbarie sauvage.

[Dossier Turquie-Russie. Erdogan acculé.](#)

Achat de pétrole de Daech par la Turquie : la Russie précise ses accusations - euronews.com 02.12

La Russie pointe du doigt Erdogan et sa famille dans la contrebande de pétrole de l'EI - AFP

La Russie est passée mercredi aux attaques personnelles dans la crise qui l'oppose à la Turquie, en accusant directement le président Recep Tayyip Erdogan et sa famille de profiter de la contrebande de pétrole à laquelle se livre l'organisation État islamique (EI) en Syrie.

Ces nouvelles accusations interviennent plus d'une semaine après la destruction par l'aviation turque d'un bombardier russe près de la frontière syrienne, un acte qui a provoqué une crise aiguë dans les relations entre les deux pays.

La diplomatie russe a toutefois esquissé un premier signe de détente en acceptant mercredi l'idée d'une rencontre avec les Turcs dans les prochains jours à Belgrade.

"Le principal consommateur de ce pétrole volé à ses propriétaires légitimes, la Syrie et l'Irak, s'avère être la Turquie", a accusé mercredi devant plusieurs centaines de journalistes le vice-ministre russe de la Défense, Anatoli Antonov.

"La classe dirigeante politique, dont le président Erdogan et sa famille, est impliquée dans ce commerce illégal", a poursuivi M. Antonov.

"Le cynisme du gouvernement turc est sans limite", a-t-il déclaré.

Pour appuyer ses dires, Anatoli Antonov a dévoilé des images satellites de files de camions-citernes, sans pour autant donner de détails sur la façon dont M. Erdogan serait lié à ce trafic.

Le responsable russe a mis en cause le gendre du président turc, Berat Albayrak, 37 ans, récemment nommé ministre de l'Énergie après avoir longtemps dirigé le groupe énergétique Calik Holding, ainsi que l'un des fils de M. Erdogan, Bilal, qui possède

le groupe BMZ spécialisé dans les travaux publics et le transport maritime.

M. Erdogan n'a pas tardé à réagir, menaçant de mesures de représailles si Moscou continuait à "propager des calomnies".

Vladimir Poutine avait déjà accusé Ankara lundi de "protéger" les combattants de l'EI et de couvrir ce trafic qui représente l'une des principales sources de financement du groupe jihadiste.

Il avait estimé que la décision de l'aviation turque d'abattre le Su-24 russe avait été dictée par "la volonté de protéger ces chemins d'acheminement de pétrole vers le territoire turc".

Il avait assuré que l'or noir de l'EI était "acheminé massivement, de manière industrielle, vers la Turquie", générant des "millions et des milliards de dollars" de profit. Ces accusations ont été balayées par M. Erdogan, qui a mis au défi Moscou de prouver ses allégations. AFP 02.12

Cela a été fait le lendemain et de manière magistrale.

La Russie dévoile trois itinéraires de livraison du pétrole de l'EI en Turquie - sputniknews.com

La Turquie est le principal consommateur du pétrole volé en Syrie et en Irak, rapporte le ministère russe de la Défense.

"La Turquie est le principal consommateur du pétrole volé en Syrie et en Irak. Selon les informations recueillies, le président turc Erdogan et sa famille sont impliqués dans le système de trafic de pétrole volé par l'EI en Syrie", a déclaré le vice-ministre de la Défense Anatoly Antonov.

"Nous connaissons la valeur des paroles d'Erdogan. Il a été déjà pris une fois en flagrant délit de mensonge par les journalistes turcs qui avaient révélé la livraison par la Turquie d'armes aux terroristes, sous couvert d'aide humanitaire. Pour cette raison les journalistes ont été emprisonnés. Les dirigeants turcs, notamment Erdogan, ne démissionneront pas et ne reconnaîtront rien, même si leurs visages sont souillés par le pétrole volé ", a martelé Anatoli Antonov.

Néanmoins, la Russie a la preuve que la Turquie est le point d'arrivée du pétrole syrien provenant des gisements contrôlés par l'EI.

Après avoir franchi la frontière turco-syrienne, les camions-citernes transportent le pétrole de l'EI vers des ports où l'or noir est ensuite acheminé vers des pays tiers en vue de son raffinage.

La Russie a détecté trois itinéraires de livraison du pétrole de l'EI en Turquie depuis la Syrie. L'itinéraire ouest est connecté aux ports turcs de la Méditerranée, l'itinéraire nord mène à Batman, et l'itinéraire est à la base de transit dans la municipalité de Cizre.

A titre d'exemple, le ministère russe de la Défense a dévoilé les photographies des convois de camions-citernes transportant du pétrole jusqu'à la frontière entre la Syrie et la Turquie.

Premier itinéraire

L'itinéraire ouest est principalement utilisé de nuit afin de transporter les hydrocarbures produits dans les gisements situés près de la ville de Raqqa, fief de Daech dans le nord-ouest de la Syrie, à travers les villes frontalières d'Azaz (Syrie) et Reyhanli (Turquie) vers les ports turcs d'Iskenderun et Dörtyol.

Sur la photo prise le 13 novembre dernier, on peut voir l'accumulation des véhicules automobiles transportant des produits pétroliers sur la route reliant la Turquie et la Syrie, près de la ville d'Azaz.

Sur la photo prise le 16 novembre dernier, on peut voir une accumulation au moins de trois cent soixante camions et véhicules lourds dans la région de Reyhanli, à proximité de la frontière syrienne.

Le renseignement spatial a également révélé qu'après avoir traversé la frontière, les camions-citernes et les véhicules lourds chargés du pétrole se dirigeaient vers les ports d'Iskenderun et de Dörtyol, équipés de quais spécialisés pour les pétroliers.

Une partie du pétrole est chargée à bord des navires et envoyée pour traitement hors de Turquie, et le reste est vendu sur le marché intérieur.

Deuxième itinéraire

Le deuxième itinéraire démarre dans les champs pétrolifères sur la rive droite de l'Euphrate. La ville de Deir ez-Zor (en Syrie) est l'un des centres de production de pétrole contrôlés par Daech. Elle abrite de nombreuses raffineries.

Une accumulation de camions-citernes est constamment enregistrée dans cette région. Le ministère russe a présenté des images de colonnes de véhicules à courte distance les unes des autres.

Les images prises le 18 octobre dernier dans les environs de Deir ez-Zor par le renseignement par satellite ont permis de découvrir au moins 1.722 camions-citernes garés essentiellement sur des parkings non aménagés en dehors des routes.

Leur nombre s'est considérablement réduit depuis le début des frappes russes contre les sites d'infrastructure pétrolière tenus par Daech, selon les militaires russes.

Après avoir fait le plein de pétrole, les convois venant des régions orientales de la Syrie vont vers la frontière turque et y attendent leur tour.

Les images prises au mois d'août présentent des centaines de camions-citernes et de poids lourds allant vers la frontière turque et vice-versa.

Une grande partie du pétrole transféré des régions orientales de la Syrie arrive à la raffinerie turque de Batman, à 100 km de la frontière syrienne.

Troisième itinéraire

Le troisième itinéraire de transport du pétrole vers la Turquie prend sa source dans les champs de pétrole situés dans le nord-est de la Syrie et dans le nord-ouest de l'Irak. Il passe à travers les villes frontalières de Karatchok et de Cham Khanik sur le territoire syrien et à travers les villes irakiennes de Tavan et de Zakho.

Les camions-citernes traversent la frontière turco-syrienne sans discontinuer dans la région de la ville irakienne de Zakho, d'où le pétrole est envoyé aux raffineries, dont la plus proche est située à Batman, ou dans le plus grand centre logistique de cet itinéraire, situé près de Silopi.

A l'heure actuelle, au moins 8.500 camions-citernes sont engagés dans le trafic criminel de produits pétroliers. Ils transportent quotidiennement jusqu'à 200.000 barils de pétrole.

L'aviation russe continuera de frapper les sites d'infrastructure pétrolière de Daech, et Moscou appelle ses collègues de la coalition à en faire de même. sputniknews.com 02.12

- Révélations: la Russie prouve l'implication turque dans le trafic de pétrole de l'EI - sputniknews.com

La Fédération de Russie dans la lutte contre le terrorisme international. Nouvelles données".

"Plus de 350 journalistes russes et étrangers participeront au briefing au Centre national de gestion de la défense de la Fédération de Russie", indique le service de presse du ministère.

Le président turc Erdogan et sa famille sont impliqués dans le système de trafic de pétrole volé par l'EI en Syrie

« Le principal consommateur de ce pétrole volé aux autorités légales de Syrie et d'Irak est la Turquie. Selon les données en notre possession, ce business criminel implique la haute direction politique du pays, le président Erdogan et sa famille », selon le vice-ministre russe de la Défense Anatoli Antonov

« Les revenus de la vente de pétrole sont une des principales sources d'activité des terroristes en Syrie. Ils leur rapportent environ 2 milliards de dollars chaque année, argent qui est ensuite dépensé dans le recrutement de combattants du monde entier, leur équipement en armes, technique, et armements », a déclaré M. Antonov.

Les frappes russes ont permis de diviser par deux les revenus journaliers des terroristes provenant du pétrole, les faisant passer de 3 à 1,5 million USD par jour.

« Les forces aérospatiales de Russie portent des frappes contre les lieux de stockage, de raffinage et de transport de ces produits pétroliers. En deux mois, suite aux frappes de l'aviation russe, on a détruit 32 complexes de raffinage de pétrole, 11 usines de traitement pétrolier, 23 stations de pompage du pétrole. On détruit 1.080 camions-citernes, transportant les produits pétroliers.

Cela a permis de réduire de près de moitié le trafic de pétrole extrait en Syrie ».

La Russie s'étonne de remarquer que la coalition menée par les USA ne détruit pas les camions-citernes de l'EI.

« On n'observe pas la destruction des camions-citernes par la coalition US. Jusqu'à présent, nous voyons uniquement une multiplication par trois du nombre d'appareils volants sans pilotes. Compte tenu du fait que l'on n'observe pas de frappes de la coalition menée par les USA, nous transmettons les lieux de concentration des « siphonneurs » de Daech, liés à des villes précises »

« Les flux financiers liés à la revente de produits pétroliers ne servent pas uniquement à enrichir la haute direction politico-militaire de la Turquie. Ils reviennent en grande partie en Syrie sous forme d'armes, de munitions et de combattants de différents types. Rien qu'au cours de la semaine écoulée, 2.000 combattants ont rejoint les rangs de Daech et du Front al-Nosra depuis la Turquie, plus de 120 tonnes de munitions et 250 véhicules de différents types ont été livrés ».

La Russie présentera la semaine prochaine des informations sur les itinéraires de livraison en Syrie depuis la Turquie d'armes, munitions et composants d'explosifs.

La Russie appelle Ankara à autoriser l'accès aux lieux où, selon Moscou, sont hébergés les centres du trafic de pétrole de l'EI.

La Russie appelle les représentants des médias et de la communauté internationale à ne pas ignorer ce problème. sputniknews.com 02.12

- Pétrole de Daech: les médias turcs passent sous silence les révélations de Moscou - sputniknews.com

Cette position des médias pro-Erdogan a suscité de nombreuses critiques de la part des habitants du pays sur Internet.

Les médias progouvernementaux turcs ont passé sous silence les révélations faites le 2 décembre par le ministère russe de la Défense et portant sur l'implication de la Turquie, et notamment du président Recep Tayyip Erdogan et de sa famille dans la contrebande de pétrole de Daech.

Ils ont préféré publier la réaction des Etats-Unis aux déclarations de Moscou, alors que les médias de gauche ont accordé beaucoup d'attention aux preuves russes attestant que la Turquie collabore avec les terroristes du groupe Etat islamique (EI).

Critiques contre le "vaisseau amiral des médias turcs"

Le quotidien Hürriyet, qu'on appelle souvent le "vaisseau amiral des médias turcs" s'est abstenu de publier les données du vice-ministre russe de la Défense Anatoli Antonov concernant les itinéraires de transport de pétrole de contrebande syrien vers la Turquie.

Indignés par ce silence, les lecteurs du journal ont créé un sujet baptisé "Censure dans le quotidien Hürriyet le 2 décembre 2015" dans le réseau social populaire Eksi Sözlük quelques heures après la fin du point presse du ministère russe de la Défense.

"Ils (les journalistes de Hürriyet) ne comprennent pas que leur quotidien finira par devenir une feuille d'information du gouvernement sous les pressions d'Erdogan et de son parti AKP. On cessera de leur faire confiance et personne ne lira plus cette édition", lit-on notamment dans un commentaire.

"Il n'y a plus aucune raison de suivre les publications des médias turcs. Si vous souhaitez obtenir des informations dignes de foi, il ne vous reste qu'à consulter des journaux étrangers et un petit nombre d'éditions locales", ajoute un autre lecteur.

Le quotidien Hürriyet est resté fidèle à sa stratégie en publiant jeudi à sa "Une" une nouvelle sur les entretiens américano-turcs sur la frontière syrienne. Quant aux révélations du ministère russe de la Défense, le journal n'a fait que mentionner la réaction de Washington aux preuves fournies par Moscou.

La réaction US est-elle la seule digne d'attention?

Un autre journal influent turc, Milliyet, a aussi passé sous silence les vidéos et photos rendues publiques à Moscou, se limitant aussi à couvrir la réaction des Etats-Unis aux révélations du ministère russe de la Défense.

Dans le même temps, les deux journaux ont publié un article présentant les Turkmènes syriens comme des "victimes de bombardements russes".

Le journal Vatan a consacré sa Une aux entretiens entre la Turquie et le Qatar sur les livraisons de gaz naturel, présenté comme une alternative au gaz russe, et affirmé que la Russie livrerait des armes aux Kurdes syriens du Parti de l'union démocratique. Toutefois il a aussi mis l'accent sur la réaction des Etats-Unis qualifiant les preuves fournies par Moscou de mal étayées. Star a également publié des articles intitulés "La Russie fournit des armes au PKK" (Parti des travailleurs du Kurdistan-ndlr.) et "La Russie bombarde les Turkmènes syriens". Journal turc Star

Les chaînes de télévision et radios influentes du pays ont suivi l'exemple des journaux progouvernementaux.

Médias de gauche: "les déclarations de Moscou censurées"

Toutefois, le site réputé de tendance gauche SoL a accordé une grande attention aux déclarations faites le 2 décembre par le vice-ministre russe de la Défense.

SoL a notamment souligné que l'Occident dispose des preuves sur le trafic de pétrole de l'EI en Turquie et a publié des articles de la presse occidentale portant sur les liens entre Ankara et les djihadistes de Daech.

SoL a attiré l'attention de ses lecteurs à la décision des médias pro-Erdogan de cacher les déclarations de Moscou.

Le journal de gauche BirGün a publié un article intitulé "Fraternité pétrolière de Daech et du parti AKP". "Erdogan, qui a décidé d'abattre l'avion russe en comptant sur l'Otan, s'est retrouvé au pied du mur", indique l'édition.

Les journaux Sendika, Bianet et Diken ont aussi partagé en ligne les données du ministère russe de la Défense.

Pour le premier ministre turc Ahmed Davutoglu, les accusations de Moscou sur les liens d'Ankara avec Daech rappellent "la machine de propagande soviétique de l'époque de la guerre froide". Le chef du gouvernement turc a de nouveau qualifié de mensongères les déclarations selon lesquelles la Turquie participe au trafic de pétrole de l'EI. D'après lui, l'opération aérienne lancée par la Russie contre l'EI en Syrie empêche d'anéantir les terroristes à la frontière turque. sputniknews.com 03.12

- Trafic de pétrole avec l'EI: le Pentagone dément l'implication de la Turquie - sputniknews.com

Le ministère russe de la Défense a présenté des images satellite de convois de camions-citernes de l'Etat islamique transportant du pétrole jusqu'à la frontière entre la Syrie et la Turquie et ensuite vers des ports d'où l'or noir est acheminé vers des pays tiers en vue de son raffinage.

Le ministère américain de la Défense n'a aucune preuve de l'implication de la Turquie dans le trafic de pétrole avec les djihadistes de l'Etat islamique (EI) en Syrie et rejette de telles accusations à l'endroit d'Ankara, a déclaré mercredi la porte-parole du Pentagone, Elissa Smith.

"Nous rejetons l'hypothèse selon laquelle le gouvernement turc serait impliqué dans le trafic de pétrole avec l'EI. Nous n'avons vu aucune preuve à l'appui de telles accusations", a indiqué Mme Smith devant les journalistes.

Et d'ajouter qu'au contraire, la Turquie déployait en commun avec ses partenaires internationaux des efforts pour renforcer le contrôle à sa frontière avec la Syrie.

"Notre objectif consiste à réprimer le trafic de pétrole de l'EI", a affirmé la porte-parole.

Lors d'un point de presse, organisé mercredi à l'intention des journalistes russes et étrangers, le ministère russe de la Défense a indiqué, des images satellite à l'appui, que la Turquie était le principal consommateur du pétrole volé en Syrie et en Irak. Selon les informations recueillies, le président turc Erdogan et sa famille sont impliqués dans le système de trafic de pétrole volé par l'EI en Syrie. La Russie a produit des preuves que la Turquie était le point d'arrivée du pétrole syrien provenant des gisements contrôlés par l'EI. sputniknews.com 02.12

Chevènement: les flux pétroliers de l'EI s'écoulent à travers la frontière turque - sputniknews.com

La Turquie porte une certaine responsabilité dans le développement du groupe djihadiste Etat islamique, estime un ancien ministre français, se ralliant ainsi aux conclusions du ministère russe de la Défense sur l'implication d'Ankara dans le trafic pétrolier de l'EI.

Il est incontestable que les flux pétroliers dont dispose l'Etat islamique (EI, Daech) ne peuvent s'écouler qu'à travers la frontière turque, a constaté l'ancien ministre français de la Défense et de l'Intérieur, président de la Fondation Res Publica, Jean-

Pierre Chevènement.

"La Turquie a une longue frontière avec la Syrie, et on sait qu'elle n'a pas fait tout ce qu'il fallait pour endiguer Daech (...)
C'est méconnaître la nature du conflit syrien que de penser qu'un certain nombre de pays, dont la Turquie, n'y sont pour rien",
a déclaré M.Chevènement dans une interview à RFI.

Et d'ajouter que la Turquie n'était pas délivrée des obligations qu'elle avait vis-à-vis de la communauté internationale.

"On ne peut pas laisser une organisation comme l'Etat islamique disposer d'un territoire à partir duquel elle fomente des attentats dans le monde entier", a souligné l'ex-ministre, rappelant qu'il n'y avait plus aujourd'hui un seul pays qui ne fût pas menacé. sputniknews.com 03.12

On ne dira bravo monsieur Chevènement parce qu'il louait le rapprochement entre Hollande et Poutine.

- Général français: il faut mettre la Turquie devant ses responsabilités - sputniknews.com

La position adoptée par la Turquie vis-à-vis de Daech est très ambiguë et il est grand temps que les Européens la mettent devant ses responsabilités, a déclaré le général Dominique Trinquand, expert militaire et consultant en matière de relations internationales, dans un entretien accordé à l'agence Sputnik.

Loin de tirer des conclusions définitives, M. Trinquand a donné son avis sur les révélations du ministère russe de la Défense qui avancé des preuves de l'implication de la Turquie dans le trafic de pétrole provenant des zones contrôlées par Daech.

"A l'en croire, la frontière entre la Syrie et la Turquie sert à la fois à faire écouler la production de pétrole qui provient de Syrie et à l'approvisionner en combattants, voire en armements. Ainsi, cette frontière est complètement poreuse et la position de la Turquie face à Daech est assez ambiguë", a-t-il relevé.

Et d'ajouter: "Il est temps pour les Européens de mettre la Turquie devant ses responsabilités. (...) Je pense que l'Europe étant en mesure d'obtenir des compensations de la Turquie, la fermeture de la frontière entre la Turquie et la Syrie et son contrôle avec des éléments de la coalition permettrait de s'assurer qu'il n'y a pas le trafic que montre la Russie entre la Turquie et la Syrie".

Soulignant que "tout ceci mériterait une grosse pression vis-à-vis de la Turquie depuis le début", le général a mis l'accent sur la position très ambiguë adoptée par le gouvernement turc à l'égard de Daech.

"La Turquie se sert de sa lutte contre Daech pour lutter en fait contre le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, ndlr) qui constitue certes un de ses problèmes intérieurs. Mais la façon dont la Turquie a favorisé Daech en laissant transiter des combattants par la frontière et en utilisant le trafic de pétrole pour enrichir Daech est absolument scandaleuse".

Et de rappeler: "Le meilleur moyen (de gérer ce conflit, ndlr) c'est d'adresser très fermement à la Turquie des choix à faire. Ces choix sont: rejoignez complètement la coalition, fermez votre frontière et laissez-nous avec vous contrôler cette frontière".
sputniknews.com 03.12

On ne louera pas non plus ce militaire, car ce qu'il préconise est un piège pour la Russie et la Syrie...

[Représaille et esclade de part et d'autre.](#)

- La Russie déploie de nouveaux bombardiers en Syrie - sahartv.ir

L'aviation russe envisage de déployer davantage de bombardiers et d'hélicoptères dans la province de Homs

Dans le sillage d'un accord intervenu mardi le premier décembre entre les représentants du gouvernement syrien et ceux des groupes armés actifs dans la localité de Al Waar à Homs, la Russie n'écarter plus son intention d'installer des hélicoptères et des bombardiers à l'aéroport de Chairat. Et ce pour lancer des raids aériens contre les positions de Daech à Tadmer.

Selon le journal El Watan, qui cite une source sécuritaire, des affrontements sporadiques ont éclaté entre les milices armées à Al Waar ce qui les a poussés à entrer en dialogue avec l'armée syrienne. Selon l'accord signé de part et d'autre, des aides seront acheminées dès la semaine prochaine vers cette localité. L'aéroport militaire Al Chairat se trouve sur la route reliant Homs à Tadmer. Il s'agit des préparatifs destinés à favoriser la libération de Tadmer.

Il y a quelques semaines les forces syriennes et celles du Hezbollah, secondés par les chasseurs russes ont détruit le centcom lié à

Al Nosra situé à Houla dans le nord-ouest de Homs. sahartv.ir 03.12

- Ankara empêche la livraison des hélicoptères russes à l'Irak - sahartv.ir

«La Turquie empêche la livraison de 8 hélicoptères russes à l'Irak», a déclaré Ammar Tomeh, membre de la Commission de la sécurité et de la défense du Parlement irakien.

Lors d'une interview avec l'agence de presse Sputnik, ce député irakien a déclaré que ces huit hélicoptères doivent être livrés, par la Russie, à l'armée irakienne, dans le cadre des accords militaires signés par les autorités russes et irakiennes, mais que la livraison a été entravée, parce que la Turquie n'autorise pas les hélicoptères russes à survoler son territoire, pour se rendre, en Irak.

Le gouvernement d'Ankara annonce qu'il s'oppose au survol de son territoire, par ces hélicoptères, parce que le contrat entre Bagdad et Moscou avait été signé, sous l'ancien gouvernement de Bagdad. Une délégation irakienne, qui avait voyagé, à Moscou, il y a un mois, a remis un rapport au gouvernement russe, à propos de ce problème. sahartv.ir 03.12

Suspension des négociations russo-turques sur le gazoduc Turkish Stream - sputniknews.com

Les négociations russo-turques sur le gazoduc Turkish Stream, censé relier les deux pays par le fond de la mer Noire, sont suspendues, a annoncé le ministre russe de l'Energie Alexandre Novak. sputniknews.com 03.12

- Kerry: les USA vont élargir leurs sanctions contre Moscou - Sputnik.com

Les Etats-Unis continueront à élargir les sanctions contre la Russie jusqu'à ce que les accords de Minsk soient complètement mis en œuvre, a annoncé le secrétaire d'Etat américain John Kerry lors d'une rencontre avec le ministre ukrainien des Affaires étrangères Pavel Klimkine à Belgrade.

"Le secrétaire d'Etat a fait comprendre que les Etats-Unis et leurs partenaires continueraient à soutenir l'élargissement des sanctions internationales contre la Russie jusqu'à ce que les accords de Minsk soient mis en œuvre intégralement", a déclaré le porte-parole de la diplomatie américaine John Kirby.

Selon lui, "le secrétaire d'Etat a réaffirmé le soutien de Washington à l'Ukraine et à la souveraineté ukrainienne". Il a en outre salué "les progrès réalisés par Kiev en matière de réformes" et a exhorté l'Ukraine à "poursuivre les efforts anticorruption". Sputnik.com 03.12

- La Russie réagira à l'extension de l'OTAN (Kremlin) - sahartv.ir

« La Russie optera pour des mesures de représailles en cas de l'extension de l'OTAN et de l'adhésion de Monténégro à cette Organisation », a averti le Porte-parole du Kremlin.

« La Russie répondra à l'extension de l'OTAN à l'Est, si le Monténégro rejoint cette Alliance militaire », a précisé Dmitri Peskov, le Porte-parole du Kremlin, cité par l'agence de presse russe Sputnik.

« Moscou a, toujours, annoncé à différents niveaux que la poursuite de l'extension de l'OTAN, ses infrastructures à l'Est recevront une réponse appropriée de la part de la Russie, dans le cadre des intérêts sécuritaires et du soutien aux intérêts nationaux », a ajouté Peskov. Récemment, l'Organisation du Traité de l'Atlantique du Nord (OTAN) a invité le Monténégro à rejoindre, en tant que 29ème membre, cette Organisation.

A la une question de savoir si la Russie prendra, en représailles à l'extension de l'OTAN, des mesures Peskov a déclaré : « oui certainement ».

L'invitation faite par l'OTAN à Monténégro intervient alors qu'en raison de la crise ukrainienne le niveau des relations entre Moscou et l'Occident est à son plus bas depuis la fin de la guerre froide. sahartv.ir 03.12

- La Turquie viole une nouvelle fois l'espace aérien grec - sputniknews.com

Des chasseurs turcs F-16 ont violé mardi dernier, pour la énième fois, l'espace aérien grec au-dessus de la mer Egée, rapporte le ministère grec de la Défense.

Selon le ministère, tous les avions turcs ont été interceptés et identifiés, conformément aux règles internationales et la pratique établie.

"Un groupe de six chasseurs turcs F-16 s'est infiltré à 15h01 heure locale (13h01 GMT) dans la région d'information de vol d'Athènes entre les îles de Lesbos et de Chios, après quoi le groupe s'est séparé en quatre et deux avions, respectivement", a précisé l'état-major général grec.

Il est à noter que les chasseurs ont encore survolé les îles grecques de Fourni, Makronisos, Anthropophaguie, Agathonissi.

Bien que l'aviation militaire turque ait considérablement réduit le nombre de ses intrusions dans l'espace aérien grec, des avions turcs volent régulièrement au-dessus des îles disputés de la mer Egée, ce qui force la Grèce à envoyer ses chasseurs afin de les intercepter.

En outre, le ministre grec de la Défense Panos Kammenos soulève la question des violations turques lors de chaque réunion des ministres de la Défense de l'Otan. M.Kammenos a également déclaré que les données sur les intrusions turques étaient transmises à tous les pays membres de l'Otan et à la Russie.

Le premier ministre grec Alexis Tsipras, indigné par les intrusions dans l'espace aérien grec des avions turcs, a envoyé dimanche dernier plusieurs tweets à l'adresse de son homologue turc.

"Heureusement que nous n'avons pas la gâchette aussi facile que vous avec les Russes, lui envoie-t-il en substance, car vous violez notre espace aérien régulièrement", a écrit le premier ministre grec sur Twitter, rapporte The Telegraph.

Alexis Tsipras a fait référence au chasseur russe abattu le 24 novembre par la Turquie, alors qu'il avait pénétré dans son espace aérien pendant une opération visant des cibles en Syrie. sputniknews.com 02.12

Dossier Syrie

- Syrie : les derniers groupes armés quitteront Homs, avant deux mois - sahartv.ir

En Syrie, un accord prévoyant l'évacuation des derniers groupes armés, présents dans la ville de Homs, a été conclu, a annoncé le gouverneur de la province, dans un communiqué.

Des représentants des autorités syriennes et des Nations unies se sont rencontrés, à Homs, enjeu stratégique, situé sur l'axe routier Nord-Sud, pour mettre la dernière main à un projet de cessez-le-feu, à Ouaer, dernier quartier de la ville aux mains des groupes armés, a-t-on appris de sources proches des discussions.

Les signataires de l'accord se sont, par ailleurs, entendus, pour réfléchir au «statut des membres des groupes armés, qui souhaitent déposer les armes et reprendre une vie normale», précise le gouverneur, Talal al Barazi. Selon la télévision syrienne, les membres des groupes armés commenceront à quitter Ouaer, la semaine prochaine.

L'armée syrienne et les forces populaires, qui la soutiennent, ont lancé une vaste offensive terrestre, au Nord de Homs, après le début de l'intervention de l'aviation russe, le 30 septembre. sahartv.ir 03.12

Le Parlement britannique vote les frappes aériennes contre l'EI en Syrie - LeMonde.fr

Le Parlement britannique a donné son feu vert, mercredi 2 décembre au soir, au lancement de frappes aériennes contre le groupe Etat islamique (EI) en Syrie. Le vote a été acquis par 397 voix pour, 223 voix contre, avec une majorité de 174, montrant que de nombreux députés travaillistes ont apporté leur soutien au premier ministre conservateur, David Cameron.

Le président américain, Barack Obama a salué ce vote : « Depuis le début de la campagne anti-EI, le Royaume-Uni a été l'un de nos partenaires les plus précieux. »

Le parlement allemand devrait à son tour voter, vendredi, en faveur d'une participation à la campagne militaire contre l'Etat islamique, même si Berlin devrait simplement fournir un appui aux frappes aériennes sans y prendre part directement. LeMonde.fr 02.12

- Les britanniques sont majoritairement contre l'intervention militaire de leur pays en Syrie - sahartv.ir

Simultanément aux efforts déployés par le Premier ministre britannique pour obtenir le soutien à la participation de ce pays aux attaques aériennes contre Daech, en Syrie, les protestations populaires se sont intensifiées. « Actuellement, moins de la moitié des Britanniques sont pour l'attaque contre les positions de Daech en Syrie, et ce alors que 2 semaines plus tôt 59% des Britanniques étaient pour une intervention militaire dans ce pays », a écrit le quotidien Daily Mail.

« En cas de l'adoption par le Parlement britannique de cette proposition on s'attendrait à ce que les bombardiers britanniques entament, dans les prochains jours, leurs raids aériens contre les positions de Daech, en Syrie », a jouté Daily Mail.

Après 10 heures de débat, on s'attend à ce qu'à 22 heure locale de ce mercredi, les députés britanniques se prononcent sur l'intervention militaire, en Syrie.

« Le nombre de personnes qui sont d'avis que ce bombardement n'est pas efficace a augmenté de 37 à 42% », a ajouté Daily Mail.

Selon ce sondage, le nombre de partisans du Parti travailliste, opposé à une action militaire en Syrie a augmenté ces deux dernières semaines de 16 à 42%.

« Après l'Irak, l'Afghanistan et la Libye, les représentants britanniques doivent encore décider pour le bombardement d'un autre pays, mais avant, ils doivent prendre en considération les répercussions terribles de ces guerres car le règlement de la crise syrienne ne passe que par la voie politique », a écrit, dans un article publié par Guardian, Jeremy Corbyn, le leader du parti travailliste en s'opposant au bombardement de la Syrie. sahartv.ir 03.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Espagne

- Espagne : la Cour constitutionnelle annule la résolution indépendantiste du parlement catalan - euronews.com

La résolution des indépendantistes du parlement catalan n'est pas légale, elle est donc annulée. C'est la Cour constitutionnelle espagnole qui a pris cette décision à l'unanimité.

Le 9 novembre dernier, une majorité des élus catalans avait voté un texte qui déclarait "solennellement le début du processus de création de l'Etat catalan indépendant."

Le Premier ministre espagnol Mariano Rajoy avait alors immédiatement contesté la légalité de cette résolution devant la Cour constitutionnelle : "C'est une grande satisfaction pour la plupart des Espagnols qui croient en l'Espagne, dans la souveraineté nationale et dans l'égalité entre les citoyens", s'est-il réjoui.

A l'instar du numéro deux du parti Convergence démocratique de Catalogne (CDC), les indépendantistes catalans dénoncent quant à eux une Cour constitutionnelle à la solde de Madrid. Ils avait d'ailleurs prévenu qu'ils ne reconnaîtraient pas les décisions des institutions espagnoles.

Malgré l'annulation, les indépendantistes ne comptent donc pas stopper leur projet de faire de la Catalogne un Etat. Projet qui serait soutenu par 48,6% des Catalans alors que 48,2% y seraient opposés, selon un sondage du Centre des études d'opinion publié ce mercredi. - euronews.com 02.12

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

Manifestation de soutien aux salariés d'Air France jugés après l'épisode de la chemise arrachée - Francetv info

Plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées devant le palais de justice de Bobigny (Seine-Saint-Denis), mercredi 2 décembre, pour accompagner les salariés d' Air France poursuivis après l'épisode de la chemise arrachée du DRH de la compagnie aérienne.

Les cinq salariés sont poursuivis pour "violences" sur deux cadres et des vigiles, en marge d'un comité central d'entreprise

(CCE) consacré, le 5 octobre, à un vaste plan de restructuration. Dix autres salariés se voient reprocher des "dégradations". Comme prévu, le tribunal a renvoyé le procès au printemps, le 27 mai.

Treize syndicats d'Air France avaient appelé à un rassemblement (à l'exception de la CGC et de la CFDT - ndlr), tout comme la CGT nationale et Solidaires. "Il y a aussi des personnalités, Philippe Martinez, Marie-George Buffet, Pierre Laurent, des personnalités de gauche. C'est une manifestation de soutien", rapporte le journaliste de France 3 en direct du tribunal de Bobigny. Des appels à la grève avaient également été lancés par des syndicats de pilotes (Spaf et Alter) et des personnels au sol (CGT, FO et SUD). Leur impact a été "très limité", selon Air France.

Parallèlement au volet judiciaire, des procédures disciplinaires sont en cours à Air France, notamment à l'encontre des prévenus. Sur les cinq licenciements engagés, deux ont été confirmés après le rejet de recours gracieux, selon la CGT. La demande d'"amnistie" est en train d'être étudiée pour deux autres. L'inspection du travail examine le dossier de la cinquième personne, délégué du personnel (CGT) à Air France Industries.

Deux pilotes sont également sous le coup d'une procédure disciplinaire pour avoir facilité l'entrée de manifestants dans la salle du CCE. Onze autres employés, suspectés d'avoir secoué une grille d'accès au siège d'Air France, ont été mis à pied pendant quinze jours. Francetv info 02.12

[Haut de page ↗](#)

Le 6 décembre 2015

CAUSERIE

Quelques réflexions politiques.

J'ai appris que le NPA et LO avaient participé ensemble à un meeting le 24 novembre contre l'état d'urgence à Paris.

J'ai également appris que des associations, syndicats et LO avaient appelé à une "manifestation contre le chômage et la précarité" le 5 décembre à Paris. J'ignore si cette manifestation est ou non autorisée par la préfecture de police.

Le Parti ouvrier indépendant démocratique a de son côté rappelé qu'il s'était prononcé pour la levée de l'état d'urgence en condamnant dans un communiqué du 2 décembre "la non-autorisation de la manifestation laïque prévue le 5 décembre 2015 à l'initiative de la Libre Pensée" remplacée par un meeting.

Même si ces différentes manifestations ou meetings ne rassemblaient que pour ainsi dire les militants des partis qui y appelaient, il semblait aviser d'y participer ne serait-ce que pour témoigner que ceux qui s'opposent à l'état d'urgence sont beaucoup plus nombreux que ce que les médias racontent.

Autre chose.

Quand on réfléchit à une question on l'aborde sous un certain angle, mais est-ce le bon, en existe-t-il d'autres, quel est celui qui mérite d'être retenu, pourquoi celui-là et pas un autre ?

En rapport avec cette question vient immédiatement à l'esprit celle de savoir à qui on s'adresse ou on compte s'adresser, et quelle est l'importance en fonction du public retenu de l'angle sous lequel on va traiter un sujet ? Il faut ajouter que les conditions sociales et politiques déterminent en partie la réponse à notre question qui de ce fait peut évoluer ou même être contradictoire avec celle que l'on avait retenue à un autre moment ou au cours d'une période antérieure.

Tout cela pour dire que la réponse à notre question est loin d'être simple tant ils existent de réponses possibles ou différentes, de sorte qu'à l'arrivée toutes apparaîtront contestables et aucune ne l'emportera sur les autres de manière à être partagée par le plus grand nombre, ce qui contribuera à la dislocation de nos forces au lieu de les rassembler pour mener notre combat ensemble.

Et lorsqu'on aborde des sujets d'ordre politique qui touchent à la stratégie à adopter ces contradictions apparentes ou réelles ou encore naturelles sont poussées à l'extrême, de sorte que chacun semblera détenir la vérité et y sera attachée ou s'identifiera avec elle, au point de ne pas pouvoir envisager qu'elle pourrait être juste ou erronée sans pour autant correspondre aux tâches politiques qui découlent de la situation qui nécessitent une réponse (ligne politique et mots d'ordre) d'ordre collectif quel que soit le public auquel on s'adresse même si on ne vise qu'une ou plusieurs couches d'exploités en particulier.

On est amené à lire tellement de choses sur le même sujet ou à être en contact avec tant d'interprétations différentes, que finalement on ne sait plus très bien quelle analyse nous semble correcte, quelle interprétation retenir, bref on ne sait plus où on en est, ce qui ne nous empêche pas de prétendre qu'on aurait raison.

Quels sont les facteurs qui détermineront l'interprétation qu'on retiendra et quels sont ceux qu'on écartera en étant capable dans les deux cas d'expliquer pourquoi, sinon notre décision demeurera incompréhensible et nous ne pourrons pas partager les conclusions auxquelles nous sommes parvenus.

Prenons un exemple qui porte particulièrement à controverse, la défense de la démocratie. Vaste question.

De cette question en surgisse une multitude qu'on ne peut pas écarter arbitrairement d'un geste du bras ou traiter avec mépris, c'est pourtant ce que l'on fait généralement. Pour bien faire chaque réflexion sur une question devrait être une oeuvre collective, encore faudrait-il que les ambitions personnelles malsaines des uns et des autres s'effacent.

La démocratie, éthimologiquement c'est le pouvoir exercé par le peuple pour le peuple, c'est le peuple qui exerce la souveraineté. En réalité cela ne fut jamais le cas, puisque le peuple ou la majorité du peuple n'a jamais accédé à un niveau de conscience suffisant pour exercer sa souveraineté sur la société et déterminer son orientation. Il a délégué ce pouvoir à des représentants qu'il a nommés ou élus à cet effet, qui en réalité au lieu d'incarner les intérêts du peuple représenteront ceux d'une minorité de la population spoliant ainsi le peuple de la démocratie.

La démocratie s'identifiera ainsi avec les intérêts de la classe dominante ou celle qui détient le pouvoir économique et sera dévoyée en permanence.

La démocratie la plus avancée sous le règne du pouvoir exercé par une minorité, se limitera à la liberté accordée aux citoyens de se regrouper en fonction de leur condition sociale ou de la classe à laquelle ils appartiennent, et de choisir parmi ses membres ceux qui les représenteront, mais comme les différentes classes ne bénéficient des mêmes moyens matériels ou financier pour exercer de droit, et que les membres des différentes classes n'ont pas atteint le même niveau de connaissances et de conscience, ce sera celle qui détient le pouvoir économique ou les moyens de production et qui a conscience de ses propres intérêts de classe, qui exercera le pouvoir politique ou confisquera la démocratie à son profit. Tout régime démocratique fonctionne selon ces critères jusqu'à présent.

Ce régime repose donc sur une conception étriquée, déformée, défigurée de la démocratie, et s'il n'a jamais permis à la classe majoritaire dans la société ou dominée de conquérir la véritable démocratie ou le pouvoir politique, c'est parce qu'il reposait sur le système d'exploitation de l'homme par l'homme ou un mode de production conçu de telle sorte, que la minorité qui détient les moyens de production devait s'accaparer l'essentiel des richesses produites au détriment du reste de la société.

Les Constitutions ou les lois en vigueur entérineront ces rapports d'exploitation tout en se réclamant éventuellement de la démocratie. La démocratie sera ainsi exercée par des représentants des privilégiés, et mise à leur service grâce au soutien de la majorité du peuple et au détriment de ses intérêts. Ainsi cette démocratie sera une imposture.

A aucun moment cette démocratie, qui a pour fonction d'assurer la pérennité du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, ne permettra aux représentants du peuple laborieux combattant pour l'abolition de ce système économique, d'accéder au pouvoir politique et de mettre en oeuvre une véritable démocratie, tout au plus elle leur accordera le droit de mener leur combat politique qu'elle restreindra encore lorsque les intérêts de classe qu'elle incarne se trouveront menacés ou quand elle n'aura plus aucune autre alternative pour imposer sa volonté aux masses exploitées, allant même si nécessaire jusqu'à suspendre ce droit ou suspendre tout court la démocratie ou l'Etat de droit.

Ainsi la démocratie tolère que la classe des exploités possède des droits, à condition que ces droits n'empiètent pas sur ceux de la classe des exploités ou ne mettent pas en danger sa domination de classe. La démocratie reconnaît donc la lutte des classes ou l'intègre à condition que toutes les classes s'y soumettent ou se soumettent à l'ordre établi. Les représentants de la classe dominée seront d'autant plus tolérés qu'en y adhérant ils seront davantage portés au fil du temps à cesser d'en contester la forme et le contenu plutôt que la combattre pour une réelle démocratie.

Participer à cette démocratie implique qu'on en accepte les règles, ce qui n'est pas contestable en soi ou compromettant dès lors qu'elle accorde des droits à la classe exploitée pour mener son combat politique et que ses représentants s'en servent à bon escient, cela le devient en revanche lorsque les représentants de la classe dominée abandonnent le combat politique pour une véritable démocratie qui implique le renversement du régime capitaliste. Dans ce cas-là les exploités ne participent plus à la démocratie, ils en sont totalement exclus et c'est un autre régime politique qui se met en place. Il ne leur reste plus que le droit de s'exprimer et de s'organiser pour défendre les acquis sociaux qui leur avaient été concédés ou qu'ils avaient conquis antérieurement par leur lutte de classe.

Nous en sommes arrivé au point où pour aborder la suite il faut aborder la situation sociale et politique dans laquelle nous nous trouvons.

La démocratie s'exprime en premier lieu au sein des institutions et de la Constitution qui en ont défini les principes et le fonctionnement pour le compte de la classe qui détient le pouvoir économique, celle des capitalistes. On a vu précédemment que dès lors que les représentants des exploités avaient abandonné le combat pour renverser le système économique en vigueur, ils avaient abandonné leur pouvoir au profit de la classe dominante, et que dans ces conditions les intérêts des masses exploitées n'étaient plus représentés au sein des institutions, et la démocratie était réduite au droit d'expression et d'organisation du prolétariat en dehors des institutions.

L'état d'urgence a pour fonction notamment de réduire encore l'exercice de ce droit puisqu'il est assorti de l'interdiction de manifester sur la voie publique. En dehors de cette restriction qu'il faut braver, les travailleurs disposent des mêmes droits qu'antérieurement. Par la suite ces droits leur seront confisqués, leurs partis interdits et leur liberté d'expression remise en cause, même s'ils ne constituent pas une menace directe pour le régime, le législateur optera pour ces mesures à titre préventif pour tenter de faire taire et marginaliser toute opposition de manière à ce qu'aucun parti ne puisse devenir un pôle de regroupement pour la masse des exploités contre l'ordre établi.

On s'aperçoit ainsi que la démocratie même étriquée ou limitée était tolérée par la classe dominante uniquement quand son exercice était compatible avec ses besoins ou lorsqu'elle était en mesure de supporter l'existence de la lutte des classes et ses conséquences, ce qui revient à dire que seule la démocratie servant ses intérêts était tolérable pour elle, ce qui n'a jamais cessé d'être le cas dans le passé, autrement dit la démocratie fut davantage un instrument de domination de classe qu'un levier pour combattre le régime en place.

Autre facteur moderne présenté comme le garant de la démocratie : les médias.

Etant tous liés à l'oligarchie financière, financés par l'Etat, totalement corrompus, ils se servent de la démocratie pour mieux combattre la véritable démocratie dans laquelle ils n'auraient pas davantage de rôle à jouer que les banquiers ou les actionnaires du CAC40 qui auraient été dépouillés de leurs droits et privilèges une fois instaurée une République sociale, c'est-à-dire aucun.

Pour sauvegarder les apparences, ils s'emploient à fournir des analyses, points de vue, avis, opinions, etc, en donnant la parole à une multitude d'acteurs qui ont en commun de se prosterner devant l'ordre établi, y compris lorsqu'ils le critiquent pour faire plus vraisemblable ou berner les naïfs. Ils participent au vernis démocratique du régime dont ils sont la voix en diffusant sa propagande, en s'auto-censurant, en pratiquant la désinformation et en discréditant les opposants au régime, ils sont un des éléments clés de la guerre idéologique que mène la classe dominante contre la démocratie.

Autre puissant facteur moderne contre la démocratie : les réseaux sociaux.

En mettant à la disposition de l'ensemble de la population ce moyen d'expression, ils ont fait en sorte de pouvoir manipuler les consciences à l'échelle de masse en se servant de l'ignorance des gens pour mieux mener la guerre idéologique à laquelle ils se livrent en permanence contre eux. Il leur aura suffi de permettre à l'immense masse d'exposer ses préjugés archaïques pour avancer l'idée qu'elle n'était décidément pas digne d'exercer la démocratie ou de détenir le pouvoir

Mieux encore, ils se servent de la population pour qu'elle devienne le principal acteur contre ceux qui combattent leur idéologie et leur régime ou contre certaines couches, communautés ou minorités. A défaut de légitimité les représentants du régime ne pouvant pas assumer la responsabilité de leur politique ultra réactionnaire, ils s'en servent comme caution pour la justifier. Loin de constituer une avancée démocratique, au contraire, c'est un puissant levier pour la combattre.

Autre facteur moderne et déterminant contre la démocratie : Les ONG.

Les ONG ont été conçues pour supplanter le mouvement ouvrier et parfaire sa dislocation. Financées par les multinationales et les Etats ou de riches donateurs réputés pour leur philanthropie, ils serviront à traiter les conséquences de la décomposition du régime pour qu'il puisse mener à bien sa politique en minimisant les ravages qui allaient en résulter. Instrument tourné essentiellement contre la démocratie dans la mesure où il était destiné à détourner les travailleurs de la lutte des classes, pire, à les opposer au mouvement ouvrier.

Il faut aborder un autre aspect de cette question, la manière dont les masses se représentent la démocratie.

Ils n'ont de cesse de faire quotidiennement l'expérience qu'elle est en permanence bafouée, puisque leurs besoins ou aspirations ne sont pas pris en compte par cette démocratie au rabais. Leurs voix ne comptent pas, sauf quand ils se rendent aux urnes pour finalement se déposséder de la démocratie qu'ils remettent entre les mains de ses ennemis. Voter serait exercer un droit démocratique leur a-t-on enseigné et les travailleurs continuent de le croire, bien que de moins en moins, sauf lors de l'élection présidentielle qui justement témoigne du caractère antidémocratique du régime pour remettre le pouvoir entre les mains d'un seul homme ou une seule femme.

Ils nagent donc en pleine confusion, même si quelque part ils ont conscience qu'on les trompe, ils n'ont jamais eu davantage une idée précise sur la démocratie que sur le socialisme. Ils exercent donc ce droit disons par discipline républicaine ou pour se conformer à une tradition sans se poser plus de questions que cela. Alors prétendre qu'ils réclameraient davantage de démocratie dans le cadre du régime en place, c'est leur prêter des intentions qui ne reposent sur rien concrètement.

L'abstention exprime davantage leur méfiance ou leur rejet de la démocratie éliminée à laquelle le pouvoir veut les associer.

Quant aux militants du mouvement ouvrier, l'immense majorité d'entre eux vouent un véritable culte à la démocratie qu'incarnerait le suffrage universel, sans se poser la question de l'usage que peut en faire la classe dominante et ses représentants pour être inféodés au régime. Ne sont-ils pas les produits de cette démocratie, et peu importe là encore si l'usage qu'ils en font dessert plutôt que ne sert la cause pour laquelle ils prétendent combattre. Le législateur ne leur a pas vraiment octroyé des droits pour lutter pour la démocratie, mais bien pour lutter contre en les instrumentalisant, quand ils ne participent pas volontairement à cette mauvaise farce.

En guise de conclusion après ce rapide aperçu des bienfaits de la démocratie conçue par et pour la classe dominante

Le capitalisme en proie à de nombreuses contradictions ne pouvait pas se développer en conservant un prolétariat arriéré, illettré, faible, mal portant, etc. de la même manière qu'il fallut bien élever son niveau de vie pour qu'il consomme les marchandises qu'il allait produire à la chaîne et que le cycle du capital aille à son terme, le développement de la classe moyenne n'y aurait pas suffi, bref, il fallait associer étroitement les masses au processus politique servant à légitimer leur exploitation pour qu'elles y adhèrent de manière à stabiliser le régime, comment, en le maquillant sous un vernis démocratique qui servirait à les tromper et les corrompre et surtout leur ôter de l'esprit l'idée qu'en renversant l'ordre établi elle pourrait enfin exercer la démocratie qui demeure à ce stade une utopie au même titre que le socialisme, puisque seul le socialisme sera en mesure de l'incarner en donnant le pouvoir, tout le pouvoir aux travailleurs.

On pourrait caractériser le régime actuel d'oligarchie s'appuyant sur une démagocratie, une démocratie emprunte d'une démagogie hystérique tendant vers une dictature universelle.

Tout le monde se réclamant de la démocratie, on aura compris que ce discours est inapproprié et totalement inaudible, improductif et forcément voué à l'échec, aussi nous employons à éviter de l'employer. Nous n'avons pas trouvé indispensable d'opposer la démocratie ouvrière à la démocratie bourgeoise pour n'avoir pas abordé la question de la stratégie à mettre en oeuvre pour renverser le régime en place, étape incontournable à l'instauration d'une véritable démocratie, son acte fondateur en quelque sorte puisque le renversement des institutions abolit la démocratie conçue pour assurer et accompagner le développement du capitalisme.

On rejettera tous les discours sur la démocratie directe, participative, etc. qui ont en commun de s'inscrire dans le cadre du régime et des institutions de la Ve République, ils relèvent de la collaboration de classes pour mieux lier le sort des exploités à celui du capitalisme voué à la décomposition.

Pour finir, il faut préciser ou rappeler que la véritable démocratie, celle exercée par le peuple, par la majorité de la population composée d'exploités et d'opprimés, le pouvoir politique exercé par la majorité des exploités sur la minorité des exploités, cela porte un nom, la dictature du prolétariat. On aura compris pourquoi ceux qui se fondaient dans la démocratie bourgeoise l'avaient finalement abandonnée, considérant que le peuple n'était pas apte ou digne de décider de son propre sort et de celui de la société.

Les partis ouvriers avaient été fondés pour porter le prolétariat au pouvoir. Ils étaient censés rassembler les éléments les plus conscients de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie ou de la paysannerie pour lutter ensemble dans cette perspective politique. Ils devaient incarner les intérêts collectifs de l'ensemble des exploités, et sachant que seule une minorité de travailleurs parviendrait à se hisser à la hauteur de la compréhension de ces tâches historiques, il fallait construire impérativement ce pôle de regroupement de l'avant-garde du prolétariat pour qu'il puisse prendre la direction du soulèvement révolutionnaire qui éclaterait tôt ou tard et entraîner au combat pour vaincre notre ennemi l'immense masse des exploités demeurés en retrait.

C'est sur la base à la fois du constat que seule une minorité d'exploités pouvaient parvenir dans un premier temps à un niveau de conscience supérieur, et des enseignements de la lutte de classe du passé, que repose notre stratégie subordonnée à la construction du parti et non par dogmatisme.

Chacun comprendra que si on devait attendre que la majorité de la population adhère au socialisme, on pourrait attendre indéfiniment, cela correspond à la théorie foireuse qui consiste à vouloir changer les hommes un par un pour changer la société, alors que ce ne sont pas les hommes qui font la société mais la société qui les façonne à son image, les hommes et l'ensemble des rapports qu'ils entretiennent dans la société sont le produit des rapports sociaux existant.

C'est donc prendre le problème à l'envers de vouloir changer les hommes avant de changer la société. C'est seulement une fois

que les rapports sociaux d'exploitation auront été abolis que les hommes cesseront de penser leurs rapports en terme de dominant et de dominé et abandonneront les préjugés archaïques que les représentants du capitalisme incluant ceux de toutes les religions leur avaient inculqués, pour aujourd'hui leur reprocher, les culpabiliser et les réprimer quand ils s'y accrochent, ils ne sont pas à un cynisme près, c'est aussi cela leur démocratie scélérate qu'il faut renverser.

Citations relevées dans un article..

Ceux qui nous gouvernent sont des pantins.

- "L'opinion publique est la clé. Avec l'opinion publique, rien ne peut faillir. Sans lui, rien ne peut réussir. Celui qui manipule les opinions est plus important que celui qui applique les lois." (Abraham Lincoln (1809-1865), 16e président américain.)

De nos jours les médias ont davantage de pouvoir que le gouvernement qui les craint, pour n'être que l'exécutant de basses oeuvres décidées ailleurs en amont

Tiens donc, cela existait déjà, un siècle plus tard il s'en trouve encore pour prétendre qu'il n'existerait pas.

"La véritable menace pour notre république est le gouvernement invisible, qui comme une pieuvre géante, étends ses tentacules gluants autour de nos villes, états et nations." (John F. Hylan (1868-1936), maire de New York de 1918 à 1925)

C'est marrant, on dirait qu'il est omniprésent sur le terrain des opérations au Moyen-Orient en observant Obama, mais aussi Hollande...

Extraits et notes de lecture.

Amalgame ordurier lu dans un article publié par Arrêt sur Info le 5 décembre 2012

- Parfois, les sociétés deviennent tout simplement folles. Japon, 1931. Allemagne, 1933. Chine, 1966. Espagne, 1483. France, 1793. Russie, 1917. Cambodge, 1975. Iran, 1979. Rwanda, 1994. Congo, 1996, pour n'en citer que quelques-unes. Par folie, je veux dire un moment où n'importe quoi peut se produire, en particulier le meurtre de masse. Arrêt sur Info

Leur ennemi commun : le socialisme.

A propos des Etats-Unis, laboratoire néolibéral de la dictature mondiale

- "Malheureusement, nous ne vivons pas dans un régime parlementaire qui reconnaît les factions plus petites comme des partis légitimes, de sorte que nous sommes sûrs de vivre une ère de désordre politique. Ce qui en ressort pourrait être un régime politique très sévère, car il sera fondé sur le désir de rétablir l'ordre à tout prix.

Il est probable que la poussée initiale, dont cette situation a besoin [pour s'effondrer], viendra avec l'implosion du système financier, qui est maintenant en cours sur les ruines du crédit agonisant. Le faux capitalisme règne, fondé sur de faux capitaux, sur une richesse nationale fantasmée et sur des valeurs depuis longtemps disparues. Des moments comme cela dans l'Histoire ont ouvert le chemin directement vers l'effondrement de la monnaie, et cela va ouvrir la porte à un effondrement beaucoup plus grand de tous nos arrangements familiaux." Arrêt sur Info 05.12

Question : Croyez-vous que "l'implosion du système financier" aura lieu, dès lors que ceux qui l'ont conçu et conduit où il en est rendu sont aux commandes et peuvent décider de l'alimenter en produisant à l'infini de la fausse monnaie, pourquoi se priveraient-ils soudain de cette opportunité ?

Un seul cas possible : Pour renforcer leur pouvoir politique, puisque s'il s'effondrait entraînant une onde de choc mondiale, les banquiers seraient les seuls à voler au second de leurs Etats en échange de l'abandon de leur pouvoir politique. Ils ont toujours procédé de la sorte quand ils se retrouvaient acculés. Sauf qu'aujourd'hui au lieu de recourir à une guerre mondiale, ils recourent à la guerre monétaire et financière, au chaos et au terrorisme qu'ils ont fabriqué.

Guerre idéologique. Elle ramolit le cerveau qui n'en avait vraiment pas besoin. Elle rend impuissant.

A ceux qui préfèrent être acteurs que spectateurs de leur propre histoire.

- La télévision, une menace pour les capacités intellectuelles - sputniknews.com

On parle beaucoup des effets négatifs de la télé sur la vie quotidienne et en particulier sur les capacités du cerveau humain. Ce sujet est au centre d'un article publié récemment sur JAMA Psychiatry.

Kristine Yaffe de l'Université de Californie de San Francisco et ses collègues ont étudié comment l'habitude de regarder la télé influence les capacités intellectuelles chez les jeunes gens.

L'étude entreprise a duré 25 ans. 3.000 personnes âgées de 18 à 30 ans y ont pris part. Les participants devaient annoncer régulièrement combien de temps ils passaient devant la télé, et s'ils faisaient de l'exercice.

Après 25 ans, les participants ont dû réaliser une série d'exercices intellectuels destinés à vérifier la vitesse de compréhension, la mémoire et la capacité d'organiser leurs activités (la capacité de planifier, l'attention etc.).

Les résultats confirment l'idée que la télé et l'absence d'activités sportives nuisent aux capacités intellectuelles. sputniknews.com 05.12

[Pourquoi tiennent-ils tant à ce que le peuple vote ?](#)

- Régionales 2015 : seul un électeur sur deux compte se déplacer - Francetv info

- Régionales : les signes d'une abstention forte - LeFigaro.fr

- Régionales : Crif appelle à voter - La Tribune

Les sachant animés de bonnes intentions à notre égard, on sera tenté de répondre qu'ils y trouvent leur compte, lequel sinon que voter sert à cautionner les institutions en place et les partis qui y participent parce qu'ils sont liés au régime.

Ils pourront ensuite faire prévaloir que puisque le peuple cautionne les institutions, il cautionne du même coup le régime et la politique qui lui sera imposée pour le préserver et dont il lui sera d'autant plus difficile de contester la légitimité par la suite sous peine de se contredire et de se le voir reprocher.

On a du mal à imaginer ou à se figurer ce que signifie mettre le doigt dans un engrenage qui finira par vous broyer un peu plus tard, alors que c'est facile à comprendre, trop semble-t-il.

On croyait que cette absence de logique élémentaire était réservée aux couches les plus arriérées du prolétariat, mais il n'en est rien, elle est partagée par l'immense majorité de la population qui de fait demeure facilement manipulable.

L'abstention est motivée par le rejet de la politique mise en oeuvre par le gouvernement, mais elle n'incarne pas forcément le rejet des institutions, dans le cas contraire elle se manifesterait aussi lors des élections présidentielles.

Autrefois le mouvement ouvrier combattait férocelement le parlementarisme bourgeois en participant ou non aux élections, de nos jours il participe à toutes les élections et il s'est fondu dans les institutions, après avoir abandonné le combat pour changer la société qui ne figure plus à son programme hormis les jours de fête.

Changer la société, la révolution socialiste, c'est si loin de nous qu'il vaut mieux abandonner cette perspective et se fondre dans la société telle qu'elle est pour l'améliorer. C'est à croire qu'au milieu du XIXe siècle quand le capitalisme et la société étaient moins développés qu'aujourd'hui, lorsque le prolétariat était en haillons, profondément arriéré, illettré, misérable, les inégalités et les injustices bien pire que de nos jours, lorsque les conditions ne laissaient présager aucun changement de société avant des lustres, celui qui émettait une telle idée était pris pour un fou, cependant c'est justement à ce moment-là que cette idée germa à nouveau, non pas en haut de la hiérarchie sociale comme précédemment, mais tout en bas en se répandant comme une traînée de poudre.

Elle prit si bien qu'elle faillit menacer l'existence du régime en 1871 pendant une courte période (72 jours), régime qui ne dû son salut qu'à la faiblesse du développement des forces productives ou du capitalisme. Elle ne devait plus quitter les esprits qu'elle avait conquis pour finalement récidiver trois décennies plus tard en Russie. Fort de cette expérience réussie, elle s'enracinera profondément dans le cerveau des exploités et tentera de s'imposer ailleurs, en vain, car entre temps elle aura été parasitée par un élément extérieur à sa cause qui avait pour tâche de l'anéantir ou de renvoyer à nouveau tout changement de société aux calendes grecques, si bien que les opprimés finirent par l'abandonner ou ne plus y penser.

Maintenant que les conditions objectives sont remplies pour entrevoir une autre société, les conditions subjectives restent désespérément à la traîne. C'est à croire que plus les conditions sont réunies pour que cette idée se réalise, plus on déploie d'efforts pour s'en éloigner ou qu'elle ne surgisse pas à nouveau.

Dossier sur la Turquie.

- L'armée russe accuse Washington de "couvrir" le trafic de pétrole de l'EI vers la Turquie - AFP

L'armée russe a accusé samedi les Etats-Unis de "couvrir" le trafic de pétrole vers la Turquie depuis les zones contrôlées par l'organisation Etat islamique en Syrie, après que Washington eut jugé "insignifiantes" les quantités concernées.

"Quand des responsables américains déclarent ne pas voir comment le pétrole des terroristes est transporté en Turquie en contrebande, ce n'est même pas de la sournoiserie, cela sent la volonté de couvrir ces actes", a écrit le ministère de la Défense sur sa page Facebook.

"Ces derniers temps, les déclarations du Pentagone et du département d'Etat s'apparentent à un théâtre de l'absurde", a-t-il ajouté, conseillant à Washington de "consulter les vidéos prises par ses drones qui sont d'ailleurs ces derniers temps trois fois plus nombreux qu'avant à la frontière turco-syrienne et au-dessus des zones pétrolières". AFP 05.12

Dans un autre article l'agence de presse russe Sputnik rapportait les propos suivants tenus par Poutine en présence des chefs d'Etat lors du récent G20 à Antalya

- ... Les véhicules transportant du pétrole "forment une chaîne qui atteint l'horizon", selon Vladimir Poutine.

"Cela rappelle un oléoduc vivant. Et nous voyons depuis le ciel où se dirigent ces véhicules. Ils vont vers la Turquie, jour et nuit", a-t-il dit. sputniknews.com 01.12

- Pétrole, Turquie, Daech: un rebelle modéré vide son sac - sputniknews.com

Nous avons à notre disposition des photos représentant des contrats pétroliers signés entre la Turquie et le groupe terroriste Daech, a déclaré le major-général au service de renseignement de l'Armée syrienne libre, Hosam Al-Awak, dans une interview exclusive accordée à l'agence Sputnik.

"Depuis le début de la crise syrienne en 2011, la Turquie continue à soutenir par tous les moyens les islamistes radicaux et djihadistes syriens dans leur lutte contre les groupes modérés", a-t-il souligné.

Et d'ajouter: "Nous disposons d'images représentant des contrats pétroliers entre la Turquie et Daech (...), ainsi que de photos représentant des véhicules blindés de marque Toyota achetés par la société qatarie Al-Ghanem, dont les djihadistes se servent pour transporter leurs leaders à travers la Syrie".

"Nous avons constaté que la Turquie avait soutenu des factions islamistes radicales avant même l'émergence de l'Etat islamique en tant que tel. (...) Et c'est la montagne Qorsayah, située à la frontière syrienne, qui leur servait de tête de pont", a-t-il fait remarquer.

Et de poursuivre: "Les services de renseignement turcs utilisaient régulièrement les contrats en question à différentes fins. A titre d'exemple, pour s'approprier des usines et laboratoires d'Alep dans le but d'en tirer profit pour les entreprises turques situées dans la région, les djihadistes leur accordant des facilités importantes".

Il a également ajouté que "Les Frères Musulmans de Syrie, couvrant cette activité, coopéraient avec lesdites organisations afin d'éliminer l'Armée syrienne libre, ainsi que d'autres groupes modérés".

"Voilà où en sont les choses. (...) Nous avons tenu pour responsable le chef du renseignement turc Hakan Baydan. (...) En dépit des preuves étayées que nous avons avancées, le président turc Erdogan continue à soutenir l'extrémisme, les islamistes radicaux et les organisations terroristes", a-t-il fustigé.

"Nous estimons que la Russie est un allié par excellence. Face à la crise syrienne, les Russes pourraient sans aucun doute coopérer avec toutes les factions modérées, y compris l'Armée syrienne libre", a poursuivi le militaire.

Et de souligner: "Le cas échéant, l'implication russe dans le conflit syrien portera ses fruits. A l'avenir, nous comptons défendre les intérêts russes en Syrie". sputniknews.com 02.12

- Troupes turques en Irak: le parlement irakien appelle à des représailles - sputniknews.com

Le chef du comité de sécurité et de défense du parlement irakien a recommandé au premier ministre irakien de recourir à l'aviation

afin d'exercer des frappes aériennes sur des troupes turques.

Hakim al-Zamili, chef du comité du parlement irakien de sécurité et de défense a menacé les troupes turques ayant empiété sur le territoire irakien d'engager des actions militaires à leur égard, a annoncé l'édition Voice of Iraq.

Les autorités turques ont envoyé environ 130 militaires dans le nord de l'Irak, près de Mossoul, afin d'entraîner des combattants kurdes irakiens, pouvait-on apprendre dernièrement dans certains médias.

Pourtant, l'effectif des militaires turcs ayant franchi la frontière irakienne, est estimé non pas à une centaine, mais à plusieurs milliers de soldats, a déclaré Hakim al-Zamili. En outre, des dizaines de chars turcs ainsi que d'autres véhicules blindés sont présents dans le nord de l'Irak, à Mossoul.

Hakim al-Zamili a également souligné que la décision de la Turquie de faire pénétrer des troupes sur le territoire de l'Irak constituait une violation de la souveraineté de l'Etat irakien.

Le membre du parlement a menacé d'entamer des actions militaires à l'encontre des soldats turcs dans le cas où ceux-ci refuseraient de quitter le sol irakien dans les plus courts délais.

Hakim al-Zamili a envoyé une lettre au premier ministre irakien Haïder al-Abadi où il lui avait conseillé de recourir à l'aviation afin d'exercer des frappes sur des troupes turques, qualifiées d'envahisseurs.

D'après le message diffusé par le centre de presse du premier ministre irakien Haïder al-Abadi, les militaires turcs n'ont reçu aucune autorisation de Bagdad afin de franchir la frontière irakienne.

"Les forces armées turques qui sont déployées près de Mossoul ont fait irruption dans le pays sans autorisation, et elles doivent partir immédiatement", précise le communiqué diffusé par le centre de presse du premier ministre irakien Haïder al-Abadi. sputniknews.com 05.12

[Dossier sur la Syrie.](#)

- Syrie: la France ne fait plus du départ de Bachar un préalable à une transition politique - AFP

A la recherche d'une entente internationale la plus large possible contre l'Etat islamique (EI), la France ne fait plus du départ du président Bachar al-Assad un préalable au démarrage d'une transition politique en Syrie.

La lutte contre l'EI "ne sera totalement efficace que si l'ensemble des forces syriennes et régionales s'unissent. Comment est-ce possible tant que Bachar al-Assad préside, lui qui a commis tant d'atrocités, et qui a contre lui une grande partie de sa population ?", s'est interrogé le chef de la diplomatie française Laurent Fabius dans un entretien à un quotidien régional, Le progrès de Lyon, paru samedi.

"Une Syrie unie implique une transition politique. Cela ne veut pas dire que Bachar al-Assad doit partir avant même la transition, mais il faut des assurances pour le futur", a-t-il estimé. AFP 05.12

Je ne crois pas un seul instant au revirement de Hollande et Fabius, quand ce dernier dit "*il faut des assurances pour le futur*", nous traduisons qu'ils s'emploieront à les créer si nécessaire. Suivez la piste allemande ou américaine plus précise.

- L'Allemagne approuve l'intervention contre la Syrie - sahartv.ir

La Chambre basse du Parlement allemand a autorisé, vendredi, la participation, à la suite des attentats de Paris, de jusqu'à 1.200 militaires aux opérations internationales contre Daech, en Syrie et en Irak.

Sur 598 députés s'étant exprimés, 445 ont voté pour, 146 contre, et 7 se sont abstenus, un résultat sans surprise, la grande coalition de la Chancelière Angela Merkel soutenant la participation militaire de l'Allemagne. L'Allemagne prévoit le déploiement, en 2016, d'au maximum, 1.200 soldats, ce qui en ferait la plus grosse mission de la Bundeswehr, à l'étranger. Berlin a prévu, notamment, de participer, avec six avions "Tornado" à des missions de reconnaissance, en Syrie, et d'engager une frégate, au côté du porte-avions français, "Charles-de-Gaulle". L'armée allemande ne procédera à aucun bombardement, contrairement à la France ou aux Etats-Unis, et, depuis jeudi, la Grande-Bretagne, qui a mené ses premières frappes, en Syrie, une heure après un vote du Parlement, en ce sens. sahartv.ir 04.12

- L'Allemagne rejette une coopération avec Russie/Assad - sahartv.ir

Le directeur du bureau de la chancellerie allemande estime que Berlin ne mènera aucune coopération avec Moscou sur le plan militaire afin de faire face au groupe terroriste Daech.

Ce haut responsable allemand a ajouté que ni l'Allemagne ni l'Union européenne ne coopéraient avec l'armée du gouvernement du président syrien, Bachar Assad.

« Berlin n'entrera absolument pas dans une union militaire avec la Russie pour combattre Daech », a-t-il assuré.

La chambre basse du Parlement allemand a approuvé l'adhésion de l'Allemagne à la coalition parrainée par les Etats-Unis en vue de combattre Daech. Les opérations militaires allemandes s'achèveront le 31 décembre 2016 et elles imposeront une dépense de 145 millions dollars au gouvernement. Le Bundesrat ou Conseil fédéral étant la représentation des 16 Länder allemands a également validé cette décision du gouvernement allemand. [sahartv.ir 05.12](#)

- Les Etats-Unis tentent de faire reconnaître le Front Al-Nosra, comme une force "modérée" - [sahartv.ir](#)

«Les Etats-Unis tentent de faire reconnaître le groupe terroriste, le Front Al-Nosra, comme une force "modérée", en Syrie», a déclaré Bassam Abou Charif, membre du Conseil de l'Organisation de libération de la Palestine, (OLP), citant des sources occidentales.

«Les sources diplomatiques occidentales, à Qods, ont annoncé qu'au cours de ces 2 dernières semaines, Washington a mené des consultations avec la Turquie, le Qatar, Israël et l'Arabie saoudite, sur les voies pratiques permettant de faire reconnaître le Front Al-Nosra, comme une force "modérée"», a précisé à la chaîne Al-Mayadeen, Bassam Abou Charif.

«Lors de ces consultations, la question des opérations de grande envergure, dans certaines régions de la Syrie, dont Lattaquié, Alep, Idlib, aux alentours de Damas et de Qalamoun, a été examinée», a-t-il ajouté.

«Il a été convenu de donner une image politique et "modérée" du Front Al-Nosra, qui souhaite une solution politique, pour la Syrie, après quoi les Etats-Unis et la Turquie le soutiendront en armement et l'appuieront par les voies aériennes», a souligné Abou Charif, citant des diplomates occidentaux. [sahartv.ir 04.12](#)

- Les Etats-Unis envisagent de débarquer des forces militaires en Syrie - [sahartv.ir](#)

Les Etats-Unis sont en train de préparer l'aéroport de Tal-Hadjar situé à proximité de la ville de Ramilan, dans le nord-est de la Syrie, pour y débarquer des forces militaires.

« Les experts américains vont achever l'équipement et la préparation d'un aéroport, à Tal-Hadjar, à Rif Est de Hassaka, pour y déployer leurs forces militaires », a écrit le site d'information Raï al-Yaoum, basé à Londres

Cet aéroport situé dans la région contrôlée par les groupes de la Résistance était utilisé pour les vols agricoles.

Durant 45 jours, les experts américains ont élargi cet aéroport et aménagé des pistes d'atterrissage long de 2.500 mètres et large de 250 mètres pour les avions de combat.

L'aéroport de Tal Hadjar est situé dans le Sud-est de la ville de Milan. Les groupes de la Résistance populaire s'en servaient comme de dépôt d'armes.

Auparavant, les hélicoptères pulvérisateur de pesticide décollaient de cet aéroport mais simultanément au déclenchement de la crise syrienne ces hélicoptères ont abandonné leurs activités.

Cette initiative est intervenue après des négociations entre certains tribus avec les groupes terroristes sur leur recul de la région sans l'effusion de sang.

Selon une autre information, les forces de l'armée syrienne ont repris Tanb et Marayamin, à Rif de Aafrin, au Font al-Nosra et Ahrar al-Cham. [sahartv.ir 05.12](#)

- Pour combattre Daesh, il faudra compter sur l'aide d'Assad (Madrid) - [sahartv.ir](#)

" Pour combattre les terroristes de Daesh, la coopération avec le président syrien, Bachar Assad s'avère indispensable", a affirmé le ministre espagnol des Affaires étrangères.

Dans une intervention à la tribune de la réunion ministérielle des pays européens à Bruxelles, le chef de la diplomatie espagnole, José Manuel Garcia Margallo, a évoqué les efforts internationaux entrepris dans le sens de la lutte contre le groupe terroriste de Daesh. " Dans la lutte contre Daesh, il faudra donner la priorité à la coopération avec le gouvernement de Bachar Assad", a-t-il souligné.

Le ministre espagnol a rappelé que l'ennemi commun était actuellement Daesh. " Il faudrait en venir à bout, c'est pourquoi la coopération avec Bachar Assad est inévitable", a-t-il réitéré.

Margallo a souligné que le gouvernement syrien et les opposants devraient entamer le processus de transition politique, simultanément et parallèlement à l'instauration d'un cessez-le-feu. sahartv.ir 04.12

- La Chine déclare son soutien à l'opération russe en Syrie - sputniknews.com

La porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères Hua Chunying a officiellement annoncé la décision de Pékin de soutenir les frappes aériennes russes en Syrie.

Selon la diplomate, cette opération militaire est entièrement conforme au droit international, car elle est menée par Moscou à la demande du gouvernement syrien.

Hua Chunying a ajouté que Pékin a toujours soutenu les efforts de différents Etats, dont la Russie, visant à assurer la sécurité internationale. sputniknews.com 04.12

- Syrie : l'armée inflige de lourds pertes et dégâts aux terroristes - sahartv.ir

Des dizaines de terroristes ont été tués lors des opérations des forces de l'armée syrienne dans divers points du pays.

Selon la chaîne de télévision syrienne Al-Akhbariya, lors des opérations de l'armée syrienne dans les provinces d'Alep et Lattaquié, au nord-ouest, Homs au Centre et Hama à l'ouest de la Syrie, pas moins de 70 terroristes ont été tués. De même, les forces de l'Air de l'armée syrienne ont bombardé des bases des terroristes aux alentours de Palmyre et Sakhana ainsi que des régions de Sawana tous près de la ville centrale de Homs, suite à quoi plusieurs terroristes ont perdu la vie et de grandes quantités d'armes et de munitions ont été détruites.

Les militaires syriens ont aussi détruit une voiture piégée et plus de 25 blindés militaires appartenant au groupe terroriste Daech aux alentours de la ville d'Al-Qaritin, à Rif-Homs. sahartv.ir 05.12

ACTUALITE EN TITRES

[Heureusement qu'il existe pour faire oublier ce que vous êtes vraiment, sinon il faudrait l'inventer...](#)

- Le journal Le Monde prend position contre le Front national - AFP

- Régionales 2015 : des stars des arts contre le FN en Paca - LePoint.fr

- Régionales: pour Fleur Pellerin, voter FN c'est "trahir son histoire et son avenir" - AFP

- Aux élections régionales, "voter FN, c'est"... tout et son contraire - Le Huffington Post

- Pour la CGT, voter FN c'est "se tirer une balle dans le pied" - AFP

[Achevons-la, prenons le pouvoir !](#)

- Etat d'urgence: Cécile Duflot accuse Hollande de «faire mal à notre démocratie» - 20minutes.fr

[De la part de ceux qui bouffent à tous les râteliers.](#)

- Jadot (EELV) : "Le gouvernement parle davantage aux tripes de nos concitoyens qu'à leur intelligence" - LePoint.fr

[Le Pen vite !](#)

- Nathalie Kosciusko-Morizet propose une taxe sur le halal pour financer des mosquées sans l'aide de l'étranger - Francetv info
- Régionales 2015 - Valls : un discours "bleu blanc rouge" - LePoint.fr

[Quand la dictature inspire les médias.](#)

- En plein état d'urgence, une surprenante embellie démocratique - Le Huffington Post

Ils veulent sans doute parler de l'interdiction de certaines manifestations...

[Délation et stigmatisation.](#)

- Comment les élèves en voie de radicalisation sont repérés et pris en charge - LeFigaro.fr
- A Tours, des collégiens doivent porter des bracelets de couleur en fonction de leur comportement - Francetv info

Rouge pour les mauvais comportements, vert pour les bons. Deux collèges privés de Tours (Indre-et-Loire) imposent à leurs élèves le port de bracelets de couleur en fonction de leur degré de discipline, relaie Tmvtours, l'hebdomadaire des étudiants de l'école de journalisme de Tours, mercredi 2 décembre.

Chaque couleur représente une gamme de points et ouvre des privilèges. Si l'élève commet un impair – bavardage, travail non fait... –, il perd des points. Par exemple, dans un des deux collèges, le bracelet rouge correspond à une fourchette de 0 à 5 points, et n'octroie pas de droits particuliers. Au contraire, le bracelet vert – 30 points – permet à l'élève d'aller manger à la cantine quand il le souhaite ou accéder à la "salle d'autonomie".

Le conseiller départemental centriste Dominique Lemoine s'insurge contre une telle démarche, rapporte France Bleu Touraine. "De la stigmatisation pure et simple. Méthode inadmissible, et il y a bien d'autres moyens éducatifs pour motiver les élèves !" explique-t-il.

L'initiative a été lancée en 2009 au collège Sainte-Jeanne-d'Arc, suivi en 2012 par le collège Christ-Roi. "La couleur du bracelet n'est pas liée aux notes, c'est en rapport avec l'autonomie et la responsabilité des élèves", explique Claudine Abraïm, directrice de l'établissement Sainte-Jeanne-d'Arc. "Les élèves doivent apprendre à respecter les règles", insiste-t-elle. Francetv info 04.12

[Système financier mafieux. Faites chauffer la planche à billets.](#)

- La BCE promet une action "sans limite" pour soutenir la reprise - AFP

[C'est la démocratie, c'est le progrès social !](#)

- Logement: La France compte 4,5 millions de «Tanguy» contraints d'habiter encore chez leurs parents - 20minutes.fr

Ils appellent «Tanguy» les jeunes qui sont au chômage ou qui ne disposent pas d'un revenu suffisant pour s'installer avec leur compagne ou compagnon et leurs enfants, ils sont condamnés à rester des années chez leurs parents ou grands-parents.

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Brouiller les pistes, une spécialité du FBI.](#)

- Polémique après l'invasion par des journalistes de la maison des tueurs de San Bernardino - Le Huffington Post

Des dizaines de caméras, de micros, de journalistes qui se pressent, se bousculent, se servent dans la cuisine ou la chambre, parlent en direct à des millions de personnes. Des documents d'identité saisis à pleine main, des photos de famille scrutées et filmées, des calendriers inspectés sous toutes les coutures.

Vendredi 4 décembre, c'est une scène à peine croyable qui a eu lieu à San Bernardino, dans la maison des terroristes présumés.

À peine trois jours après la fusillade qui a tué 14 personnes, le propriétaire de leur logement a effectivement permis à des dizaines de reporters de pénétrer à l'intérieur, de filmer et de toucher à pratiquement tout.

Une manœuvre qui, non contente de violer le secret de l'enquête, risque évidemment d'endommager de façon irréversible un lieu regorgeant forcément d'indices clés, au grand dam d'experts outrés. Le Huffington Post 05.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Brésil

- Brésil: Rousseff qualifie la procédure de destitution de "coup d'Etat" - AFP

La présidente de gauche du Brésil, Dilma Rousseff, a qualifié vendredi de "coup d'Etat" la procédure de destitution lancée contre elle au parlement pour maquillage des comptes publics.

"Nous devons défendre la démocratie du coup d'Etat", a affirmé la présidente qui est la cible de cette procédure enclenchée mercredi soir par le président ultra-conservateur de la Chambre des députés, Eduardo Cunha.

Elle s'exprimait lors d'une cérémonie avec des fonctionnaires du secteur de la santé qui s'est transformée en acte politique.

"Non au coup d'Etat!" et "Dehors Cunha !" scandaient les fonctionnaires.

"La procédure d'impeachment n'a aucun fondement. Je vais défendre mon mandat avec tous les instruments prévus dans notre État démocratique de droit", a-t-elle souligné.

La chef de l'État n'a pas été impliquée directement dans des affaires de corruption mais un groupe de juristes a demandé qu'elle soit soumise à un processus de destitution pour avoir autorisé des dépenses publiques supplémentaires sans le feu vert préalable du Parlement.

La demande a été acceptée par M. Cunha, farouche adversaire de la présidente, qui fait lui-même l'objet d'une enquête pour corruption dans le cadre du scandale au sein du géant public pétrolier, Petrobras.

Inquiète du manque de marge de manœuvre pour gouverner le pays plongé dans une crise économique et politique, Mme Rousseff veut accélérer la procédure.

"La présidente veut que cela aille vite. Sa hâte découle de sa préoccupation pour le gouvernement et le pays afin qu'il poursuive son développement", a déclaré son chef de cabinet Jacques Wagner jeudi soir.

Ministres et députés du parti présidentiel ainsi que l'ancien président Luiz Inacio Lula da Silva (2003-2010) se sont mobilisés pour accélérer le processus qui pourrait s'étendre sur plusieurs mois et paralyser un peu plus le pays en pleine récession économique, alors que la présidente est au plus bas dans les sondages.

"Nous devons résoudre cela au plus vite possible", a déclaré Lula qui, comme les parlementaires de la coalition gouvernementale, veut suspendre les vacances d'été (austral) du parlement du 22 décembre au 1er février.

Le gouvernement pense pouvoir obtenir les 172 voix (sur 513 députés) nécessaires pour empêcher que la procédure soit acceptée en séance plénière au Congrès, ce qui obligerait Mme Rousseff à abandonner ses fonctions.

Mais l'opposition veut faire traîner les choses pour fragiliser la présidente, pariant sur la mauvaise passe de l'économie qui la rend de plus en plus impopulaire. Elle espère aussi organiser des manifestations de rues en faveur de la destitution pour faire pression sur les députés.

Les regards se tournent par ailleurs vers un personnage clé dont la position reste énigmatique, le vice-président Michel Temer, membre du puissant Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB, centre-droit), qui assumerait le pouvoir jusqu'aux élections de 2018 en cas de destitution de Mme Rousseff.

Habile politicien, M. Temer n'a fait aucune déclaration publique depuis le déclenchement de la procédure, tout en recevant des responsables de l'opposition.

Un proche lieutenant de M. Temer, le ministre de l'Aviation civile, Eliseu Padilha, (PMDB), a annoncé en coulisses qu'il démissionnerait lundi, selon la presse brésilienne, alimentant les spéculations.

"La sortie de Padilha, l'un des principaux alliés du vice-président Michel Temer, est un signe clair que le PMDB commence à lâcher le gouvernement Dilma", s'est félicité le député de droite Paulo Pereira da Silva.

Incontournable allié du Parti des travailleurs (PT, gauche) au sein de l'instable coalition au pouvoir le PMDB est divisé entre courants opposés et favorables à la destitution de Mme Rousseff.

Le président de l'Assemblée y incarne la frange la plus hostile à la présidente. Il risque lui-même son poste pour son implication présumée dans le scandale de corruption autour de Petrobras. AFP 04.12

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

1.1- Chômeurs et précaires défilent contre le chômage à Paris AFP

Environ 650 personnes selon la police, 1.500 selon les organisateurs, ont défilé samedi à Paris "contre le chômage et la précarité" et "pour la justice sociale", à l'appel de quatre associations de chômeurs.

Les manifestants ont répondu à l'appel des associations AC!, Apeis, CGT-Chômeurs et MNCP, qui avaient reçu le soutien d'autres organisations et de partis politiques (Attac, Droit au Logement, EELV, NPA, PCF, Parti de Gauche ...).

Rassemblés place de Stalingrad (Xe arrondissement), aux abords de laquelle les stations de métro fermées, ils se sont mis en route dans l'après-midi pour rejoindre la place de Clichy (XVIIIe), a constaté une journaliste de l'AFP. AFP 05.12

1.2- Un millier de manifestants contre N-D-des-Landes et "l'incohérence" de la COP21 AFP

Environ un millier d'opposants au projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ont manifesté samedi sur le site pour dénoncer "l'incohérence" d'un accord sur le climat qui s'accompagnerait localement de projets "inutiles et climaticides", a constaté un photographe de l'AFP.

Après s'être rassemblés à La Vache Rit, lieu "historique" de rassemblement des anti-aéroport, les manifestants se sont rendus dans un climat bon enfant jusqu'à un autre lieu-dit, Le Bourget, distant de 4 kilomètres, pour un pique-nique qui devait être suivi de débats et de concerts. AFP 05.12

[Haut de page ↗](#)

Le 7 décembre 2015

CAUSERIE

[Le socialisme du XXIe siècle qui voulait concilier capitalisme et socialisme est mort-né.](#)

La réaction a remporté hier une victoire politique écrasante au Venezuela.

C'était prévisible, c'était écrit quelque part, donc sans surprise. Quand on refuse de s'attaquer aux fondements du capitalisme, que l'on laisse à la réaction les moyens financiers de continuer son combat pour saboter votre politique au lieu de l'exproprier, de la réprimer, de la neutraliser, il arrive forcément un moment où elle reprend les rênes du pouvoir politique.

Le socialisme du XXI^e siècle est une imposture avons-nous toujours dit, tout comme la soi-disant nouvelle gauche, la gauche de la gauche, la gauche radicale qui avant-hier avait montré son vrai visage en Allemagne avec Die Linke, hier avec Syriza en Grèce et en Espagne avec Podemos, ou il y a quelques jours en Grande-Bretagne avec Jeremy Corbyn l'anti-Blair qui en réalité marche sur ses pas, et en France aujourd'hui avec l'appel de ses parasites du Front de gauche à se rassembler derrière le PS au second tour des élections régionales pour faire barrage au FN, PS compatible avec Les Républicains pour lesquels ils se désistent ailleurs.

Le pire danger pour le mouvement ouvrier.

Ce sont des populistes, des gens sans principes qui passent leur temps à tenir un double langage et à jouer un double jeu pour tromper travailleurs et militants, hier soutenant l'état d'urgence au lieu d'exiger sa levée, le lendemain condamnant ses excès en feignant de découvrir qu'il était en fait tournée contre le mouvement ouvrier pour le museler, l'intimider, le réprimer, pour finalement apporter ses voix au PS qui incarne la réaction sur toute la ligne, la guerre.

Ce sont des agents du régime étrangers au socialisme et qui l'ont toujours combattu, leurs militants s'en foutent car ces petits-bourgeois sont pro-capitalistes, ils ont adopté l'étiquette de gauche tout en oeuvrant pour le régime, afin qu'en retour ils préservent leurs propres intérêts.

Bref, le socialisme du XXI^e siècle est victime de ses propres contradictions qui devaient fatalement profiter à la réaction. Cette théorie foireuse (ainsi que la révolution bolivarienne) aura mis 16 ans pour s'effondrer, alors place au socialisme, au socialisme scientifique. Si vous croyez que ce sera la conclusion à laquelle parviendront les partisans du socialisme du XXI^e siècle, vous vous faites de graves illusions. Posez-leur une seule et unique question et vous verrez que leur réponse le confirmera : Sont-ils prêts oui ou non désormais à rompre avec le capitalisme ?

- Au Venezuela, le parti d'opposition remporte les élections législatives - huffingtonpost.fr

L'opposition vénézuélienne a remporté dimanche 6 décembre la majorité parlementaire pour la première fois en 16 ans, ont annoncé les autorités électorales, au terme d'un scrutin marqué par l'exaspération populaire face à la crise économique ayant vidé les supermarchés.

La Table de l'unité démocratique (MUD), vaste coalition d'opposition, a décroché 99 sièges sur les 167 du Parlement monocaméral, contre 46 pour le Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV) du président Nicolas Maduro, a annoncé la présidente du Conseil national électoral, Tibisay Lucena. 22 sièges restaient encore incertains, en attendant que s'achève le décompte des voix.

Si elle obtient les deux sièges lui manquant pour atteindre une majorité des trois cinquièmes, cette coalition disparate, de la gauche à la droite dure, pourrait lancer un vote de censure contre le vice-président ou l'un des ministres. Elle veut adopter au premier semestre 2016 des réformes économiques et une amnistie pour les 75 prisonniers politiques qu'elle recense. Mais dans ce régime présidentiel, elle devra lutter pour exercer un contre-pouvoir face au chavisme, le président Maduro pouvant limiter les prérogatives du Parlement, au risque toutefois d'entraîner des protestations.

L'opposition était favorite depuis des mois pour ces élections, profitant du mécontentement populaire face aux pénuries et à l'inflation galopante, dans ce pays aux plus importantes réserves pétrolières au monde mais frappé de plein fouet par la chute des cours du brut.

Elle survient deux semaines après une autre élection symbolique en Amérique latine, celle du libéral Mauricio Macri en Argentine, mettant fin à 12 ans de pouvoir de Nestor puis Cristina Kirchner, grands alliés du chavisme avec qui ils avaient commencé un mouvement de basculement à gauche de la région à l'aube des années 2000. huffingtonpost.fr 07.12

[La classe dominante recourt à la guerre et au terrorisme pour parvenir à ses fins depuis plus d'un siècle](#)

- Le terrorisme "sous fausse bannière"! Par Karim Mohsen - sahartv.ir

Les attentats, souvent sanglants, de la dernière décennie - en particulier, les tout derniers en date - présentaient beaucoup de similitudes avec des faits de même nature, s'étant déroulés sous «fausse bannière (false flag)», aux XX^e et XIX^e siècles, avec pour objectif de porter la suspicion sur des adversaires déclarés, des pays que l'on veut impliquer, dans les violences, et/ou avoir le prétexte d'entrer dans la confrontation armée.

En remontant l'histoire des violences, (politiques et armées), de ces dernières décennies, on s'aperçoit que deux pays: les Etats-Unis et Israël détiennent la timbale, dans ce domaine. Ils apparaissent même, comme les spécialistes du terrorisme, dit «sous fausse bannière», c'est-à-dire, sous une nationalité «d'emprunt», ou usurpée.

C'est, exactement, ce que faisaient les pirates et flibustiers, qui écumaient les mers et les océans, au XVIII^e et XIX^e siècles.

Etats-uniens et Israéliens ont, ainsi, remis cette pratique au goût du jour, en commettant ou commanditant des attentats meurtriers, pour des raisons de stratégie nationale, et/ou dans l'optique de susciter la peur, voire, la terreur. C'était un fait connu, qui n'a pas échappé aux législateurs internationaux, lesquels, dès les débuts du XXe siècle, se penchèrent sur la question.

C'est ainsi qu'en 1907, la Convention de La Haye, (Pays-Bas), reconnaissait cette action, dans son article 231, lequel interdisait «l'usage impropre» de l'uniforme ennemi. Cette formulation a été corrigée, après la Seconde Guerre mondiale, par un amendement, qui en levait l'ambiguïté, en précisant que c'est «l'usage des armes, sous uniforme ennemi», qui est visé.

Ces attentats, sous fausse bannière, comme en témoignaient, notamment, les opérations «Gladio», ne sont, donc, pas nouveaux, et constituent un des éléments clés, dans les luttes entre les grandes puissances, pour affermir leur position et conquérir de nouveaux territoires. Aujourd'hui, une certitude est établie: les attentats anti-américains de 2001 étaient, de toute évidence, des faits, «sous fausse bannière», préparés, conjointement, par la CIA, (Etats-Unis), et le Mossad, (Israël). Des chercheurs et experts indépendants américains, notamment, sont remontés jusqu'aux sources des commanditaires de ces attentats, citant, en particulier, des Israéliens. Or, autant les Etats-Unis qu'Israël ne sont pas à leurs débuts, dans ces méfaits, qui ont berné le monde, pour accuser des pays ou des groupes, totalement, étrangers à ces événements.

Fabriquer de faux prétextes de guerres est même une spécialité très américaine, qui, dès 1845, fut mise en pratique contre le Mexique, dans la politique d'expansion territoriale de Washington. Pour ceux qui ne le savent pas, le Nouveau Mexique, la Californie, le Texas et la Floride, en particulier, étaient, à l'origine, des territoires mexicains. D'ailleurs, des villes, comme Los Angeles, San Francisco, San Diego, San Antonio, ont gardé leur nom espagnol d'origine. De fait, le député Abraham Lincoln, [16e Président US, de 1860 à 1865], fit reconnaître, par le Congrès, «le caractère mensonger de ce casus belli».

En fait, toutes les guerres auxquelles les Etats-Unis ont pris part l'ont été sous de faux prétextes, fabriqués pour ce faire. Nous citerons, dans ce contexte, l'explosion, à la fin du XIXe siècle, de l'"USS Maine" et la guerre contre l'Espagne, à Cuba, le torpillage du Lusitania, pour l'entrée, dans la Première Guerre mondiale, (1914-1918), Pearl Harbor, pour la Seconde, (1939-1945), et le golfe du Tonkin, pour l'embrassement du Nord-Vietnam, (1964).

Dans cette pratique, Israël ne le cède en rien à son mentor américain.

Bien avant la création du régime d'Israël, les groupes terroristes de la Haganah, du Stern et de l'Irgun avaient mené des attentats contre la Grande-Bretagne, sous le couvert d'Arabes et de Palestiniens. Dès 1946, l'Irgun commit un attentat meurtrier contre l'hôtel King David, quartier-général des autorités britanniques, à Qods, faisant 91 morts, en majorité, britanniques. Le commando était dirigé par Menahem Begin, futur Premier ministre israélien.

Citons, aussi, l'affaire, connue sous le nom de «Affaire Lavon», du nom du ministre israélien de la Défense, Pinhas Lavon, en 1954. Un commando, constitué de Juifs égyptiens travaillant pour l'«Aman», (service de renseignements militaires israéliens), commit une série d'attentats contre des édifices britanniques et américains, en 1954, avec pour but de nuire aux relations entre l'Egypte nassérienne et les pays anglo-saxons.

En 1986, c'est sur la base de faux du Mossad, soit-disant illustrant le soutien de Tripoli au terrorisme que les Etats-Unis avec la Grande-Bretagne et l'Allemagne bombardèrent la Libye, occasionnant des destructions et de nombreux morts.

En fait, la liste n'est pas exhaustive et Etats-uniens et Israéliens sont passés maîtres, dans ces traîtrises de la «fausse bannière». Il ne faut pas jouer à l'autruche ou mettre des oeillères, en effet, ces deux pays, en particulier, sont la cause de millions de morts, en Afghanistan, en Syrie, en Irak, en Libye et en Palestine. sahartv.ir 06.12

Le plus sidérant ce ne sont pas tous ces crimes dont les auteurs ont été identifiés ou démasqués au fil du temps, mais que la plupart des gens n'en tirent aucun enseignement et estiment normal que leurs gouvernements successifs commercent et entretiennent des relations d'amitié avec ces Etats terroristes en les qualifiant de démocratiques.

C'est comme s'ils n'avaient jamais rien retenu des expériences qu'ils avaient vécues au cours de leur vie ou qu'ils s'en foutaient éperdument tant qu'ils n'étaient pas directement concernés. D'où la nécessité d'avoir une vision globale ou mondiale de la situation politique pour qu'ils comprennent que ces événements et les difficultés qu'ils rencontrent au quotidien sont intimement liés.

Cet état d'esprit dénote une absence de conscience politique ou de conscience tout court même, car même lorsqu'ils sont directement concernés, ils adoptent la même attitude, ce que témoignaient hier les résultats des élections en France.

Certes le matraquage du gouvernement et de leurs agents médiatiques et sondagiers ne les aura pour ainsi dire pas convaincu d'aller davantage voter qu'en 2010 (53,67% d'abstention, 49,91% hier) , mais ils auront tout de même été 22,1 millions à aller voter, après avoir entendu à la radio et à la télévision ou lu dans la presse écrite que tous les gouvernements qui s'étaient succédés lors des décennies précédentes jusqu'à aujourd'hui, et donc tous les partis qui y avaient participé, avaient vendu des armes à des Etats (Arabie saoudite et Qatar) qui les avaient livrés aux barbares d'al-Nosra et de l'Emirat islamique issus d'al-Qaïda

qui ont réalisé le massacre du 13 novembre, à ce titre et au-delà il faudrait en conclure que ce coup d'Etat terroriste fut réalisé pour rien, hormis permettre de suspendre l'Etat de droit et réprimer le mouvement ouvrier, ainsi qu'intensifier le bombardement de la Syrie et le légitimer.

C'est à croire que temps qu'une bombe ne tombera pas sur leur propre maison, ils se foutront littéralement de tout ce qui pourrait arriver ailleurs en France ou dans le monde. Il faut ajouter une précision importante, ce sont en grande partie les prolos qui se sont une nouvelle fois abstenus en masse. Et ceux qui ont été votés appartiennent davantage aux autres couches ou classes supérieures de la société, celles qui sont plus instruites ou qui sont censées disposer d'un niveau de connaissance plus développé, qui s'informent auprès des médias dits alternatifs, comme quoi cela ne leur sert pas à grand chose et confirme ce que nous en disions récemment. La seule chose qui compte pour elles, ce sont les menaces qui pèsent sur leur niveau ou leur mode de vie relativement confortable, il n'y a que cela qui peut les mobiliser, y compris lors d'élections.

Pour revenir aux effets plutôt anesthésiant de leur propagande. On pourrait en rire en se disant que c'est la conséquence de l'idéologie que la classe dominante leur a incrustée dans le cerveau, ils sont devenus tellement individualistes ou nihilistes qu'ils n'écoutent même plus ce que leur dit le gouvernement, mais franchement cela ne nous donne pas du tout envie d'en rire, mais plutôt d'en pleurer.

Bref, c'est le sujet que nous traitons ci-dessous, le taux d'abstention étant pratiquement équivalent à ce qu'il était en 2010, il n'y a donc pas lieu de s'éterniser sur ce facteur. Quant à la montée du FN, elle demeure bien en-deça de leur attente, car la soi-disant "*vague bleu marine*" n'a pas dépassé le stade d'une onde créée par un pavé lancé dans la fosse à purin des institutions. Hollande et Valls vont pouvoir continuer d'en respirer les effluves nauséabonds qui les inspirent tant. Et de nous en faire profiter généreusement pendant qu'ils y sont, sans nous demander notre avis de préférence, c'est cela la démocratie.

Cela dit et on terminera par là, ils sont inquiets tout de même, car pour appliquer leur politique il leur faut un minimum de légitimité ou de soutien populaire, et là le gouvernement pourra le chercher en vain, aussi ont-ils lancé les fins limiers de leur police de la pensée à sa recherche, j'ai suivi leur piste cet après-midi dans un article de leur agence de propagande :

Francetv info - Si vous aussi avez boudé les urnes, francetv info vous donne la parole. Etait-ce par désintérêt de la politique ? Une manière de sanctionner le gouvernement ? Expliquez-nous vos motivations et dites-nous ce que vous comptez faire dimanche 13 décembre. Les résultats du premier tour vous incitent-ils à vous mobiliser pour le second ? Francetv info 07.12

Assurément, comme au premier j'aurai mieux à faire !

[Elections régionales en France](#)

En recueillant les voix de moins de 15% des électeurs inscrits.

- C'est un raz-de-marée bleu marine. - Francetv info 06.12

Les résultats.

- Elections régionales : les résultats du premier tour, région par région - Le Monde

Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine. Le vice-président du FN, Florian Philippot, est arrivé dimanche largement en tête avec 36,06 % des voix, devant Philippe Richert (LR-UDI-MoDem), crédité de 25,83 % des voix, et devant le PS Jean-Pierre Masseret 16,11 %.

Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes. La liste PS-PRG d'Alain Rousset arrive en tête dans la région avec 30,39 %, devant la liste de droite et du centre de Virginie Calmels (27,19 %) et celle du FN de Jacques Colombier (23,23 %).

Auvergne-Rhône-Alpes. Le secrétaire général de LR, Laurent Wauquiez, recueille 31 % des voix, devant le FN Christophe Boudot (25,52 %) et le PS Jean-Jacques Queyranne (23,93 %).

Bourgogne-Franche-Comté. La candidate frontiste Sophie Montel obtient 31,48 % des voix, devançant l'ancien ministre UDI François Sauvadet (24 %) et la présidente socialiste sortante du conseil régional de Franche-Comté, Marie-Guite Dufay (22,99 %).

Bretagne. Avec 34,92 % des voix selon des résultats définitifs, le ministre de la défense Jean-Yves Le Drian arrive largement en tête du scrutin en Bretagne devant Marc Le Fur (LR) qui obtient 23,46 %. Le frontiste Gilles Penelle obtient 18,17 % des voix.

Centre-Val de Loire. Le candidat frontiste Philippe Loiseau (30,49 %) devance le président du groupe UDI à l'Assemblée Philippe Vigier (26,25 %) et le président sortant de la région François Bonneau (24,31 %), élu en 2007, après la démission de

Michel Sapin.

Corse. Six listes y sont qualifiées pour le second tour. La liste divers gauche, conduite par le président sortant du conseil exécutif, Paul Giacobbi, devance de peu la liste nationaliste du maire de Bastia Gilles Simeoni avec 18,42 % des voix contre 17,62 %. A droite, José Rossi devance Camille de Rocca-Sera, président de l'assemblée de Corse de 2004 à 2010, avec 13,17 % des voix contre 12,70 %.

En Ile-de-France. L'ancienne ministre Valérie Pécresse, qui conduit la liste de la droite et du centre obtient 30,51 % des voix au premier tour, devant le président de l'Assemblée nationale, le socialiste Claude Bartolone (25,19 %). Le Front national est à 18,41 %, les écologistes à 8,03 %, le Front de gauche à 6,63 % et Debout la France à 6,57 %.

Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées. Le candidat Front national Louis Aliot arrive en tête avec 31,83 %, devant Carole Delga (PS) qui réalise 24,41 % et Dominique Reynié (LR) qui enregistre un score de 18,84 %.

Nord-Pas-de-Calais-Picardie. La présidente du Front national, Marine Le Pen, arrive largement en tête au premier tour avec 40,64 % des suffrages, devant le candidat de la droite et du centre Xavier Bertrand (24,96 %), et le candidat PS Pierre de Saintignon (18,12 %).

Normandie. L'ancien ministre de la défense Hervé Morin (LR-UDI-MoDem) arrive de justesse en tête avec 27,91 % des voix devant le frontiste Nicolas Bay (27,71 %) et le socialiste Nicolas Mayer-Rosignol (23,52 %).

Pays de la Loire. La liste de la droite et du centre conduite par Bruno Retailleau est loin devant avec 33,49 % des suffrages exprimés. Le socialiste Christophe Clergeau arrive deuxième avec 25,75 %, devant la liste FN de Pascal Gannat (21,35 %).

Provence Alpes-Côte d'Azur. Le parti d'extrême droite emmené par Marion Maréchal-Le Pen atteint 40,55 %, alors que Les Républicains, conduits par Christian Estrosi, plafonnent à 26,48 % et que les socialistes s'effondrent à 16,59 %. Lemonde.fr 06.12

La fin justifie les moyens : le FN.

- Régionales : le FN est en tête dans au moins 52% des communes - [Francetv info](http://Francetv.info)

Sans conteste, le Front national est le grand vainqueur du premier tour des régionales, dimanche 6 décembre. Le parti de Marine Le Pen arrive en tête dans au moins 19 069 communes en France, selon un décompte de [Francetv info](http://Francetv.info) réalisé à partir des résultats partiels délivrés par le ministère de l'Intérieur. La liste frontiste est ainsi numéro un dans au moins 52% des villes et villages de l'Hexagone.

Le Front national obtient ses meilleurs scores dans des communes rurales, comme Courcelles-sur-Voire (Aube) ou Guindrecourt-sur-Blaise (Haute-Marne), où il obtient 90% des suffrages exprimés.

A titre de comparaison, les listes menées par les Républicains, avec l'appui des centristes, ne sont leaders que dans 9 398 communes. Les socialistes arrivent en tête dans seulement 6 066 communes.

18 départements voient le PS arriver en tête, la droite dans 31 départements, le Front national dans 46 départements.

A Voellerdingen (Bas-Rhin), aucun des 408 habitants n'a glissé un bulletin socialiste dans l'urne, dimanche 6 décembre, lors du premier tour des élections régionales. C'est le cas dans 312 municipalités où aucun vote pour le PS n'a été recensé, selon le décompte de [Francetv info](http://Francetv.info). Environ la moitié de ces communes sont concentrées dans deux régions, le Nord-Pas-de-Calais-Picardie et l'Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine.

A Palasca (Haute-Corse), aucun des 148 habitants n'a glissé un bulletin frontiste dans l'urne, dimanche 6 décembre, lors du premier tour des régionales. Pas une seule voix. Le village fait figure d'exception dans l'Hexagone : elle fait partie des 110 municipalités où aucun vote en faveur du FN n'a été recensé, selon le décompte de [Francetv info](http://Francetv.info). [Francetv info](http://Francetv.info) 06.12

Pour la gauche, vaut mieux le FN que le socialisme.

Pour l'occasion, on leur concède qu'ils sont tous de gauche, PS, PCF, PG, etc.

- Troisième, le Parti socialiste fait des maths pour ne pas calculer sa défaite - Slate.fr

Les divers représentants du PS soulignent que l'addition des forces de gauche leur permet de rester «premier parti de France».

«J'ai regardé l'ensemble des résultats consolidés ce qui fait le rapport de forces entre la gauche, la droite et l'extrême droite. Si je regarde ce rapport de force, le total de la gauche, qu'on disait en difficulté, doit dépasser les 36% et en fait le premier parti de France», a déclaré juste après les résultats le porte-parole du gouvernement Stéphane Le Foll sur TF1. Selon les estimations, le Front national a récolté entre 27,2% et 30,6% au premier tour, alors que le bloc entre le parti Les Républicains, le Modem et l'UDI sont entre 27 et 27,4%. À l'échelle nationale, les partis du Front de Gauche, d'Europe-Écologie Les Verts et Nouvelle donne ont récolté environ 10,3% au total. slate.fr 06.12

En famille. Ils ont toujours rampé devant le régime au lieu de l'affronter.

- Régionales : « on va se mettre à plat ventre » annonce Marie-Georges Buffet - Public Sénat

Sur le plateau des chaînes parlementaires, la députée communiste de Seine-Saint-Denis Marie-Georges Buffet a mis en garde le parti socialiste. Si elle déclare vouloir « se mettre à plat ventre pour faire gagner la gauche », « ce n'est pas parce qu'il y a un accord en Ile-de-France que les électeurs vont se déplacer » a-t-elle prévenue.

« Ces électeurs ont fait la victoire de François Hollande au second tour. Le Front de gauche a assuré la victoire de François Hollande au second tour. Et ils attendaient des changements (...) Ces électeurs vont se mobiliser à gauche, sortir de l'abstention pour certains, si le parti socialiste bouge au niveau de ses orientations ». Public Sénat 06.12

Place au parti de l'ordre. Tout est dans l'ordre des choses.

Jean-Christophe Cambadélis, secrétaire national du Parti socialiste, intervient à 22 heures et annonce le retrait des listes socialistes en Paca et en Nord-Pas-de-Calais-Picardie. « L'histoire sera sévère avec ceux qui disent plutôt l'extrême droite que la gauche », a-t-il dit. lepoint.fr 06.12

Il a raison, tant que la gauche peut faire le boulot de l'extrême droite, c'est à elle de gouverner, et quand elle n'en aura plus les moyens elle repassera le relais à la droite officielle ou elle le passera à l'extrême droite, pourvu que la véritable gauche ou l'extrême gauche ne parvienne pas au pouvoir, tout le reste est secondaire pour cette pourriture.

La vermine qui se repaît des miasmes nauséabonds des bas-fonds putrides du régime est dans son élément.

Emmanuel Cosse, candidate EELV pour la région Ile-de-France, a regretté que son parti n'ait pas eu de score plus haut, et appelle à une fusion des listes de gauche : « Ce que nous pouvons faire, c'est travailler à la fusion des listes de gauche et des écologistes au second tour. »

Sandrine Bélier, candidate EELV pour la région Grand Est face à Florian Philippot a, elle, appelé à une « union démocrate » de gauche et de droite. lepoint.fr 06.12

ACTUALITE EN TITRES

[Voter, c'est voter pour.](#)

- Régionales : Valls compare le bulletin à une « arme contre le terrorisme » - LeParisien.fr

[S'il vous plaît, après le gouvernement de guerre Hollande-Valls-Macron-Fabius-Le Drian.](#)

- FN, premier péril de France - Liberation.fr

[On savait qu'ils étaient compatibles.](#)

- L'entourage de Valls fustige la "grande irresponsabilité" de la droite - AFP

La droite fait preuve d'une "grande irresponsabilité" en refusant de se retirer ou de fusionner avec la gauche pour faire barrage au Front national après le premier tour... AFP 06.12

[Si "al-Nosra fait du bon boulot", le PS aussi.](#)

- Raffarin appelle au retrait des listes arrivées 3ème pour faire barrage au FN - AFP

[Les bifteckards se rebiffent.](#)

- Le désistement du PS fait hurler en Paca (et ne plaît pas dans le Nord et l'Est non plus) - Le Huffington Post

"Je ne me retire pas" du 2e tour en Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, annonce le candidat PS Jean-Pierre Masseret - Francetv info

Sans rire, il y en a encore qui vont broder là-dessus, parce qu'il pourrait sortir quelque chose de la crise du PS... Voyez ce qu'il en est en Grèce.

[Non quand il est tournée contre la réaction.](#)

- Attentats de Paris : l'état d'urgence est-il forcément abusif ? - Francetv info

[S'ils le disent eux-mêmes.](#)

- Marc Ferro: l'Europe est aveugle, nos ennemis ce ne sont pas les Russes - sputniknews.com

Ni les Américains, les Allemands, les Anglais, les Turcs, les Saoudiens, etc. c'est le capitalisme et ses institutions politiques, la Ve République qu'il faut abattre.

- Lutte contre l'Etat islamique, Frédéric Lefebvre : "La Turquie doit clarifier sa position en urgence" - Atlantico.fr

Erdogan ne fait que cela...

[Quand le Qatar veut sabrer les syndicats.](#)

- Le Qatar veut réduire l'influence des syndicats de Volkswagen - latribune.fr

Il est actionnaire à hauteur de 17% de Volkswagen. Au Qatar les syndicats sont interdits.

[Dossier sur la Turquie](#)

- WikiLeaks: Erdogan a épié le Su-24 russe pendant six semaines - sputniknews.com

Selon une nouvelle révélation de WikiLeaks, le président turc Recep Tayyip Erdogan aurait ordonné d'abattre un avion russe dans le ciel syrien, début octobre, soit dès le début de l'opération aérienne russe contre Daech en Syrie, afin de mobiliser ses électeurs devant une menace de guerre, persuadé que l'Otan allait le soutenir malgré tout.

Le président turc a donc lui-même ordonné d'abattre l'avion russe SU-24 dans le ciel syrien, prétendant que l'avion aurait violé l'espace aérien turc, déclare WikiLeaks, citant le fameux lanceur d'alertes turc connu sous le pseudonyme de Fuat Avni.

Fuat Avni avait averti le 12 octobre, sur son compte twitter, que Recep Tayyip Erdogan s'apprêtait à abattre un avion russe. Connu pour divulguer les projets malhonnêtes du gouvernement turc, ses révélations sont toujours avérées. Aussi est-il baptisé le Julian Assange turc, celui qui fait trembler le pouvoir.

Ce projet du président du pays serait motivé par sa stratégie de mobiliser ses électeurs par la menace d'une guerre avec la Russie. Les Turcs élevés sur les idées du général Kemal Ataturk, ayant conçu le projet d'un Etat moderne pour le peuple turc, sont prêts à s'unir devant une menace de guerre et soutenir leur gouvernement, comme d'ailleurs la plupart des nations.

Wikileaks fait remarquer que la Turquie aurait déjà abattu un drone, affirmant qu'il était russe. De surcroît, selon leurs données, la Turquie menait une opération contre les kurdes syriens, luttant contre Daech (Etat islamique).

En conférence de presse, le 2 décembre, la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères Maria Zakharova s'est référée au Tweet du lanceur d'alertes, faisant remarquer qu'il était "très intéressant" que le fameux dénonciateur turc ait prédit cet événement dramatique il y a presque deux mois. sputniknews.com 06.12

- L'Irak donne 48H à la Turquie pour retirer ses troupes - sputniknews.com

L'Irak peut faire appel au Conseil de sécurité de l'Onu si la Turquie ne retire pas ses troupes dans les 48 heures, a déclaré le premier ministre irakien Haïder al-Abadi.

Bagdad pourrait utiliser toutes les options possibles, y compris s'adresser au Conseil de sécurité de l'Onu, si la Turquie ne retire pas ses troupes du nord de l'Irak sous 48 heures.

"L'Irak a le droit d'utiliser toutes les options à sa disposition, y compris recourir au Conseil de sécurité de l'Onu, si la Turquie ne retire pas ses forces armées sous 48 heures", a affirmé le premier ministre irakien.

Précédemment, le centre de presse du premier ministre d'Irak avait diffusé une déclaration gouvernementale officielle demandant à la Turquie de retirer ses soldats d'Irak. Selon les autorités, un bataillon de chars turc est entré dans la province de Nainawa sous prétexte d'entraîner des groupes armés irakiens. Les activités de la Turquie ont été qualifiées d'incursion.

Les médias avaient annoncé plus tôt que les autorités turques avaient envoyé 130 militaires dans la région de Mossoul (nord) pour entraîner des Kurdes irakiens (peshmergas) combattant Daech. sputniknews.com 06.12

- La Turquie interrompt son déploiement de soldats en Irak - AFP

La Turquie a annoncé mardi l'arrêt de tout transfert de troupes près de la ville irakienne de Mossoul, après que Bagdad eut menacé de faire appel aux Nations unies pour contraindre Ankara à retirer ses soldats.

La Syrie a également condamné dimanche "la violation flagrante du territoire irakien par les Turcs, qui ne fait que confirmer le rôle destructeur (joué par Ankara) contre la Syrie et l'Irak".

Les Etats-Unis ont dit avoir eu connaissance de ce déploiement turc en précisant qu'il ne s'inscrivait pas dans les activités de la coalition conduite par Washington contre l'Etat islamique en Syrie et en Irak. AFP 07.12

[Dossier sur la Syrie](#)

Cameron-Obama: la Russie et l'Iran doivent participer au règlement du conflit syrien - sputniknews.com

Le règlement de la crise syrienne devrait se dérouler avec la participation des parties russe et iranienne, ont déclaré dimanche le premier ministre britannique David Cameron et le président américain Barack Obama.

Cette annonce conjointe intervient suite à un entretien téléphonique entre M. Cameron et M. Obama, vendredi. Les dirigeants se sont entretenus de la situation en Syrie et de l'activité de la coalition antiterroriste. Le contenu de leur conversation n'est dévoilé qu'aujourd'hui.

"Le premier ministre et le président ont convenu de la nécessité de progresser politiquement et d'engager la Russie et l'Iran dans le règlement de la crise syrienne", a rapporté une source du cabinet de David Cameron. sputniknews.com 06.12

- Syrie: 4 soldats tués dans un bombardement par la coalition d'un camp AFP

Quatre soldats syriens ont été tués et 13 blessés par un bombardement sans précédent de la coalition internationale dirigée par les Etats-Unis sur un camp de l'armée, a rapporté lundi l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

L'ONG, qui dispose d'un vaste réseau de sources à travers la Syrie, a fait état de 49 morts dont huit enfants et cinq femmes la suite de ces raids probablement menés par la coalition internationale conduite par les Etats-Unis. AFP 07.12

[Chaos, guerre et terrorisme for ever ou l'avenir cauchemardesque qu'ils nous réservent.](#)

- Washington, incapable de remporter la guerre contre Daech - sahartv.ir

« Les Etats-Unis ne sont pas capables de remporter la guerre contre Daech pour les mêmes raisons qu'ils n'ont pas gagné la guerre au Vietnam », a déclaré Jeff Faux, père-fondateur de l'Institut « Economic Policy ».

Selon l'agence de presse russe Sputnik, Jeff Faux, père-fondateur de l'Institut « Economic Policy, a écrit dans un article :

« Washington ne sait nullement que la vague de violence et de terreur qui traverse le Moyen-Orient a été provoquée par les ingérences constantes des Etats-Unis et leurs tentatives inlassables visant à rayer la culture des différentes nations en faveur des critères américains. Les Etats-Unis ne sont pas capables de remporter la guerre contre Daech pour les mêmes raisons qu'ils n'ont pas gagné la guerre au Vietnam : Les Américains sont des agresseurs impopulaires et mal aimés. Même si Washington dispose des facilités et des équipements suffisants pour faire reculer les terroristes de Daech vers les mêmes déserts dont ils sont d'origine, ces terroristes émergeront rapidement et sous une autre forme. Vous savez quel est le problème ?

Les Américains, tout comme leurs prédécesseurs colonialistes, Grande-Bretagne et France, sont des agresseurs qui tentent, toujours, de contraindre les autres pays à changer de mode de vie en faveur du style américain et aussi à leur confier le contrôle de tous les puits de pétrole. Les Etats-Unis tentent de se poser en gendarme du monde alors que les sondages d'opinion effectués, en 2013, auprès de 68 pays du monde, montrent que les sondés voient en les Etats-Unis « la plus grande menace pour la paix mondiale ». Parmi les pays participant à ce sondage, les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord ont montré une réaction plus négative que les autres aux Etats-Unis. Beaucoup sont les experts et les diplomates américains qui reconnaissent l'implication de la Maison Blanche dans la création des groupes terroristes dont le groupe terroriste Daech ». sahartv.ir 06.12

- Les USA en manque de munitions pour combattre Daech - sahartv.ir

Avec l'intensité des frappes aériennes pour combattre Daech, l'US Air Force pourrait être à cours de munition prochainement.

Selon CNN, depuis le début des frappes aériennes contre Daech en août 2014, l'armée de l'air américaine, l'US Air Force, aurait utilisé 20.000 bombes et autres missiles. Ce qui aurait mené à un épuisement du stock de munitions. Le général Mark Welsh, chef du personnel, a émis un communiqué pour aviser que l'Armée de l'air dépense ses munitions plus vite qu'elle n'arrive à se réapprovisionner. «Les bombardiers de type B-1 ont largué des bombes en un temps record. Les F-15E sont aussi utilisés dans les frappes parce qu'ils peuvent contenir un éventail plutôt large d'armes et ils sont très flexibles. Nous avons besoin de financement pour nous assurer que nous sommes prêts à tenir pour ce long combat. La situation est critique,» a-t-il déclaré.

Le général a d'ailleurs confié à CNN que l'US Air Force souhaite un refinancement à la hausse des dépenses militaires pour venir à bout de Daech. Cependant, reconstituer ce stock pourrait prendre jusqu'à quatre ans de temps de réapprovisionnement d'actifs, a déclaré Welsh. Ces déclarations sont formulées alors que les Etats Unis continuent de larguer des armes et des munitions pour Daech aussi bien en Syrie qu'en Irak. sahartv.ir 06.12

- Israël reconnaît "l'incapacité" de la coalition anti-Daech - sahartv.ir

Le ministre israélien de la Guerre a affirmé l'échec de la coalition soi-disant anti-Daech dirigée par les Etats-Unis.

Selon l'agence d'information ISNA citant le quotidien extrarégional Raay al-Youm, le ministre israélien de la Guerre, Moshe Yaalon a critiqué le bilan faible du gouvernement américain dans la lutte contre Daech, lutte qui, en tant que défi mondial, exige, selon lui, une sérieuse gestion pour anéantir Daech ce dont les Etats-Unis n'ont pas la compétence.

Le régime sioniste parle de la lutte contre le terrorisme alors que les sources d'information font part du soutien financier et en armement de ce régime aux terroristes de Daech et du Front al-Nosra en Syrie. Moshe Yaalon a, également, considéré le rôle de la Russie au Moyen-Orient, comme plus important que celui des Etats-Unis ; les actes militaires russes en Syrie le prouvent de la meilleure manière.

Le ministre israélien de la Guerre s'est aussi exprimé sur le rôle que joue la RII en Syrie en affirmant que ce rôle s'est de plus en plus renforcé après les négociations nucléaires à Vienne. sahartv.ir 06.12

[Haut de page ↗](#)

Le 8 décembre 2015

CAUSERIE

La rubrique *Articles d'actualité* sera actualisée en fin de journée, il est déjà 16h24 et je viens juste de terminer la causerie du jour.

Ici la mousson semble marquer le pas, la plus importante depuis au moins un demi-siècle paraît-il avec son cortège de morts et de désolation... Le pays était une véritable décharge, je vous laisse imaginer le tableau, non, vous en serez incapables, c'est comme la guerre, il faut la vivre pour comprendre, et encore, c'est désolant ! Passons. Sinon ici la vie est relativement tranquille par rapport

à chez vous, où dorénavant la principale menace ce sont les forces de l'ordre établi.

Ô rage, Ô désespoir, je remets mon sort entre tes mains et veuille bien m'épargner !

Je ne suis pas du tout certain que vous serez entendu.

Hier vous dansiez, vous chantiez, et bien maintenant pleurez !

Et dire qu'il y en a qui auront pour seul réflexe de serrer les rangs derrière ceux qui nous ont conduit à cette situation. Ce qu'ils pourront toujours nier au nom de la fatalité qui franchement a bon dos, un peu de dignité ou de décence tout de même, car on veut bien l'admettre mais pas sur une période s'étendant sur six décennies et forcément beaucoup plus comme nous sommes partis, vaut mieux admettre dans ce cas-là que notre combat, notre cause, notre idéal était perdu d'avance ce serait plus honnête.

Personnellement nous ne nous y résoudrons jamais, et nous rejetons cette analyse qui sert à épargner les capitulards et autres renégats qui n'ont cessé de produire des théories qui se sont toutes avérées foireuses à l'arrivée, il faudrait avoir perdu la tête pour leur accorder la moindre crédibilité.

Les dirigeants de la classe dominante, à ne pas confondre avec les marionnettes qui les représentent, doivent peut-être être déçus, leur massacre du 13 novembre n'aura pas servi de levier pour transformer les élections régionales en un plébiscite en faveur du PS ou de l'état d'urgence compte tenu du taux d'abstention, par contre il aura validé la carte de l'extrême droite qu'il leur reste à jouer, une consolation en somme.

Les médias auront tout fait pour que la compétition se déroule loyalement et pour que le meilleur gagne, les deux compétiteurs (PS et FN) concourant pour la même écurie, leurs propriétaires ne courraient aucun risque puisqu'ils étaient sûrs que l'un des deux l'emporterait à l'arrivée. Ils disposent donc désormais d'une photo suffisamment précise de la situation qui va leur permettre de planifier la suite des festivités toujours en s'appuyant sur l'un tout en diabolisant l'autre à moins que ce ne soit l'inverse à un moment donné. Et le troisième larron dans cette histoire, Les Républicains ? Il est destiné à récupérer le pouvoir le moment voulu, il n'aura plus qu'à se baisser pour le ramasser.

Passons au menu, âme sensible ou esprit faible s'abstenir, car il va falloir avoir l'estomac bien accroché pour digérer ce qui vous attend désormais.

Votre avenir à la sauce grecque se dessine.

"Remporté la victoire des cerveaux", ne serait-ce pas là leur tactique ?

La Tribune - Marine Le Pen peut déjà triompher, avant même les résultats définitifs de dimanche prochain. Quoi qu'il advienne, toute la vie politique dans les prochains mois va tourner autour du Front National qui, par ses scores, est devenu le sujet incontournable. A défaut, peut-être, de victoire dans les urnes, elle aura remporté la victoire des cerveaux. La Tribune 07.12

Pour quel objectif stratégique ? La réponse.

La Tribune - Le FN décevra tous ses électeurs car si leur politique de la Terre brûlée venait à devenir la politique de la France en 2017, les français se retrouveront au niveau des Grecs en moins de deux..." La Tribune 07.12

En résumé : Hollande et son gouvernement, le PS, ainsi que ses satellites et alliés électoraux auront tout fait pour préparer le terrain au fascisme qui est en voie de "remporter la victoire des cerveaux", afin que "les français se retrouvent au niveau des Grecs".

Reste quelques questions à se poser.

Pourquoi ? Parce que Hollande et son gouvernement, le PS, ainsi que ses satellites et alliés électoraux ne peuvent pas atteindre cet objectif, ce sera donc à l'extrême droite de s'en charger en bénéficiant de l'arsenal législatif répressif qui a été mis en place en 2015 et les années précédentes pour qu'elle puisse terminer le sale boulot.

Pourquoi Hollande et son gouvernement, le PS, ainsi que ses satellites et alliés électoraux ne peuvent-ils pas atteindre cet objectif ? Parce qu'ils se prétendent de gauche et que cet objectif est la négation des valeurs qu'elle est censée incarner.

Mais alors, quel devait être le rôle précis dévolu à cette pseudo-gauche ?

Prendre en charge aussi loin que possible les besoins des capitalistes en totale contradiction avec les besoins qu'elle était censée représenter ou défendre en y associant les partis ou organisations du mouvement ouvrier (qui, rappelez-vous en 2012 ont appelé à voter Hollande et PS ou à chasser Sarkozy ce qui revenait au même, et ils viennent de récidiver pour "faire barrage" au FN), de manière à ce qu'il soit déconsidéré ou discrédité aux yeux des travailleurs et qu'ils s'en détournent au profit de l'extrême droite ou qu'il se retrouve pour ainsi dire paralysé, neutralisé.

Une fois cet objectif atteint le terrain aura été suffisamment préparé pour que l'extrême droite prenne le relais, sauf si le sommet de la classe dominante décidait que son heure n'avait pas encore tout à fait sonné, ce serait alors à la droite radicalisée ou empiétant sur le programme de l'extrême droite de poursuivre le sale boulot, si nécessaire en réprimant férocement le mouvement ouvrier qu'ils pourront accuser d'avoir conduit le pays là où il en est dans l'indifférence générale ou presque, pire en bénéficiant du soutien de la majorité de la population, compte tenu qu'il n'existe aucun parti ouvrier inspirant confiance aux masses exploitées et susceptible de constituer un rôle de regroupement pour rassembler l'ensemble des forces qui combattent le régime et la dictature sur la base d'un programme révolutionnaire ou socialiste.

On va payer très très cher 70 ans de révisionnisme, de compromission avec le PS et le PCF, le régime, de trahison, de la part des dirigeants autoproclamés de l'avant-garde du mouvement ouvrier. Pour avoir voulu à tout prix vouloir encore faire jouer un rôle au PS au côté des travailleurs, y compris dans le futur, on a envie de dire qu'ils sont servis au-delà de leurs espérances, malheureusement pour les militants qu'ils auront réussi à endoctriner et à entraîner dans cette direction, qui ne l'ont pas compris ou qui n'ont pas voulu le comprendre plus tôt, il est désormais trop tard pour éviter que cette vague de réaction devienne réalité et il va leur falloir la subir, ce qui va finir d'achever plus d'un militant, à leur façon ces dirigeants auront ainsi contribué à créer les conditions pour que la pire réaction l'emporte. Sur quoi, mais le socialisme voyons ! Ah mais c'est vrai que plus aucun militant ne l'a plus en tête de nos jours ou si peu, du coup notre discours leur semblera déconnecté de la réalité et ils ne voudront rien entendre une fois de plus, dommage car le pire est devant vous !

Parole d'internaute

- "A priori la disparition de la social-démocratie est un mouvement général en Europe ; en Allemagne le SPD ne peut plus jouer que les forces d'appoint de la CDU, en Pologne il n'y a plus d'élus de gauche au parlement, en Espagne nul ne miserait un kopeck sur les chances du PSOE de retrouver le pouvoir, en Belgique il ne fait pas partie de la coalition gouvernementale pour la 1^è fois depuis longtemps, au Portugal il est engagé dans une alliance tellement contre-nature que l'expérience en cours ne durera pas très longtemps. "

Vous avez oublié la Grèce où le PASOK est laminé (7% le 20 septembre 2015), l'Italie est le prochain sur la liste, après viendra le tour de la Grande-Bretagne grâce à Jeremy Corbyn...

C'était prévisible dès lors qu'elle devrait monter au créneau pour défendre le régime en place dans le contexte de crise du capitalisme, donc emprunter ouvertement le masque de la réaction.

Donc dans cette perspective qui devait fatalement se réaliser un jour, il ne fallait surtout pas s'encanailler avec ces partis réactionnaires, n'envisager aucun front unique avec la social-démocratie dégénérée et les staliniens sous peine de subir le même sort, ce qui en partant déjà avec un lourd handicap devait aboutir au maintien de la marginalisation de l'avant-garde au sein du mouvement ouvrier et encore plus au sein des travailleurs ou du reste de la population.

[Confirmation. Ce sont les couches les plus défavorisées de la classe ouvrière et de la jeunesse qui se sont abstenues.](#)

Selon une étude Ipsos/Sopra Steria réalisée sur 8.000 personnes avant le premier tour.

Le profil des abstentionnistes montre qu'ils se situent davantage chez les jeunes (65% des 18-24)

58% des employés et 61% des ouvriers ne comptaient pas se déplacer selon cette étude. publicsenat.fr 07.12

Mais alors qui donc a voté ? Les nantis en tous genres, tous ceux qui estiment qu'ils ont encore quelque chose à perdre, l'aristocratie ouvrière corrompue, les intellectuels faillis et vendus, les patrons grands, moyens et petits, les couches et classes moyennes qui entendaient ainsi défendre leur situation privilégiée par rapport au reste de la plèbe qu'ils méprisent.

En complément. Ils ne tolèrent pas qu'on leur résiste et ils en deviennent hystériques, grossiers.

- Régionales 2015 : "Abstention, piège à cons" ? - LePoint.fr

[Comment ils mélangent les différents scrutins et ne tiennent pas compte du niveau d'abstention qui a doublé en 40 ans.](#)

Pour le compte du FN bien entendu dont la montée est présentée comme inexorable, une fatalité de plus, quoi ! Alors apprêtons-nous à vivre avec, généreuse intention.

- Régionales 2015 : retour sur quarante ans de progression du Front national - Francetv info

"En quarante ans, le Front est parti de presque rien, pour atteindre 28% des suffrages exprimés au premier tour", commente en plateau Nicolas Chateaufort. En 1974, Jean-Marie Le Pen se présente à la présidentielle pour la première fois : 0,75% des votes. "Il faudra attendre dix ans pour que le FN se fasse vraiment remarquer dans les urnes. En 1984, aux européennes, le FN atteint 11%", poursuit le journaliste. S'ensuit une lente progression, lors des présidentielles de 1988 et 1995 avec 14 et 15% des voix pour Jean-Marie Le Pen. Le premier coup d'arrêt de cette progression est donné aux européennes de 1999. Le FN n'engränge que 6% des voix. "La raison, c'est la scission du parti avec le départ notamment de Bruno Maigret. Le FN est littéralement menacé d'implosion".

"Le plafond de verre" brisé en 2012

Mais contre toutes attentes, le FN accède en 2002 au second tour de la présidentielle. Quelques années plus tard, il perd des points à la présidentielle de 2007 et ne récolte que 10% des voix. "C'est Nicolas Sarkozy qui détourne une partie des électeurs traditionnels du Front national à son profit". Le FN renoue avec les bons scores en 2012 après l'arrivée de Marine Le Pen. Avec ses 18% à la présidentielle, "le plafond de verre électoral saute". Les bons chiffres sont confirmés aux européennes et aux départementales. Ces 28% aux régionales, "c'est évidemment le record absolu pour le Front national", conclut le journaliste. Francetv info 07.12

En fait de "record absolu", le 6 décembre 2015 il a atteint à peine 14% en tenant compte de l'abstention, et il ne faut pas surestimer la valeur de chacune de ces voix ou faire de chaque électeur un soldat du FN à ce stade là, alors que le contexte politique lui était particulièrement favorable après que la Turquie ait ouvert ses frontières pour que des flots de réfugiés se répandent en Europe et le carnage du 13 novembre intervenu moins d'un mois avant ces élections.

Par contre ils sont en train de conditionner la population pour qu'elle se prépare psychologiquement à l'avènement d'une dictature encore plus dure et qu'elle cautionne des mesures dignes du fascisme, peu importe finalement le ou les partis qui les appliqueront, l'extrême droite étant la mieux placée... après le PS.

[En famille. En réalité, ils se partagent \(déjà\) le pouvoir.](#)

La Tribune - Mais que penser du calcul du PS de se retirer et donc de n'avoir aucun élus dans peut-être trois régions, dont l'une « historique » Nord-Pas-de-Calais-Picardie? En effet, avant la fusion avec la Picardie, la région Nord-Pas-de-Calais, actuellement présidée par le socialiste Daniel Percheron, était « LE » fief socialiste, on y trouvait même les plus gros bataillons du parti socialiste... Sans parler de Pierre Mauroy, véritable statue du commandeur ! Le double calcul du PS en retirant ses candidats

En réalité, les instances dirigeantes du PS font un double calcul. A court terme, elles veulent démontrer que le PS aura tout fait pour faire barrage au FN, quitte à se sacrifier.

A plus long terme, c'est à une sorte de stratégie de la terre brûlée que se livre le PS. Refusant toute compromission avec un FN au pouvoir pour gérer la région - il faut bien voter des budgets pour les lycées, les routes, etc -, le PS ne veut pas devoir joindre ses voix à celle du FN dans le cadre d'une assemblée régionale. Les instances du PS espèrent ainsi que cette position radicale portera ses fruits en 2017, quand les électeurs seront déçus par la gestion régionale du FN dont les premiers résultats ne pourront être que très éloignés de leurs espérances. C'est, en tout cas, le rêve caressé par le parti socialiste. La Tribune 07.12

Nous rappelons il y a quelques temps les enseignements de la lutte des classes du passé, selon lesquels les social-néolibéraux et les staliniens étaient prêts à se sacrifier ou sacrifier leurs partis si la survie du régime l'exigeait, quitte à ce qu'ils refassent surface plus tard en profitant de l'ignorance des masses toujours incapables de tirer la moindre leçon de leurs expériences de la lutte des classes, ce qui les conduit à faire preuve d'amnésie et d'indulgence envers ces partis et ainsi de suite.

[En famille. Les masques tombent ou "droit au but".](#)

Ce qui leur appartient ne peut pas nous appartenir.

- Manuel Valls appelle à voter pour la droite dans trois régions - LePoint.fr

- Valls : "Quand on aime son pays, on n'hésite pas, on appelle à voter pour Les Républicains" - Francetv info

"Quand il en va de la République, il faut être désintéressé, il faut être à la hauteur des événements. Quand on aime son pays, on n'hésite pas, on va droit au but et on appelle à voter pour Les Républicains", a affirmé le Premier ministre. Francetv info 07.12

Et vous croyez qu'ils vont être de milliers et milliers à saisir l'occasion pour déchirer leur carte du PS, vous rêvez ou quoi !

Les politicards minables vont nous expliquer que cette sortie de Valls va alimenter la crise au sein du PS dont on n'entendait plus parler, parce qu'en réalité elle se résume à des désaccords sur le meilleur moyen de gérer le capitalisme tout en sauvant les apparences, pour si possible conserver leurs postes et préserver les prébendes qui vont avec, bien que ce ne soit pas forcément nécessaire puisque tous ces gens-là ménagent leurs arrières ou ils ont de quoi de vivre confortablement à côté, en cas de besoin ils seront recasés par leurs amis pour service rendu... au régime. C'est bien pour cela qu'il n'y avait absolument rien à attendre des élus ou cadres du PS.

Piètre et sordide comédie car "**c'était attendu**"

C'était attendu, les trois principales listes de la gauche aux élections régionales d'Île-de-France vont fusionner. Les têtes de liste Claude Bartolone (PS), Emmanuelle Cosse (EELV) et Pierre Laurent (Front de gauche) l'ont annoncé ce lundi au QG du PS place de Catalogne, à Paris. La Tribune 07.12

C'est fou tout ce qui "*était attendu*" et que personne n'a vu venir, vous ne trouvez pas ? Et ceux qui après coup vous diront qu'ils avaient prévu tout cela, le plus souvent sans que vous puissiez le vérifier, qu'ont-ils fait pour l'éviter ? Je vous le donne en mille, ils ont fait comme s'ils l'ignoraient. Ils sont très fort, n'est-ce pas ? Laissons ceux qui tiennent absolument à se faire manipuler à leur triste sort, on ne peut rien de plus pour eux, leur cas est désespéré.

[En famille. Du djihad au martyr ou réaction fusionnelle.](#)

- Au Parti socialiste, le sacrifice à marche forcée - Liberation.fr
- Ile-de-France: la gauche joue l'accord parfait - Liberation.fr
- Pays de la Loire: PS et EELV annoncent un accord de fusion pour le second tour - AFP
- Normandie: le PS fusionne sa liste avec EELV et Front de gauche - AFP
- Régionales : "Le retrait des listes PS face au FN est insensé", s'indigne Axel Kahn - Francetv info

Pour ensuite expliquer que Juppé serait celui qui incarne le mieux ses idées...

Déclaration de Pierre Laurent, Secrétaire national du Parti communiste français dimanche 6 décembre – 20 heures

"...plus de 50% des électrices et des électeurs ont une nouvelle fois choisi de s'abstenir, marquant leur défiance massive et désormais structurelle à l'égard du fonctionnement de plus en plus défaillant de notre démocratie." (La vôtre ! Il en était et on ne le savait que trop ! - LVOG)

Parce qu'une "*transformation sociale*" serait possible dans le cadre du régime et de ses institutions. Alors vive la dictature de la Ve République !

"Pourquoi en sommes nous là ? Parce que depuis des années les attaques des pouvoirs de l'argent contre le monde du travail, les déréglementations de la mondialisation capitaliste, les politiques ultralibérales européennes ont démantelé les solidarités. Parce que la pensée unique dominante a matraqué toutes les tentatives d'ouvrir un nouveau chemin de transformation sociale." (Ne serait-ce pas plutôt parce qu'aucun parti dit ouvrier n'avait caractérisé le PS comme il se devait, de droite ou capitaliste, et plus particulièrement parce le PCF n'avait jamais rompu avec lui ce que Laurent démontre ici si nécessaire, ce qui vaut pour d'autres partis, tous ceux qui refusent de rompre avec les appareils des syndicats liés au PS ? - LVOG)

Pour que ces électeurs soient représentés par des élus auxquels ils font confiance, pour que les régions aux compétences élargies et utiles au quotidien, comptent des élus à gauche déterminés à poursuivre les combats contre l'austérité et par la promotion de politiques publiques de solidarité, pour battre la droite et écarter le danger extrême du Front national, le PCF appelle à construire des listes de second tour qui rassemblent les différentes listes de gauche du premier tour. legrandsoir.info (Non mais vous vous imagez un instant être représentés par cette pourriture, pour qui se prend-il ? Ce qu'on n'a pas encore dit, c'est que les régions fonctionneront comme des agences de Bruxelles qui les aura en permanence à l'oeil, les menacera, etc. - LVOG)

L'idiot utile du régime est mis à contribution

- Régionales : Jean-Luc Mélenchon appelle à "être utile" lors du second tour - Francetv info

Au lendemain du premier tour des élections régionales, le député européen sort de son silence et appelle à "être utile" dimanche 13 décembre, lors du second tour des élections. Francetv info 07.12

C'est quoi "**être utile**" pour ce charlatan ? Réponse :

- Un accord pour le second tour des élections régionales d'Île-de-France a été trouvé, et la liste unie PS-EELV-FdG présentera notamment 20 élus du Front de Gauche éligibles au conseil régional. (Source : La Tribune 07.12)

20 élus qui palperont entre 2000 et 3000 euros par mois plus des avantages divers à ne rien foutre, puisque tout le boulot sera fait en amont par des technocrates du régime, cela ne se refuse pas.

ACTUALITE EN TITRES

Même combat.

- Obama réaffirme sa lutte contre le terrorisme - Francetv info

- Donald Trump veut interdire l'entrée des musulmans aux États-Unis Bèle, Patrick - LeFigaro.fr

Le favori de l'investiture républicaine pour la présidentielle aux États-unis estime que les musulmans ont «la haine» de l'Amérique. LeFigaro.fr 07.12

Quand ils se prennent pour les maîtres du monde.

- A Kiev, Biden somme la Russie de respecter les accords de paix - AFP

- Les Etats-Unis assouplissent leurs sanctions contre la Birmanie - Reuters

Dossier sur la Syrie et l'Irak

- Maire de Londres: l'Occident doit collaborer avec Poutine et Bachar el-Assad - sputniknews.com

Le maire de Londres Boris Johnson estime que si l'Occident souhaite gagner dans sa lutte contre Daech, il est temps de renoncer à la mentalité de l'époque de la guerre froide et d'éviter d'être si exigeant dans le choix de ses alliés.

C'est ce qu'on peut lire sous la plume du chef de l'administration londonienne dans sa rubrique pour le journal The Telegraph.

Selon lui, les bombardements menées en solo par le Royaume-Uni n'apporteront pas les fruits escomptés, et il est donc nécessaire de réfléchir à la création d'une nouvelle coalition antiterroriste qui ne serait pas possible sans le soutien du président Vladimir Poutine et de l'armée syrienne. M.Johnson souligne que n'étant pas un fan du chef de l'Etat russe, il n'en est pas moins persuadé que ce qui est bien pour Poutine ne doit pas forcément être mal pour l'Occident. Grace à la Russie, au moins en partie, les djihadistes commencent à battre en retraite.

Actuellement, d'après le maire, l'Occident essaie en même temps de neutraliser les terroristes et d'empêcher une éventuelle croissance de l'influence de Poutine. En courant deux lièvres à la fois, les USA et l'Europe risquent de faire chou blanc, estime Boris Johnson. sputniknews.com 07.12

- La Turquie, principal débouché pour le pétrole de l'EI, dit l'Irak - Reuters

La majeure partie du pétrole produit dans les territoires contrôlés par le groupe Etat islamique en Syrie et en Irak est revendue clandestinement en Turquie, a déclaré lundi le Premier ministre irakien, Haïdar al Abadi.

Lors d'une rencontre avec le ministre allemand des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, Haïdar al Abadi a

"souligné l'importance de faire cesser le trafic de pétrole des bandes terroristes de Daech (acronyme arabe de l'EI), dont la majeure part transite par la Turquie", peut-on lire dans un communiqué sur son site internet.

Le chef du gouvernement irakien fait écho à des accusations déjà formulées par la Russie. Il y a six jours, le ministère russe de la Défense a déclaré même détenir la preuve de transactions financières entre le président turc, Recep Tayyip Erdogan, et de sa famille et le groupe djihadiste.

Ankara, dont les relations sont très tendues avec Moscou depuis la destruction d'un chasseur-bombardier russe par la chasse turque à la frontière syrienne le 24 novembre, dément toute implication de l'Etat dans le trafic de pétrole en provenance des zones sous contrôle de l'EI. La Turquie assure avoir progressé dans sa lutte contre les réseaux de trafiquants de carburant opérant depuis des décennies à ses frontières. Reuters 07.12

Parce que voyez-vous outre que les satellites américains ne voient pas les colonnes de camions citernes qui s'étendent sur des kilomètres, mais les douaniers et les militaires turcs qui les laissent passer non plus !

-Syrie : la Turquie suspend ses frappes contre Daech - sahartv.ir

Un responsable de haut rang turc a affirmé, lundi, que les chasseurs-bombardiers turcs n'avaient pas lancé de raids aériens contre les bases du groupe terroriste Daech, sur le territoire syrien, depuis le 24 novembre. sahartv.ir 07.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Yémen

- Yémen : la coalition pro-Riyad éclate - sahartv.ir

Les Emirats arabes unis, la Jordanie et l'Egypte délaissent les Saoudiens!

Dans un rapport, un quotidien arabe s'intéresse aux divergences entre l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis, sur les crises, en Syrie et au Yémen.

Le journal "Al-Ray al-Youm", s'attardant sur les rapports des forces qui commencent à changer, dans la région, écrit : «Certaines coalitions régionales se heurtent à des divergences de plus en plus affirmées, et certains pays membres quittent l'Arabie.

"Al Ray al-Youm", revenant sur la réaction des Emirats arabes unis à l'attaque russe contre Daech, en Syrie, qui l'avait qualifié, d'«attaque contre un ennemi commun», déclare que cette affirmation reconnaît, en quelque sorte, une intervention militaire du Kremlin, en Syrie.

L'auteur de l'article, revenant sur le fait que cette prise de position des Emirats va à l'encontre de celles prises par l'Arabie et le Qatar, envers la crise syrienne, précise : «Riyad et Doha sont, ouvertement, contre l'intervention militaire russe, en Syrie, et la considèrent comme un acte, qui vise à tuer les civils».

Alors que les frappes aériennes russes, effectuées en Syrie, contre Daech ont provoqué une réaction vive et unanime de l'Arabie, du Qatar et de la Turquie contre Moscou, Anwar Gargash, le ministre d'État émirati aux Affaires étrangères, s'est contenté de dire que toute intervention militaire, en Syrie, «complique la situation, qu'elle vienne de la Russie ou d'une autre partie». précise l'article.

S'agissant de l'action de la Russie, en Syrie, Anwar Gargash a fait valoir que «personne n'allait s'inquiéter du bombardement russe de Daech ou d'Al-Qaïda, car ce bombardement vise un ennemi commun».

Sur ce point, il rejoint la position exprimée par l'Égypte, qui a été l'un des rares pays arabes à saluer le lancement des opérations aériennes russes, en Syrie.

Le quotidien "Al Ray al-Youm", posant cette question, si l'ombre de la séparation se dressait entre les Emirats et l'Arabie, sur les questions régionales ? se demande : «Peut-on conclure qu'aujourd'hui, une nouvelle coalition est en train de se former entre les Emirats, l'Égypte et la Jordanie, au Moyen-Orient, face à l'Arabie, la Turquie et le Qatar ?

Selon ce quotidien, plusieurs sources médiatiques font état d'un accord secret entre l'Egypte, la Jordanie et les Emirats arabes unis et la Russie, pour soutenir les frappes de Moscou contre Daech, ce qui signifie que la coalition arabe, sous commandement saoudien, au Yémen, se fissure, sur la Syrie, et que les Emirats cherchent, désormais, à s'en retirer et à avoir ses propres positions et son propre rôle.

Ce rapport intervient, au moment où les divergences de vue s'intensifient entre le Président démissionnaire yéménite, Abd Rabbo Mansour Hadi, et son Premier ministre, Khaled Bahah, tous deux, en fuite, sur la nomination des ministres du parti Hezb al-Eslah, (Branche yéménite des Frères musulmans), à des postes-clés.

Khaled Bahah, soutenu par les Emiratis, est, vivement, préoccupé par un rapprochement entre les Frères yéménites et Mansour Hadi, (installé à Riyad), en vertu des soutiens qataris et turcs.

L'auteur de l'article, évoquant la multiplication des déplacements entre Moscou et Abu Dhabi, écrit : «Les Emirats arabes unis ont investi, au cours de ces derniers mois 7 milliards de dollars, en Russie dont une partie s'est effectuée, après l'intervention russe contre Daech, en Syrie». sahartv.ir 07.12

[Haut de page ↗](#)

Le 9 décembre 2015

CAUSERIE

J'avais oublié de télécharger 5 articles dans le serveur du portail, ils étaient donc inaccessibles, sorry et l'erreur est réparée.

On n'a ajouté que deux nouveaux articles après en avoir lu une vingtaine.

Statistiques du portail

Novembre 2015.

- 7 524 connexions à la page d'accueil du portail.

- Selon un autre calcul il y en aurait eu 24 979. Pourquoi cette différence, je n'en sais rien. On s'en tiendra au premier chiffre.

- 46 652 fichiers pdf téléchargés.

- 14 287 téléchargements de La Tribune des Travailleurs n°1 (de septembre au 7 décembre).

- 2 073 téléchargements du IO379.

- 1 568 téléchargements du IO378.

Qu'ils se rassurent au POI, ceux qui ont chargé ces numéros d'Informations ouvrières ne les auraient pas achetés, on leur rend donc service, à notre manière...

Ah bon ?

NPA. Régionales : un avertissement, une menace - Lundi 7 décembre 2015

- "La victoire du FN, c'est d'abord l'effondrement des partis de la régression sociale, Les Républicains et le PS. "

Pas si sûr, l'abstention a été inférieure de plus de 2% comparé avec 2010. Le PS est passé de 29,14% en 2010 à 23,5% en 2015, Les Républicains de 30,22% à 27,4% (UMP +MoDem), donc on est loin de leur "*effondrement*", le NPA reprend à son compte la rhétorique des agences de propande médiatiques et du gouvernement.

S'agissant du score du FN, c'est faire dans le déni d'occulter le 13 novembre et ses conséquences.

Le coup d'Etat terroriste du 13 novembre a marqué les esprits à quelques semaines de ce scrutin, et devait se traduire par ce résultat attendu, sinon espéré par les commanditaires de ce massacre qui n'avait pas choisi cette date au hasard, attendu par tous ceux qui vont l'instrumentaliser. C'est une réaction purement épidermique ou ponctuelle montée en épingle par les médias pour que la population se rassemble derrière le PS et le gouvernement, en vain, ils sont honnis par la majorité des travailleurs qui

n'en peuvent plus du climat nauséabond qu'ils se sont employés à créer depuis mai 2012.

Le Monde - Le Front national a totalisé un peu plus de 6 millions de voix au premier tour des régionales de 2015 en métropole ; c'est une explosion si on compare ce résultat aux 3,5 millions de voix obtenues en 2004 et aux 2,2 millions de suffrages en 2010.

Comparativement à la droite et à la gauche, le FN a aussi vu sa part en pourcentage des suffrages exprimés augmenter, passant de 14 % en 2004 à 11 % en 2010, puis 28 % en 2015, toujours au premier tour des régionales. lemonde.fr 07.12

6 millions de voix au premier tour d'une élection régionale dans ce contexte, c'est peu, cela n'en fait pas 6 millions de militants d'extrême droite ou de fanatiques du FN, ce qu'on voudrait nous faire croire parce que cela les arrangent.

J'ai également relevé ceci dans un portail :

- En additionnant les non inscrits, les abstentionnistes et les bulletins blancs et nuls, on obtient 58% de Français qui ne se reconnaissent dans aucun des partis en lice.

Il s'agit des non inscrits, ces Français en âge de voter mais qui ne sont inscrits sur aucune liste électorale. Ils représentent pourtant plus de 6 millions de personnes, soit 12% de la population majeure en France.

Aussi il faut bien garder en tête que le corps électoral potentiel est de 51,5 millions d'individus, contre 45,3 millions d'inscrits. En recalculant les résultats en accord avec cette base, nous obtenons :

Abstention + Non-inscrits + Blancs et Nuls : 58%

FN : 12%

LR : 11%

PS : 10%

Fin de l'extrait.

Ce calcul a été réalisé sur la base des inscrits, sur celle des votants il faut multiplier les chiffres par un peu plus de 2.

A suivre.

[Une agence de propagande de la classe dominante vous le répète : L'heure du FN n'a pas encore tout à fait sonné.](#)

- Une majorité de Français ne veut pas que le FN dirige une région - Francetv info

Quelle "majorité de Français", celle qui s'est abstenue et qui a refusé de voter FN ? Pure manipulation.

Ils focalisent l'attention sur le FN en le diabolisant, pour faire oublier que le gouvernement et le PS appliquent... la politique du FN. On comprend dès lors pourquoi le PS se présente comme le fer de lance de la lutte contre le FN. C'est aussi le seul moyen qu'il lui reste pour se faire passer de gauche sachant qu'il bénéficiera de la complicité du mouvement ouvrier corrompu.

...et elle confirme qu'elle ne veut pas de Sarkozy.

- Trois preuves que les régionales sont aussi une défaite pour Nicolas Sarkozy - Francetv info

[En famille, bienvenue chez Les Républicains.](#)

En famille. "A mots couverts Mélenchon le scélérat accuse le peuple de se ranger au côté du FN.

- Jean-Luc Mélenchon : « La droite plutôt que le FN ? A condition qu'il y ait une différence ! » LeMonde.fr

"Si nous avons mobilisé nos électeurs comme le FN, nous serions au coude à coude avec le PS et la gauche à 40 %."

Le Monde - Dans les régions où le PS a retiré ses listes, en Nord-Pas-de-Calais-Picardie et Provence-Alpes-Côte-d'Azur, quelle attitude adopter ?

Mélenchon - Dans ces deux régions, où il n'existe plus de vote de gauche possible, je me garderai bien de donner des consignes. Le choix de chacun n'est plus politique mais moral et philosophique. Chaque personne doit se demander si elle peut violer sa conscience politique au profit d'un impératif réputé supérieur. Plutôt la droite que le FN ? A condition qu'il y ait une différence ! Ce n'est pas à nous de la proclamer. Si M. Estrosi veut mériter des votes de gauche, c'est à lui de montrer qu'il est radicalement différent du FN et non pas identique comme beaucoup de gens le pensent dans nos rangs. Idem pour Xavier Bertrand.

" Faire barrage à l'extrême droite sans aucune exigence ni engagement préalable sur les principes essentiels est un blanc-seing très dangereux. Le seul choix honorable en démocratie, c'est d'assumer le combat d'idées en faisant confiance à l'intelligence du peuple souverain."

(Pour ce populiste, voter PS après que Valls eut appelé à voter pour Les Républicains, ce serait encore voter à gauche. Et ne parlons même pas de la politique réactionnaire et impérialiste appliquée par le PS depuis 2012 qui prouve suffisamment qu'il n'est pas de gauche. Envolés le TSCG, la règle d'or, le 49.3, les bombardements du Mali, de l'Irak, de la Syrie, le soutien au régime néonazi de Kiev, à celui d'extrême droite de Tel-Aviv, etc. etc. etc.)

Tout le reste n'est que misérables sophismes pour faire oublier qu'à défaut d'avoir la volonté d'affronter le régime il se contente d'un "combat d'idées". Comment peut-il prétendre que le peuple serait souverain, où a-t-il trouvé trace de la démocratie ? C'est le discours que tiennent tous les représentants du régime, donc il ne fallait pas attendre autre chose de sa part.

Mieux encore, il nous invite à faire "*confiance à l'intelligence du peuple souverain*", alors que c'est justement ce qui lui fait le plus défaut et il vient de le prouver une nouvelle fois, l'intelligence ou plutôt une conscience politique. Pourquoi, mais pour que le peuple assume la responsabilité de son "*choix*" si des régions étaient dirigées demain par le FN, sur quel plan, on n'en saura rien puisqu'il n'était "plus politique" a-t-il décréte et n'était pas davantage "*moral*" ou "*philosophique*", lui s'en lave les mains d'avance puisqu'il se situe sur le terrain du "*combat d'idées*" qui relève de l'impuissance ou de la stérilité et non sur celui du combat politique qui l'effraie tant. - LVOG)

Le Monde - Est-ce que le Front de gauche peut survivre à son résultat de dimanche soir, soit 4,15 % des voix ?

Mélenchon - " Je ne m'attendais pas à nous voir, cinq ans après, quasiment revenu à la case départ." LeMonde.fr 09.12

Il s'en tape complètement en fait ! A quoi s'est-il attendu un jour à part mener sa petite carrière d'illusionniste au service du régime ?

En famille. Les lieutenants ouvriers du capital appellent à voter Les Républicains.

- Les syndicats veulent «mettre en échec le FN» - Liberation.fr

- Régionales: la CGT appelle à "mettre en échec" le FN - AFP

La CGT a appelé mardi à "mettre en échec" le Front national, dimanche au second tour des élections régionales, accusant le parti d'extrême droite d'être un "danger pour le monde du travail et la démocratie".

"Il menace les libertés durement conquises par les travailleurs, la liberté d'expression au travail comme dans la société, la liberté de la presse, ou encore la liberté de mobilisation et d'organisation", détaille la centrale.

En dehors du marché du travail, le FN constitue aussi "une grave menace pour la démocratie", poursuit la CGT.

Lundi, l'Unsa et la CFDT ont, elles aussi, appelé à faire barrage au Front national. De son côté, Jean-Claude Mailly a rappelé que FO ne donnait "pas de consigne de vote" pour le second tour des régionales, qui se tiendra dimanche. AFP 08.12

Pour en avoir le coeur net je suis allé sur le portail national de la CGT pour vérifier la teneur exacte de leur déclaration, elle confirme ces citations.

- La CGT appelle à mettre en échec partout le Front National sur ses prétentions électorales et ses objectifs politiques et sociaux. (Communiqué de la CGT - Un danger pour le monde du travail et la démocratie 8 décembre 2015)

Il est bien écrit "*partout*", donc y compris dans les régions où seuls figurent en lice les candidats Les Républicains et ceux du FN, ce qui signifie que la CGT appelle ouvertement à voter pour le parti de Sarkory-Estrosi-Bertrand.

Vous avez là la nature réactionnaire de l'appareil de la CGT.

FO qui se prétend un syndicat apolitique parce que le régime lui va très bien comme il est, demeure fidèle à lui-même.

Quant aux syndicats jaunes, leur position sert juste à faire oublier que le gouvernement qu'ils soutiennent au côté du Medef, applique déjà en partie la politique du FN ou qu'il ne nierait pas.

L'intelligence que Mélenchon prêtait au peuple voudrait que les syndiqués rompent avec tous ces syndicats s'ils en avaient une, mais quelque part ils n'en auront pas l'occasion puisqu'il n'existe pas un seul syndicat indépendant de l'Etat qui représenterait réellement leurs intérêts. Est-ce voulu, intentionnel, je vous laisse deviner.

Parole d'internaute

Pourquoi les représentants du régime ne peuvent-ils que faire le jeu de l'extrême droite ? Pardi pour la protéger !

- "L'instrumentalisation de la Shoah durant des décennies a eu pour conséquence de permettre de faire dériver systématiquement un grand nombre de réflexions sociologiques vers l'horreur nazie, et de créer ainsi le point de Godwin, arme idéologique redoutable qui empêche toute forme d'analyse sociétale cohérente et rationnelle concernant l'immigration massive, le communautarisme, la remise en question de certains dogmes idéologiques, etc.

Imaginons qu'au cours d'une émission radiophonique ou télévisuelle, un sociologue propose de diligenter des études sérieuses utilisant des statistiques ethniques pour déterminer les différentes ethnies composant la population Française, et allez soyons fou, le taux de natalité de ces différents groupes afin de savoir ou en est dans ce pays. Et bien, il se fera lyncher par la horde des idéologues bien pensants et sera certainement traité d'eugéniste et de réactionnaire, voire même de "fachiste"; le point de Godwin aura fait son oeuvre.

Le rappel constant de la Shoah a généré une contre idéologie anti système dont Alain Soral est le principal représentant en France; et sous couvert d'antisionisme, cette contre idéologie est réellement anti judaïque. Les représentants de l'idéologie dominante sont incapables de se défendre contre le « conspirationnisme » en utilisant des méthodes cohérentes et rationnelles : parce que d'une part, ils ne maîtrisent pas ces méthodes, et d'autre part, une telle démarche ne pourrait être efficace qu'en mettant en évidence les réalités totalitaires du monde Occidental et ses mécanismes.

Pour les tenants de l'idéologie dominante et ses idiots utiles, le "remède" serait pire que le mal."

Wiktionary.org - Le « point » Godwin : moment où, dans un débat, les adversaires s'injurient ou caricaturent grossièrement les positions de l'autre, toute discussion constructive devenant alors impossible. Wiktionary.org

Et comme ils sont "incapables de se défendre contre le « conspirationnisme » en utilisant des méthodes cohérentes et rationnelles" sans révéler la véritable nature du régime et la leur au passage, ils le deviennent ou plutôt ils le sont conspirationnistes et ils le restent.

Harcèlement permanent de la Russie, du Venezuela, de la Chine et du Brésil

Le FMI change la règle qui menaçait son aide à l'Ukraine, colère de la Russie - AFP

Le FMI a décidé mardi de modifier une règle interne qui menaçait la poursuite de son plan d'aide à l'Ukraine, provoquant la colère de la Russie qui a dénoncé une décision "hâtive et biaisée".

Jusqu'à présent, le Fonds monétaire international (FMI) était dans l'incapacité d'apporter son assistance financière à un pays ayant fait défaut vis-à-vis d'un autre Etat.

Cette disposition était particulièrement problématique dans le cas de l'Ukraine, qui bénéficie d'un plan d'aide de 17,5 milliards de dollars du FMI depuis mars et qui est sur le point de faire défaut vis-à-vis de la Russie.

Etouffé financièrement par l'insurrection dans l'est du pays, Kiev a ainsi fait récemment savoir qu'elle ne rembourserait pas les 3 milliards de dollars dus à la Russie avant la fin de l'année et qui avaient été prêtés par Moscou à l'ancien régime.

Dans l'état actuel des choses, un tel défaut aurait mécaniquement conduit le FMI à suspendre son soutien à l'Ukraine, soutenue à bout de bras par les Occidentaux et notamment les Américains.

Conscient de ce risque, le FMI avait récemment indiqué avoir mené une réflexion sur cette question qui a abouti mardi après une réunion de son conseil d'administration, l'instance représentant ses 188 Etats-membres.

"Le conseil d'administration du FMI s'est réuni aujourd'hui et a décidé de changer la règle actuelle sur le refus d'arriérés de paiement vis-à-vis de créanciers officiels (publics, ndr)", a déclaré mardi le porte-parole du FMI, Gerry Rice.

L'ampleur du changement et ses modalités n'ont toutefois pas été dévoilées et seront précisées "dans les prochains jours", a-t-il ajouté.

La Russie a aussitôt laissé éclater sa colère. "La décision de changer la règle semble hâtive et biaisée", a réagi le ministre russe des Finances, Anton Siluanov. "C'est uniquement fait pour nuire à la Russie et pour permettre légalement à l'Ukraine de ne pas payer ses dettes", a-t-il ajouté, selon des agences de presse russes.

Fin octobre, la Russie avait déjà dit craindre un changement "à marche forcée" de cette règle interne "dans un contexte très politisé". En creux, Moscou suggérait que le FMI était tentée de céder à la pression des Etats-Unis, son premier actionnaire. AFP 08.12

Biden veut faire "payer" la Russie pour son annexion de la Crimée - euronews.com

Ovation des députés ukrainiens pour Joseph Biden, invité à la tribune de la Rada, le parlement à Kiev. Le vice-président américain a menacé la Russie de lui faire payer davantage son "agression" contre l'Ukraine.

"Aujourd'hui la Russie occupe le territoire souverain ukrainien. Laissez-moi être très clair : les Etats-Unis ne reconnaissent pas et ne reconnaîtront jamais la tentative russe d'annexer la Crimée."

"Les Etats-Unis n'accepteront pas l'annexion de la Crimée, a déclaré Yulia Timochenko, ancienne Première ministre. C'était ça la partie la plus importante de la déclaration pour nous. nous avons l'espoir que la Crimée, dans un futur proche, nous revienne".

A Kiev, Sergio Cantone : "C'est donc un très fort soutien qui a été donné par les Etats-Unis à l'Ukraine dans son conflit avec la Russie, mais en même temps des efforts sont demandés au gouvernement et des réformes qui s'annoncent comme difficiles sont très fortement conseillées". euronews.com 08.12

En complément.

- Washington attaque à l'OMC les aides de Pékin à son aéronautique - La Tribune

Le prix Nobel de l'OTAN.

- "Les prix Nobel sont harcelés en Russie", pour Svetlana Aleksievitch prix Nobel de littérature 2015 - eurovews.com

Tous les écrivains russes qui ont remporté le prix Nobel de littérature ont été victimes de harcèlement en Russie, a déclaré à Euronews la nouvelle lauréate du prix Nobel de littérature, Svetlana Aleksievitch, de Biélorussie. L'annonce de son prix a provoqué une vive réaction dans le camp du pouvoir russe, à cause de sa position anti-Poutine. Dans une interview exclusive Svetlana Aleksievitch nous explique sa vision de la situation actuelle en Russie, et sa position sur l'avenir européen de l'Ukraine.

Svetlana Aleksievitch - ...à la première conférence de presse, on m'a interrogé sur l'Ukraine, j'ai dit que c'était l'occupation russe, et Poutine, qui avaient déclenché la guerre civile. (...) Je l'ai toujours dit, mais M. Peskov, l'attaché de presse de Poutine, n'a jamais répondu. Et maintenant, il déclare que je ne possède pas toutes les informations... Le fait est qu'aujourd'hui, ça n'a pas d'importance, vous pouvez gagner trois fois le prix Nobel, dans les régimes autoritaires, on ne nous écoute pas.

L'annonce de votre prix Nobel a fait polémique en Russie. Beaucoup de gens disent que vous avez reçu ce prix pour votre position contre Poutine. Avez-vous été surprise de cette réaction? Ou est-ce que vous vous y attendiez?

Svetlana Aleksievitch - Non, pour être honnête je ne m'y attendais pas. Je n'avais pas prévu cette réaction, surtout de la part d'écrivains. Je ne pense pas que la société russe soit malade à ce point. Mais tous les écrivains russes, qui ont reçu un prix Nobel, ont été victimes de harcèlement dans le pays: Bounine, Soljenitsyne, Brodsky et Pasternak. C'est vraiment étonnant.

Peut-être qu'il n'y a pas que Poutine ? Peut-être que beaucoup de Russes n'aiment pas le fait que vous appuyez sur des points douloureux de la société russe ?

Svetlana Aleksievitch - Il y a plusieurs raisons. Tout d'abord, je suis originaire de Biélorussie, un petit pays, que beaucoup de russes méprisent. La langue biélorusse est considérée comme une sous-langue issue du russe. Toute la société russe se considère comme en dehors du monde. Les premiers échecs de la perestroïka ont causé ce rejet. Et le pays est aujourd'hui fermé.

La liberté est devenue un gros mot. De nombreux Russes sont beaucoup plus proches de ce que dit Poutine : la grande Russie, et ses ennemis autour. C'est comme un ancien appel, qui rampe dans l'esprit du public. Il a fallu seulement quelques mois pour que des frères se battent, les Russes et les Ukrainiens. C'est impossible d'imaginer cela. Ma mère est ukrainienne, mon père est biélorusse. Et il y a tellement de gens comme cela.

Vous avez appelé à la libération de la pilote ukrainienne Nadia Savchenko, qui est dans une prison russe. Voyez-vous en elle un symbole de liberté et d'espoir pour l'Ukraine?

(Nadia signifie espoir en ukrainien)

Svetlana Aleksievitch - Oui, je suis très impressionnée par cette femme. Depuis la première fois où je l'ai vue. Je ne sais pas si vous vous souvenez de son premier interrogatoire, et de la dignité qu'elle montrait. Elle était entourée par des hommes, arrogants, qui se sont comportés comme des rustres. Mais elle restait calme en disant : "vous pouvez me tuer, mais l'ensemble de l'Ukraine est contre vous". Et elle a ajouté: "j'aime vraiment ça". Je crois qu'ils pensaient que c'était juste une femme simple, qu'ils ont voulu exploiter, mais ils sont tombés sur une Jeanne d'Arc puissante, avec une forte personnalité.

Pensez-vous que l'avenir de l'Ukraine est européen?

Svetlana Aleksievitch - Je le pense. J'étais récemment en Ukraine, à Kiev, à l'université, et au musée de fortune sur Maidan. J'ai vu les gens qui y viennent, leurs visages, leur désir de vivre dans un pays différent. Je pense que l'Ukraine est le premier pays de l'espace post-soviétique qui a tenté de couper le cordon ombilical avec la Russie, pour décoller dans un autre monde, pour décoller en Europe. Une autre chose est que cela a fini dans le sang. La Russie ne veut rien lâcher, mais qu'est-ce que la Russie sans l'Ukraine ? Ce n'est plus la grande Russie dont les russes rêvent. Donc, l'Ukraine sera libre un jour. Mais cela devrait se faire avec moins de sang. euronews.com 08.12

- Venezuela : deux tiers des sièges du parlement aux antichavistes Bèle, Patrick - LeFigaro.fr

Victoire totale pour l'opposition vénézuélienne. La majorité qualifiée au parlement leur donne quasiment les pleins pouvoirs face à l'exécutif. LeFigaro.fr 08.12

- Venezuela : le Président Maduro annonce la démission de son gouvernement après sa débâcle électorale - euronews.com

Le chef de l'État veut restructurer le gouvernement, il a donc demandé à ses ministres de démissionner. euronews.com 08.12

- Brésil: Dilma Rousseff perd la première bataille contre sa destitution - AFP

La présidente brésilienne de gauche Dilma Rousseff a perdu mardi à l'Assemblée la première bataille sur sa destitution, quelques heures après avoir essuyé les critiques de son vice-président Michel Temer, qui lui succèdera si elle est finalement écartée.

A l'issue d'une séance houleuse, les députés de droite, alliés à des dissidents de la majorité gouvernementale, ont remporté une majorité de sièges au sein de la Commission spéciale qui sera chargée d'examiner la demande de destitution.

Les anti-Rousseff ont obtenu une majorité de 39 députés au sein de cette commission qui en comptera 65. Par 272 voix contre 199, ils ont ainsi fait barrage au camp gouvernemental qui proposait une liste beaucoup plus favorable à la présidente.

Mme Rousseff, accusée de maquillage des comptes publics en 2014 et 2015, a dénoncé la semaine dernière une tentative de "coup d'Etat" institutionnel "sans aucun fondement" juridique, ourdie par une opposition n'ayant pas digéré sa défaite électorale de 2014.

Sa popularité s'est effondrée sous la barre des 10% et son camp s'est fissuré de toutes parts, sous l'impulsion de son adversaire juré, le controversé président du Congrès des députés Eduardo Cunha, qui a donné la semaine dernière son feu vert à la procédure d'impeachment.

Ce député évangélique et ultra-conservateur, chef de file de l'aile dissidente du Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB centre), a déclenché mardi la fureur des députés pro-Rousseff en décrétant que le vote serait "secret".

La séance s'est déroulée dans un climat d'extrême tension. Des députés pro-Rousseff ont même cassé des urnes électroniques pour protester contre le vote à bulletins secrets.

M. Cunha est lui-même visé par une procédure disciplinaire devant la Commission d'éthique de la chambre basse pour son implication présumée dans le vaste scandale de corruption Petrobras.

La présidente disposera ensuite d'un délai de dix sessions parlementaires pour présenter sa défense. La Commission spéciale aura alors cinq sessions pour approuver un rapport préconisant ou non sa destitution.

Ce rapport sera ensuite soumis à l'assemblée plénière du Congrès des députés. Deux tiers des votes (342 sur 513) seront nécessaires pour prononcer la mise en accusation de la présidente devant le Sénat. Dans le cas contraire, la procédure avorterait sans recours possible.

Le calendrier de cette procédure est encore inconnu, car il va grandement dépendre de l'annulation ou non des vacances parlementaires officiellement prévues du 22 décembre au 1er février.

"Il est trop tôt pour dire si c'est le début de la fin de Mme Rousseff", a commenté pour l'AFP Michael Mohallen, professeur de droit à la Fondation Getulio Vargas après le vote de l'Assemblée.

"D'un côté on a assisté à une démonstration de force inattendue du président de la chambre, Eduardo Cunha, alors qu'on pensait que c'était un mort vivant. De l'autre, on a vu qu'il y avait un nombre raisonnable de voix en faveur du gouvernement: 199 quand il en faudra 171 pour classer la procédure de destitution".

Sur le papier, Mme Rousseff semble en effet disposer d'un nombre suffisant de voix pour remporter la bataille finale et éviter sa mise en accusation devant le Sénat.

Mais elle aura besoin pour cela de rassembler un maximum de votes de députés du PMDB, l'arbitre des majorités parlementaires depuis deux décennies, qui est fortement divisé sur la question.

Dilma Rousseff espérait pouvoir compter sur le soutien du président du PMDB, son vice-président Michel Temer, 75 ans, silencieux depuis le lancement de la procédure de destitution.

La publication par la presse tard lundi soir d'une "lettre personnelle" pleine d'amertume de Temer à Rousseff a ruiné ces espérances.

M. Temer s'y plaint d'avoir été traité en "vice-président décoratif", et de la "défiance" de la présidente et du Parti des travailleurs (PT, gauche) au pouvoir envers lui et sa propre formation.

Or en cas d'éviction de Rousseff, c'est lui qui deviendrait président par intérim jusqu'en 2018. AFP 08.12

[Dossier sur la Turquie](#)

- Poutine veut des « experts étrangers » pour examiner les boîtes noires de l'avion russe abattu LeMonde.fr

La Russie a récupéré une boîte noire du bombardier SU-24 abattu par la Turquie à la frontière syrienne en novembre, et va la déchiffrer avec des spécialistes étrangers, a déclaré mardi 8 décembre le président Vladimir Poutine.

« Je vous demande de ne pas l'ouvrir pour l'instant », a déclaré M. Poutine au ministre de la défense Sergueï Choïgou lors de la présentation de la boîte noire, selon les agences russes, lui demandant de ne l'ouvrir « qu'en présence d'experts étrangers ».

M. Choïgou a déclaré que le territoire sur lequel était tombé le bombardier russe avait été « libéré » par les forces spéciales syriennes, ce qui leur a permis de découvrir la boîte noire dans une zone jusque-là tenue par les rebelles. Cela ne modifiera pas la position de la Russie

Le président Poutine a déclaré qu'une analyse de la boîte noire permettrait de déterminer la trajectoire et les paramètres de la position du bombardier au moment où il a été abattu par les forces aériennes turques. LeMonde.fr 08.12

- La Turquie sommée de retirer ses troupes déployées en Irak, refus d'Ankara - euronews.com

Le gouvernement turc a affirmé ce mardi avoir suspendu l'envoi des troupes, mais n'envisage pas pour autant de retirer ses hommes déjà sur place.

Cette présence militaire est très mal perçue par certains Irakiens. Des manifestants se sont ainsi rassemblés ce mardi devant l'ambassade turque à Bagdad. euronews.com 08.12

- La Russie déploie 7000 soldats sur les frontières turques - sahartv.ir

Le président russe Vladimir Poutine a donné l'ordre du déploiement de 7000 soldats sur les frontières turco-arméniennes.

Selon le journal turc "Zaman", " Poutine a fini par tenir sa promesse et a positionné près de 7000 soldats sur les frontières de la Turquie avec l'Arménie. selon certains analystes, cette initiative constitue une réponse de Moscou à l'abattage de l'un de ses Sukhoi.

Ces forces sont dotées de batteries de missiles anti aériens et de missiles anti char et de lance-missiles. Cette initiative russe a été entreprise dans le cadre des accords de défense aérienne commune signé avec l'Arménie. sahartv.ir 08.12

- La Turquie menace la Crimée... - sahartv.ir

Selon des images publiées sur des réseaux sociaux, des membres de la milice ethno religieuse "Loups gris" participent désormais au siège de la Crimée.

Une photo mettant en scène trois hommes faisant de leurs doigts le signe de l'organisation "Loups gris" fait le tour des médias en Crimée. Le chef de cette milice Linor Islamov illustre cette photo de cette manière : " nos partenaires turcs participent activement avec nous dans le siège de la Crimée". " Loups gris" est le nom d'une organisation extrémiste turque créée fin du 19ème siècle dont les tendances ultra ethnicistes l'ont poussé au terrorisme dans les années 70.

La chaîne CNN turque a récemment diffusé un enregistrement vidéo mettant en scène l'un des commandants de cette milice, auteur de l'attaque contre le SUKHOI 24 russe il y a trois semaines. Cet homme, dénommé Alep Arsalan Jiliç ,est membre de cette milice terroriste et fils d'un ancien maire. En septembre dernier, le premier ministre Davoutoglu a visité le mausolée de Alep Arsalan Turkuch , fondateur des " Loups gris". sahartv.ir 08.12

- Syrie : Erdogan prône la création d'une zone tampon et le soutien aux rebelles - sahartv.ir

Le président de la Turquie, Recep Tayyip Erdogan, a prôné l'implantation des zones tampons dans le Nord de la Syrie et le soutien aux rebelles modérés.

Le torchon brûle entre la Turquie et la Russie après la destruction par l'aviation turque d'un chasseur-bombardier russe dans l'espace aérien syrien. Le Premier ministre turc, Ahmed Davutoglu, a déclaré, mardi, lors d'un discours, que le gouvernement turc pourrait entreprendre des mesures de représailles contre Moscou, si nécessaire.

« Si nécessaire, nous allons adopter des embargos en représailles des actes de la Russie et cette question a été discutée lundi lors d'une session du gouvernement. Nous espérons pourtant pouvoir régler la tension sans être obligé de recourir à des mesures de représailles », a-t-il continué. sahartv.ir 08.12

- L'état d'urgence serait décrété aux zones kurdes (Erdogan) - sahartv.ir Le président turc a fait part d'un éventuel décret d'état d'urgence dans les zones au peuplement kurde, disant que le soutien au gouvernement syrien signifiait le soutien à Daech. « La Turquie prône la création d'une zone tampon dans le Nord de la Syrie afin que la nation syrienne puisse tracer son propre avenir et nous appelons tout le monde à soutenir ce plan », a déclaré le président turc, Recep Tayyip Erdogan, lors d'un discours, à Ankara, faisant allusion à la crise en Syrie. « Nous décrétons l'état d'urgence dans les zones au peuplement kurde, si nécessaire. Nous annonçons à nos frères kurdes que nous les soutenons et que nous défendons votre identité. Nous combattons également tous les groupes terroristes qui prennent pour cible notre pays », a-t-il dit. sahartv.ir 08.12

- Général Pinatel: il devient clair que c'est la Turquie qui a organisé l'envoi des migrants - sputniknews.com

"Maintenant, il devient clair au niveau des opinions occidentales que c'est la Turquie qui a organisé l'envoi de tous ces migrants dans lequel les terroristes étaient dissimulés et que ça a été entièrement pensé par Erdogan probablement en liaison avec Daech", a indiqué l'interlocuteur de l'agence. sputniknews.com 03.12

Pensé par les "fins" stratèges du Pentagone.

[Dossier sur la Syrie](#)

- Des vétérans britanniques jettent leurs médailles pour dénoncer les raids en Syrie - euronews.com

Des vétérans de l'armée britannique montent au front contre la guerre. Leur arme : leurs médailles. Ils sont venus ce mardi les jeter devant les grilles du 10 Downing Street. Ils protestent contre la décision du gouvernement de lancer des raids en Syrie contre le groupe Etat islamique.

“Je suis venu exprimer mon dégoût face à la décision du gouvernement de bombardier une fois encore un autre pays”, clame le porte-parole Ben Griffin. “La guerre ne résoud rien, je rejette complètement cette notion”, dit-il.

Ils font partie de l'association “veteran for peace”, “les vétérans pour la paix”, qui compte quelques 160 membres. Parmi eux, des jeunes engagés en Irak, Libye ou Afghanistan. euronews.com 08.12

INFOS EN BREF

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Finlande

- La Finlande envisage le lancement d'un revenu de base de 800 euros mensuels - latribune.fr

Le pays nordique, qui traverse une grave crise économique, lance une expérimentation de revenu de base. Le but est de généraliser cette mesure pour faire baisser le chômage.

L'expérience fait beaucoup parler dans les pays anglo-saxons. La Finlande envisage de mettre en place un revenu de base de 800 euros à tous ses habitants en remplacement de l'ensemble des allocations versés par l'Etat. La proposition finale ne sera présentée par le gouvernement qu'en novembre 2016, mais si cette expérience est menée à son terme, le pays nordique serait le premier à se lancer au niveau national dans la réalisation effective de cette vieille idée. Cette proposition dépendra d'une expérimentation qui sera menée en parallèle. L'étude pourrait faire varier le montant final de la somme versée.

Le principe du revenu de base repose sur l'aspect généralisé et inconditionnel de ce versement. Il doit également se substituer à toute autre forme de transfert social conditionné ou non, comme l'assurance chômage ou les allocations familiales. L'idée qui préside à ce revenu de base est que les demandeurs d'emploi seront davantage motivés pour chercher des emplois. Les détracteurs du revenu de base y voient un « encouragement à la paresse », mais ce pourrait aussi être un moyen pour beaucoup de reprendre des études et, donc, de changer plus aisément d'emploi.

Les trois buts visés par le gouvernement

L'ambition du gouvernement de droite finlandais est triple, selon Olli Kangas, un des scientifiques qui travaillent sur le projet. D'abord, le revenu de base pourrait favoriser le travail partiel et temporaire. Les salariés disposant du « matelas de sécurité » du revenu de base seraient moins hésitants à accepter des tâches réduites et ponctuelles. Dans l'esprit du gouvernement, ceci contribuera à « fluidifier » le marché du travail et améliorera la compétitivité des entreprises finlandaises, actuellement bien à la peine. Depuis quelques mois, le gouvernement impose des « réformes » sévères pour aller dans ce sens.

Deuxième objectif : supprimer les « découragements » à la recherche du travail. S'appuyant sur l'idée que le chômage repose sur le manque de volonté des demandeurs d'emploi, les concepteurs du revenu de base entendent encourager ceux qui, jusqu'ici touchaient des allocations chômage supérieures aux 800 euros mensuels à trouver rapidement un emploi. Une meilleure formation, soutenue par ce revenu de base, peut favoriser une meilleure mobilité professionnelle.

Enfin, Olli Kangas entend simplifier le système des allocations sociales en réduisant la bureaucratie. Le premier ministre finlandais, Juha Sipilä, du parti du centre, un parti de centre-droit plutôt libéral, a précisé que, selon lui, « un revenu de base signifie un système de sécurité sociale simplifié. » Le caractère inconditionnel et généralisé du revenu de base réduira le besoin de vérifier et remplir les modifications de revenus des allocataires. Les dépenses de l'État pourraient donc être réduites.

Coût ou gain ?

Pour la Finlande, la facture de cette expérience pourrait s'élever à 46,7 milliards d'euros par an, car le revenu de base n'est pas imposable. En 2013, selon l'office finlandais des statistiques, l'ensemble des dépenses sociales s'élevait à 50,43 milliards d'euros. Il y aurait donc une économie pour le budget du pays, sans compter les retombées attendues, si, effectivement, cette mesure est capable de réduire le taux de chômage et les dépenses administratives.

Grave crise

La Finlande traverse actuellement une des plus graves crises de son histoire économique de l'après-guerre. Le PIB du pays a

reculé au troisième trimestre de 0,5 % sur un trimestre et de 0,2 % sur un an. L'économie du pays ne progresse plus depuis près de deux ans. Son taux de chômage se situe à 9,5 % de la population active en termes européens, contre 7,6 % voici trois ans. Le pays souffre d'une forte baisse de sa compétitivité par rapport à l'Allemagne, notamment. C'est là le problème principal de l'emploi dans le pays et la question de l'incitation au retour à l'emploi ne peut jouer qu'à la marge.

Trouver le bon montant

Dans un pays où le gouvernement multiplie les mesures d'austérité sans parvenir à redresser la croissance, la question du revenu de base sera celle de sa perception. 69 % des Finlandais y sont favorables selon les sondages, mais il faudra constater ses effets globaux sur la demande interne du pays. Pour certains, le revenu de base représentera une perte de revenus, pour d'autres un gain. Le plus difficile sera donc de trouver le bon curseur. L'expérience finlandaise risque donc de faire encore parler. latribune.fr 08.12

Je n'ai pas eu le temps de me documenter sur la situation sociale en Finlande et de réfléchir au sujet traité ici. Au regard de la stratégie mondiale de l'oligarchie financière, cela pourrait aboutir à une situation où vous seriez obligé d'accepter leurs conditions ou l'emploi qu'ils vous imposeraient pour bénéficier à la fois de ce revenu et des services sociaux, dans le cas contraire vous seriez totalement exclu de la société, condamné à la mendicité, à mort quoi.

De nombreux pays servent de laboratoire sur différents plans à la mise en place de leur stratégie à l'échelle mondiale, voyez les Etats-Unis (privé de droits politiques et sociaux, société en putréfaction), la Palestine occupée (Etat d'exception permanent), la Grèce (Gouvernée par la troïka), l'Ukraine (Néonazi et règne de la terreur), la Chine (Parti unique), l'Arabie saoudite (Ploutocratie), Qatar (Syndicats hors la loi)...

ECONOMIE

1- Pétrole

- Pétrole: le baril, sous les 40 dollars, continue de dégringoler - La Tribune Les cours du pétrole poursuivent leur chute, après le constat de désaccord dressé vendredi à l'issue de la réunion de l'Organisation des pays exportateurs de l'Opep, peu enclins à réduire leur plafond de production. Le Brent dégringole sous les 40 dollars ce mardi après-midi.

Le baril de Brent de la mer du Nord -la référence européenne du brut- a chuté mardi 8 décembre sous la barre des 40 dollars pour la première fois depuis près de sept ans.

Le cours du Brent échangé sur l'Intercontinental Exchange de Londres, avait déjà franchi lundi son précédent plus bas atteint fin août...Ce mardi, en début d'après-midi, le baril pour livraison en janvier est tombé à 39,81 dollars, soit un minimum depuis le 20 février 2009.

Sur le New York Mercantile Exchange, le cours du baril de "light sweet crude" (WTI) pour livraison en janvier est tombé mardi vers 14H00 GMT à 36,64 dollars, son niveau le plus faible depuis le 19 février 2009. La veille, il avait clôturé à 37,50 dollars.

En dépit de la chute des prix du pétrole, qui ont perdu plus de 60% de leur valeur depuis la mi-2014, l'Opep a décidé à Vienne vendredi 4 décembre, lors de sa réunion semestrielle, de maintenir sa production à ses niveaux actuels, estimant qu'une réduction de celle-ci n'aurait pas beaucoup d'effet sur le marché.

Fidèle à sa position adoptée un an plus tôt et maintenue il y a six mois, le cartel n'a donc pas annoncé de réductions de production. Encore plus inattendu, l'Opep n'a même pas pris la peine d'établir un objectif chiffré de production.

"Aucun plafond n'a été mentionné, ce qui suggère que le groupe n'a pas réussi à s'entendre sur la meilleure façon de tenir compte du retour du pétrole iranien sur les marchés maintenant que les sanctions ont été levées", et que le retour de l'Iran sur le marché devrait être pleinement effectif en janvier, a noté Craig Erlam, analyste chez Oanda.

Le quota de production du cartel était de toute façon théorique, puisque la production réelle des pays de l'Opep se situe actuellement aux alentours de 32 millions de barils par jour (mbj), selon différentes études, soit nettement plus que l'objectif de 30 mbj maintenu lors de ses précédentes réunions.

Selon l'analyste Craig Erlam, la décision de l'Opep ne présage donc rien de bon pour les producteurs de pétrole alors que l'année écoulée a vu le marché être inondé de brut et que les conteneurs de stockage ont quasiment atteint leur capacité maximale, ce qui, selon l'analyste, laisse encore largement le champ libre à de nouvelles baisses des cours.

"La combinaison d'un marché saturé d'offre et d'une demande mondiale molle semble être favorable à un nouveau déclin des cours vers les 35 dollars le baril (pour le Brent) et 32 dollars le baril (pour la référence new-yorkaise), soit le niveau atteint durant la crise financière de 2008", a observé pour sa part Ipek Ozkardeskaya, analyste chez London Capital Group. latribune.fr 08.12

2- Matières premières. Mines.

- Les compagnies minières contraintes de réduire la voilure face à la chute des cours AFP

Les grandes compagnies minières sont contraintes de réduire la voilure dans un contexte de chute des cours du minerai de fer et des métaux industriels, à l'image d'Anglo American qui a annoncé mardi des mesures d'économie et une réduction drastique d'effectifs.

Le secteur est victime d'une surabondance de l'offre alimentée par les géants du secteurs, couplée à une baisse de la demande originaire de Chine, la deuxième économie du monde.

Le minerai de fer - utilisé pour fabriquer de l'acier - est passé sous les 40 dollars la tonne, selon l'indice de référence portant sur les livraisons au port chinois de Qingdao, compilé par Metal Bulletin.

Entre le début de l'année et fin novembre, les cours du nickel ont plongé de 38%, le minerai de fer de 33%, le cuivre de 29%, le platine de 25% et les diamants de 15%, estime Anglo American, l'un des grands producteurs miniers.

Et ce contexte difficile devrait durer, jugent les experts.

"A l'approche de 2016 il est clair que la surcapacité de ces dernières années dans le secteur minier va prendre du temps à se résorber" tandis que "la demande chinoise devrait rester faible", souligne Michael Hewson, analyste chez CMC Markets.

Pour s'adapter, les compagnies minières annoncent des mesures drastiques.

Anglo American, une multinationale basée à Londres, a annoncé mardi une restructuration "radicale", prévoyant des cessions d'actifs, de nouvelles économies et une réduction des investissements.

A l'issue de cette cure d'amaigrissement, le groupe comptera moins de 50.000 employés contre 135.000 aujourd'hui, une réduction de deux-tiers de ses effectifs.

"La sévérité de la détérioration des cours des matières premières nécessite des mesures plus audacieuses", a expliqué le directeur général Mark Cutifani, qui présentait mardi son plan aux investisseurs.

Le nombre d'actifs de l'entreprise sera réduits de 60%, les détails sur le futur portefeuille de l'entreprise devant être dévoilés en février.

Le groupe minier a déjà prévu de ramener le nombre de ses divisions de six à trois: De Beers (diamants), Industrial Metals et Bulk Commodities.

Anglo American veut aussi réduire ses dépenses d'investissements d'environ 1 milliard de dollars supplémentaires d'ici à la fin de 2016.

Le groupe s'attend à des dépréciations allant de 3,7 à 4,7 milliards de dollars - reflétant la baisse de la valeur de ses mines et des ventes d'actifs - et va suspendre le dividende versé aux actionnaires au titre du deuxième semestre et de 2016.

Son concurrent anglo-australien Rio Tinto a également annoncé mardi qu'il allait réduire ses investissements de près d'un milliard de dollars l'an prochain. Il les attend désormais autour de 5 milliards de dollars contre près de 6 milliards prévus auparavant.

Les géants du secteur ont été malmenés à la Bourse mardi. A Londres, l'action Anglo American a clôturé sur une chute de 12,29% à 323,65 pence.

Ses annonces ont en effet encore laissé sur leur faim certains observateurs. "Nous avons bien peur que ce ne soit pas suffisant", écrivent les analystes de la banque Barclays dans une note.

"Nous espérons voir des coupes plus significatives dans plus de divisions y compris le platine, les diamants, le nickel et le charbon", ont ils expliqué.

Le suisse Glencore, dans la tourmente depuis plusieurs mois, a dégringolé de 6,92% à 79,45 pence, tandis que BHP Billiton a perdu 5,54% à 722,80 pence et Rio Tinto 8,37% à 1.893 pence. AFP 08.12

Banque

- Morgan Stanley supprime 1.200 emplois dont des centaines de banquiers et traders - AFP

- Morgan Stanley se retire du courtage de métaux de base - Reuters

Morgan Stanley va fermer l'ensemble de ses activités de courtage de métaux de base dans le monde dans le cadre d'un plan d'économies qui pourrait se traduire par une baisse de 25% des effectifs de sa division de taux fixes et de matières premières, a-t-on appris mardi d'une source au sein de la banque d'investissement américaine.

Certains postes pourraient disparaître aussi dans les équipes en charge des métaux précieux et de l'énergie, mais la banque veut rester présente sur ces marchés, qui sont mieux à même de lui assurer la rentabilité visée. Reuters 08.12

[Haut de page ↗](#)

Le 10 décembre 2015

CAUSERIE

Vous aurez constaté qu'on utilise les dépêches ou articles d'agences de presse officielles au plus près du terrain, une iranienne pour le Moyen et le Proche-Orient, une russe pour les questions auxquelles la Russie est mêlée, vous comprendrez qu'on ne peut pas se fier à une agence de presse saoudienne, israélienne ou ukrainienne, pourquoi pas à celle du Ille Reich, franchement. On évacue les articles qui tiennent de toute évidence de la propagande, sauf quand ils comportent des faits intéressants. Nos lecteurs que l'on respecte sont censés savoir lire, on leur mâche déjà assez le boulot.

Autre chose.

J'aurais bien écrit une connerie ou une provocation du genre, nous sommes le premier parti en France pour avoir été les seuls (à ma connaissance) à appeler au boycott des élections régionales, mais je ne le ferai pas car je devrais préciser anonyme et cela ne ferait pas très sérieux, car j'ignore toujours qui se connectent à notre portail.

Ce qu'il y a de bien en vivant en Inde, c'est que j'ai un train d'avance sur vous, alors qu'on pourrait croire justement le contraire puisque c'est un pays encore sous-développé. Je vous expliquerai un autre jour ce que j'entends par là.

Par exemple. Quand je sors de chez moi en moto ou quand je quite une personne à laquelle j'ai rendu visite, invariablement on me conseille de faire très attention, de ne pas rouler vite, souvent on me le répète des fois que je n'aurais pas bien entendu, ok. ça va je ne suis pas sourd ni con non plus, comme si je risquais ma vie, et j'imagine que c'est à juste titre tant la route est hyper dangereuse. Et vaut mieux être en bonne santé, ne pas tomber malade, faire attention où on met les mains, les pieds, à ce que l'on mange ou boit, etc. un moment d'inattention et hop votre vie peut basculer ! Ce n'est là qu'un tout petit aperçu de ce que je vis au quotidien sans parler de la violence qui flotte dans l'air en permanence.

Alors ce que vous vivez en France, c'est de la rigolade à côté, notez bien que cela ne me fait pas rire du tout, c'est pathétique, pitoyable d'avoir une si longue tradition de la lutte des classes derrière soi pour en arriver là. A qui la faute ? La question qui tue... ceux qui ne tiennent surtout pas à ce qu'on y réponde.

J'avais vu juste en mettant dans la page d'accueil du portail la couverture de L'Humanité et du Figaro *Le choc*. J'ignorais encore que le POI tenait à en être, Lucien Gauthier ayant cru bon de commencer son éditorial (Informations ouvrières n° 381 paru ce jour) en écrivant : "*Le choc* ». *C'est ainsi que la presse rend compte des résultats des élections régionales, qui ont vu un électeur sur deux s'abstenir.* " enchaînant comme il se devait sur "*l'effondrement*" du PS et des Républicains qui n'en est pas vraiment un : "*Cette élection est marquée par l'effondrement commun de la gauche et de la droite, ouvrant la voie aux résultats électoraux du Front national.*" , maintenant au passage l'illusion criminelle que le PS serait de gauche, ce qui est loin d'être gratuit, rappelons que c'est justement cette imposture qui nous a menés où nous en sommes, comme quoi le POI en partage bien la responsabilité.

Pour ce qui est de cet "*l'effondrement*" qui en fait s'inscrit dans le prolongement des scrutins précédents, rappelons les chiffres que nous avons reproduits dans la causerie d'hier, le PS est passé de 29,14% en 2010 à 23,2% en 2015, en comparaison le

PASOK en Grèce est à 7%, et Les Républicains (inclu le MoDem) sont passés de 30,22% en 2010 à 27,4%.

Passons aux choses sérieuses.

Quel parti ou quelle formation politique, quel syndicat avait appelé à boycotter les élections régionales ou à se placer au côté des 65 à 70% d'ouvriers et de jeunes qui ont refusé de participer à cette farce sordide consistant à cautionner les institutions et le régime ?

Réponse : Aucun.

Voilà qui traduit assez bien l'état de putréfaction avancée auquel en est rendu le mouvement ouvrier. Partant de là, avons-nous une chance de nous en sortir ? Absolument aucune. Dans ces conditions notre combat est perdu d'avance et la barbarie a de beaux jours devant elle, il faut en avoir conscience. A moins qu'un parti rompe avec la collaboration de classe avec le gouvernement, le patronat, le régime, ses institutions.

Pour hétéroclite que soit ma situation et quelles que soient les maladroites ou les erreurs que j'ai pu commettre, le fait de n'avoir pour ainsi dire reçu aucun soutien en dehors de 3 ou 4 militants ne fait que confirmer mon diagnostic, car en aucun cas je n'ai tenu des positions démagogiques, opportunistes, gauchistes, réactionnaires. Tous nos efforts auront été vains, hélas !

Et le POI de faire dans la récupération. Titre du n° 381 d'Informations ouvrières daté du 10 décembre: *Malgré les appels à voter de tous côtés... 50% des électeurs ont refusé d'aller voter !*

Malgré l'absence d'appel au boycott du POI il faut ajouter pour que le tableau soit complet.

Et en guise d'analyse on aura le droit à une revue de presse. Mais encore ? Ils posent une question : *"Et maintenant ?"* à laquelle ils répondent par des lieux communs débouchant sur une question qui va vous éclairer pour la suite *"Jusques à quand ?"*.

Que proposent-ils concrètement ? Outre les éternelles pétitions qui finissent à la poubelle, après le Ve Congrès du POI, *"ouvert"* s'il vous plaît, ils proposent la tenue d'une conférence ayant pour thème la défense de nos acquis sociaux pour occuper leurs militants. Et sur le plan politique ou dans quelle perspective politique ? Rien, aucune. Pourquoi, c'est un problème, cela devrait en être un ? Non, non, tout est dans l'ordre des choses.

Au fait, une dernière question. Ont-ils au moins rendu compte des appels des syndicats à voter Les Républicains le 13 décembre, à l'exception de FO (et peut-être Sud, je n'en sais rien) qui quel que soit le gouvernement soutient le régime ? Vous voulez rire ou quoi !

Parole d'internaute

- *"Il est plus facile de tromper les gens que de convaincre les gens qu'ils ont été trompés."*

Et comment, vous ne croyez pas si bien dire ! Même quand on leur met les faits sous le nez, et cela concerne toutes les couches de la population, des plus arriérées aux plus instruites, aux intellectuels, à ceux qui prétendent avoir acquis une conscience politique. Pourquoi ? C'est à croire que finalement ce qui les sépare est infime.

Pour être issu d'un milieu ouvrier arriéré et pour baigner aujourd'hui dans un milieu ouvrier profondément arriéré, je peux témoigner qu'il est difficile de se faire entendre ou d'être pris au sérieux par des membres de cette couche d'ouvriers, voire impossible si vous avez par ailleurs des relations familiales avec ces travailleurs ou s'ils vous connaissent auparavant. C'est difficile et ils ne vous prennent pas au sérieux parce qu'ils ne voient pas en quoi vous seriez différents d'eux puisque vous appartenez au même milieu ou à la même classe qu'eux, et se considérant comme inaptes à prendre en mains leur destin, ils ne voient pas pourquoi vous le seriez davantage. Ils n'ont pas confiance en eux-mêmes parce qu'ils n'ont pas conscience de leur condition. On leur a inculqué tout au long de leur vie qu'ils appartenaient à la classe inférieure des dominés et ils se comportent comme tels, ce qui n'autorise pas à un de ses membres à briser ce joug ou à adopter un autre comportement, ils vous dénieront la faculté de pouvoir envisager d'autres rapports ou de changer la société, car ployant sous un complexe d'infériorité qui traduit le poids de l'inertie de l'histoire qui les écrase.

Ils estiment normal que dans la société il en ait qui travaillent et que d'autres pensent et décident à leur place puisque pour eux il en a toujours été ainsi, il n'y a donc aucune raison que cela change un jour, et comme vous faites comme eux partie de ceux qui travaillent, vous êtes forcément mal placés pour penser et diriger le pays, ils vous écoutent poliment, manifestent leur accord avec les idées que vous leur avez exposées, mais ils vous dénie le droit de pouvoir les appliquer, ils préfèrent que d'autres s'en chargent, et s'il ne s'en trouve pas, et bien tant pis la vie va continuer comme avant, ils y sont tellement habitués qu'ils préfèrent s'accommoder de cette idée plutôt que vous faire confiance.

Le clivage droite gauche qui a été savamment entretenu, avait aussi pour objectif de leur donner l'illusion que la gauche incarnait ces idées, et qui si elle ne parvenait pas à les appliquer, c'était certainement parce qu'elle rencontrait des obstacles insurmontables qui l'en empêchaient et elle n'y était pour rien, eux-mêmes se sentant impuissants à changer quoi que ce soit, ils pouvaient facilement concevoir que la soi-disant gauche en soit elle-même dans l'impossibilité, pour finalement continuer de placer leur espoir en elle, même s'ils finissaient par ne plus trop y croire jusqu'au moment de la rupture. Rupture qui intervenant dans un contexte confus sera forcément désordonnée, et conduira certains d'entre eux à se diriger dans la mauvaise direction ou à accorder leur confiance à l'extrême droite, cela vaudra également pour une partie de ceux qui plaçaient leur espoir dans la droite ou le parti de l'ordre officiel, pendant que d'autres encore plus nombreux abandonneront tout simplement tout espoir et cesseront de voter.

Ce qu'on vient de décrire s'applique à toutes les couches de travailleurs, de l'ouvrier qui sait à peine lire et écrire au cadre supérieur, aux classes moyennes, à la petite bourgeoisie, à ceci près que ces couches supérieures et ces classes intermédiaires n'ont jamais réellement envisagé la nécessité de changer de société pour trouver leur compte dans celle existant.

Elles refusent d'admettre que le capitalisme comme tout système comporterait un début et forcément une fin, pour avoir lié leur sort à celui du capitalisme qui leur a octroyé une condition relativement confortable, ils craignent donc d'avoir plus à perdre qu'à gagner à changer de société, même lorsque le capitalisme devient synonyme de régression sociale sans fin, de chaos et de guerre. Du coup elles se réfugieront également dans le déni face à vos arguments qui n'auront aucune emprise sur eux. Il faudra qu'ils soient directement et violemment frappés par la crise du capitalisme pour commencer à admettre qu'ils pourraient bien finir par perdre tous leurs privilèges ou qu'ils ne doivent plus espérer dans l'avenir une vie meilleure, et qu'il serait temps de penser à prendre leur destin en mains.

Ce qui ne veut évidemment pas dire qu'ils se tourneront vers vous, puisque vous n'avez jamais été capables de leur ouvrir les yeux ou de leur tenir un discours cohérent et sérieux, même si de leur part il existait une grande part de mauvaise foi ou de malhonnêteté intellectuelle qu'ils continueront à entretenir aussi longtemps que leur condition ou leur mode de vie ne sera pas gravement menacé. Ils demeureront sous l'influence de l'idéologie dominante, et il vous faudra témoigner d'une détermination sans faille, vous armer de patience et surtout faire preuve d'une rigueur à toute épreuve, pour qu'ils veuillent bien vous écouter et vous prendre au sérieux.

Eux non plus n'ont jamais envisagé de participer à la direction de la société en laissant le soin à des élites de s'en charger à leur place. Aussi il leur sera difficile de concevoir qu'ils en seraient capables, d'où leur manque d'enthousiasme à l'idée de s'engager dans un parti politique avec tout ce que cela comporte de contraintes ou de sacrifices qu'ils ne sont pas prêts à concevoir ou à accepter, si cela ne leur apporte aucune satisfaction sur le plan personnel.

Les membres des couches supérieures, des classes moyennes et de la petite bourgeoisie peuvent être amenés à réagir, quand la décomposition de la société atteint un niveau inquiétant au point qu'elle ne les épargne plus ou parce qu'ils craignent qu'elle fasse peser une menace sur leur avenir, ceux de leurs enfants ou petits-enfants.

La situation étant devenue délétère ou irrespirable en France comme dans le monde, va les pousser à se poser davantage de questions et y chercher des réponses, à nous de leur en proposer qui ne relèvent ni du dogmatisme, ni du slogan politique ou ni de la propagande doctrinaire, ce qui nécessite de replacer la situation sur un plan historique pour qu'ils puissent comprendre qu'elle n'est le produit ni du hasard ni de la fatalité ni dont on ne sait quelle erreur commise dans le passé, mais qu'elle est le résultat d'un processus matérialiste et dialectique parvenu à son terme, et qu'à défaut de le dépasser (le capitalisme) la société sera vouée inexorablement à se décomposer de plus en plus, à la déchéance, de sorte qu'aucun de ses membres ne sera épargné, pas mêmes eux.

On ne leur demandera pas d'adhérer à une idéologie, une doctrine, une théorie, un programme, une idée, un idéal, mais uniquement de saisir les faits dans leurs rapports ou enchaînements et d'observer les conséquences qui en ont découlées et ainsi de suite, de manière à pouvoir comprendre pourquoi ou comment la société s'est forgée et transformée pour en arriver à la situation actuelle.

Cet exercice sera relativement facile à mener, encore faudra-t-il être soi-même délivré de tout a priori, être capable d'écouter attentivement, être en mesure de décrire ce processus plus que l'interpréter, et surtout s'être débarrassé de cette propagande à l'emporte-pièce qui a le don d'inspirer la méfiance par dessus tout.

Encore faudrait-il un parti où les militants seraient formés pour appliquer ces principes ou atteindre ce niveau de conscience politique, afin d'adapter leur discours en fonction de leur auditoire et d'être réellement en mesure de défendre leurs idées, au lieu de cavalier dans tous les sens ou de consacrer tout leur temps au syndicalisme, en pure perte comme on peut l'observer ou pour finalement en être toujours au même point proche du zéro absolu 70 ans plus tard, c'est-à-dire parfois en dessous de tout.

Compte tenu qu'il existe de nos jours une multitude de canaux par lesquels les membres des couches supérieures, des classes moyennes et de la petite bourgeoisie, mais aussi de très nombreux ouvriers des couches inférieures à l'esprit ou à la conscience plus développée que le reste de la classe ouvrière qui cherchent à comprendre la situation et de quelle manière elle évoluera, peuvent accéder à l'actualité et à des portails internet diffusant des faits ou publiant des analyses que les

médias institutionnels censurent ou se refusent de publier, nous pouvons leur proposer une interprétation de la situation qui présentera l'avantage de s'appuyer sur l'ensemble de ces faits disséminés dans tous ces portails dans laquelle on aura intégré la lutte des classes que ces portails s'emploient à occulter, de sorte que notre discours apparaîtra cohérent et sérieux, digne d'intérêt, et qui sait les incitera à rejoindre notre combat pour le socialisme.

[En famille. "la gauche rassemblée", c'est le pendant du "syndicalisme rassemblée"... autour du régime.](#)

- La CFDT et la CGT appellent à barrer la route au Front National - latribune.fr

D'ailleurs, un sondage Ifop publié par l'Humanité au lendemain du premier tour des régionales de dimanche dernier montre que le syndicalisme constitue un barrage très fragile contre la tentation du vote FN.

29 % des salariés se déclarant proches (mais pas adhérents) d'un syndicat ont voté Front national contre 32 % pour l'ensemble des salariés. (Donc 15% en tenant compte de l'abstention, des votes blancs ou nuls, moins encore en prenant en compte les non-inscrits. - LVOG) Ce sont les salariés se déclarant proches de Force Ouvrière qui se montrent les plus sensibles aux sirènes frontistes: ils sont 33% à avoir voté pour le FN. Il faut dire que Force Ouvrière est le syndicat où l'on trouve la plus grande diversité des choix politiques, allant de l'extrême gauche trotskyste... au Front National. (Apolitisme ou sans rire indépendance des organisations oblige ! - LVOG)

Les sympathisants CGT sont eux 27 % à avoir voté FN. Enfin, 26% des proches de la CFDT ont également voté FN. latribune.fr 09.12

Normal avec un syndicalisme lié au régime ou franchement corporatiste, comme le FN quoi !

Lu dans un autre passage de cet article de La Tribune :

- CFDT : Il est normal que ce syndicat lié au Medef et au gouvernement estime que Les Républicains sont "en capacité d'assurer la cohésion sociale, le dialogue".

- CGT : Le FN "porte un projet de régression sociale", mais ni Les Républicains, ni le PS.

[En famille. Ce sont eux qui le disent. Voter PS, puis appeler à voter pour Les Républicains, ne valait guère mieux que voter pour le FN.](#)

- Marine Le Pen ou Xavier Bertrand? Cherchez la différence dans leurs programmes - Le Huffington Post

- NPDC/Picardie: tir groupé Aubry-de Saintignon-Kanner pour appeler à "voter Bertrand" - AFP

- Nord-Pas-de-Calais-Picardie: Bové, Blandin et Cohn-Bendit soutiennent Bertrand - leparisien.fr

Les écologistes Marie-Christine Blandin, ancienne présidente de la région Nord-Pas-de-Calais, Daniel Cohn-Bendit, ex-député européen, et José Bové, eurodéputé, ont appelé mercredi à voter pour le candidat Les Républicains Xavier Bertrand contre Le Pen.

«Nous sommes à un de ces moments de l'histoire où ce qui rassemble doit être plus fort que ce qui divise. Nous appelons donc à voter pour le seul candidat républicain restant en lice : Xavier Bertrand», ont affirmé les trois écologistes dans un communiqué. Selon eux, «toute abstention est une voix indirecte pour le Front National». leparisien.fr 09.12

Au sein du Front de Gauche, André Chassaigne (PCF) a notamment déclaré qu'il voterait pour Xavier Bertrand ou Christian Estrosi face au FN s'il était électeur dans une de ces deux régions. huffingtonpost.fr 09.12

Au moins vous savez de quel côté de la barricade se situe le Front de Gauche.

En complément. Comme au premier tour, ils ne savent plus quoi inventer pour manipuler les masses.

- Régionales : le sursaut des procurations - Francetv info

- Régionales : un front anti-FN - Francetv info

- Régionales 2e tour: un sondage donne Estrosi et Bertrand gagnants face au FN - AFP

Cacophonie, débandade, vocifération, gesticulation, règlement de compte, ils donnent raison aux 23 millions d'abstentionnistes.

- Hidalgo: "J'appelle à voter LR" en cas de risque FN, "on se posera (les) questions après" - AFP

"Moi, j'appelle à voter pour la liste LR, que ce soit dans le Grand Est, mais aussi en Paca pour Christian Estrosi et pour Xavier Bertrand" en Nord-pas-de-Calais-Picardie, a lancé Mme Hidalgo sur iTELE.

"Je comprends le désarroi des militants (...) on en est à appeler à voter pour les candidats de droite, ça pose question, et on se posera ces questions après. Mais là, il n'y a pas le choix", a ajouté la maire de Paris. AFP 09.12

Et ce sont ces gens-là qui donnent des leçons de démocratie au monde entier. Mafieux, escrocs, démagogues, manipulateurs, falsificateurs, ils cumulent ces saloperies, et après ils s'étonnent que les gens ne veulent plus voter pour eux, et puis plus du tout car la gauche est totalement corrompue et l'extrême gauche est inaudible ou vendue également.

Ils sont abjectent, ignobles, sordides, cruels et finalement monstrueux puisqu'ils se rangent tous derrière la version officielle sur la Syrie qui sanctifie la barbarie en l'armant et en la finançant, ces gens-là sont dangereux.

Dialogue imaginé entre Hidalgo ou Aubry et un sympathisant du PS.

- Vote et ferme-la, t'auras tout le temps de l'ouvrir après et on t'y répondra ce qu'on voudra quand on voudra, t'as pigé ?

- Mais ce sont nos ennemis tout de même.

- T'as rien pigé, ce sont des républicains.

- Mais ils sont de droite.

- Et alors, qu'est-ce que ça change ?

- On n'as pas le choix alors ?

- Non, et ça suffit maintenant, la discussion est close.

- C'est ça la démocratie ?

- Tu parles de ce que tu ne connais même pas pau'cave.

- Régionales : incompréhension après le maintien de Jean-Pierre Masseret dans le Grand Est - Francetv info

Dans le Grand Est, le socialiste Jean-Pierre Masseret a décidé de se maintenir malgré les consignes de son parti. Il se présentera dimanche 13 décembre au second tour des régionales sans l'investiture PS. Hier soir, mardi 8 décembre, 71 de ses 189 colistiers se sont retirés. Pas assez pour invalider sa liste. "Nous sommes présents, nous sommes debout, nous n'avons pas subi les diktats, nous ne nous sommes pas couchés devant les impositions, nous sommes capables de réfléchir par nous-mêmes, d'analyser les situations politiques par nous-mêmes et de faire des choix qui sont les nôtres", a déclaré le candidat dissident PS.

Pourtant, tout a été tenté pour faire plier le Lorrain. Dans les rangs de gauche, c'est l'incompréhension. Ils redoutent voir la région livrée au Front national. Francetv info 09.12

- Régionales : François de Rugy pointe la responsabilité de Duflot et Mélenchon dans l'échec de la gauche Public - Sénat

- Régionales : la sénatrice Leila Aïchi suspendue par EELV pour son soutien à Péresse - LeParisien.fr

- La sénatrice Leila Aïchi quitte le parti des écologistes - LeParisien.fr

- Valls réfute Macron: «C'est moi le chef du gouvernement» - 20minutes.fr

- Régionales: Bertrand (LR) enjoint les leaders LR et Sarkozy de "se taire" - AFP

- Nicolas Sarkozy à quitte ou double face au Front national - Reuters

- Régionales: l'élu FN de Clermont-Ferrand qui avait appelé à voter Wauquiez suspendu - AFP

France. Dernières nouvelles de l'Etat policier.

- État d'urgence: Le bilan actuel est de 354 assignations à résidence et 2.500 perquisitions - 20minutes.fr

Ces perquisitions administratives ont entraîné l'interpellation de 305 personnes et le placement en garde à vue de 267 d'entre elles, selon ce bilan de la place Beauvau communiqué par son porte-parole Pierre-Henry Brandet. A la date de mercredi, 398 armes ont été saisies en totalité, dont 39 « armes de guerre ». 20minutes.fr 09.12

Commentaire d'un internaute

- "La flicardisation à outrance va impacter 100% des Français et 0,1% des terroristes. Le danger des attentats est utilisé pour mettre en place une dictature le plus démocratiquement du monde, du moins en apparence..."

Pour ce qui est du "*danger des attentats*", je vous rassure on ne meurt qu'une fois et après on n'a pas l'occasion d'y penser, donc pensez à autre chose, surtout que la plupart des gens se foutent du sort de leurs proches ou même ceux de leurs propres familles quand ils ont simplement des désaccords avec eux, quand ils sont adultes et croulent sous les difficultés ou lorsqu'ils les ont plus ou moins perdus de vue, assez d'hypocrisie s'il vous plaît, on a assez vécu pour en parler en connaissance de cause.

Mais vous avez raison, la démocratie qu'on nous sert à toutes les sauces ne dépasse pas le stade des apparences et s'apparente davantage à une dictature, en aurait-il été autrement à un moment ou un autre dans le passé à part sous la Commune de Paris ?

La société divisée en classes sociales aux intérêts antagoniques irrémédiablement inconciliables ne peut exister qu'à partir du moment où la classe dominante ou qui détient le pouvoir économique exerce sa dictature politique sur la classe dominée. Ensuite, ce n'est qu'une question de degré ou d'intensité dans l'application de cette dictature.

Tant que vous ne remettez pas en cause les rapports sociaux établis entre les classes cette dictature s'exerce quelle que soit l'étiquette ou le vernis dont vous la recouvrez. Voilà pourquoi à la dictature du capital nous opposons la dictature du prolétariat, au pouvoir sans partage de la classe des exploités, nous opposons le pouvoir sans partage des exploités, ceux qui l'ont abandonnée ont tout simplement livré le sort des exploités aux exploités, qu'ils en fassent ce qu'ils en voudront n'est pas leur problème. C'est bien ce que signifie l'appel à voter pour les Républicains par la plupart des syndicats, le Front de gauche, par exemple.

Le parquet réclame des pouvoirs spéciaux pour renforcer l'état d'urgence.

- Le procureur de Paris souhaite un renforcement des pouvoirs d'investigation du parquet - AFP

Le procureur de Paris, François Molins, a plaidé pour un renforcement des pouvoirs d'investigation du parquet lors de son audition mercredi au Sénat devant le comité de suivi de l'état d'urgence.

"Nous avons expliqué aux sénateurs qu'on est aujourd'hui dans une situation où on arrive à bien travailler, mais il faut aussi tirer les conséquences de la loi sur le renseignement en donnant aux services judiciaires et donc notamment au parquet des instruments qui ont été votés par la loi aux services de renseignement sous contrôle du juge administratif", a expliqué le magistrat sur Public Sénat.

Il s'agit "notamment de la possibilité de faire des sonorisations sur autorisation d'un juge judiciaire ou d'avoir recours à ce que l'on appelle les ""Imsi-catcher", qui interceptent les communications dans un périmètre donné en imitant le fonctionnement d'un relais téléphonique mobile", a-t-il précisé.

Les services de renseignement ont droit à ce moyen, a déclaré le procureur de Paris, ajoutant: "Je ne vois pas pourquoi aujourd'hui, sur décision d'un juge judiciaire le parquet ne l'aurait pas, ça nous rendrait plus efficaces".

Le magistrat a également expliqué avoir "attiré l'attention" du comité de suivi sur le fait que le parquet "aurait intérêt à bénéficier plus souvent de certains pouvoirs qui sont aujourd'hui limités, dans le cadre de la procédure de flagrance, en matière d'interpellation, de perquisition, notamment la nuit, et en matière de perquisitions informatiques". AFP 09.12

ACTUALITE EN TITRES

[Quand on vous disait qu'ils étaient "cinglés".](#)

- Labro - Donald Trump est cinglé ! - LePoint.fr

L'écrivain et spécialiste des États-Unis attaque sa proposition, qu'il juge à la fois "totalement illégale, illégitime, anticonstitutionnelle et, surtout, anti-américaine". Il invoque cet esprit américain qu'incarne la statue de la Liberté, dont Donald Trump serait l'antithèse. LePoint.fr 09.12

Mais étrangement ni Bush père et fils ni Obama...

Ils s'affolent dans le camp de la réaction, parmi eux il y en a qui pètent les plombs et ils ignorent comment cela va se terminer... Mal pour eux, souhaitons-leur !

[Alors que c'est justement le plan d'Erdogan, Netanyahou, Hollande, Cameron...](#)

- La Turquie accuse la Russie de nettoyage ethnique en Syrie - LeFigaro.fr

Lire dans cette page : *L'inavouable projet d'un pseudo-Kurdistan* par le Réseau Voltaire

[La banque qui rabote.](#)

- Rabobank va supprimer 9.000 emplois aux Pays-Bas d'ici à 2018 - AFP

Dossier sur la Russie et l'Ukraine

- Dette ukrainienne: Poutine menace de poursuivre l'Ukraine en justice - sputniknews.com

Le président russe Vladimir Poutine a chargé le gouvernement d'attaquer en justice l'Ukraine si elle ne rembourse pas à la Russie sa dette de 3 milliards de dollars.

Le président russe Vladimir Poutine a chargé le gouvernement d'attaquer en justice l'Ukraine si elle ne rembourse pas à la Russie sa dette de 3 milliards de dollars.

Le délai du remboursement des obligations ukrainiennes pour 3 milliards de dollars, achetées par la Russie fin 2013 expire en ce mois de décembre. Auparavant, la Russie s'est déclarée prête à restructurer cette dette, en autorisant son remboursement par un milliard de dollars de 2016 à 2018 à condition des garanties de la part des États-Unis ou de l'Union européenne, soit d'une institution financière internationale.

Les États-Unis ont refusé de donner de telles garanties, et le conseil des directeurs du Fonds monétaire international (FMI) a entériné mardi une réforme permettant de financer les pays en défaut de paiement sur leur dette souveraine. Cela permettra notamment à l'Ukraine de bénéficier de prêts du FMI même en cas de non-remboursement de sa dette à la Russie.

"Sur quatre ans, ils auraient pu y participer d'une manière ou d'une autre, afin de partager les risques. Je n'arrive même pas à comprendre. Alors bon, attaquez-la (l'Ukraine, ndr) donc en justice", a déclaré Vladimir Poutine lors d'une rencontre avec les membres du gouvernement à l'issue du rapport du ministre des Finances Anton Silouanov sur la situation concernant la dette ukrainienne. sputniknews.com 09.12

Dossier sur la Turquie

- Un AWACS saoudien impliqué dans la destruction du Soukhoï - voltairenet.org

Dans une interview à l'agence Regnum, Alexei Leonkov assure que non seulement l'Otan a suivi la destruction du Soukhoï russe par la Turquie grâce à un AWACS, le 24 novembre 2015, mais un second AWACS, saoudien cette fois, a guidé l'armée de l'Air turque.

Selon le spécialiste, les deux AWACS ont probablement travaillé en commun.

Alexei Leonkov est expert pour la revue Arsenal de la Patrie. voltairenet.org 08.12

- Député français: on se pose des questions sur l'attitude de la Turquie - sputniknews.com

Un membre de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale de France revient sur l'audition à huis clos en commission d'Alexei Pouchkov, président de la Commission des Affaires étrangères de la Douma (chambre basse du parlement russe).

Lors d'une rencontre du député russe Alexei Pouchkov avec ses collègues de l'Assemblée nationale de France, il s'agissait entre autres de la situation au Proche-Orient, de la lutte contre le terrorisme et de l'attitude de la Turquie, a déclaré à Sputnik Jacques Myard, député Les Républicains (LR).

"Sur le Proche-Orient et notamment l'affaire syrienne, il s'est révélé une très grande similitude d'analyse entre nombre de députés d'opposition comme de la majorité actuelle, sur les jugements et les appréciations du gouvernement russe", a indiqué M.Myard, membre de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée.

Et d'ajouter que les députés français se posaient tous des questions sur l'attitude de la Turquie, sur l'attitude de l'Arabie Saoudite et du Qatar.

"Nous sommes conscients que c'est effectivement l'armée de Bachar el-Assad qui sur le terrain combat l'Etat islamique (EI, Daech, ndlr), alors que certains jouent le double jeu. Donc il y a eu une très grande similitude des analyses entre les députés et le président (de la commission des Affaires étrangères de la Douma, ndlr) Pouchkov (...) Cela ne signifie toutefois pas que telle soit la position du gouvernement français", a souligné M.Myard.

Selon ce dernier, la position de Moscou sur la Turquie est très claire, les Turcs ayant joué le double jeu, notamment dans l'achat du pétrole à Daech.

"On ne peut pas admettre ce double jeu car en réalité ils (les Turcs, ndlr) ont soutenu Daech (...) Malheureusement, Ankara a joué les apprentis sorciers dans cette région", a résumé le député, en signalant que beaucoup de députés français avaient désormais des doutes très sérieux sur l'attitude de la Turquie, membre de l'Otan.

Et de rappeler que M.Pouchkov reprochait aux Etats-Unis de vouloir à tout prix être le leader et avoir le leadership sur la grande coalition.

"On voit très bien que la grande coalition sous le commandement d'un seul état n'est pas possible. Il faut être pragmatique", a estimé M.Myard.

Pour ce qui est de l'Ukraine, le député français s'est dit d'accord avec M.Pouchkov estimant qu'il appartenait aussi au gouvernement de Kiev de faire des avancées vers la solution de ce conflit régional, ce qui n'était pas le cas aujourd'hui. sputniknews.com 09.12

- Le président tchèque qualifie Ankara d'allié de Daech - sputniknews.com

Selon Miloš Zeman, Ankara agit parfois comme un allié du groupe terroriste Etat islamique (EI) et ne mérite pas d'être admis à l'UE.

La Turquie fait partie de l'Otan mais agit parfois comme un allié du groupe terroriste Daech et il faut faire affaire avec ce pays d'une manière prudente, a déclaré mercredi le président tchèque Milos Zeman.

"La Turquie ne doit pas adhérer à l'Union européenne", a déclaré le dirigeant tchèque lors d'un déplacement dans la Bohême du Nord. Le président tchèque a aussi soumis à la critique le projet de l'Union européenne de verser 3 milliards d'euros à Ankara pour l'aider à accueillir les réfugiés syriens.

"La Turquie est capable d'héberger ces réfugiés car ils sont de la même religion", a-t-il précisé. "Je pense qu'à cause de ces propos l'ambassadeur turc enverra une note de protestation au Château de Prague" (résidence officielle du président tchèque), a conclu M.Zeman. sputniknews.com 09.12

- Connivence de la Turquie avec Daech: une affaire de longue date selon la Russie - sputniknews.com

Le gouvernement russe savait depuis longtemps que le territoire turc constituait un terrain de prédilection pour l'entraînement des djihadistes et les échanges commerciaux avec l'Etat islamique (EI), a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov.

"Nous savions avec certitude, et depuis assez longtemps, que les terroristes se servaient du territoire turc dans le but d'effectuer des échanges commerciaux, livrer des munitions et acheminer leurs troupes vers la Syrie. C'est là qu'ils trouvaient refuge afin de se faire soigner, de se reposer et de se préparer aux opérations militaires à venir sur le sol syrien ainsi que dans d'autres régions, y compris le Caucase du Nord", a-t-il indiqué.

Il a également souligné que les autorités russes avaient exhorté à plusieurs reprises leurs homologues turcs à prendre des mesures nécessaires pour régler ce conflit. Toujours est-il que tous ces appels sont restés lettre morte.

"Nous n'y sommes pas parvenus. En outre, l'incident lié à l'avion russe abattu par un bombardier turc a révélé que le gouvernement turc soutenait de fait les djihadistes. Peu importe les raisons, la finalité est la même", a fustigé le ministre. sputniknews.com 09.12

- La Turquie intercepte deux bateaux russes - sahartv.ir

La Turquie a arraisonné deux bateaux russes dans le port de Samsun sur la mer Noire.

Selon des médias turcs, Ankara a bloqué sept navires russes dans le port de Samsun (nord), sur la mer Noire, dont deux ont été arraisonnés en raison de documents incomplets, cinq autres navires pouvant quitter le port. La semaine dernière, la Russie avait empêché des navires turcs à accoster au port Novorossiysk, en Russie. La tension entre Moscou et Ankara est montée d'un cran, à la suite du renversement d'un chasseur Soukhoï su-24 russe par la Turquie, à la frontière turque avec la Syrie, le 24 novembre dernier. sahartv.ir 09.12

- La Russie dénonce la Turquie à la tribune de l'ONU - sahartv.ir

Le représentant permanent de la Russie auprès de l'ONU, Vitaly Churkin a qualifié d'inacceptable, le déploiement des effectifs turcs dans le nord-irakien.

Selon la chaîne Press TV, le représentant permanent de la Russie à l'ONU, Vitaly Churkin a indiqué, mardi, devant la presse, à l'issue de la réunion à huis-clos du Conseil de sécurité, que la Russie a la conviction que la Turquie a fait un acte inacceptable et qu'elle doit retirer ses forces d'Irak. « La démarche de la Turquie, qui a été entreprise sans l'aval du gouvernement irakien n'est pas justifiable. », a dit Vitaly Churkin, demandant au gouvernement turc de mettre un terme au déploiement illégal de ses forces sur le territoire irakien. sahartv.ir 09.12

- Agression de la Turquie contre l'Irak : le Conseil de sécurité observe le silence - sahartv.ir

Le Conseil de sécurité de l'Onu s'est abstenu de prendre une position sur l'agression de la Turquie contre le territoire irakien.

Le Conseil de sécurité des Nations unies qui réagit rapidement à l'égard de moindre incident ou tout acte qui menaceraient les intérêts des Occidentaux et des grandes puissances économiques du monde entier n'a pas passé à l'action vis-à-vis de l'acte agressif de la Turquie et cette instance a observé le silence de marbre.

L'ambassadeur de la Russie auprès de l'Onu, Vitali Tchourkine a estimé devant des journalistes qu'il était important d'attirer l'attention du Conseil sur cette situation. Mais il a déploré que les membres occidentaux du Conseil aient refusé de rappeler à l'ordre Ankara. La Turquie, a-t-il affirmé, a agi de manière imprudente et inexplicable en procédant à des déploiements supplémentaires de troupes dans le nord de l'Irak sans l'accord du gouvernement irakien.

Cette initiative reflète le manque de légalité des actions de la coalition internationale en Irak et en Syrie, a-t-il estimé.

Vitali Tchourkine s'est dit déçu que le Conseil n'ait pas réaffirmé la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Irak, car certains de ses membres occidentaux, qu'il n'a pas nommés, ont estimé que cela envenimerait la situation. L'impact de cette réunion aurait été plus fort avec un message uni mais nous n'avons pas pu y parvenir, a-t-il conclu.

La Russie a demandé que les opérations militaires turques en Syrie et en Irak soient évoquées de manière informelle au Conseil de sécurité de l'ONU, ont indiqué mardi des diplomates. sahartv.ir 09.12

[Dossier Syrie](#)

- Syrie : percée de l'armée à Lattaquié et en banlieue est d'Alep - sahartv.ir

L'armée syrienne continue de progresser sur le front de l'aéroport militaire de Kweres en banlieue orientale d'Alep, prenant le contrôle du village de Hamima al-Kabira.

Selon l'agence d'information syrienne SANA, les unités de l'armée syrienne ont multiplié leurs vastes opérations militaires et étendu leur champ de contrôle sur l'est de l'autoroute internationale Damas/Homs à Harasta, prenant le contrôle des fermes situées sur la route liant l'école de Nour al-Cham et Douma. Lors de cette opération, un réseau de tunnels utilisés par les terroristes a été découvert et fermé.

De même, les chasseurs syriens ont détruit les cachettes et les véhicules du groupe terroriste Daech en banlieue-est d'Alep. Les forces de l'armée syrienne en banlieue d'Idlib et de Hama ont par ailleurs tué plus de 45 terroristes daechistes d'autres liés à Jeysh al-Fatah.

Entre temps, l'armée syrienne est arrivée à contrôler, dans la foulée de ses progressions à Lattaquié dans l'ouest de la Syrie, Tal al-Harisha dans la banlieue nord de Lattaquié. sahartv.ir 09.12

- L'aviation russe a frappé 204 cibles en Syrie en 24h - sputniknews.com

Les forces aériennes russes ont réalisé plus de 82 sorties, dont 32 raids de nuit, et ont frappé 204 cibles terroristes, a annoncé ce mercredi le porte-parole du ministère russe de la Défense, Igor Konachenkov.

Selon le porte-parole, les frappes russes ont été effectuées dans les provinces d'Alep, d'Idlib, de Lattaquié, d'Hama, d'Homs.

Les sorties ont été effectuées par des avions Su-24M, Su-25SM, Su-34 ainsi que par des chasseurs polyvalents Su-30 qui assurent la protection aérienne des bombardiers. sputniknews.com 09.12

[Haut de page ↗](#)

Le 11 décembre 2015

CAUSERIE

Un portail et un courant politique où l'on mène un combat politique qui ne se réduit pas à une doctrine, des principes, une théorie, un programme, des mots d'ordre, des déclarations, des constats, des revues de presse, des commentaires oiseux, des lieux communs, des sophismes.

J'ai mis en ligne un communiqué du POID parce que je le trouvais convenable, à deux endroits y figure la nécessité d'en finir avec les institutions de la Ve République.

Je n'étais pas au courant de l'existence de « l'appel des 333 » pour la levée immédiate de l'état d'urgence, je n'en ai pris connaissance qu'hier soir en consultant le portail du POID (<http://atribunedestravailleurs.fr>) qui soutient cet appel, je l'ai immédiatement signée. J'ai appris qu'il avait été publié dans Libération et par Mediapart notamment.

J'ai du mal à comprendre pourquoi personne ne m'a tenu informé, mais bon, ne cherchons pas à comprendre ce serait perdre son temps, à moins qu'aucun de nos lecteurs en ait entendu parler. J'appelle tous les lecteurs et militants à le signer et à le faire signer. Il a déjà été signé par 7 800 personnes.

Adressée à tous les citoyens

Pour la levée de l'état d'urgence

Appel des 333 pour la levée de l'état d'urgence

Pour la levée de l'état d'urgence

Après les assassinats barbares commis à Paris le 13 novembre, François Hollande et le gouvernement de Manuel Valls ont décidé « l'état d'urgence », présenté par les sommets de l'Etat comme la réponse à la terreur, à la peur et au désarroi répandus dans le

pays, comme la mesure adaptée « pour combattre les terroristes » et « protéger les Français », comme condition de « la sécurité, la première des libertés ».

A leur demande, les 19 et 20 novembre, l'Assemblée nationale puis le Sénat, ont à l'unanimité des groupes politiques qui la composent (à l'exception de six députés qui ont voté contre et une abstention ; et l'abstention de douze sénateurs) ont voté la prolongation de l'état d'urgence et aggravé les dispositions liberticides de la loi de 1955 qui date de la guerre d'Algérie.

Avec l'état d'urgence, ce sont, en réalité, les libertés de tous qui se trouvent dangereusement restreintes et menacées.

Ainsi :

Tout individu peut être suspecté en fonction « de son comportement ».

« L'assignation à résidence » — l'interdiction d'aller et venir, de se déplacer librement — ne « doit pas viser uniquement les activités dangereuses avérées », mais aussi « les menaces fondées sur des présomptions sérieuses ».

Les « perquisitions administratives » deviennent la règle et relèvent de la décision des préfets, représentants directs du gouvernement, en dehors de tout cadre judiciaire.

La place du pouvoir judiciaire comme garantie des libertés est bafouée.

La mise sous contrôle d'Internet doit permettre au ministre de l'Intérieur de « prendre toute mesure pour assurer l'interruption de tout service de communication en ligne ».

Menace contre les libertés individuelles, l'état d'urgence aboutit à un renforcement considérable du caractère autoritaire de la Ve République.

Mais ce sont aussi les moyens d'action, d'organisation, d'expression, sur le terrain social et politique – qui concernent syndicats, partis, associations – qui sont remis en question.

Ainsi :

Le pouvoir se réserve le droit d'interdire tout rassemblement sur la voie publique, ou toute manifestation pour « raison de sécurité ».

La loi prévoit la possibilité de « dissoudre les associations ou groupements de fait qui participent, facilitent ou incitent à la commission d'actes portant une atteinte grave à l'ordre public ».

Les notions introduites dans la loi — « comportement », « trouble à l'ordre public », « raison de sécurité », « atteintes graves à l'ordre public » — permettent les interprétations les plus extensives et présentent le risque de mettre en cause très largement tout un chacun.

Sous couvert de combattre « le terrorisme », l'état d'urgence fait peser un danger sérieux sur nos libertés démocratiques, individuelles, sociales et politiques et sur la démocratie.

En conséquence, nous, signataires de cet appel, en appelons à tous nos concitoyens pour exiger, au nom de la liberté, de la démocratie, de la République, la levée immédiate de l'état d'urgence.

Pour tout contact :

Jacques Cotta, tel. 06 19 84 80 60

Maurice Stobnicer, 06 87 87 95 02

Mail : appel-levee-etat-urgence@orange.fr

Pour signer la pétition :

<https://www.change.org/p/gouvernement-fran%C3%A7ais-et-parlement-pour-la-lev%C3%A9e-de-l-%C3%A9tat-d-urgence>

Une question pour mieux comprendre face à quelle situation nous nous trouvons confrontés.

Question tabou : Quelle est la différence entre le programme du FN et celui des néolibéraux que partagent le PS et LR ainsi que leurs alliés ou satellites ? Réponse : Aucune, en dehors du degré de violence législative et physique à laquelle ils recourent pour l'appliquer.

C'est ainsi que le PS est compatible avec LR lui-même compatible FN. Ils en font la démonstration sous nos yeux, alors cessons de faire l'autruche qui est une attitude suicidaire, et ayons le courage de regarder la réalité en face. Vous lirez plus loin des déclarations qui le confirment si nécessaire.

Pour être compatibles, il fallait qu'ils remplissent au moins une condition : Qu'ils représentent les intérêts de la même classe sociale, celle des capitalistes, du régime.

Il faut ajouter tous ceux qui connaissaient la nature du PS et se sont employés à le présenter sous un jour favorable pour le soutenir pendant de longues décennies jusqu'à nos jours, d'ailleurs ils sont toujours incapables de le caractériser autrement, de gauche avec des guillemets ou en y mettant la forme, les trois courants trotskystes.

Après le consensus PS-LR, l'union nationale, le complot des représentants de la réaction contre la classe ouvrière s'étale au grand jour. On ne peut que s'en féliciter pour l'avoir toujours dénoncé, c'était la moindre des choses.

Comment en sommes-nous arrivés là ? C'est simple à comprendre mais beaucoup plus difficile à admettre apparemment (sic!).

Je vous suggère une explication résumée ici :

- ...il faut d'abord préciser ce qu'est « la gauche ». En théorie, c'est simple : elle défend les travailleurs (de partout) contre le 1% des ultra-riches. Investig'Action - Michel Collon 10.12

Cela ne signifie rien ou n'engage à strictement rien, et pour cause, c'est le discours tenu par tous les réformistes bourgeois depuis Dühring ou Bernstein qui avaient pris la tête du combat contre le marxisme ou le socialisme au sein de la social-démocratie allemande à la fin du XIXe siècle et auxquels Engels livrera une lutte acharnée. C'est l'opportunisme qui a pourri de l'intérieur le mouvement ouvrier à défaut de le chasser de ses rangs.

Cette gauche-là, c'est celle des petits-bourgeois qui estiment qu'en s'associant à la classe ouvrière ils auront plus de chance de voir leurs propres revendications satisfaites sans jamais aller jusqu'à remettre en cause l'existence du régime auquel ils sont inféodés.

C'est la gauche à la petite semaine, au rabais, des bonnes consciences, des compromis scélérats, des capitulards incapables de mener une analyse jusqu'au bout, et qui poussés dans leurs derniers retranchements finissent toujours par s'en remettre au capitalisme et à ses institutions à défaut d'avoir la volonté de les affronter.

Non, être de gauche cela signifie lutter pour le renversement de l'ordre établi et non pour s'en accommoder moyennant quelques concessions de circonstance ou se contenter des miettes tombées de la table des capitalistes. Et cela n'a jamais signifié autre chose, mettre fin au régime en place et cela depuis 1793, sauf que maintenant c'est la classe des capitalistes qu'il faut chasser du pouvoir et leur régime qu'il faut abolir.

Tous ceux qui se disent de gauche, du PS au Front de gauche prétendent défendre les travailleurs, ainsi ils pourront se reconnaître dans la définition de Collon que partagent la plupart des militants il faut préciser, et c'est bien là le problème, de nos jours plus personne ne sait vraiment ce que signifie être de gauche ou le socialisme.

Prétendre qu'être de gauche se réduirait à défendre les travailleurs, c'est en réalité oeuvrer au côté des ennemis du socialisme, on ne peut pas imaginer pire service rendu aux travailleurs et meilleur service rendu au régime.

Collon et bien d'autres qui avaient porté au pinacle Chavez sont très mal après la cinglante défaite que vient d'enregistrer Maduro. Deux possibilités se présentaient à eux dès lors, faire le bilan de la "révolution bolivarienne" en dénonçant sa politique de gauche réformiste sans jamais rompre avec l'impérialisme, ou bien n'en tirer aucune leçon et continuer à tenir le même discours qui mène inévitablement à une impasse politique ou pire, virer à droite.

C'était l'occasion de renouer avec le socialisme, mais manifestement ils n'en prennent pas le chemin. C'est à croire que seule une guerre mondiale serait salutaire, c'est terrible d'en arriver à ce diagnostic, on ne veut pas y croire, on ne veut pas imaginer qu'ils soient bornés à ce point-là, mais à la longue il faudra bien qu'on s'y fasse semble-t-il.

Vous n'êtes pas convaincu par cet argumentation ? Soit. Alors enfonçons le clou, d'après vous quelle définition de la gauche

ont adoptée Hollande, Valls, Fabius, Macron, etc. celle proposée par Collon ou la nôtre ? Vous connaissez la réponse, et pourquoi, mais parce qu'ils sont de droite, ils appellent à voter Les Républicains.

Ne comptez pas sur notre complaisance, l'art de la flatterie n'est pas notre truc vous avez dû le constater, n'est-ce pas. Et les alliés électoraux du PS, le mouvement ouvrier, d'après vous il est de droite ou de gauche ? Même réponse. Si cela vous étonne, c'est que décidément vous n'êtes pas prêts de comprendre pourquoi nous en sommes arrivés là, excusez-moi.

On en vient à se demander si Marx et Engels ont existé un jour, à quoi ont servi leurs travaux ou les enseignements qu'ils nous ont légués.

[La réaction dans tous ses états. Impostures, calomnies, faux sondages, tout y passe.](#)

- Elections régionales : ces journaux qui se sont engagés contre le Front national - Francetv info

- Régionales Nord-Pas-de-Calais-Picardie : Bertrand devancerait Le Pen grâce à la gauche - LeParisien.fr

Dans une interview sur le site de L'Obs, M. Bartolone affirme que Mme Péresse "tient les mêmes propos que le FN": "Avec un discours comme celui-là, c'est Versailles, Neuilly et la race blanche qu'elle défend en creux." Manuel Valls a apporté son soutien à Claude Bartolone, "un grand républicain".

Dans le nord comme en Paca, les reports de voix montrent selon les sondeurs une mobilisation de l'électorat de gauche du 1er tour en faveur des candidats de droite, seuls en lice face au FN.

"Cela signifie qu'un sursaut de mobilisation est en train de s'opérer pendant l'entre-deux tours, poussant des électeurs de gauche à voter massivement Estrosi "contraints et forcés", analyse Gaël Sliman, d'Odoxa. AFP 10.12

- Le Front national serait battu dans ses trois régions clés - Reuters

- Le sondage qui ne fait plus de Philippot le grand favori du Grand Est - Le Huffington Post

- Mafieux, hystériques, etc. quand on vous disait qu'on était encore en dessous de la réalité.

- Régionales: la campagne s'enflamme en Ile-de-France - AFP

- Bartolone-Péresse, toute une hystérie - Liberation.fr

- Régionales : Bartolone accusé d'être un "mafieux" par un maire Les Républicains - Francetv info

- Paris : Péresse va porter plainte contre Bartolone pour les propos sur la race blanche - 20minutes.fr En famille. Ils étaient bien tous de droite, pas d'erreur possible.

- Christian Estrosi se sent "de gauche" dans le monde de la culture - Reuters

- Quand Christian Estrosi voulait gouverner la région Paca avec le Front national - Francetv info

En 1998, l'actuel maire de Nice était partisan d'une alliance avec l'extrême droite, afin d'éviter que la gauche ne prenne la présidence du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Francetv info 10.12

- Valls "s'honore" de son appel à voter pour la droite - AFP

- Régionales : Robert Badinter appelle à voter contre le FN en Nord-Pas-de-Calais-Picardie - Francetv info

[ACTUALITE EN TITRES](#)

[Chantage. C'est le contraire qui aurait été étonnant.](#)

- Smart : travailler plus et gagner moins ? - Francetv info

C'est ce que propose la direction à ses salariés pour éviter la délocalisation du site en Slovénie. Francetv info 10.11

[Quand les barbares diffusent leur propagande par le biais des satellites américains et européens, ce n'est pas un "défaut de communication".](#)

- Sécurité automobile: les Etats-Unis sanctionnent Fiat Chrysler pour défaut de communication - La Tribune

Daech se sert de satellites européens pour mener sa propagande sur le web? - sputniknews.com

Le Spiegel Online International a mené une enquête pour établir comment Daech, qui opère dans une région où l'infrastructure des télécommunications est massivement détruite.

Selon les documents obtenus par le Spiegel Online, ce sont des entreprises européennes qui donnent l'accès à Internet aux terroristes mais il reste toujours à savoir s'ils le font consciemment. Les journalistes affirment que les entreprises peuvent toutefois bloquer l'accès à l'internet à Daech.

Les technologies d'accès à l'Internet arrivent au Proche-Orient de l'Europe, elles sont fournies par de grands fournisseurs de services satellitaires comme Avanti Communications britannique, SES luxembourgeois et surtout Eutelsat français. Tooway d'Eutelsat est notamment présent sur le marché depuis des années et ses satellites couvrent l'ensemble de la Terre.

De petits distributeurs achètent ensuite des équipements et la capacité satellite des grands opérateurs pour fournir l'accès à Internet aux clients privés ou corporatifs.

Si vous voulez donc vous connecter à Internet en Syrie ou en Irak, vous pouvez aller au marché d'Antakya, dans la province turque de Hatay située près de la frontière syrienne. C'est ici où, selon le Spiegel Online, viennent des hommes barbus, portant des sandales et munis de billets de banque en liasses pour acheter des douzaines de paraboles.

Le Spiegel Online a demandé des commentaires de tous les opérateurs de satellites concernés mais seulement SES et Eutelsat ont répondu. SES a dit qu'il n'avait aucune information sur les utilisateurs d'Internet dans des régions syriennes contrôlées par Daech. Le groupe affirme qu'il aurait tout fait pour bloquer l'accès à l'internet sur ces territoires.

Le groupe français Eutelsat a pour sa part déclaré qu'il n'avait aucun fournisseur d'accès à Internet en Syrie et aucun contact direct avec ses consommateurs finaux. D'autre part, le groupe note que les récepteurs satellites sont petits et mobiles et donc on ne peut pas exclure la possibilité de leur exploitation illicite.

Le Spiegel Online fait pourtant remarquer que des connections possibles d'Eutelsat avec la Syrie pourraient être très inconfortables pour le gouvernement français qui détient 26% de cette entreprise par l'intermédiaire de la banque Caisse des Dépôts.

En tout cas il est probable que les entreprises européennes cherchent tout simplement à poursuivre leurs buts commerciaux sans contrôler qui profite de leurs services, affirme le Spiegel Online. sputniknews.com 10.12

[Dossier sur la Syrie](#)

- Syrie: le Qatar sort des limbes - sahartv.ir

L'émir du Qatar a tenu des propos interventionnistes et appelé les groupes terroristes, déployés en Syrie, à s'unir.

A l'ouverture du Sommet annuel des dirigeants des pays membres du Conseil de coopération du golfe Persique, (CCGP), tenu mercredi, à Riyad, la capitale saoudienne, l'émir du Qatar, Cheikh Tamim ben Hamad Al-e Thani a appelé les groupes terroristes, déployés en Syrie, à accéder à une position unie, face à la Syrie.

Les allégations interventionnistes de l'émir du Qatar, sur la Syrie, interviennent, alors que, simultanément aux frappes aériennes de l'aviation syrienne contre les positions des terroristes, dans différentes zones de ce pays, les forces de l'armée régulière, en coopération avec le peuple syrien, ont enregistré des victoires considérables, face aux terroristes, en Syrie.

Le Qatar et l'Arabie saoudite cherchent à faire unir des groupes terroristes, déployés en Syrie, par crainte de la poursuite de l'échec des terroristes et la disparition de leurs objectifs.

Ce sommet du CCGP coïncide avec un rassemblement, également, à Riyad, des groupes politiques et militaires de l'opposition syrienne. sahartv.ir 10.12

- L'aviation syrienne a détruit 1.300 cibles terroristes en deux semaines. - sputniknews.com

Les avions syriens ont effectué 363 sorties en deux semaines, frappant 1.300 cibles dans quatre provinces du pays, a annoncé jeudi le porte-parole des troupes syriennes, le général de brigade Ali Mayhub.

Les raids effectuées entre le 27 novembre et le 10 décembre ont permis d'anéantir des "groupes terroristes, des fortifications et des postes de commandement", a indiqué le général Mayhub devant les journalistes.

Selon le porte-parole, l'aviation syrienne a notamment détruit trois postes de commandement du groupe terroriste Etat islamique (EI) près d'Alep et de Palmyre. Les frappes ont également visé trois convois de véhicules transportant des combattants et des munitions.

Les avions ont rasé des fortifications du Front al-Nosra ont été détruits dans la province d'Idlib, des centres d'approvisionnement et des dépôts d'armes et de munitions dans la province d'Alep et des groupes de terroristes dans les provinces de Homs et de Lattaquié. sputniknews.com 10.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Yémen

- Yémen: l'ultimatum US au fils du Roi - sahartv.ir

Plus de neuf mois après le début de la guerre contre le Yémen, Riyad en est à la case départ : des milliards de dollars dépensés, la guerre contre le Yémen s'avère une terrible défaite, à la fois, stratégique et militaire.

Pire, les alliés de Riyad, y compris, les Etats Unis, commencent à manifester des signes de fatigue, face à un conflit, qui semble s'éterniser. Selon "Al Akhbar", qui se penche sur le sujet ; "les pourparlers de paix yéméno-yéménites ont commencé, depuis une dizaine de jours, sous l'égide de l'émissaire onusien, Ismael Ould Cheikh et Oman. Ces pourparlers se poursuivent, très sérieusement, contrairement au passé. Les pays agresseurs veulent, visiblement, une sortie honorable et n'avancent plus des pré-conditions : mais pourquoi un tel lachage pointe-t-il à l'horizon? " "Al Akhbar" écrit : "1- Les forces yéménites ont annoncé, depuis longtemps, avoir dépassé la phase "tactique" de leur riposte, et "d'être entrée, dans la phase stratégique". En dépit du black out médiatique, maintenu par Riyad et ses alliés, cette phase stratégique a porté ses fruits : des images des soldats saoudiens en fuite font de plus en plus le tour des médias alternatifs, des soldats apeurés, humiliés, qui quittent leurs bases et positions, et se replient, scandaleusement. L'armée yéménite se trouve, désormais, à quelques pas des provinces de Jizan, de Najran et d'Assir.

2- La situation, à Tuez, a tourné au désavantage de la coalition pro-Riyad. Les forces de cette coalition ont subi des pertes trop importantes, infligées par Ansarallah et l'armée yéménite. Ces derniers mènent des combats asymétriques et tendent des pièges et des guet-apens aux forces de la coalition. Les hôpitaux de Tuez sont bondés de mercenaires et de soldats de la coalition. Les forces du front Sud, c'est-à-dire, des Yéménites sunnites, refusent de se rallier au front Nord, soit des mercenaires de Riyad. A part des Takfiristes, personne, au Sud, ne veut des Saoudiens et de leurs alliés. La situation est telle qu'une fronde, au sein des commandants pro-Hadi, contre ce dernier, vient d'avoir lieu. Dans une lettre à l'adresse de Hadi, ces derniers affirment que la guerre de Tuez est inutile, et qu'il s'agit, tout simplement, d'une guerre d'usure : le texte reconnaît l'échec de la coalition pro-Riyad, sur les axes d'Al-Hassab, d'Al-Daghama, de Mawiya, de Najd Ghassim d'Al-Waziya, à Tuez.

3- Certaines tribus pro-Hadi, à Ma'rib, sont sur le point de changer de position et de tourner le dos au parti des Frères musulmans Islah et de la personne de Hadi. Le chef de l'une des plus imposantes tribus, Al-Chadidi, en est, désormais, à réunir ses pairs et à leur demander de cesser la guerre contre l'armée yéménite.

4- Aden, la seule prise de la coalition, (après le retrait volontaire d'Ansarallah ndlr), est un vrai enfer, déchiré entre les pro-Riyad et les pro-Emirats. Les assassinats et les règlements de compte se comptent par dizaines, tous les jours. Le Parti Islah accuse les Emirats d'avoir abandonné le combat, accusation contre laquelle les Emirats répondent ainsi : Islah ne dépense pas son argent et attend l'après guerre!

5- Les mercenaires étrangers somaliens, soudanais, colombiens, ont subi des pertes importantes. Le président soudanais

tente même, en ce moment, de réduire la mission de ses soldats à une mission, uniquement, logistique.

6- Les Etats Unis rongent leur frein, face à une pérénisation de la guerre et à l'absence de tout résultat. Certaines sources affirment que Washington aurait averti le ministre saoudien de la Défense, lui lançant un ultimatum : "Ton temps est compté, au Yémen. Il te faut remettre en état ton armée". La partie américaine est, extrêmement, fâchée contre Riyad, qui même, muni d'armements américains, est devenu la risée des forces yéménites ! Voilà où en est l'équipée saoudienne, au Yémen, qui aurait dû imposer la force des Saoud, sur Bab el-Mandeb. Selon des sources bien informées, Riyad serait entré en contact avec Ansarallah, renonçant à un certain nombre de ses pré-conditions. La décision aurait été prise, après que l'Iran eut envoyé des armes nouvelles à Ansarallah, via Hadar al-Mout, Chebva et Al-Mahra. sahartv.ir 10.12

[Haut de page ↗](#)

Le 12 décembre 2015

CAUSERIE

Si on nous autorise à nous exprimer librement, merci.

La question que chaque militant devrait se poser : Mais pourquoi aucun parti dit ouvrier n'a appelé au boycott des élections régionales, alors que les résultats démontrent la justesse de cette position, après que l'immense majorité des travailleurs l'eut adoptée, pourquoi ? Pourquoi aucun ne s'est rangé au côté de la majorité des travailleurs qui s'apprêtaient à s'abstenir ? Pourquoi sinon qu'ils en sont coupés, qu'ils les ignorent, ils avaient d'autres préoccupations ou intérêts à défendre que ceux des travailleurs apparemment. Avez-vous une autre explication à nous fournir ?

C'est leur propre défaite ou faillite politique qu'ils commentent aujourd'hui.

Et surtout ne nous accusez pas de nous acharner sur le mouvement ouvrier. Il mérite amplement le traitement qu'on lui réserve et nous fait honte, il est en dessous de tout, c'est un simple constat. La suite ou la raison vous la connaissez très bien, après qu'on l'eut expliquée des centaines de fois dans nos causeries, à moins qu'elle ne vous satisfasse pas, dans ce cas-là on attend votre interprétation.

Le mouvement ouvrier en France était déjà largement gangrené dès les années 20 par le réformisme et le stalinisme, une poignée de dirigeants avaient confisqué les appareils des partis et syndicats pour les mettre au service du régime en place, et depuis ils n'ont cessé de le confirmer en multipliant les trahisons, tout en remplaçant le marxisme ou le socialisme par leur négation, le réformisme, au point que désormais tous les partis dits de gauche et les syndicats sont devenus de droite pour avoir abandonné l'objectif du combat du mouvement ouvrier : s'emparer du pouvoir politique et renverser le capitalisme.

De nouveaux partis ouvriers devaient voir le jour, mais aucun ne rompra les liens avec ses partis pour finalement leur ressembler, quand ils ne sont pas organiquement liés aux appareils pourris de ces syndicats. Dans ces conditions, il devait s'avérer impossible de construire un nouveau parti ouvrier digne de ce nom. Nous avons eu 70 ans pour construire ce parti, former sérieusement ses militants et le doter de cadres, de dirigeants capables d'entraîner les masses au combat, 70 ans de perdus, 70 ans de lutte de classe qui n'ont servi strictement à rien, car seule de la construction du parti nous devons être comptables et non des résultats des luttes ou de tractations ministérielles.

Ceux qui croient être parvenus à quelque chose se leurrent eux-mêmes, parce qu'ils ne veulent pas regarder la situation en face. On les comprend. Ils sont réduits aujourd'hui à l'impuissance, là où devait mener finalement la politique opportuniste qu'ils avaient adoptée ou soutenue. Ils peuvent encore avoir la malhonnêteté intellectuelle de prétendre que ce serait la faute à Staline, pourquoi pas à Bernstein. 70 ans c'est long, il fallut moins de temps à Marx et Engels pour venir à bout du socialisme utopique, à Lénine pour venir à bout du réformisme bourgeois, quant au stalinisme il devait finir sa course dans les bras du réformisme auquel il était lié idéologiquement depuis le début, quand il ne s'est pas auto-liquidé pour épouser ouvertement le capitalisme conformément à sa véritable nature contre-révolutionnaire.

Autre chose.

Et dire que ce sont les lambertistes d'hier et d'aujourd'hui qui voulaient nous donner des leçons, eux qui ont perdu toute notion de mesure.

Il nous manquait encore hier le nombre de voix recueillies par le FN au premier tour publiés par Le Grand Soir. Je l'avais cherché sur Internet en vain après avoir téléchargé une dizaine d'articles.

Présidentielles 2012 : Marine Le Pen 6 421 426 voix

1er tour Régionales 2015 : FN 6 018 775 voix

Chiffres du Ministère de l'Intérieur.

C'est à dire environ 400 000 voix perdues en 3 ans! (Source : Le Grand Soir)

Quelle vague "bleu marine" dites-donc !

Le populisme version POI (IO n°381) :

- *"Le FN se nourrit de l'effondrement de tous les partis institutionnels, de droite comme de gauche."*

Au passage ils continuent de caractériser le PS, ses satellites et alliés... de gauche, alors qu'ils viennent d'appeler à voter Les Républicains. On soutient le régime comme l'on peut que voulez-vous.

- *"Cette élection est marquée par l'effondrement commun de la gauche et de la droite, ouvrant la voie aux résultats électoraux du Front national."*

Sans cette gauche, que deviendraient-ils nos braves trotskystes ? Ils disparaîtraient. Vous me direz que c'est déjà fait, effectivement dans un sens vous n'auriez pas tout à fait tort, je vous le concède.

- *"C'est la politique menée par ce gouvernement depuis 2012 qui contribue à jeter les électeurs dans les bras du FN."*

Les bras nous en tombent !

Et votre incurie politique légendaire, elle n'y serait pas pour quelque chose par hasard ? Attention à votre réponse, c'est délicat on vous comprend, car si vous répondez oui vous nous donnerez raison, et si vous répondez non c'est que vous aurez servi à moins que rien. Ils vont nous répondre qu'on les calomnie, parce qu'ils sont persuadés d'avoir tout de même servi à quelque chose, on se demandera bien à quoi, puisque le parti dont on aurait impérativement besoin n'existe pas. Entre leur congrès "ouvert" et la forme "transitoire" de leur parti qui sera amené à le rester éternellement parce que ce n'est même plus un parti, ils nous prennent vraiment pour des abrutis, surtout leurs militants, à moins qu'ils n'en redemandent, cela ne nous regarde pas.

Et les sempiternelles analyses bidons :

- (Le FN) *"Il se nourrit du rejet de l'Union européenne qui dicte les politiques d'austérité et de contre-réformes."*

Non, c'est la soumission de tous les partis dits de gauche au capitalisme en crise, qui les amènent à prendre en compte de plus en plus ouvertement les besoins des capitalistes, qui est responsable de la crise politique ou des institutions qui se manifeste par les résultats obtenus par le FN qui n'ont rien de mirobolant, crise politique avec laquelle ils finissent tous par s'accommoder en l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire profondément ancré dans toutes les couches du prolétariat. Si un tel parti avait existé en 1992, nous aurions gagné 23 ans ou plus car le traité de Maastricht ne serait jamais passé ce qui aurait précipité la crise du PS et des institutions...

Notre ennemi est dans notre propre pays et pas ailleurs.

- *"Une crise qui pousse vers la dislocation, vers l'effacement du Parti socialiste, déjà un « astre mort » pour certains."*

Si c'était le cas demain, face à LR il ne resterait plus que le FN, autrement dit l'alternance sonnerait l'heure du fascisme. A moins que le PS finisse par se débarrasser de son étiquette socialiste pour fusionner avec les centristes et former un parti démocrate face aux Républicains comme aux Etats-Unis. C'est le vœux déjà formulé par Valls et Macron, et j'imagine qu'ils ne sont pas les seuls au PS à lorgner dans cette direction. On aura l'occasion d'en recauser.

Ce ne sera pas faute d'avoir ménagé et soutenu le PS pendant des décennies. La crise du PS est le produit de la crise du capitalisme rendu au stade de la putréfaction en l'absence d'un parti ouvrier dans lequel les masses exploitées se reconnaîtraient pour leur proposer une issue politique rompant avec le capitalisme.

Il y en a qui vont certainement avoir lu ces lignes trop vite et qui vont pouffer de rire. Un conseil, ne riez pas trop vite. Voyez comment ce pauvre type est à côté de la plaque, dans son trou en Inde il ne semble pas être au courant que cela ne correspond pas vraiment au niveau de conscience des masses, ils délirent le malheureux... Je leur ferai remarquer que j'ai employé le conditionnel, et l'existence d'un tel parti signifierait que les masses auraient un tout autre niveau de conscience politique que celui qu'elles ont aujourd'hui, donc la situation et les questions qu'elle poserait se présenteraient sous un angle totalement différent. Mais on peut toujours faire l'idiot pour faire semblant de ne pas avoir compris.

La question est de savoir pourquoi ce parti n'existe pas 70 ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale et pourquoi les travailleurs ont abandonné l'espoir de changer la société ou se sont détournés du socialisme, les deux étant liés. Il est facile ensuite aux démagogues ou capitulards d'expliquer que les masses exploitées ne sont pas prêtes à rompre avec le capitalisme et que pour cette raison une ligne politique axée dans cette direction n'est pas à l'ordre du jour ou serait gauchiste. Nous, nous avons observé que les masses étaient généralement plus à gauche que les partis qui prétendaient les représenter. Plus de 50% d'abstention et aucun parti n'a appelé au boycott de ces élections, vous avouerez que les faits nous donnent raison, on s'en excuse si cela peut leur faire plaisir.

En fait, c'est juste un prétexte pour qu'on ne leur reproche pas d'avoir abandonné le combat pour le socialisme ou de n'avoir jamais eu la volonté d'adopter un discours que les travailleurs auraient pu saisir, encore aurait-il fallu véritablement s'adresser à eux, ce qui ne fut jamais le cas.

[Soyez de gauche camarades, travailleurs, citoyens, et soyez-en fiers : Rejoignez Les Républicains, votez pour le parti de Sarkozy, Chirac, Pompidou, de Gaulle.](#)

Ils ont oublié l'Ukraine néonazi.

- Régionales 2015 : le défi de l'extrême droite - Francetv info

Le Front national remportera-t-il une ou plusieurs régions dimanche ? Ce serait une première en Europe. Francetv info 11.12

Mais pas le régime de Kiev ?

- Régionales : Chantal Jouanno compare le FN « aux nazis » en 1933 - Public Sénat

Outrance des extrémistes de droite.

- Régionales : pour Manuel Valls, le vote FN mène à la "guerre civile" - M6info

- Les 4 Vérités - Le Front national "va pourrir la vie des Français", selon Bruno Le Roux - Francetv info

Pour nous pourrir la vie vous vous posez là, le FN n'aura qu'à poursuivre votre politique...

Parrain de Daesh est en revanche inattaquable.

- Pourquoi Bartolone estime que "parrain du 9-3" est un surnom "raciste" - Le Huffington Post

Voter Les Républicains, c'est voter PS, Front de Gauche, Medef, FN.

- Ce tract de Laurent Wauquiez ressemble à s'y méprendre à ceux du FN - Le Huffington Post

Il n'y a vraiment pas de quoi se méprendre, c'est naturel.

C'est compatible et comestible. La vermine en est à "**manger son chapeau**".

Précisons qu'il n'était pas biodégradable, vous imaginez la suite... et fin.

- Régionales : des militants de gauche tractent pour Xavier Bertrand pour faire barrage au FN - Francetv info

"Cette fois-ci, il y a une particularité parce qu'il y a une urgence pour la région. Cette région ne doit pas passer aux mains de l'extrême droite", estime Julien Lecaille, conseiller communal EELV. Il milite avec Caroline Boissard-Vannier, colistière de Xavier Bertrand. "J'ai trouvé ça assez courageux parce que c'est quand même pas évident, reconnaît-elle. Il faut être au-delà de ça, c'est notre région." (Au-delà de ça, traduire au-delà de la lutte des classes. Pour les écologistes, elle a toujours rimé avec collaboration de classes, donc tout est dans l'ordre des choses, ce sont des réactionnaires. Que ne ferait-on pas pour vivre mieux en régime capitaliste... au détriment du reste de la population (et bien d'autres !), de qui ? Qu'est-ce que cela peut bien nous foutre franchement ? Ainsi pense le petit-bourgeois. - LVOG)

"On mange toujours un peu son chapeau quand on est écolo parce qu'on est minoritaire, juge Julien Lecaille. Je pense que tous

les responsables politiques doivent faire des efforts." Francetv info 11.12

Tout est possible quand votre appareil digestif et votre ambition personnelle vous tient lieu de conscience politique.

- Candidate de gauche aux régionales et patronne du Medef, c'est possible - LeMonde.fr

C'est l'une des petites curiosités des élections régionales : responsable du Medef à Montpellier, Marie-Thérèse Mercier, experte-comptable de 51 ans, est sur la liste Union de la gauche de Carole Delga. LeMonde.fr 11.12

Pourquoi pas la France ou la terre toute entière !

- Attentats de Paris : 7 millions de personnes touchées - LePoint.fr

On aura remarqué que des électeurs de minuscules communes éloignées de grandes villes avaient voté en masse pour le FN, alors qu'ils n'ont peut-être jamais vu de leur vie ou croisé un Arabe, un Africain ou un Asiatique, bref, un terroriste potentiel, car le matraquage institutionnel a été tel qu'ils se sentent dorénavant menacés. Etait-ce le but recherché ? Apparemment puisque gouvernement et médias en rajoutent une couche tous les jours pour pousser la population au racisme et à la xénophobie, à la guerre civile.

Pour les Palestiniens l'enfer dure depuis 67 ans, 14 ans pour les Afghans, 12 ans pour les Irakiens, et 5 ans pour les Libyens et Syriens...

- Attentats de Paris : Lydia, rescapée du Bataclan, raconte l'enfer qu'elle a vécu - Francetv info

ACTUALITÉ DU JOUR

L'état d'urgence en accusation.

- Etat d'urgence : le bâtonnier de Paris appelle à la défense des libertés publiques - Francetv info

"Il y a en ce moment quelque chose qui recule dans nos libertés publiques." Pour sa dernière grande prise de parole publique, le bâtonnier de Paris a appelé vendredi 11 décembre à la mobilisation pour la défense de libertés publiques. Me Pierre-Olivier Sur, qui cèdera sa place en janvier à Frédéric Sicard, après deux années à ce poste, a pris position, lors de la rentrée solennelle du premier barreau de France, alors que le débat sur les exigences sécuritaires et les libertés publiques agite la France, depuis l'instauration de l'état d'urgence, après les attentats du 13 novembre à Paris.

L'avocat a estimé que le recours à ce régime d'exception était "un subterfuge permettant à l'Etat de contourner le manque d'enquêteurs, de magistrats instructeurs et d'avocats". "Si les mesures de sûreté administratives sont évidemment nécessaires, rien ne justifie qu'on déroge au droit. Plus que jamais, nous avons un rôle à jouer", a-t-il lancé.

S'adressant à la ministre de la Justice assise à quelques mètres de lui, il a de nouveau "exigé" des pouvoirs publics "que l'état d'urgence soit limité dans le temps, que les procédures prévoient le respect des droits de la défense et soient soumises au juge judiciaire" pour éviter toute dérive. Francetv info 11.12

Il existe un argument imparable pour contrer l'état d'urgence : Les manifestations commerciales qui brassent des dizaines de milliers de personnes sont autorisées, mais les manifestations à caractère sociale ou politique sont interdites, ce qui suffit à démontrer les véritables intentions que recouvre cette mesure : museler le mouvement ouvrier, le neutraliser. L'état d'urgence avait pour seul objectif de restreindre les droits politiques des travailleurs au moment où la politique du gouvernement était rejeté par toutes les couches exploitées.

C'était donc une décision politique tournée contre les travailleurs. Qui visait d'autres les coups d'Etat terroristes de janvier et novembre, à qui devaient-ils profiter ? On a la réponse.

Dictature. Quand le contenu de votre ordinateur peut vous envoyer en prison.

En Ukraine, c'est l'apologie du communisme qui vous vaudra le même traitement. Demain en France ? Pour nous il n'existe qu'un seul coupable : Les institutions de la Ve République et les partis qui y participent qui sont coupables de la violente régression

sociale qui frappe de plein fouet les couches les fragiles du prolétariat, sans compter les guerres dans lesquels ils sont engagés ou le soutien qu'ils leur ont accordé.

- Aube: un proche de la famille Mostefaï condamné pour apologie du terrorisme - AFP

Un habitant de Romilly-sur-Seine (Aube), considéré comme proche de la famille d'Omar Ismaïl Mostefaï, l'un des assaillants du Bataclan, a été condamné vendredi à Troyes à trois ans et demi de prison ferme pour apologie du terrorisme, a-t-on appris par son avocat.

Le tribunal correctionnel de Troyes est allé au-delà des réquisitions du procureur qui avait réclamé trois ans de prison dont un ferme à l'encontre de l'homme de 33 ans poursuivi pour apologie du terrorisme et recel d'images portant atteinte à l'intégrité physique de personnes.

Le prévenu, jugé en comparution immédiate, a été reconduit en prison à l'issue de l'audience. "Nous allons faire appel pour que ce dossier arrive devant des magistrats qui sauront l'examiner de façon moins passionnelle", a expliqué à l'AFP Christian Chevalot-Sylvestre, l'avocat du prévenu.

"Si l'apologie de terrorisme est matériellement caractérisée, la radicalisation supposée de mon client n'est absolument pas avérée", a-t-il poursuivi.

L'homme, connu de la justice pour des délits de droit commun, notamment des trafics de stupéfiants et des violences conjugales, avait été interpellé le 17 novembre à Romilly-sur-Seine par les gendarmes de la section de recherche de Reims.

Les militaires avaient découvert dans l'ordinateur du prévenu, qui avait été repéré pour avoir fait la promotion du terrorisme islamiste sur des sites internet, de nombreuses images et vidéos jihadistes, notamment des scènes de décapitation ou de tirs contre des soldats américains. AFP 11.12

Nous accusons le président de la République française, François Hollande, son Premier ministre, Manuel Valls, de complicité de "promotion du terrorisme islamiste" pour avoir maintenu dans ses fonctions le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, après qu'il eut déclaré le 13 décembre 2012 dans le journal Le Monde que la branche armée d'al-Qaïda en Syrie, le Front al-Nosra "*faisait du bon boulot*", tandis qu'ils massacraient le peuple syrien et détruisaient la Syrie. Nous accusons Laurent Fabius d'être le porte-parole du terrorisme au sein de l'appareil d'Etat.

J'ai du mal à comprendre pourquoi les avocats de la défense ne sortent pas cet argument, ce fait connu de tous. En fait la déclaration de Me Pierre-Olivier consistait davantage à défendre les intérêts des avocats, une déclaration purement corporatiste en somme, il le dit lui-même lorsqu'on l'écoute attentivement.

Qui complot contre le peuple ? La culture du secret d'Etat.

- Plus de 288.000 documents classés "secret défense" en France - Reuters

Plus de 288.000 documents sont classés "secret défense" en France et concernent pour leur grande majorité les ministères de l'Energie et de la Défense, selon un rapport publié vendredi par le secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN).

Au total, 288.334 dossiers étaient classifiés au niveau "secret défense" au 1er janvier 2015 et 413.235 personnes, soit 6% des Français, étaient habilitées à y avoir accès, selon ce document inédit de ce service qui dépend du Premier ministre.

"Le secret de la défense nationale sert majoritairement et prosaïquement à la protection d'installations sensibles : centrales nucléaires, usines chimiques, réseaux de communication", souligne le secrétaire général, Louis Gautier, dans le rapport. "On est loin des fantasmes de cabinet noir".

Cinquante pour cent des documents classifiés au niveau "secret défense" - qui se situe entre le niveau "confidentiel défense" et le "très secret défense" - concernent le ministère de l'Energie, 44% le ministère de la Défense, 4% le ministère de l'Intérieur et 2% les autres ministères.

Au terme d'un délai minimum de cinquante ans et après décision de l'"autorité émettrice", les documents peuvent être déclassifiés à partir du moment où les intérêts fondamentaux de l'Etat qu'ils sont chargés de protéger ne sont plus en jeu.

Entre-temps, des dérogations sont toutefois possibles notamment dans le cadre de recherches scientifiques ou historiques. L'an dernier, le SGDSN a déclassifié le contenu de "109 cartons d'archives et 25 documents isolés". Reuters 11.12

Endetté à la vie et à la mort.

- Un Américain sur cinq mourra endetté -sputniknews.com

Selon un sondage, plus de 21% des Américains ne croient pas pouvoir satisfaire leurs créanciers avant la fin de leur vie.

Un Américain sur cinq mourra endetté, rapporte le portail MarketWatch, se référant à une étude du portail CreditCards.com et du centre de recherche Employee Benefit Research Institute.

Selon l'étude, plus de 21% des 1.000 Américains interrogés ne croient pas pouvoir rembourser tous leurs crédits, y compris les crédits auto, les cartes de crédit, les prêts étudiant, et d'autres prêts avant la fin de leur vie. Ce chiffre a augmenté de 3% en un an, soulignent les analystes du portail.

Employee Benefit Research Institute constate que 13% des salariés américains et environ 9% des retraités ont de "graves problèmes" avec leurs dettes. 38% des salariés et 22% des retraités ont de "petits problèmes".

Selon CreditCards.com, la raison principale de cette tendance négative est la hausse de la dette hypothécaire. Selon les experts du portail, une autre raison de haut risque d'endettement est liée au fait que de nombreux Américains ne cherchent pas à s'affranchir de leurs dettes avant leur départ à la retraite. 54 ans est l'âge moyen auquel ils s'attendent à être libérés de toutes leurs dettes. Cependant, environ 50% des Américains estiment qu'ils ne pourront rembourser leurs dettes qu'à l'âge de 61 ans. -sputniknews.com 12.12

ACTUALITE EN TITRES

Ils sont détraqués, on s'en était aperçu, merci.

- Le cerveau des gens populaires fonctionne différemment, c'est tout - Slate.fr

Les asiatiques vivent mieux, "**une très mauvaise nouvelle pour la planète**".

- En Asie, l'appétit pour la viande va peser lourdement sur le climat - AFP

Le changement climatique est la dernière chose à laquelle pense Maya Puspita Sari en mangeant un steak et des glaces, naguère un luxe pour des millions d'Indonésiens. Pourtant, l'explosion en Asie de la consommation de ces produits issus de l'élevage est une très mauvaise nouvelle pour la planète. AFP 11.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

- Accord entre Athènes et ses créanciers et déblocage de fonds - Reuters

La Grèce et ses créanciers sont tombés d'accord sur une série de mesures de réformes, ce qui permettra à Athènes d'obtenir le versement d'une tranche d'un milliard d'euros dans le cadre du plan d'aide international octroyé au pays, a annoncé vendredi le ministre des Finances Euclid Tsakalotos.

L'accord porte sur la structure d'un nouveau fonds de privatisation, sur les modalités de la restructuration du secteur public de l'électricité et sur la manière d'ouvrir le marché de créances douteuses, a-t-il précisé, ajoutant que le Parlement se prononcera mardi sur le texte.

Des représentants de la Commission européenne, du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque centrale européenne (BCE) et du Mécanisme européen de stabilité (MES) étaient à Athènes pour finaliser l'accord.

Les discussions ont permis d'aboutir à un accord sur la structure d'un nouveau fonds de privatisation, dont les revenus seront alloués au soutien à l'investissement et au remboursement d'une partie de la dette publique.

"Le nouveau fonds sera doté d'un conseil de surveillance, qui sera nommé par le gouvernement et les créanciers", a déclaré une source gouvernementale à Reuters.

Athènes nommera trois membres du conseil de surveillance et les créanciers les deux autres mais chacune des deux parties disposera d'un droit de veto, a-t-elle précisé.

Le conseil de surveillance nommera l'équipe de direction du fonds, qui regroupera l'agence de privatisation actuelle (HRADF), le fonds de soutien au secteur bancaire grec, des actifs immobiliers et les participations de l'Etat dans des entreprises publiques, a-t-elle ajouté.

Athènes et ses créanciers se sont par ailleurs entendus sur l'acquisition par l'Etat d'au moins 51% du capital d'ADMIE, l'opérateur du réseau électrique grec, pour l'instant filiale à 100% de la compagnie d'électricité PPC.

Le reste du capital d'ADMIE est appelé à être cédé au privé, a dit un responsable du ministère de l'Energie.

PPC est elle-même contrôlée à 51% par l'Etat.

Le gouvernement Tsipras avait interrompu la procédure de vente de 66% d'ADMIE après avoir remporté les élections en janvier. Il avait ensuite accepté, dans le cadre de l'accord de renflouement conclu cet été, de relancer la procédure ou de trouver un autre moyen de libéraliser le marché de l'électricité.

Une participation de 20% du capital d'ADMIE sera vendue à un investisseur privé et 29% supplémentaires seront placés en Bourse d'Athènes, a précisé le haut fonctionnaire du ministère de l'Energie.

ADMIE est valorisé actuellement à 900 millions d'euros environ et Athènes va lancer une procédure d'évaluation indépendante, afin de déterminer le prix à verser à PPC. On ignore pour l'instant comment l'Etat financera l'opération.

Après cet accord, la Grèce devra encore lancer d'autres mesures de réformes, dont une vaste restructuration de son système de retraites, afin d'arriver à la conclusion du premier examen par ses créanciers des conditions attachées au plan d'aide et espérer ainsi pouvoir ouvrir des discussions sur un allègement de la dette.

2- Turquie

- En Turquie deux enfants jugés pour diffamation contre Erdogan - sputniknews.com

Deux garçons de 12 et 13 ans sont accusés d'avoir arraché des affiches à l'effigie du dirigeant turc Recep Tayyip Erdogan.

En Turquie deux cousins identifiés par des initiales R.Y et R.T. sont jugés pour diffamation contre le président Recep Tayyip Erdogan. Ils risquent d'être condamnés à deux ans et quatre mois de prison chacun. Le procès s'est ouvert mardi.

Les mineurs ont été arrêtés le 1er mai pour avoir arraché des affiches à l'effigie du président sur une route dans la province de Diyarbakir, située dans le sud-est de la Turquie.

Dans sa déclaration, R.Y. a avoué que son cousin et lui avaient décidé d'arracher les affiches au portrait d'Erdogan juste pour les vendre à des recycleurs.

"On n'a pas fait attention à celui qui était sur la photo. Nous voulions juste les enlever pour les vendre à des recycleurs", a indiqué R.Y.

L'avocat des mineurs Ismail Korkmaz, cité par le Daily News, a déclaré que les enfants avaient du mal à comprendre qui était sur les affiches. "C'est consternant de voir deux enfants poursuivis en justice pour avoir arraché une affiche du président", a-t-il ajouté, qualifiant le système juridique turc d'illibéral.

Ce n'est pas pour la première fois que des enfants sont arrêtés pour avoir "insulté" le président turc. Un garçon de 15 ans a été interpellé fin octobre pour la même raison dans la province turque de Kayseri, a auparavant rapporté l'agence turque Cihan n'ayant pas précisé en quoi consistait "l'insulte" à M. Erdogan.

La loi turque ne permet pas d'insulter le président, les coupables risquent une peine de quatre ans de prison. sputniknews.com 12.12

3- Ukraine

- Ukraine: manifestations à Kiev contre le Premier ministre - sahartv.ir

Des centaines d'habitants de Kiev sont descendus, ce vendredi, dans la rue pour manifester en protestation contre le Premier ministre ukrainien.

Des centaines d'habitants de Kiev, la capitale ukrainienne, se sont rassemblés devant le parlement pour exiger le départ du Premier ministre Arseniy Yatseniuk.

Arseniy Yatseniuk a rejeté la proposition du président Petro Porochenko de rejoindre un nouveau parti pour lequel il avait mis au point un programme.

Selon ce rapport, Petro Porochenko a rejeté la démission de Yatseniuk avant l'adoption du budget et la réalisation des réformes économiques. sahartv.ir 11.12

4- Russie

4.1- Le front des sanctions anti-russes se fissure - sahartv.ir

Simultanément à l'augmentation du coût de la confrontation russo-occidentale, la prolongation des sanctions de l'UE contre la Russie a été suspendue.

Les sanctions, qui ont été imposées, en 2014, par l'UE, à la Russie, à la suite de la séparation de la Crimée de l'Ukraine, avant de son rattachement à la Russie, expireront, le 31 décembre de l'année en cours.

Ces sanctions devaient se prolonger, automatiquement, de 6 mois, lors la réunion de mercredi, à Bruxelles, des ambassadeurs des pays membres de cette Union, mais, à la demande de l'Italie, cette question a été retirée de l'ordre du jour.

L'Italie a demandé des discussions, lors de la réunion de la semaine prochaine des dirigeants de l'UE, sur la prolongation des sanctions contre la Russie.

Les sanctions de l'UE et de ses partenaires font partie des actions qui se poursuivent, à la suite du déclenchement de la crise ukrainienne, dans le but de faire pression sur la Russie.

Ces mesures punitives, qui se sont vues confrontées à la réponse de Moscou, ont causé des préjudices aux deux parties, notamment, la Russie et l'UE, qui sont, naturellement, des partenaires stratégiques.

La poursuite du coût de la confrontation avec la Russie est inacceptable, pour l'UE, notamment, pour des pays, comme l'Italie, qui sont toujours aux prises avec une crise financière.

Et c'est, peut-être, pour cette même raison, que Matteo Renzi a été le premier dirigeant européen à se rendre, en mars, et après le déclenchement de la tension entre l'Occident et la Russie, dans ce pays, tandis qu'actuellement, à la demande de Rome, la prolongation des sanctions contre Moscou a été reportée.

Pour des pays, comme l'Italie, il est impossible de renoncer aux larges relations commerciales d'envergure avec la Russie.

Sa dépendance vis-à-vis des ressources énergétiques russes a rendu difficile l'alignement de Rome sur le front anti-russe, dirigé par Washington. Il essaie, donc, de développer, malgré les sanctions occidentales imposées à la Russie, ses relations commerciales avec Moscou.

La Russie espère briser le mur érigé entre Moscou et l'Occident, via le renforcement des coopérations avec des pays, comme la Grèce et l'Italie.

Le report des sanctions contre la Russie peut être provisoire, et adopté, lors du prochain sommet de l'UE, mais, en tout état de cause, il peut être le signe d'une divergence de vues, sur la poursuite d'une confrontation, dont le coût augmente de jour en jour. sahartv.ir 11.12

4.2- Menaces en Syrie: Poutine ordonne à l'armée russe une «extrême fermeté» - 20minutes.fr

Le président Vladimir Poutine a ordonné vendredi à l'armée russe de répondre avec une « extrême fermeté » à toute force qui la menacerait en Syrie, près de trois semaines après la destruction par l'aviation turque d'un bombardier russe près de la frontière syrienne.

« J'ordonne d'agir avec une extrême fermeté », a déclaré Vladimir Poutine lors d'une réunion avec les responsables du ministère de la Défense. « Toute cible menaçant les unités russes ou nos infrastructures au sol sera détruite immédiatement ».

« Il est important de coopérer avec tout gouvernement qui est réellement intéressé par l'élimination des terroristes », a-t-il toutefois poursuivi, citant comme exemple l'accord pour éviter les incidents dans le ciel syrien conclu avec la coalition internationale menée par les États-Unis.

La Russie avait déjà pris des mesures supplémentaires pour protéger ses avions en Syrie après le crash le 24 novembre d'un Su-24, abattu par l'aviation turque près de la frontière syrienne, une action qui a provoqué une grave crise dans les relations entre Moscou et Ankara.

Les bombardiers russes effectuent ainsi désormais leurs missions en Syrie sous la protection de chasseurs. Des systèmes de DCA S-400 ont été déployés sur la base aérienne de Hmeimim, dans le nord-ouest de la Syrie. Le croiseur lance-missiles Moskva, navire-amiral de la flotte de la mer Noire, mouille également depuis l'incident au large de Lattaquié. 20minutes.fr 11.12

5- Irak

- Irak: le Pentagone déclare la guerre au Hezbollah - sahartv.ir

Les Etats-Unis ont révélé au grand jour qu'ils entameront des missions de combat, à Al-Anbar, en Irak, où ils vont interdire, avec la collaboration du gouvernement de Haïdar al-Abadi, l'entrée des forces de la mobilisation populaire, à l'Ouest du pays.

Quelques mois après les fuites, sur la nature du rôle réel que comptent jouer les Etats-Unis, en Irak, avec la coordination et la collaboration du gouvernement d'Al-Abadi, le ministre américain à la Défense, Ashton Carter, a révélé que son pays compte utiliser des hélicoptères de combat contre le groupe terroriste Daech, pour reprendre le contrôle de la ville de Ramadi, si Bagdad le réclame.

Pendant ce temps, des informations de presse ont confirmé que 200 soldats US sont arrivés, à la base d'Ain el-Assad, à l'Ouest de Ramadi. Ils mèneront des missions de combat spéciales, dans ladite zone. S'exprimant, devant la commission des forces armées, au Congrès US, Carter a dit que son pays était prêt à assister l'armée irakienne, en fournissant des moyens supplémentaires. L'objectif est de terminer la mission, à Ramadi, avec l'aide d'hélicoptères de combat et des conseillers militaires, qui escortent" les forces irakiennes. Et de poursuivre: "Les hélicoptères seront utilisés, si le Premier ministre Haïdar al-Abadi le réclame, et si les conditions le nécessitent".

Dans ce cadre, un responsable du Pentagone a fait savoir que les hélicoptères "Apache" seront déployés, s'ils s'avèrent nécessaires, pour trancher la bataille, qui dure depuis des mois. Alors que des informations de presse ont fait état de 3.500 conseillers militaires US, déployés, dans les derniers mois, en Irak, d'autres informations confirment que le nombre réel serait de 10.000 effectifs, dont des unités de combat, répartis, sur cinq bases, en Irak, avec l'approbation totale de Haïdar Al-Abadi.

Plus encore, les informations ont évoqué des promesses US, faites par le Président Barack Obama, à Al-Abadi, selon lesquelles les forces américaines sont prêtes à libérer l'Ouest de l'Irak, avant fin 2015. Mais l'intervention russe et la bulle de la chambre de coordination quadripartite, à Bagdad, qui regroupe l'Iran, la Russie, l'Irak et la Syrie, auraient créé la confusion, chez la partie US, et entravé l'application de la promesse américaine. Il est clair, à la base de l'entente entre les gouvernements de Bagdad et de Washington, que le mouvement des forces de la mobilisation populaire a été entravé, en termes de financement et soutien logistique, pour les empêcher de poursuivre la libération de Diyala, Salahedine, arrivant à Al-Anbar et Ninive.

Par ailleurs, le ministre de la Défense américain a invité la communauté internationale à multiplier les efforts contre Daech, se disant déçu des "alliés arabes sunnites", capables de contribuer, encore, plus, dans les efforts de lutte contre Daech, a-t-il dit, citant, en l'espèce, l'Arabie saoudite et les pays du Golfe. Et de révéler avoir réclamé de ces pays des forces spéciales, des avions de reconnaissance et de combat, des armes et des munitions. Pour sa part, il a indiqué que la Turquie doit faire de son mieux, pour contrôler ses frontières, facilement, infiltrées de plusieurs endroits. Il a même appelé la Russie à se tenir du "bon côté", dans la guerre, en Syrie, en concentrant les frappes sur le groupe terroriste.

Dans le même cadre, le site Al-Mada Press a rapporté de source du commandement des opérations d'Al-Anbar, que "des avions de transport militaires de l'armée US ont atterri, à l'aéroport Aïn el-Assad, (170 km, à l'Ouest de Ramadi), et transporté 200 soldats américains de forces spéciales. Ces avions ont, également, transporté des cargaisons d'armes et de munitions de combat.

De son côté, le délégué du Président américain, pour les affaires de la coalition internationale contre Daech, Brit McGork, a dit que la coalition étudie la possibilité d'envoyer des forces américaines, en Irak, avec l'aval du gouvernement irakien. Tout en expliquant que les forces US ne seront pas déployées, dans les villes et les rues, il a indiqué qu'il existe une coordination entre la coalition internationale et les forces de la mobilisation nationale, dans la province de Ninive. Pendant ce temps, les forces irakiennes ont envoyé des forces supplémentaires à la région de Taamim, au Sud-Ouest de Ramadi, pour consolider leurs victoires, dans cette région. sahartv.ir 11.12

6- Palestine occupée

La routine en Palestine occupée avec le soutien des puissances occidentales.

- Nouvelles violences dans les Territoires: trois Palestiniens tués - AFP

Les Territoires palestiniens ont connu vendredi une nouvelle journée de violences et de manifestations au cours desquelles trois Palestiniens ont été tués, deux dans des heurts avec les soldats israéliens, l'autre dans une tentative d'attentat à la voiture-bélier.

Hébron, poudrière du sud de la Cisjordanie occupée, ainsi que ses environs ont concentré une grande part des violences des dernières semaines. Deux Palestiniens ont été tués à Hébron même et aux alentours.

Le troisième a trouvé la mort dans la bande de Gaza lors des affrontements hebdomadaires avec les soldats israéliens postés de l'autre côté de la barrière de sécurité qui enferme l'enclave, séparée de la Cisjordanie par le territoire israélien.

Depuis le 1er octobre, les attentats - au couteau dans leur très grande majorité, mais aussi à la voiture-bélier et à l'arme à feu - et les affrontements ont fait 116 morts palestiniens, dont un Arabe israélien, 17 Israéliens ainsi qu'un Américain et un Erythréen, selon un décompte de l'AFP.

La majorité des Palestiniens tués l'ont été en commettant ou tentant de commettre des attaques, selon les autorités israéliennes. En l'absence de toute perspective de règlement politique négociée, cet enchaînement ne donne aucun signe de ralentir.

Les nouvelles violences sont intervenues lors de la traditionnelle journée de mobilisation du vendredi, durant laquelle les manifestations dégénèrent invariablement depuis des semaines.

Issa Haroub, 57 ans, a lancé sa voiture contre un check-point israélien installé à Halhul, au nord de Hébron, selon l'armée israélienne. Les soldats l'ont aussitôt tué.

A Hébron même, la plus grande ville de Cisjordanie, Oudaï Irshaid, 22 ans, a été tué lors d'affrontements avec les soldats israéliens, selon le ministère palestinien de la Santé.

Sa soeur Dania, 17 ans, avait été tuée par des policiers israéliens fin octobre après s'être approchée d'eux en brandissant un couteau près du très sensible tombeau des Patriarches, lieu saint pour juifs et musulmans et centre névralgique des violences à Hébron. C'est là où 500 colons juifs vivent retranchés sous haute protection militaire israélienne parmi 200.000 Palestiniens.

Dans la bande de Gaza, Sami Maadi, 41 ans, a été atteint par des projectiles israéliens lors de violences à l'est du camp de réfugiés d'Al-Bureij, a dit à l'AFP le porte-parole du ministère de la Santé dans le territoire, Achraf al-Qodra. Douze autres manifestants ont été blessés, a-t-il ajouté.

Ces heurts ont éclaté après des défilés qui ont mobilisé des milliers de manifestants dans plusieurs villes à l'appel du Hamas, le mouvement islamiste qui gouverne le territoire et marquait son 28ème anniversaire.

"La meilleure façon de libérer la Palestine est de résister par tous les moyens, en premier lieu, par le combat armé", a martelé Khalil al-Haya, membre de la direction du Hamas.

Des heurts ont eu lieu à travers toute la Cisjordanie. Dans le village de Silwad, près de Ramallah, les Palestiniens ont manifesté pour réclamer qu'Israël rende à leurs proches les corps qu'il détient. Israël conserve des dizaines de dépouilles de Palestiniens accusés d'attentat.

"S'ils comptent nous faire souffrir en volant les corps, nous les ferons souffrir en restant patients et déterminés", a dit à l'AFP Bassam Hamad, père de Anas, 19 ans, tué la semaine dernière après avoir tenté de renverser des soldats avec son véhicule.

Les manifestants ont buté sur des jeeps de l'armée israélienne, qu'ils ont caillassées, recevant en retour des tirs de grenades lacrymogènes, de balles caoutchoutées, puis de balles réelles. Une vingtaine de jeunes ont été blessés, selon

des secouristes du Croissant-Rouge sur place.

Dans le nord du territoire, au check-point d'al-Jalameh qui relie la Cisjordanie à Israël, un Palestinien a ouvert le feu sur des gardes israéliens, a indiqué le ministère israélien de la Défense. Il n'a pas fait de blessé mais les gardes ont riposté et l'ont atteint. Le tireur est parvenu à s'enfuir et a été hospitalisé blessé, selon des sources policières palestiniennes.

Fait rare, dans la nuit, les soldats israéliens ont mené un raid au coeur de Ramallah, siège de l'Autorité palestinienne sous contrôle exclusif palestinien et interdit aux forces israéliennes en vertu des Accords d'Oslo de 1993.

Des dizaines de soldats ont perquisitionné un magasin fournissant les laboratoires médicaux et scientifiques en matériel. Ils ont emporté des caméras de surveillance et des ordinateurs, ont dit des témoins. Des dizaines de jeunes ont lancé des pierres sur les soldats qui ont répliqué par des tirs, faisant trois blessés, ont-ils dit. L'armée israélienne a parlé d'opération de "routine". AFP 11.12

Tous les jours on lit ce genre d'articles qui nous attristent énormément ou nous rendent fou de rage, idem pour le Yémen. On aura noté que la plupart des agressions palestiniennes n'entraînent que des blessures à leurs victimes, alors que les sionistes excécutent sur place leurs agresseurs, même s'ils ne présentaient pas une menace ou s'ils auraient pu les maîtriser autrement, ils se livrent à un massacre, un de plus.

7- Yémen

- Frégate saoudienne anéantie par l'armée yéménite - sahartv.ir

«La 7ème frégate de la coalition d'agression contre le Yémen a été anéantie par les unités de missiles de l'armée et les comités populaires yéménites, au large de Markha, dans la province de Taëz.

Ces attaques se sont déroulées, avec succès, après avoir bien localisé la frégate en question», selon le rapport de l'agence de presse yéménite, Saba.

Ces opérations ont été menées, dans le droit fil du droit légitime du Yémen à défendre son territoire et sa souveraineté.

Dans le même temps, les frégates saoudiennes ont pilonné des localités, dans la zone de Markha, tandis que les localités d'Al-Charidjah et d'Al-Jadidi, non loin de Zabab, étaient prises pour cible, par les avions de combat saoudiens. sahartv.ir 11.12

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Fin d'une grève de 51 jours dans une clinique de Montauban - AFP

Les grévistes d'une clinique de Montauban (Tarn-et-Garonne), en grève depuis 51 jours, ont signé vendredi soir un protocole de fin de conflit avec la direction, a-t-on appris auprès de la CGT.

L'accord comprend notamment "trois embauches d'aide-soignants et une réorganisation des conditions de travail", a indiqué à l'AFP Lina Desanti, secrétaire générale de l'union CGT départementale.

Il scelle aussi "la fin de toutes les grilles de salaires en dessous du SMIC", une évolution des salaires "tous les deux ans" au lieu de huit auparavant, ainsi qu'une prime de 400 euros.

Jusqu'à 183 salariés sur 500, soit "pratiquement 80% du personnel soignant", ont cessé le travail dans cette polyclinique pour défendre "les salaires et les conditions de travail", un nombre qui s'était réduit à 134 ces derniers jours, a indiqué M. Couderc.

Début décembre, 100 à 150 manifestants avaient occupé le hall de l'Agence régionale de santé (ARS) de Toulouse, avant d'être reçus par une délégation de la directrice générale. AFP 11.12

ECONOMIE

Chimie.

- Enorme fusion de Dow Chemical et DuPont pour devenir le numéro deux la chimie - 20minutes.fr

Un mariage entre deux géants pour devenir un molosse de la chimie. Dow Chemical et DuPont, fabricants américains notamment de pesticides, d'OGM, de l'isolant thermique Styrofoam et de la fibre synthétique Kevlar, ont officialisé vendredi leur fusion, quasiment à égalité, en un groupe valant 130 milliards de dollars et baptisé DowDuPont.

Une fois combinées, les deux entreprises prévoient de se séparer en trois entités cotées en Bourse séparément, et donc potentiellement cessibles: une pour l'agriculture, une pour la chimie de spécialité et une pour la science des matériaux. Avec cette opération, Dow et DuPont espèrent répondre à la chute des prix des matières premières et au ralentissement de grandes économies émergentes (Chine et Brésil) qui ont entamé la rentabilité du secteur.

Les deux entreprises, qui espèrent que l'opération leur permettra d'augmenter leur valeur boursière d'environ 30 milliards de dollars, visent également des synergies de croissance de l'ordre de 1 milliard de dollars. DuPont prévoit parallèlement un vaste plan de réduction de coûts dès 2016 de l'ordre de 700 millions de dollars, qui passera notamment par la suppression de 10% des effectifs.

L'entreprise, qui employait environ 54.000 personnes fin 2014, prévoit de passer à l'occasion une provision de 780 millions de dollars, dont 650 millions dédiés aux coûts de licenciements et 130 millions liés à des charges sur des actifs et des fins de contrats.

Dow Chemical prévoit de son côté de racheter la totalité de la co-entreprise spécialisée dans les silicones formée en 1943 avec Corning, Dow Corning. L'actuel PDG de Dow Chemical Andrew Liveris, deviendra président exécutif de la nouvelle entreprise et son homologue chez DuPont, Edward Breen, prendra le poste de directeur général. 20minutes.fr 11.12

[Haut de page ↗](#)

Le 14 décembre 2015

CAUSERIE

Nous n'actualiserons plus ce portail qu'occasionnellement, on ne va perdre son temps ou les quelques années qu'il nous reste à vivre à nous battre pour une cause perdue d'avance jusqu'à nouvel ordre. On prend acte que quoi que nous disions, quoi que nous fassions, quoi que nous proposons, quelle que soit l'attitude qu'on avait adoptée, en dehors d'une poignée de militants, cela n'intéresse personne, et bien qu'il en soit ainsi.

Messieurs Hollande, Valls, Sarkozy, à qui dit-on merci ? A la famille Le Pen qui vous ont permis de sauver la mise, sans oublier le Front de gauche et les appareils vendus des syndicats.

Au fait les syndicats viennent de démontrer (si nécessaire) qu'ils n'avaient rien d'indépendants, qu'ils étaient en réalité liés aux partis de l'ordre LR et PS, alors comment faut-il caractériser ceux qui prétendent le contraire et mènent campagne dans le but de préserver leur indépendance qui n'existe pas ? Des escrocs au service du régime. Quant aux syndicats apolitiques, ils ne sont pas davantage indépendants de l'Etat, ils estiment que le régime en place leur convient et que pour cette raison, ils n'ont pas à faire de politique.

- Régionales : à Paris, à gauche on vote à droite, et à droite on vote à gauche - Francetv info

- Le PS limite la casse en conservant cinq régions - AFP

- Elections régionales : en coulisses, Sarkozy triomphe - LeParisien.fr

- Elections régionales : Xavier Bertrand remercie la gauche - LeParisien.fr

- En Paca, Estrosi profite à plein du retrait de la gauche face à Maréchal-Le Pen - AFP

Ils ont de la chance que les masses ne soient pas en mesure de donner une orientation politique à leur rejet de la politique du gouvernement dictée par l'oligarchie financière.

Elles en sont toujours au stade où elles savent ce qu'elles ne veulent plus, tout en sachant plutôt moins que plus ce qu'elles veulent

en l'absence de direction, ce qui la fait osciller entre résistance désordonnée et neutralité passive qui traduisent la confusion dans laquelle elle baigne en guise de conscience politique.

Elles ont été éduquées de manière à ce qu'elles soient incapables d'imaginer une issue politique au-delà du capitalisme et ses institutions ou qu'il serait possible de changer de société. Dans quel contexte ou qu'est-ce qui l'explique, sinon que le régime leur accorde encore les moyens de continuer de vivre relativement confortablement sans se soucier de ce qui se passe autour d'elles ou ailleurs. Il faut croire que leur mode de vie leur convient ou qu'elles en tirent encore suffisamment de satisfactions. Et ce n'est pas le mouvement ouvrier totalement subordonné au capitalisme et réduit à lutter uniquement pour des revendications alimentaires qui les démentira. Dans ces conditions, qu'en ont-elles à en attendre ? Rien puisqu'il est aussi corrompu.

Ce sont les nantis qui ont été votés dimanche, et parmi eux il y en a qui ont estimé qu'il était plus confortable de ne pas aller voter pour sauver les apparences ou se donner bonne conscience.

Nous n'avons rien d'autres à ajouter, nous nous en tenons à la ligne politique que nous avons définie contre les institutions de la Ve République.

Tout ça pour ça !

Pour qui roule le FN ?

Pour le PS quand c'est LR qui est aux commandes et vice versa. C'est pratique, ils se partagent les rôles et les places, ils ont monté en épingle le FN qu'ils s'emploient ensuite à diaboliser pour que face à lui ne reste qu'un candidat qui sera forcément élu.

Et cerise sur le gâteau, la pseudo-gauche ou gauche de la gauche est de la partie, ainsi elle se discrédite auprès des travailleurs en marchant dans cette combine pourrie, leurs militants apparaissant comme les suppôts de leurs ennemis auxquels ils avaient refusé d'accorder leurs suffrages, ce qui vaudra à ses parasites du mouvement ouvrier de connaître le même sort ou de demeurer éternellement marginalisés ou ultra minoritaires.

Ils ont décidé de vous pourrir la vie en se lançant dès maintenant dans la course à la présidentielle de 2017 !

- Après des régionales sans véritable vainqueur, cap sur la présidentielle - AFP

- Pierre Laurent (PCF), a réclamé un "vrai changement de cap", le porte-voix du Parti de gauche Jean-Luc Mélenchon appelant à un "véritable front populaire" pour 2017. AFP 13.12

Avec le PS, c'est-à-dire LR ? Ils avaient encensé Syriza et Tsipras avant que la véritable nature réactionnaire de ce parti et de son dirigeant ne soit mis en lumière, et voilà qu'ils l'imitent, quoi de plus naturel en somme.

Le plus navrant, c'est le manque absolu de rigueur et de principes de la part des militants qui malgré tout continuent de cautionner tous ces partis, ils ne pourront pas dire une fois de plus qu'ils ne savaient pas.

En tout état de cause, dans l'état actuel des choses notre combat est perdu d'avance, sauf à croire au miracle qui ne produira pas.

[Lu dans un article.](#)

- "Le vote FN n'est qu'un symptôme du naufrage, pas le naufrage lui-même."

Quel naufrage ? De quoi ? Pourquoi prend-il cette forme ?

Le capitalisme en crise devenue permanente et le système financier mafieux que l'oligarchie financière a mis en place auquel tous les partis institutionnels sont soumis, afin qu'il ne s'effondre pas et de renforcer son pouvoir politique, tout en concentrant toujours plus le capital entre les mains d'une infime minorité et exerçant un contrôle renforcé de la population au moyen de la terreur.

Le naufrage est celui de la civilisation humaine entraînée par la dégénérescence du capitalisme conduisant au chaos, à la guerre et à la barbarie, il faut croire qu'aucune génération ne devait échapper à la guerre au cours de son existence en régime capitaliste, on pourrait se demander pourquoi il n'est pas universellement condamné tant il est criminel, cruel et cynique. C'est là qu'on mesure la distance qui existe entre le régime liberticide qui nous est imposé par la contrainte, la force, et la liberté à laquelle on aspire.

[La réaction « à visage humain »](#)

Il n'y a pas de fascisme « à visage humain »

- La « peste brune » à nos portes ? No pasarán ! Si nous faisons ce qu'il faut... Jean Ortiz - legranddoir.info

Il n'y a pas de fascisme « à visage humain », alors inventons-le monsieur Ortiz, universitaire de son état et membre du PCF.

Au lieu de vous proposer son article qui a donné la nausée à la plupart de ses lecteurs, je reproduis les commentaires qu'il a déclenchés chez des militants ou ex-militants du PCF.

10/12/2015 à 20:25 par triaire

- Je n'en reviens pas, monsieur Ortiz...Vous demandez donc aux gens de voter pour les sagouins qui ont mis le FN en place.. ces mêmes sagouins voleurs, menteurs, bellicistes..et le tout sans exiger rien, pas même d'écrire dans la constitution la révocation des élus menteurs sur leur programme...

Et bien, je ne vous suis pas du tout, je ne donnerai plus jamais ma voix à des gens qui font carrière au lieu de s'occuper du bien public et qui calculent que la Marine les fera élire sans problème en 2017 avec les mêmes droits quasi divins.

10/12/2015 à 21:22 par Palamède Singouin

- Dans l'immédiat : Aux urnes dimanche !

??????? Alors qu'il ne reste plus en lice que des listes de droite (PS inclu) !!!!!

Jean, je me souviens de ton appel aux Palois (que je n'ai pas suivi) à voter Chirac en 2002....Ne me dis pas que tu irais maintenant voter Estrosi en PACA Dimanche ????? Ne me dis pas non plus que tu crois à une différence profonde entre la FN, LR et le PS.

10/12/2015 à 21:22 par macno

- « Aux urnes dimanche ! »

Pour y faire quoi ?
Choisir entre la peste et le choléra ?
Entre Estrosi et Marion Le Pen ?
C'est un effrayant cauchemar...

Jean Lévy dans un article sur le site Comité Valmy, posait cette judicieuse question : " le PS est il devenu fou ?".

Mais la question peut être posée à d'autres...

10/12/2015 à 21:25 par Geb.

- Et pourtant, s'il y a un parti qui ne mérite pas les caricatures que l'on en fait, c'est bien le PCF et son potentiel humain, politique, moral... Alors, assumons (dialectiquement) notre histoire, tout en nous renouvelant (l'identité est à la fois un héritage et une création permanente), et partons à la reconquête, d'en bas, sur des positions claires, de classe, offensives, unitaires, sans avoir peur de notre ombre.

Mon cher Jean, (Tu me permettras de t'appeler ainsi, ne serait-ce qu'au regard de mes longues et bien remplies années de militantisme au sein du PCF), je ne peux que souscrire à tes paroles qui pourraient sembler d'or à quiconque ne connaîtrait pas la douloureuse descente en flèche de ce parti du statut de "Parti des Fusillés" en 1945, au statut de "porteur de valises" du Capitalisme mondial européen en 40 années de négations de son identité, de compromissions diverses opportunistes électorales, de son rôle d'écran de fumée et de casseur d'espoir de la Classe ouvrière, sans compter son rôle de désinformation de ses militants par la destruction de l'éducation de classe au sein même du Parti et sa Lutte des Places féroces pour s'assurer des prébendes publiques pour payer sa presse et les salaires de ses permanents.

Tu as raison partout... Sauf que tes solutions c'était AVANT qu'il fallait les appliquer. AVANT de tout démolir, AVANT de tous vendre, AVANT de tout décrédibiliser aux yeux de ceux que nous étions censés protéger, éduquer, associer à nos luttes au lieu de les livrer pieds et poings liés à la dictature des médias du Capital.

Tu nous parles du "danger fasciste". et tu as Ô combien raison d'alerter. Mais ou tu as moins raison c'est que ça n'était pas "alerter" qu'il fallait, mais commencer par empêcher ceux qui dans le parti ont tout cassé soit par lucre, soit sur ordre, d'agir et de prendre les commandes d'un navire qui est devenu une épave erratique ;

Tu nous parles du "danger fasciste" alors que le Fascisme ç'est bien loin d'être uniquement les Le Pen et Cie. Eux n'en sont que l'image visible. le Fascisme c'est l'Europe du Capital ou les élus du PCF trônent dans des instances politiques croupions ; le Fascisme c'est l'Europe du Capital ou les élus syndicalistes CGT trônent dans les structures de la CSE, structures syndicales collaborationnistes de classe. Le Fascisme c'est la presse qui se dit du Parti, soutenue par des actionnaires marchands d'armes et assassins des Peuples.

Et après environ 90 lignes d'une prose, comme je te l'ai dit précédemment sans aucune faute d'analyse, sauf qu'elle a environ trente ans de retard, comme solution unique et universelle tu nous appelle "AUX URNES", ainsi qu'à re-conquérir l'estime et la confiance des victimes des errements de NOS dirigeants , en admettant qu'il ne s'agisse que d'errements et pas de quelque chose de plus profond ???

Tu ne pense pas que tu aurait pu manquer deux ou trois marches au passage ???

Très sincèrement, ta prose me touche car elle correspond à une sensibilité qui est toujours la mienne.

Surtout si tu m'assure que ça fait 30 ans que tu étais en hibernation et que tu viens juste de te réveiller.

Mais pour mon compte, vu que ces trente dernières années de destruction de mon parti et d'abandon politique par des dirigeants indignes ont été très douloureuses à ma sensibilité j'ai le regret de t'informer que je me rendrai dimanche certainement quelque part, mais aussi certainement pas dans un bureau de vote. Même pas pour le dépouillement.

Par contre, étant donné que je suis toujours Communiste et fier de l'être je ferai en sorte que le maximum de mon entourage soit informé de ma décision et du pourquoi de celle-ci.

Je ne vote d'ailleurs plus depuis le Traité européen, événement ou j'ai compris que ça ne sera pas par ce moyen que nous pourrons reconquérir les "coeurs et les esprits", comme l'énoncent si bien les bons copains d'outre-atlantique de nos dirigeants actuels.

Et encore moins une éventuelle direction de notre destinée politique et sociale.

Alors c'est vrai : "La peste brune n'est pas inévitable". Et elle l'était encore moins si le PCF n'avait pas mis en selle ceux qui l'ont soutenue et propagée.

Mais vouloir s'obstiner à la contrer par des moyens non proportionnés ne relèvera jamais que du suicide collectif, surtout quand on a contribué par son inaction, ses compromissions et ses incompétences à la renforcer et à la promouvoir.

Comme tu le dis si bien : "NO PASARAN" ;

Ceux qui ont "formulée la formule", si je puis m'exprimer ainsi, nos camarades des Brigades Internationales, (Où combattait un de mes très proche parent), auraient bien rigolé on tu les avait appelés "Aux urnes" au lieu de "Aux armes" alors qu'il y avait le feu au pays et que les Fascistes étaient aux portes de Madrid.

Et au fait, appeler "AUX URNES" c'est bien beau...

Mais pour voter qui ? Ou quoi ?

Ca serait aussi bien de préciser ta pensée. Au moins on serait fixés.

Désolé, je ne suis pas et n'ai jamais été "universitaire", mais militant depuis l'âge de 12 ans dans des organisations du Parti, Travailleur du Livre, puis Cadre de la presse quotidienne de ce même Parti jusqu'à ma retraite, j'ai la prétention de pouvoir déclarer savoir de quoi je parle sur le sujet.

10/12/2015 à 22:05 par résistant

- Pas la peine de répéter tout ce que Geb a si bien expliqué dans son commentaire.

Je ne rajouterai qu'un détail : Ce n'est pas seulement Jean Ortiz qui est à côté de ses pompes, ça ne serait pas grave, juste touchant, mais c'est malheureusement la grande majorité des "leaders" et autres "intellectuels" d'"extrême" gauche (oui, il faut beaucoup de guillemets, de nos jours, pour parler de gauche), restés coincés dans un schéma de pensée simpliste totalement inadapté à la réalité.

Tous les partis visibles (vus à la télé) participent de la même mascarade. Le problème n'est absolument pas de choisir entre le FN ou le PS ou l'UMP ou même de Front de Gôche. La principale chose qui détermine notre avenir, c'est l'appartenance ou non à l'Union Européenne et à l'OTAN. Aucun de ces partis ne propose clairement de sortir unilatéralement de ces institutions afin de reconquérir notre démocratie et notre souveraineté.

Donc non, je n'irai pas voter. Que le FN passe ? il est déjà passé depuis si longtemps, mon pauvre ami.

10/12/2015 à 23:30 par Ange Lini

Avec tout le respect que j'ai pour vous ... Si pitié pauvre de moi avez . " Si nous faisons ce qu'il faut " !!! ... Vous viendrez t-il à l'idée de trucider un taureau à la chignole à main !!! Par pitié êtes vous sérieux ? ! ... Je suis abasourdi ! Anéanti de lire encore de telles choses ... Le PS n'aurait pas mieux écrit !!! ... Il y a des appels qui donnent envie d'aller se coucher dans un long sommeil ... Demain paraît qu'on rase gratis mais je ne sais pas où ... "no pasaran" ! Si je n'avais pas envie d'en pleurer à mourir, j'en crèverai de rire ... Cela touche presque au génie ! Mais non ce n'est pas drôle ... Je ne sais plus quoi écrire tellement ... tellement c'est énorme ... Après telle Faena, l'estocade est de taille !!!!

11/12/2015 à 01:01 par latitude zero

- Quand j'ai vu arriver (et lu) ce nouvel article de Jean Ortiz, je me suis dit va y avoir du rififi ! Attendons un peu pour voir...

Non Jean Ortiz je n'irais pas « aux urnes » ce dimanche , de toute façon de là où je suis c'est difficile et en plus je suis en deuil en ce moment, en deuil de la révolution Bolivarienne.

Voter PS/LR , je ne peux pas je ne peux plus , l'arnaque du front républicain c'est définitivement terminé pour moi.

Peut être un jour le FN arrivera au pouvoir, c'est possible, c'est la solution ultime, la roue de secours du capitalisme . C'est dans la continuité d'une logique que nous n'avons pas voulu mais qu'ils ont provoqués, alors continuer à se faire manipuler par ces gens là , basta ya, allez y si vous voulez , mais pour moi et pour beaucoup c'est terminé de chez terminé .

Quant au PCF, rien que d'apercevoir certains « cadres » de ce parti vérolé, je fais de l'urticaire et ma tension monte à 25. C'est mauvais pour la santé on m'a dit , alors j'évite .

Question autocritique , au PCF, ça ne risque pas d'arriver tant que des Pierre Laurent et autres continueront à s'y accrocher, je pense que le mieux est que ce parti implose , pour laisser la place à d'autres car il y a un énorme réservoir de militants et sympathisants en attente pour eux. Mais pour finir sur une note d'espoir , un petit , qui vient de naître ici au Venezuela (mais pas en France désolé !), je vois le bouillonnement de l'énorme base Chaviste qui se remet en marche, se réunit partout , qui débat, qui s'autocritique , soucis chez les « réformistes », ceux qui ont voulu travailler avec les capitalistes « en paz » , tandis que l'aile radicale (du moins les survivants qui ont évité de se faire assassiner) ont les arguments qui font mouche et pour cause ...

11/12/2015 à 01:57 par Arno Berry

- Mr Ortiz, il est inutile de nous faire dans l'envolée lyrique pour atterrir dans le caniveau des compromissions. Peut-être êtes vous sincère, alors il faut vous réveiller car le PCF a disparu depuis longtemps. Oh, il y a bien un fonds de commerce qui a récupéré l'appellation, géré par des épiciers à la Laurent, mais de grâce, réalisez quelle vitrine abominable il présente. Ou peut-être voudriez vous nous vendre le choix du moins pire, comme voter Estrosi contre LePen ; c'est qu'alors vous auriez choisi aussi LePen face à Pinochet, puis Pinochet face à Hitler.

11/12/2015 à 10:12 par hassinus

- Triaire : "le tout sans exiger rien, pas même d'écrire dans la constitution la révocation des élus menteurs sur leur programme..." Juste merci. Car ce qui est devenu que trop insupportable est ce phénomène généralisé qui fait qu'on soit élu sur un programme et qu'une fois élu on applique un autre suite à un virage à 180 °

11/12/2015 à 10:33 par Brigitte

Que rajouter de plus à tous ces commentaires qui tous à l'unisson, ne font que retranscrire que le premier parti de France est

bien l'abstention ! et pour toutes les bonnes raisons que vous avez magnifiquement exposées.

Et s'il fallait en convaincre quelques uns que de cette démarche est porteuse d'espoir sur le long terme (et sur le court terme, c'est la seule démarche qui fait trembler notre oligarchie) , lisez "l'éloge de la fuite" de Henri Laborit.

[La suite du 2e tour des élections régionales.](#)

- Régionales: la droite loin de la vague bleue espérée - AFP

A droite comme à gauche, le ton n'était pas à l'euphorie: "succès sans joie" pour le numéro un du PS Jean-Christophe Cambadélis, tandis qu'aux yeux de l'ancien Premier ministre François Fillon "ce sursaut est un réconfort mais il n'efface pas le 6 décembre qui reste le véritable baromètre de l'état du pays". AFP 14.12

- Elections régionales 2015 : le FN a battu son record de voix - LeMonde.fr

Alors que 96 % des bulletins étaient dépouillés, le parti d'extrême droite a obtenu au moins 6,71 millions de voix, améliorant son score du premier tour (6,01 millions de suffrages) et battant son record du premier tour de la présidentielle 2012 (6,42 millions de voix). LeMonde.fr 13.12

- Dray : le PS pourrait "vraisemblablement" changer de nom après les régionales - Francetv info

Le vice-président socialiste sortant de la région Ile-de-France, Julien Dray, d'annoncer que le Parti socialiste lancera "dès demain un nouveau projet", avec "vraisemblablement le nom du parti". Il l'a déclaré sur le plateau de France 2, dimanche 13 décembre, au soir du second tour. Francetv info 13.12

Jean-Christophe Cambadélis a rapidement recadré Julien Dray, vice-président (PS) sortant de la région Ile-de-France sur le réseau social : Non, le changement de nom « n'est pas à l'ordre du jour » mais oui « le dépassement du PS l'est », a-t-il écrit. 20minutes.fr 14.12

[COP21. Le grand guignole sponsorisé par l'ONU ou les multinationales qui saccagent notre planète](#)

Encore une fois ils nous auront fait le coup, que ceux qui sont responsables du chaos et de la guerre seraient animés de bonnes intentions envers notre planète qu'ils exploitent à outrance et saccagent.

- Accord historique à Paris pour sauver la planète du désordre climatique - AFP

Quelques heures plus tard :

- Accord historique à Paris pour tenter de sauver la planète du désordre climatique - AFP

- Quand la future conseillère régionale Paca Maud Fontenoy (LR) anime un séminaire chez Philip Morris - Slate.fr

Pourquoi ne nous sommes-nous pas intéressé à la COP21 ?

Quel mandat avaient ceux qui l'organisaient, de qui le détenaient-ils ? Qui sponsorient les ONG qui y ont participé ou qui les financent ?

[ACTUALITE EN TITRES](#)

[On a manifesté un peu partout hier](#)

- Manifestation contre la présence turque en Irak - euronews.com

Des manifestants brûlent le drapeau turc à Bagdad. euronews.com 13.12

- Défilé contre l'adhésion du Monténégro à l'Otan - euronews.com

Des militants de l'opposition pro-russe et pro-serbe du Monténégro ont défilé dans les rues de Podgorica contre la future adhésion du Monténégro à l'Otan.

L'ancienne république yougoslave a été invitée à rejoindre l'organisation en début de mois. euronews.com 13.12

- Manifestation contre l'intervention britannique en Syrie - euronews.com

Des centaines de Britanniques sont descendus dans la rue ce samedi à Londres, au cri de "stop aux bombardements en Syrie" pour demander au gouvernement d'arrêter son intervention dans le pays. euronews.com 13.12

- Brésil: faible mobilisation pour réclamer la destitution de Dilma Rousseff - AFP

Des mouvements d'opposition ont convoqué des manifestations dans tout le pays qui serviront de thermomètre pour mesurer l'insatisfaction populaire.

Elles pourront peser sur le vote des parlementaires qui suivent le processus de destitution de Mme Rousseff, accusée d'avoir maquillé les comptes publics.

Le commandant de la Police militaire, Alexandre Sergio, a indiqué à l'AFP qu'il prévoyait la présence de jusqu'à 60.000 personnes mais, deux heures après le début de la manifestation, quelque 3.000 personnes seulement étaient rassemblées. AFP 13.12

Ils sont déçus à l'AFP!

- 50 000 manifestants à Varsovie pour « défendre la démocratie » - LeMonde.fr

- Pologne : manifestations contre le "coup d'Etat rampant" du gouvernement - La Tribune

Au pouvoir depuis moins de deux mois, le parti conservateur PiS a plongé la Pologne dans une crise constitutionnelle. La gauche et les Libéraux appelaient ce samedi à des manifestations contre le gouvernement. La Tribune 13.12

Stratégie du chaos et de la guerre

- Syrie: 16 morts dans un attentat à la voiture piégée à Homs - AFP

- Irak: six morts dans un attentat suicide de l'EI à la frontière avec l'Arabie - AFP

- Yémen: 44 morts, dont 12 civils, dans des combats et des raids - AFP

- Kaboul: six morts, dont deux Espagnols, dans une attaque des talibans - AFP

- Pakistan: 23 morts dans un attentat dans un bazar d'une zone chiite - AFP

- Près de 90 morts dans la dernière flambée de violences au Burundi selon l'armée - AFP

- Référendum constitutionnel en Centrafrique: deux morts à Bangui, intimidations en province - AFP

- Ukraine: un chef de guerre rebelle tué dans l'Est séparatiste prorusse - AFP

Dossier Syrie

- Syrie : Des redditions en masse des anti-Assad - sahartv.ir

Le commandant des unités de renseignement de l'armée syrienne a fait état de la reddition de près de 5000 hommes armés qui ont accepté de combattre désormais les terroristes de Daech!

Ces ex -rebelles qui combattaient l'armée nationale dans la banlieue de Daraa et de Al Soueida appartiennent entre autre à la milice Jaysh al Harka. Les hommes armés ont accepté de combattre aux côtés de l'armée syrienne Daech en échange d'une amnistie générale . Les pourparlers entre l'armée et les miliciens ont débuté il y a trois mois sous l'auspice des dignitaires des tribus

de Daraa et de Deir Ezzour . Et l'accord de part et d'autre était prêt à entrer en vigueur depuis un mois. selon les termes de cet accord, les membres de Jaysh al Harka quitteront le rif de Daraa et la ville elle-même pour se rendre à Al Ghaiteyn dans la banlieue nord de Homs et aux alentours de Al Salmiya à Hama où ils devront se battre contre Daech et l'expulser de ces régions et ce, à l'appui des raids aériens de la Russie.

Selon le commandant en chef des unités de renseignement de l'armée syrienne, des colonnes des ex-rebelles reconvertis à la cause nationale se sont dirigées vers la localité de al Lajah dans la banlieue de Daraa . Ces colonnes sont composées de près de 700 effectifs qui agiront sous le drapeau de " Asswad al Charghiya et Kataeb Tahrir Syria" , soit des forces censées soutenir l'armée syrienne. L'armée syrienne armera aussi ces ex rebelles et couvrira leur action par des raids aériens. Ces forces ont déjà libéré trois cités dans la banlieue de Hama et ils font marche sur la cité de Mahin à Homs. sahartv.ir 13.12

- Syrie : Daech vole 70.000 barils de pétrole par jour - sahartv.ir

Le groupe terroriste Daech vole 70.000 barils de pétrole par jour, des puits pétroliers du nord et de l'Est de la Syrie, a révélé le journal syrien « El-Watan ».

Le journal « El-Watan » a rapporté que Daech volait 70.000 barils de pétrole par jour, des puits de pétrole dans les provinces de Deir Ez-Zor et Raqqa. « Les chasseurs de la coalition internationale anti-Daech, commanditée par les Etats-Unis n'ont pas bombardé les convois de Daech transportant le pétrole volé syrien », a écrit ce journal. Les estimations réalisées par la Russie témoignent du fait que le groupe terroriste Daech volait, quotidiennement, 200.000 barils de pétrole, des champs pétroliers syriens et irakiens. sahartv.ir 13.12

- Syrie: les Chinois combattent Daech

Des Chinois commencent à rallier les rangs des combattants syriens contre Daech. - sahartv.ir

Selon des informations, en provenance de Pékin, des ressortissants chinois commencent à adhérer aux rangs des forces syriennes, qui combattent les terroristes de Daech. Les détails de ce ralliement ne sont pas, encore, connus, compte tenu des susceptibilités qu'engendre ce genre de sujet, en Chine. Les médias font, toutefois, état "d'un certain M. Pun, qui aurait rejoint les rangs des combattants kurdes de Kobani". "Les Kurdes m'appellent Ba Ci. Nous nous battons contre les mercenaires de Daech". Le journal hongkongais, "South China Monitoring" affirme que ce chinois de 25 ans est originaire du Sud-Ouest de la Chine. Des ressortissants chinois sont, surtout, installés, près des frontières syro-irakiennes, et ce contingent semble s'élargir. sahartv.ir 12.12

- "L'Arabie n'est pas en mesure de lancer des avertissements à la Syrie" (Al-Zou'bi) - sahartv.ir

«Ni l'Arabie saoudite, ni le Conseil de coopération du golfe Persique, (CCGP), ne peuvent lancer des avertissements à la Syrie. La Syrie est plus forte que ces pays, et même, que leurs maîtres américains», c'est ce qu'a souligné le ministre syrien de l'Information, Omran al-Zou'bi.

Interviewé par la chaîne Al-Manar, Omran al-Zou'bi a réaffirmé que le peuple syrien avait choisi le Président Bachar al-Assad, qui est élu et légitime, et qui ne jettera jamais l'éponge, même lorsque les élections seront organisées, et, une fois que la nation syrienne lui fera de nouveau confiance, Bachar al-Assad ne quittera toujours pas ses fonctions et se maintiendra au pouvoir. sahartv. ir 12.12

Dossier Yémen

- Yémen : Les missiles russes aux mains d'Ansarallah - sahartv.ir

Véritable coup de massue! les forces yéménites ont tiré leur premier missile balistique " Ghaher 1" contre le saoudien.

Le missile s'est abattu sur la base aérienne " Khaled Ben Abdel Aziz" dans la localité de Khamis Machit dans le sud saoudien et il a touché la cible avec une très grande précision. le tir de ce missile s'est fait en représailles aux raids aériens sauvages de Riyad contre les civils yéménites. "Ghaher 1 " est un missile sol-sol et de fabrication russe. cet engin a été optimisé par les techniciens yéménites. depuis le début de l'agression saoudienne contre le Yémen en mars 2015, c'est la première fois que les forces yéménites utilisent ce genre de missiles. sahartv.ir 13.12

- Yémen : Amnesty International dénonce les crimes de Riyad - sahartv.ir

La coalition arabe, placée sous commandement saoudien, qui mène, depuis le mois de mars, des frappes, au Yémen, contre les forces Houthis, a visé des écoles, en violation du droit humanitaire, selon "Amnesty International".

Dans un rapport, publié le vendredi 11 décembre, et intitulé «Nos enfants sont bombardés», l'organisation de défense des droits de l'Homme a enquêté sur cinq frappes aériennes contre des écoles, situées dans des territoires contrôlés par les rebelles, entre août et octobre 2015, qui ont tué cinq civils et en ont blessé 14, dont quatre enfants.

Même lorsqu'aucun écolier n'était présent, au moment des attaques, les raids ont provoqué des destructions, qui auront des conséquences, à long terme, en entravant l'accès à l'éducation de 6.500 enfants, dans les provinces de Hajjah, Hodeida et de Sanaa, selon l'ONG.

"Dans certains cas, les écoles ont été touchées plus d'une fois, ce qui laisse penser, explique "Amnesty International", qu'elles étaient, délibérément, visées". Pourtant, l'organisation de défense des droits de l'Homme assure qu'aucune preuve indiquant que les écoles étaient utilisées, à des fins militaires, n'a été trouvée.

Depuis le début de ses frappes, la coalition, dirigée par l'Arabie saoudite, est, régulièrement, accusée de viser des cibles civiles. Ces accusations sont, toujours, démenties, et la coalition affirme que ses frappes ne visent que les forces Houthis. Plusieurs dizaines de centres de soins ont, pourtant, été touchés par des frappes : fin octobre, l'un d'entre eux, géré par "Médecins sans frontières", a même été, totalement, détruit par plusieurs frappes.

L'éducation, au Yémen, paie, aussi, un lourd tribut à la guerre. Selon l'UNICEF, un enfant yéménite sur trois n'est plus allé à l'école, depuis le début du conflit, et selon le ministère de l'Education du pays, plus d'un millier d'écoles ne fonctionnent plus. Certaines sont, complètement, détruites, d'autres sont utilisées, comme abris, par des réfugiés de guerre.

Lama Fakhri, conseillère, à "Amnesty International" a qualifié de «consternante», la fourniture d'armes, par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et d'autres alliés de l'Arabie saoudite. "Amnesty International" appelle, d'ailleurs, les pays, qui arment la coalition, à «suspendre tous les transferts d'armements», utilisés, pour commettre des «crimes de guerre». En novembre, Washington a annoncé une commande saoudienne, comprenant plus de 20.000 bombes de différents modèles, pour un total, évalué à près de 1,3 milliard de dollars.

L'ONG a contacté les autorités saoudiennes, avant la publication de son rapport, pour demander des comptes, au sujet de ces frappes, mais dit n'avoir reçu aucune explication.

En tout, le conflit au Yémen a fait, depuis mars, plus de 5.700 morts, dont près de la moitié de civils, et, environ, 25.000 blessés, selon l'ONU. Il oppose le gouvernement du Président Abd Rabbo Mansour Hadi, soutenu par Riyad et d'autres pays arabes, à l'armée et aux forces populaires et révolutionnaires yéménites. sahartv.ir 12.12

- Yémen : l'OADH appelle à la fin du blocus - sahartv.ir

L'Organisation arabe des droits de l'homme (OADH) a réclamé la fin du blocus arbitraire prévalant au Yémen.

L'Agence de presse irakienne « Borassa » qui cite aujourd'hui samedi 12 décembre l'OADH a rapporté : « Au Yémen, le blocus et des accrochages sanglants font rage pour le neuvième mois consécutif, faisant 7.000 morts. Il faudrait qu'ils mettent fin aussitôt que possible ».

«Sur 7.000 victimes des accrochages sanglants sévissant au Yémen, 5.000 personnes ne sont que des civils », souligne l'OADH dans son communiqué.

« Environ 20.000 personnes ont été aussi blessées et les estimations témoignent que 2 à 5 millions de la population yéménite ont été mise en errance dans ce pays qui, dans les 15 dernières années, s'enfonce de plus en plus dans les problèmes économiques », lit-on dans le communiqué de l'OADH. sahartv.ir 12.12

Dossier Turquie

- La Russie convoque l'attaché militaire turc après un incident en mer Egée - sputniknews.com

La Russie a convoqué l'attaché militaire turc suite à un incident survenu en mer Egée, rapporte le ministère russe de la Défense.

Le contre-torpilleur russe Smetlivy a dû tirer des coups de sommations afin d'éviter une collision avec un navire turc en mer Egée. A la suite de cet incident, le ministère russe de la Défense a convoqué à Moscou l'attaché militaire turc.

"Le 13 décembre, l'équipage du navire russe Smetlivy, qui se trouvait à 22 km de l'île grecque de Lemnos dans le nord de la mer Egée a évité une collision avec un bateau de pêche turc", a annoncé le ministère de la Défense, indiquant également que des

armes légères avaient été utilisées par l'équipage pour avertir le bateau.

Selon le ministère, un senneur turc s'approchait du navire russe au mouillage, sans réagir aux signaux visuels ni établir un contact avec ce dernier. A une distance de 600 mètres, l'équipage du Smetlivy a été contraint de recourir aux armes légères pour éviter une collision. Par la suite, le bateau de pêche turc a immédiatement changé de cap, tout en évitant d'établir un contact avec l'équipage russe. Finalement, les deux navires sont passés à 540 mètres l'un de l'autre. sputniknews.com 13.12

- La Turquie menace la Russie - sahartv.ir

Le ministre turc des A.E a menacé la Russie. "La patience d'Ankara a des limites", a annoncé Mevlüt Çavusoglu, en réaction aux récentes sanctions, prises par Moscou, contre Ankara. "Depuis le crash du "Sukhoi-24" russe, la Russie a saisi toutes les occasions possibles et imaginables, pour porter atteinte à la Turquie. Certes notre gouvernement se comporte comme un gouvernement mûre et expérimenté, mais notre patience a des limites. Face aux démarches russes, nous n'avons, ni peur, ni remords. Nous agissons avec mesure, pour que nos relations reviennent à la normale".

"La Russie avait, injustement, violé notre ciel, et, d'ailleurs, on ne savait pas qu'il s'agissait d'un chasseur russe". sahartv.ir 12.12

- La Turquie devient un danger pour tout le monde - sputniknews.com

Il faut rappeler le président turc à ses responsabilités vis-à-vis de ses alliés engagés dans la lutte contre Daech, estime un général français.

On ne sortira pas de la crise et des problèmes posés par l'organisation djihadiste Etat islamique (EI, Daech), tant que la Turquie n'aura pas clairement décidé de quel côté elle est, et quel est son véritable ennemi, a déclaré à Sputnik le général de division de l'Armée de terre française, Vincent Desportes.

"Je crois qu'il faut néanmoins appeler à la sagesse des Etats (Turquie et Irak) et rappeler (le président turc Recep Tayyip) Erdogan à ses responsabilités vis-à-vis de ses alliés et en particulier de l'Europe et des autres pays engagés dans la lutte contre Daech", a indiqué l'interlocuteur de l'agence.

Et d'ajouter que l'ambiguïté de la Turquie résidait dans le fait qu'elle était dans l'Otan sans y être, qu'elle voulait être dans l'Europe sans y être et qu'elle menait un double jeu par rapport à Daech.

"Son véritable ennemi n'étant pas l'EI mais les mouvements kurdes indépendantistes. On a donc affaire à un double ou à un triple jeu qui ne pourra pas durer si nous voulons sortir de la crise et des problèmes posés par l'EI", a relevé le général.

Selon ce dernier, la Turquie qui ne comprend toujours pas quels sont ses véritables intérêts et non pas ses intérêts à court terme, devient un danger pour tout le monde.

"C'est vrai que la position de cavalier seul erratique et très ambiguë de la Turquie ne facilite pas les choses. Et le problème essentiel que les grandes puissances ont à régler aujourd'hui est bien le problème de la Turquie", conclut M.Desportes. sputniknews.com 11.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Ukraine

1.1- Affrontements au Parlement Ukrainien - euronews.com

Ce vendredi, un député s'en est pris au Premier ministre Arseni Iatseniouk, au Parlement Ukrainien, pour tenter de le déloger de la tribune.

Une douzaine de députés de la coalition en sont venus aux mains, sans toutefois faire de blessés. L'auteur du geste fera l'objet de "réprimandes", a fait savoir le responsable de son groupe parlementaire. Un climat pour le moins tendu, révélateur des désaccords qui fissurent le pouvoir en place. Un élu de la majorité est même allé jusqu'à lancer une pétition pour voter la destitution du le chef du gouvernement, dont la cote de popularité s'est effondrée ces derniers mois.

Les quatre partis qui se sont unis il y a deux ans pour mener une politique pro-occidentale ont désormais du mal sauver les apparences, entre le conflit qui déchire le sud du pays et la crise économique. Ce vendredi soir, le Président Petro Porochenko doit s'entretenir avec des députés du parti du Premier ministre, le Front Populaire, pour discuter de l'avenir de leur alliance politique. euronews.com 11.12

1.2- Le chef du gouvernement ukrainien "fait mourir de faim" ses ministres - sputniknews.com

Le gouverneur de la région ukrainienne d'Odessa Mikhaïl Saakachvili accuse le premier ministre du pays de sous-payer les membres du gouvernement qui risquent, selon lui, de "mourir d'inanition".

Intervenant dans le cadre du programme Shuster LIVE à la télévision ukrainienne, le gouverneur de la région d'Odessa Mikhaïl Saakachvili, par le passé président de la Géorgie, a imputé au premier ministre ukrainien Arseni Iatseniouk le niveau de vie déplorable des officiels en Ukraine.

"Pas un seul ministre ne peut vivre avec 200 ou 300 dollars, cela ne correspond pas à son mode de vie. Nous sommes quoi? On vit peut-être au moyen-âge? (...) Il faut être un moine pour se mettre au pain et à l'eau. Une personne normale, un professionnel, un politique ne peut devenir ministre en Ukraine parce qu'il risquera alors de mourir d'inanition. Est-ce normal, je vous le demande?", s'est indigné M.Saakachvili, déchu récemment de sa nationalité géorgienne.

Et de demander, par l'intermédiaire des médias, à M.Iatseniouk s'il était au courant de la situation matérielle de ses ministres.

Le gouverneur avait affirmé auparavant qu'il vivait en Ukraine grâce à ses économies qui devraient lui suffire encore pour à peu près six mois.

Pour illustrer la situation désastreuse des fonctionnaires d'Etat en Ukraine, M.Saakachvili a cité l'exemple du ministre de l'Infrastructure Andreï Pivovarski qui aurait quitté son poste en raison du bas salaire.

Quoi qu'il en soit, Anton Guerachtchenko, député à la Rada Suprême (parlement) de l'Ukraine, a déclaré plus tôt que M. Pivovarski n'avait pas démissionné à cause du salaire, mais en raison de flots de mensonges et de boue qui s'abattaient sur lui. sputniknews.com 12.12

2- Gambie

- La Gambie devient une République islamique - sputniknews.com

Le président gambien Yahya Jammeh a proclamé son pays République islamique, annonce samedi le site officiel du chef de l'Etat.

"A partir d'aujourd'hui, la Gambie est un Etat islamique. Nous serons un Etat islamique qui respecte les droits des citoyens", a déclaré le président.

La Gambie compte 1,96 millions d'habitants, à 90% musulmans. Yahya Jammeh, 50 ans, militaire de carrière issu d'une famille paysanne de l'ouest du pays, cultive l'image d'un président musulman pratiquant — il apparaît régulièrement Coran et chapelet en main — et doté de pouvoirs mystiques.

La Gambie devient la deuxième République islamique en Afrique, après la Mauritanie. Ailleurs, les Républiques d'Iran, du Pakistan et d'Afghanistan sont également islamiques.

Ancienne dépendance britannique, puis colonie britannique à partir de 1888, la Gambie est devenue indépendante en 1965 au sein du Commonwealth, avec comme Premier ministre Sir Dawda Jawara. Elle est ensuite devenue une République en 1970, sous la présidence de Jawara, qui a été renversé en 1994 par un coup d'Etat militaire dirigé par Yahya Jammeh. sputniknews.com 12.12

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Banques : les découverts atteignent des records - Francetv info

Les temps sont durs. Selon une étude, un tiers des Français vivraient de façon permanente dans le rouge.

La vie à découvert remplace désormais la vie à crédit. "Les banques ont trouvé la parade en incitant les personnes à se mettre dans le rouge. Ce que l'on observe, c'est que le montant des découverts autorisés par la banque est en diminution. Ce qui fait que les clients basculent dans le découvert non autorisé qui est beaucoup plus cher pour les clients", dénonce Lionel Maugain de 60 millions de consommateurs. Chaque année, les Français payent en moyenne 60 euros de frais de découverts. "Une affaire juteuse pour les banques", grâce aux intérêts explique Serge Lemaître, président de l'Association française des usagers des banques. 38% des jeunes ménages se disent souvent dans le rouge.

Les temps sont durs. Selon une étude, un tiers des Français vivraient de façon permanente dans le rouge. "J'ai un découvert de 850 euros, je m'en sers tous les mois pour payer mes factures", explique un homme.

Aujourd'hui à la banque, une famille sur quatre est à découvert. À Marseille (Bouches-du-Rhône), cette aide à domicile vient retirer de l'argent. Tous les mois elle se retrouve dans le rouge. Elle dépend des avances sur salaire de son employeur.

En huit ans, le montant des découverts des Français est passé de 6,2 milliards à 7,6 milliards d'euros, un record. Le plus souvent ce sont de jeunes ménages, locataires. 38% d'entre eux sont régulièrement à découvert. En cause : le loyer, les factures et les dépenses alimentaires. Pour Serge Lemaître, président de l'association française des usagers des banques, ce sont les plus précaires à être les premiers touchés. Et il s'agit là d'un cercle vicieux, car un découvert entraîne des agios prélevés par les banques, avec des taux pouvant atteindre parfois près de 10%. Francetv info12.12

ECONOMIE

Russie

- Fixation des cours du pétrole: Moscou lance un défi au monopole de l'Occident - sputniknews.com

Moscou veut mettre fin à la domination de l'Occident sur les bourses de pétrole, rapporte le quotidien allemand Finanzmarktweit. Pour y arriver, la Russie a l'intention de faire concurrence aux marchés à terme de New York et Londres.

Le fait est que le prix du pétrole se fixe en Occident, indique Finanzmarktweit. Et la Russie, pour qui les prix du pétrole jouent un rôle décisif, n'a aucune influence sur la formation des prix. Avec la création de son propre marché à terme pour les marques russes du pétrole Urals et Espo, Moscou réaliserait une démarche très importante.

Selon l'article, s'inspirant de la Chine, Moscou a l'intention d'ouvrir son propre marché à terme à la bourse de Saint-Petersbourg. L'auteur souligne que le pétrole Brent, dont le part sur le marché est dérisoire, "détermine, en réalité, 70% du commerce mondial du pétrole", alors que les parts des marques russes Urals et Espo sont plus importantes.

"Une chose est claire, la Russie veut se débarrasser d'un système où les prix du pétrole russe sont fixés à Londres ou à Dubaï", conclue l'article. sputniknews.com 12.12

[Haut de page ↗](#)

Le 16 décembre 2015

CAUSERIE

On actualisera dans la journée la rubrique *Articles d'actualité*.

[Ouf, la stabilité du régime est préservée !](#)

- Elections régionales : comment le piège rhétorique (et politique) tendu par François Hollande a superbement fonctionné Atlantico. fr 15.12

- Présidentielle: Juppé ou Sarkozy largement gagnants contre Marine Le Pen, selon un sondage - AFP

Alain Juppé ou Nicolas Sarkozy seraient largement gagnants, de 40 à 28 points d'écart, face à Marine Le Pen au second tour de l'élection présidentielle, François Hollande n'étant pas qualifié, selon un sondage TNS Sofres-OnePoint pour Le Figaro. AFP 15.12

Pourquoi ont-ils poussé un grand ouf de soulagement dimanche soir à 20h à l'annonce de la défaite du FN dans les 5 ou 6 régions où il était en bonne position pour l'emporter ?

Parce que s'il l'avait emporté dans 3 à 6 régions le pays serait devenu ingouvernable et Hollande aurait dû démissionner et appeler à des élections présidentielles et législatives anticipées, qui n'auraient pas pour autant réglé la crise politique ouverte le 13 décembre.

Ont-ils évoqué cette hypothèse ? Bien sûr que non, et pour cause.

Mais alors qui a sauvé la mise à Hollande ? Le Front de gauche et tous les vendus qui avaient appelé à voter LR ce 13 décembre. Conclusion : Le Front de gauche qui était déjà à l'agonie après avoir soutenu Syriza et s'être affiché avec Tsipras s'est torpillé lui-même, il est fini. Plus loin vous en aurez la confirmation par ses dirigeants.

... en Nord-Pas-de-Calais-Picardie et en Paca où ils n'auraient jamais été élus sans les voix de la gauche, Xavier Bertrand et Christian Estrosi, deux anciens champions de la droite sarkozyste, brûlent aujourd'hui leurs anciennes idoles.

Dimanche dernier, ceux qui l'avaient connu en ministre cogneur du gouvernement Fillon ont eu beaucoup de mal à reconnaître le visage de Xavier Bertrand, transfiguré par l'humilité quand il décrétait que "nul ne peut se prévaloir de cette victoire". Quiconque a pu entendre les discours ultra-droitiers de Christian Estrosi et qui n'ont jamais eu rien à envier à ceux de Nadine Morano se frottera les yeux en lisant ces déclarations parues ce mardi dans Paris-Match: "Plus on va à droite, plus on fait monter le FN".

Acte de contrition ou simple renvoi d'ascenseur? L'avenir le dira. Huffington Post 15.12

C'est tout vu !

En appelant à voter LR, ils ont appelé à voter pour quoi ? Pour la réaction sur toute la ligne.

Un rapide retour en arrière sur les états de service de Xavier Bertrand extraits des causeries des 5 dernières années suffira à le démontrer, il y en aura pour tout le monde et la liste ici de ses méfaits n'est pas exhaustive :

2 juin 2014 - Bertrand (UMP) "prêt à s'engager" pour la réforme territoriale de Hollande - AFP

15 juin 2014 - Xavier Bertrand : « Hollande veut que le FN soit le plus haut possible » - Public Sénat

22 juillet 2014 - Les condamnations de manifestants pour Gaza «pas assez sévères» (Xavier Bertrand) - Liberation.fr

14 octobre 2014 - Bertrand (UMP): un contrat de travail unique pour éviter "des salariés de seconde zone" - AFP

29 octobre 2014- Xavier Bertrand est favorable au rétablissement d'un «service national» - 20minutes.fr

2 novembre 2014 - Manifestations violentes: Xavier Bertrand (UMP) soutient "la fermeté du gouvernement" - AFP

12 novembre - Xavier Bertrand réclame la suppression totale de l'AME (aide médicale d'État)... - LeFigaro.fr

24 février 2013 - Xavier Bertrand prône la retraite à 65 ans à partir de 2025 - AFP

Xavier Bertrand, ministre du Travail.

12 janvier 2012 - Xavier Bertrand : "il faut qu'on travaille davantage" en France - AFP

31 janvier 2012 - Interrogé sur les accords compétitivité-emploi, M. Bertrand a assuré que «c'est une bonne idée qui permet d'adapter dans les entreprises le droit du travail, avec des garanties, à la souplesse et à la réalité de l'activité de l'entreprise». - liberation.fr

Membre du Cercle Léon Blum ouvertement sioniste.

Xavier Bertrand également ministre de la Santé.

24 janvier 2011 - Le gouvernement français s'opposera à la proposition de loi légalisant l'euthanasie adoptée la semaine dernière par la commission des Affaires sociales du Sénat, a annoncé lundi Xavier Bertrand. - Reuters

Second tour des élections cantonales.

21 mars 2011- Le ministre du Travail, Xavier Bertrand, appelle à «voter blanc» en cas de duel FN-PS. - Lefigaro.fr

15 avril 2011 - «Les contrôles des arrêts de travail ont permis d'économiser plusieurs centaines de millions d'euros», a précisé Xavier Bertrand. - lefigaro.fr

26 septembre 2011 - Dans un communiqué, le ministre du Travail Xavier Bertrand parle d'une "évolution positive (...) obtenue sur le front de l'emploi malgré un net ralentissement de la croissance depuis plusieurs mois". AP

18 décembre 2011 - Le texte, appuyé aussi par le ministre du Travail, Xavier Bertrand, vise à imposer à toutes les professions qui concourent au transport aérien l'obligation d'entamer au préalable des négociations et une déclaration individuelle d'intention de faire grève 48 heures à l'avance. lefigaro.fr

22 décembre 2011 - Xavier Bertrand s'est lui aussi prononcé en faveur de ce principe dans une interview accordée au Monde de jeudi : "Les accords compétitivité-emploi peuvent être une voie d'avenir", a réaffirmé le ministre du Travail. lepoint.fr

5 mars 2010 - Chaque lycée et chaque gare ferroviaire en France devraient être équipés de caméras de surveillance, a déclaré vendredi le secrétaire général de l'UMP Xavier Bertrand. Reuters

18 avril 2010 - "Puisqu'on vit beaucoup plus longtemps, il faut accepter de travailler un peu plus longtemps...". "Oui, les Français ont pris conscience que l'allongement de la durée de vie l'exige." 20minutes.fr

15 novembre 2010 - «Le dialogue social est important pour rechercher des solutions et moderniser notre pacte social», a affirmé Xavier Bertrand. Lefigaro.fr

15 décembre 2010 - "Nous devons faire en sorte que la hausse du Smic corresponde à l'évolution réelle de l'économie", a dit Xavier Bertrand. "La politique récurrente des "coups de pouce" peut avoir pour effet d'évincer de l'emploi les travailleurs les plus fragiles." Reuters

Au passage on s'aperçoit sans surprise que Hollande et le PS une fois au pouvoir ont appliqué à la lettre la politique prônée par l'ex-secrétaire général de l'UMP.

Mais ce qui est le plus stupéfiant, le plus navrant, le plus désolant même, c'est qu'une fois de plus les militants n'en tireront aucun enseignement ou ils auront vite fait d'oublier cet épisode pour le moins éloquent pour reprendre leur train-train quotidien, jusqu'à quand ?

Comme d'habitude j'en profiterai pour prendre le contre-pied et recentrer notre ligne politique sur le parti. Tout est fait pour dégoûter les travailleurs et les militants de la politique, tout est fait pour qu'ils en concluent tous pourris, et nous ne les désavouons pas s'agissant des partis institutionnels, tous ceux qui se sont déjà relayés au pouvoir, des crapules et il y a lieu de les traiter comme tels, à ce jour seul le POID pourrait peut-être constituer un espoir, quoique certains de ses dirigeants traînent de sérieuses casseroles, c'est gênant, d'un autre côté il met l'accent sur les institutions et le parti qui structurent notre stratégie politique, ce que nous ne devons pas négliger.

Autrefois, les dirigeants du CCI s'étaient servis de cette rhétorique radicale en apparence pour en réalité servir de marchepied au PS, en décrétant que la période était celle de "l'immense de la révolution" histoire de se faire passer pour des révolutionnaire et maintenir leurs militants mobilisés, et une fois cette mystification éventée, que resta-t-il de toutes ces années d'activisme forcené, rien à part avoir contribué à porter Mitterrand, le PS et le PCF au pouvoir qui continueront la politique de leurs prédécesseurs puisqu'il ne pouvait pas en être autrement.

Ensuite, rien ne changea, les dirigeants du CCI qui avaient pour le moins failli ou pire encore restèrent en place comme si de rien n'était. Ne pouvant admettre leurs erreurs et donc les corriger, ils liquidèrent leur parti (PCI) devenu inutile et encombrant pour mieux jouer par la suite leur rôle de supplétifs du PS et du PCF au sein du mouvement ouvrier, en entonnant cette fois ouvertement l'hymne au réformisme. Là encore sur fond de résistance de la classe ouvrière, c'était du tout cuit pour se faire passer pour d'honnêtes opposants au régime se positionnant au côté des travailleurs, surtout sachant que le réformisme était obsolète, personne ne leur reprocherait leurs médiocres résultats et le tour était joué.

Mieux encore, ils en profiteront pour accentuer leur soumission aux appareils vendus des syndicats pour partager dorénavant un peu plus la même idéologique, ce qui leur permettra de combler les milliers de démissions de militants de leur parti par des militants encore plus solidement arrimés au capitalisme. Autrement dit ils y gagneront au change pour assurer la survie de leur appareil sans toutefois que cela ne soit suffisant, l'effectif de leur parti stagnant et même baissant dangereusement, ainsi que ses finances, ils en profiteront pour s'engager dans une voie encore plus droitière conduisant de fait à la dissolution de leur parti, et pour se faire ils se débarrasseront de la tendance qui prétendait incarner la continuité du trotskysme alors que ses dirigeants avaient participé jusque là à l'élaboration des théories foireuses de leur parti, au point que la crise qui secouait le POI se résumait finalement à la meilleure manière de sauver les apparences pour continuer d'exister, pas politiquement puisqu'ils sont morts sur ce plan-là, mais matériellement, financièrement pour être plus précis.

Vu sous cet angle, le POID apparaîtra peu ragoûtant et on comprendrait que les militants en arrivent à cette conclusion. Cependant comme disait Trotsky, il arrive qu'il nous faille faire avec ce qu'on a à défaut de mieux, puisqu'on ne peut pas inventer des dirigeants et un parti qui n'existent pas et en attendant il faut bien continuer le combat, si possible au sein d'une structure organisée. On est d'accord avec Trotsky sur ce point-là, à condition de savoir très précisément à qui on a à faire et où on met les pieds au lieu de se conduire en aventurier les yeux fermés, c'est préférable.

Et puis on a pu constater que les militants qui avaient décidé de rester inorganisés finissaient toujours soit par cesser le combat sur le plan politique, soit se décomposaient inexorablement, donc tout bien considéré, vaut mieux encore militer dans un parti qui nous semble loin d'être parfait, entre nous cela n'a jamais existé, passons, quite à s'en tenir à l'axe politique sur lequel on a décidé de combattre lors de nos discussions avec les travailleurs ou les autres militants, ce qui permet tout de même d'oeuvrer à notre cause, le socialisme, c'est à ce stade l'essentiel, il ne faut pas être trop exigeant ou espérer davantage dans la situation actuelle.

On évite ici aux militants qui sont restés inorganisés de chercher hypocritement de multiples prétextes pour le demeurer plus longtemps, on leur permet de rejoindre un parti et d'y militer en pleine conscience de ce qu'ils sont en droit d'en attendre, on leur évite ainsi d'avoir à culpabiliser en rejoignant un parti qui peut faire l'objet de bien des critiques et d'être en mesure d'y faire face, donc on ne les livre pas désarmé à un appareil, on leur fournit sur un plateau les arguments qui leur permettent de justifier leur choix politique, si maintenant cela ne leur suffisait pas, on est désolé de ne pas pouvoir leur proposer mieux, la situation est ainsi et tout le monde doit faire avec, reste à savoir si on est résolu à y jouer un rôle politique ou non, pour nous la question ne se pose même pas.

[Un camarade nous fait part de deux initiatives contre la guerre en Syrie et l'état d'urgence en France.](#)

Avant d'y venir un article pour mieux comprendre comment ils comptent tirer profit de l'état d'urgence et de l'atmosphère délétère qu'ils ont créée eux-mêmes.

- Pierre Gattaz décrète "l'état d'urgence économique" - sahartv.ir

Brossant, mardi 15 décembre, un tableau apocalyptique de la situation économique et sociale du pays, le président du Mouvement des entreprises de France, (Medef), a appelé le gouvernement, les partenaires sociaux et l'ensemble des partis politiques - Front national et Front de Gauche compris – à décréter "l'état d'urgence économique", afin de traiter le chômage endémique.

Dans ce paysage dévasté, "l'entreprise a un rôle fondamentale à jouer", a déclaré Pierre Gattaz, qui considère que le chômage, un véritable "fléau", fait "le lit de la radicalisation" islamique. Aussi, préconise-t-il de remettre la France au travail, de manière "musclée".

Le Medef a, donc, dégainé un "plan d'urgence d'embauche", dont la mise en œuvre sera subordonnée, il fallait s'y attendre, à ses conditions. Ce n'est pas la première fois que le président du Medef entonne un tel discours. Il l'avait déjà fait au lendemain des attentats djihadistes de janvier contre "Charlie Hebdo" et l'Hyper Cacher de Vincennes.

1- Zéro charge

Intitulée "zéro charge pour un premier emploi", la première de ces mesures porte sur une exonération totale des charges sociales et fiscales des entreprises de moins de 250 personnes, sur toute nouvelle embauche pendant deux ans. Voire trois.

Le patron du Medef rêve de l'appliquer selon un système en accordéon, car passée cette phase, une montée en puissance serait possible, avant la mise en œuvre d'une "dégressivité" pour les seniors.

2- Plus d'agilité

"L'agilité" à présent. Présentée par le Medef comme un moyen de "sécuriser les CDI", elle n'est autre que l'exigence d'un plafonnement des indemnités de licenciement devant les prud'hommes, une disposition phare de la loi Macron pour

"la croissance, l'activité et l'égalité des changes", mais que le Conseil constitutionnel a invalidé.

Pierre Gattaz est formel : les patrons, ceux qui sont à la tête des petites et moyennes entreprises en particulier, ont "peur d'embaucher" en raison des "difficultés à licencier". Il faut donc "revoir les clauses de rupture" des contrats de travail, avoir plus de "visibilité".

"Aujourd'hui, c'est la loterie."

3- Un Smic intermédiaire

Halte aux décrocheurs. Ils sont ainsi 150.000 jeunes à être ainsi déscolarisés et sans formation. Pierre Gattaz, qui avait rendez-vous mardi soir avec la ministre de l'Education nationale, Najat Vallaud-Belkacem, jure que les entreprises sont disposées à les remettre dans le circuit. Sous conditions : que le CDD de 18 mois, renouvelable deux fois actuellement, soit assoupli. "Il pourrait être de trois ans", propose-t-il. Que les contrats de professionnalisation soient généralisés et pas rémunérés avec un Smic total mais un "Smic intermédiaire".

Quant à l'apprentissage, un secteur relancé par l'ancien ministre du Travail, François Rebsamen, et qui peine encore à trouver son rythme de croisière, malgré les dégrèvements et autres avantages offerts aux entreprises, il faut en accélérer le processus. Il y a actuellement 250.000 apprentis. Pierre Gattaz en voudrait un million. Soit autant que les promesses d'embauche sur cinq ans qu'il avait annoncées urbi et orbi, le pin's à la boutonnière, en septembre 2014.

Le patron du Medef entend soumettre ses propositions aux membres du gouvernement, aux futurs présidents des régions, aux responsables politiques, la présidente du FN compris dont il avait critiqué le programme économique avant les élections régionales, et bien sûr à l'ensemble des partenaires sociaux.

Il s'amuse d'avance des contre-propositions qui lui seront faites, s'il y en a. Car, Pierre Gattaz est sûr de son fait : Si on reste dans les postures politiques, on est foutu." sahartv.ir et lefigaro.fr 15.12

Valls a déjà fait savoir qu'il avait entendu le message et qu'il présenterait de nouvelles mesures au mois de janvier allant dans le sens de ce que préconise le Medef.

A qui sert leur guerre ?

Après le temps de la sidération, plusieurs intellectuels et universitaires s'interrogent sur l'opportunité d'une nouvelle «guerre au terrorisme», les précédentes interventions militaires n'ayant eu aucun résultat positif.

Aucune interprétation monolithique, aucune explication mécaniste n'élucidera les attentats. Faut-il pour autant garder le silence ? Beaucoup jugent - et nous les comprenons - que devant l'horreur de l'événement, seul le recueillement serait décent. Mais nous ne pouvons pas nous taire, quand d'autres parlent et agissent pour nous, nous entraînent dans leur guerre. Faut-il les laisser faire, au nom de l'unité nationale et de l'injonction à penser comme le gouvernement ?

Car ce serait la guerre, désormais. Auparavant, non ? Et la guerre pour quoi : au nom des droits de l'homme et de la civilisation ? En réalité, la spirale dans laquelle nous entraîne l'Etat pompier pyromane est infernale. La France est en guerre continuellement. Elle sort d'une guerre en Afghanistan, lourde de civils assassinés. Les droits des femmes y sont toujours bafoués, tandis que les talibans regagnent chaque jour du terrain. Elle sort d'une guerre en Libye qui laisse le pays ruiné et ravagé, avec des morts par milliers et des armes free market qui approvisionnent tous les jihads. Elle sort d'une intervention au Mali. Les groupes jihadistes liés à Al-Qaeda ne cessent de progresser et de perpétrer des massacres. A Bamako, la France protège un régime corrompu jusqu'à l'os, comme au Niger et au Gabon. Les oléoducs du Moyen-Orient, l'uranium exploité dans des conditions monstrueuses par Areva, les intérêts de Total et de Bolloré ne seraient pour rien dans le choix de ces interventions très sélectives, qui laissent des pays dévastés ? En Libye, en Centrafrique, au Mali, la France n'a engagé aucun plan pour aider les populations à sortir du chaos. Or il ne suffit pas d'administrer des leçons de prétendue morale (occidentale). Quelle espérance d'avenir peuvent nourrir des populations condamnées à végéter dans des camps ou à survivre dans des ruines ?

La France prétend détruire Daech ? En bombardant, elle multiplie les jihadistes. Les Rafale tuent des civils aussi innocents que ceux du Bataclan. Comme en Irak, certains de ces civils finiront par se solidariser avec les jihadistes : ces bombardements sont des bombes à retardement. Daech est l'un de nos pires ennemis : il massacre, décapite, viole, opprime les femmes et embrigade les enfants, détruit le patrimoine mondial. Dans le même temps, la France vend au régime saoudien, pourtant connu pour financer des réseaux jihadistes, des hélicoptères de combat, des navires de patrouille, des centrales nucléaires ; l'Arabie Saoudite vient de commander 3 milliards de dollars d'armement ; elle a réglé la facture des deux navires Mistral, vendus à l'Egypte du maréchal Al-Sissi qui réprime les démocrates du printemps arabe. En Arabie Saoudite, ne décapite-t-on pas ? N'y coupe-t-on pas les mains ? Les femmes n'y vivent-elles pas en semi-esclavage ? Engagée au Yémen au côté du régime, l'aviation saoudienne a bombardé les populations civiles, détruisant au passage des trésors architecturaux. Bombardera-t-on l'Arabie Saoudite ? Ou

bien l'indignation fluctue-t-elle selon les alliances économiques de l'heure ?

La guerre au jihad, dit-on martialement, se mène en France aussi. Mais comment éviter que ne sombrent des jeunes issus en particulier des milieux populaires, s'ils ne cessent d'être partout discriminés, à l'école, à l'embauche, dans l'accès au logement ou dans leurs croyances ? Et s'ils finissent en prison. En les stigmatisant davantage ? En ne leur ouvrant pas d'autres conditions d'existence ? En niant leur dignité revendiquée ? Nous sommes ici : la seule manière de combattre concrètement, ici, nos ennemis, dans ce pays devenu le deuxième vendeur d'armes mondial, c'est de refuser un système qui, au nom du profit à courte vue, produit partout plus d'injustice. Car la violence d'un monde que Bush junior nous promettait, il y a quatorze ans, réconcilié, apaisé, ordonné, n'est pas née du cerveau de Ben Laden ou de Daech. Elle pousse et prolifère sur la misère et les inégalités dont, année après année, les rapports de l'ONU montrent qu'elles s'accroissent, entre pays du Nord et du Sud, et au sein des pays dits riches. L'opulence des uns a pour contrepartie l'exploitation et l'oppression des autres. On ne fera pas reculer la violence sans s'attaquer à ses racines. Il n'y a pas de raccourcis magiques : les bombes n'en sont pas.

Lorsque furent déclenchées les guerres d'Afghanistan et d'Irak, nos mobilisations ont été puissantes. Nous affirmions que ces interventions sèmeraient, aveuglement, le chaos et la mort. Avions-nous tort ? La guerre de François Hollande aura les mêmes conséquences. Il est urgent de nous rassembler contre les bombardements français qui accroissent les menaces et contre les dérives liberticides qui ne règlent rien, mais contournent et nient les causes des désastres. Cette guerre ne se mènera pas en notre nom.

Signataires : Ludivine Bantigny, historienne, Emmanuel Barot, philosophe, Jacques Bidet, philosophe, Déborah Cohen, historienne, François Cusset, historien des idées, Laurence De Cock, historienne, Christine Delphy, sociologue, Cédric Durand, économiste, Fanny Gallot, historienne, Eric Hazan, Sabina Issehnane, économiste, Razmig Keucheyan, sociologue, Marius Loris, historien, poète, Marwan Mohammed, sociologue, Olivier Neveux, historien de l'art, Willy Pelletier, sociologue, Irène Pereira, sociologue, Julien Théry-Astruc, historien, Rémy Toulouse, éditeur, Enzo Traverso, historien.

[Liste plus longue sur <https://www.change.org/p/a-toutes-et-tous-a-qui-sert-leur-guerre?>]

Un blog a été créé pour réunir des contributions, informer des initiatives internationales, construire un vaste mouvement anti-guerre. En voici l'adresse:

<https://coalitioninternationaleantiguerreblog.wordpress.com>

Meeting Unitaire

Le 17 décembre 2015 à 19h - A la Bourse de Travail – rue Château d'eau – République - Paris

Respect de la liberté de manifester, de se réunir et de s'exprimer ;
Pour la levée immédiate de l'état d'urgence, et contre l'état d'exception permanent ;
Arrêt des poursuites contre les manifestants, les militants des mouvements sociaux, et contre la stigmatisation des migrants et des quartiers populaires ;
Abandon de la constitutionnalisation de l'état d'urgence et de la déchéance de la nationalité ;

A l'appel de (1er signataires): AC!, ACORT, ADTF, AMF, APEIS, ATMF, ATTAC, CEDETIM, CFPE, CGT 75, CNT RP, Col. 3C, Col. des désobéissants, Col. des sans voix 18e, COPAF, CRLDHT, CSP 75, DAL, Droits devant, Ecologie sociale, FASTI, Femmes égalité, Fondation Copernic, FTCT, FUIQP, GISTI, Initiative Décroissante pour le Climat, IPAM, MCTF, MRAP, Rés. pour une Gauche Décoloniale, Syndicat de la Magistrature, SNES PJJ, Solidaire, Solidaires étudiant-e-s, SUD Aérien, SUD PTT, Sortir du colonialisme, Survie, UJFP, UTIT ... Avec le soutien de : Alternative libertaire, CGA, Ensemble, NPA, PCOF, PG

[A propos du NPA, LO, POI et POID](#)

Démagogie : la lutte, la lutte, la lutte...

NPA - "Face à cette offensive réactionnaire alimentée par le PS et LR, le grand enjeu de la présidentielle, le grand enjeu politique dès maintenant, c'est d'aider à ce que le monde du travail et la jeunesse retrouvent le terrain de la lutte sociale et politique pour défendre leurs droits sociaux et démocratiques pour briser cette dite « lame de fond patriote » dont parle Philippot. " (NPA - Yvan Lemaitre - FN : Vrai gagnant et vraie menace 14.12)

A croire que les travailleurs auraient cessé de combattre pour leurs revendications pour cause de campagne électorale ou d'état d'urgence.

Ce qu'il y a de bien avec la lutte, c'est qu'elle se termine par une défaite dans 9 cas sur 10, et quand elle a un caractère politique, c'est perdant à tous les coups, de quoi finalement vous dégoûter du militantisme quand vous n'avez pas d'autre perspective, non ?

Le régime peut remercier le NPA.

Une "tromperie" peut en cacher une autre.

LO - "Elle est belle, leur République, qui ne laisse à l'électorat que le choix entre la droite et l'extrême droite, c'est-à-dire entre pire et pire encore ! Elle est belle, leur démocratie où le summum du courage politique est d'abdiquer et de renier ses idées !"

"Un des pires poisons que la gauche gouvernementale a distillés depuis des décennies parmi le monde du travail, c'est l'espoir que les travailleurs peuvent changer leur vie en votant bien. Là est la tromperie fondamentale. ", sans rire tromperie à laquelle LO a participé pendant des décennies comme la totalité des courants se réclamant du trotskysme, qui l'aurait oublié ?

- "Mais ils (les travailleurs - ndlr) ne peuvent se battre efficacement que s'ils rejettent toute illusion dans les politiciens de la bourgeoisie et s'ils savent clairement qui sont leurs ennemis, même lorsque ceux-ci se déguisent en faux amis. C'est de cette prise de conscience des travailleurs que dépend leur capacité à se défendre contre les attaques de la grande bourgeoisie et à mettre fin au règne du capital." (Contre le FN, l'alliance droite-PS aux ordres du patronat, il faut que s'affirme le camp des travailleurs 14.12)

Discours en apparence radical qui en réalité brasse du vent en passant à côté de l'essentiel, car les travailleurs savent pertinemment qu'aucun des partis institutionnels qui se sont relayés au pouvoir depuis 35 ans ne représente réellement leurs intérêts.

Sauve qui peut la démocratie des banquiers est en danger.

POI - Communiqué du bureau nationale du POI - 14 décembre 2015

"...quand ces mêmes partis, de droite et de gauche (Républicains, UDI, PS, PCF, Radicaux de gauche, Front national), décident à l'Assemblée nationale de voter ensemble l'état d'urgence, c'est la démocratie qui est menacée." Ouf, elle est sauvée la démocratie des banquiers ! Non mais parce qu'elle existe la démocratie, vous ne le saviez pas, vous ne vous en étiez pas rendu compte, puisqu'on vous le dit.

Et puis, c'est sans espoir ou surtout ne l'attendez pas d'un parti politique, le POI dominé par des syndicalistes et des anarcho-syndicalistes est et demeure anti-parti.

- "Comment ouvrir la voie à une issue conforme aux intérêts de l'immense majorité de la population ? Personne, aucun parti, aucun regroupement politique, ne peut prétendre détenir aujourd'hui la réponse à cette question", pas de bol camarades, alors on se demande à quoi sert le POI à part entretenir des illusions dans le régime puisqu'il "n'a pas de solution toute faite à proposer", autrement dit rien ne distingue leurs dirigeants des "militants ouvriers, syndicalistes, élus, laïques, démocrates" qui sont incapables d'exprimer consciemment le mouvement inconscient, ils gèrent les meubles en somme.

Le reste de ce communiqué était à l'avenant, une analyse médiocre faite de lieux communs

Abattre les institutions de la Ve République et construire le parti pour prendre le pouvoir.

En revanche le POID a publié un communiqué le 13 décembre dont nous partageons à la fois le contenu et l'orientation, dans la mesure où il met l'accent sur la nécessité de construire le parti et d'en finir avec les institutions de la Ve République. Nous avons mis en ligne ce communiqué.

Pour que nous soutenions le POID nous posons trois conditions : Qu'il cesse de considérer que le PS et ses satellites seraient de gauche, qu'il cesse de ménager les appareils pourris des syndicats et qu'il rompe avec eux publiquement. Au-delà on exige un inventaire du combat du CCI depuis 1940. Fidèle à nos engagements, nos exigences se situent exclusivement sur le terrain de la lutte de classes et en aucun cas sur le plan personnel.

Il est évident qu'un parti qui romprait résolument avec la politique opportuniste et le mode de fonctionnement détestable des partis qui l'ont précédé devrait faire face au scepticisme ambiant qui a gagné bien des travailleurs et des milliers d'ex-militants aujourd'hui inorganisés qui considèrent à juste titre que tous les partis dits ouvriers sont pourris ou pour le moins inconsistants, incohérents et ne méritent pas leur confiance ou qu'ils s'y engagent, d'où la nécessité absolue de tenir un discours clair, simple, concis, qui parte des faits et de la réalité et qui ne relève pas de la propagande aux relents doctrinaires qui agit davantage comme un repoussoir, parce que les travailleurs ne comprennent pas les intentions qu'elle recouvre et qu'ils pourraient interpréter négativement.

Pouvons-nous avoir confiance dans les dirigeants du POID pour mener à bien cet exercice, sachant que c'était impossible quand ils dirigeaient le POI ? Devons-nous leur faire crédit ? Certains estimeront spontanément que c'est impossible, impensable au regard du passé peu glorieux qu'ils traînent derrière eux, d'où la nécessité que ces dirigeants s'expliquent, reconnaissent leurs

erreurs et en définissent la nature, qu'ils acceptent d'en discuter loyalement, publiquement. Si maintenant ces dirigeants s'estimaient satisfaits d'eux-mêmes et refusaient qu'une telle discussion ait lieu, ils se priveraient du même coup du soutien de milliers de militants qui exigent des explications et des réponses cohérentes aux questions légitimes qu'ils se posent à leur sujet, et qui seraient prêts à les rejoindre.

Ces militants doivent aussi admettre de leur côté, qu'ils n'avaient peut-être pas bien saisi la signification des mesures qu'avaient prises ces dirigeants dans le passé pour en juger à tort ou à raison ou la politique qu'ils avaient impulsée et qu'ils avaient dénoncée, là encore à juste titre ou à tort, cela nécessite qu'on en discute tranquillement au regard de l'évolution de la situation politique avant de trancher dans un sens ou dans un autre, à savoir si elles étaient justifiées ou non, et pourquoi elles furent erronées si tel s'avérait le cas, comment les corriger et ne plus les reproduire dans le futur.

Dans le camps de la réaction

Les rats.

- Hamon (PS) appelle à réactiver le clivage droite/gauche - AFP
- Après les régionales, le PS et EELV esquissent un rapprochement - AFP
- "Le Front républicain a fonctionné", "plafond de verre" pour le FN, selon l'Ifop - AFP
- Régionales : En Paca, Christian Estrosi dit merci à la gauche - Francetv inf
- "Nous voulons une République qui rassemble" insiste Manuel Valls - LePoint.fr

Epinay, deuxième acte.

- PS: "l'Alliance populaire" voulue par Cambadélis devrait naître mi-février - AFP

"L'Alliance populaire" souhaitée par le Premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis devrait être portée sur les fonts baptismaux à la mi-février au travers de la publication d'un texte fondateur, a affirmé lundi à l'AFP la porte-parole du PS Corinne Narassiguin.

M. Cambadélis en a fait l'annonce devant les membres du Bureau national réunis lundi soir, au lendemain des élections régionales.

Ce "nouveau mouvement" ne sera "pas un nouveau parti", mais une "fédération de partis, de mouvements associatifs" associant largement les citoyens. Des débats seront organisés de fin décembre à fin janvier pour nourrir le texte fondateur.

La création de ce mouvement doit permettre d'obtenir "un accord de rassemblement le plus large possible" dans la perspective de l'élection présidentielle 2017, a expliqué Mme Narassiguin.

"On va essayer de faire que la gauche soit au deuxième tour de la présidentielle donc qu'elle se regroupe, qu'elle se rassemble d'une manière ou d'une autre pas seulement par souci défensif. Elle doit le faire en travaillant, en étant adossé à un projet", avait-il défendu dimanche sur France 2.

M. Dray avait évoqué un changement de nom du PS, avant d'être rapidement corrigé par M. Cambadélis. "Le changement de nom du #PS n'est pas à l'ordre du jour. Le dépassement du #PS l'est!", a-t-il twitté.

Dans son allocution dimanche soir, M. Cambadélis a invité la gauche à "retrouver le chemin de l'union". "Ensemble, nous devons forger l'espoir d'une société meilleure où se conjuguent croissance durable, justice sociale et territoriale, action écologique, priorité éducative, autorité de l'Etat, innovation démocratique", a-t-il déclaré. (Tout l'inverse de ce qu'incarne le PS - LVOG) AFP 14.12

Une "machine électorale" pour un parti d'élus pilier du régime.

- Cambadélis jette les bases de son "Alliance populaire" - Reuters 15.12

Jean-Christophe Cambadélis, premier secrétaire du Parti socialiste, a annoncé mardi le lancement en février de l'"Alliance populaire", une formation appelée selon lui à rassembler au-delà du PS en vue de la présidentielle de 2017.

"J'appelle le Parti socialiste à la rupture avec le parti qui a été constitué à Epinay (en 1971-NDLR), à la rupture avec la stratégie que nous avons développée depuis cette époque", a-t-il déclaré mardi lors d'une conférence de presse.

Le congrès d'Epinay est considéré comme l'acte fondateur du PS moderne, transformé à partir de cette date en machine électorale au service de François Mitterrand qui a accédé à l'Elysée dix ans plus tard.

Mais, selon le premier secrétaire du parti, le contexte politique a changé et, compte tenu de la montée en puissance du FN, la gauche devra se présenter unie en 2017 pour espérer parvenir au second tour.

"Nous vivons dans le confort stratégique issu du bipartisme, à savoir au premier tour on se combat violemment et au second tour on se rassemble précipitamment. Le tripartisme ne permet plus de fonctionner comme cela", selon lui. (On avait compris que c'était "confortable" pour ces affairistes. - LVOG)

"Pour le Parti socialiste, ce sera la nécessité de lancer dans les semaines qui viennent un appel avec les citoyens, le mouvement associatif et, s'ils le désirent, un certain nombre de responsables du mouvement syndical, pour créer une grande alliance populaire", a-t-il également dit.

"Cet appel (...) naîtra début février. Il sera décliné dans toute la France où se constitueront des collectifs départementaux, des collectifs régionaux", a poursuivi Jean-Christophe Cambadélis.

D'après lui, la future formation pourrait attirer 500.000 adhérents.

"Et nous organiserons à l'automne 2016 une grande convention de l'Alliance populaire. Celle-ci aura vocation à fixer une base (...) qui sera celle de (...) la substitution au Parti socialiste d'une formation politique rassemblant tous ceux qui ont participé à l'Alliance populaire".

Il a assuré que le PS, souvent critiqué par ses alliés habituels pour sa tendance à vouloir diriger les manœuvres, ne prétendrait pas à l'hégémonie au sein de ce futur mouvement mais se contenterait d'un rôle de "colonne vertébrale".

Cécile Duflot, co-présidente du groupe écologiste à l'Assemblée nationale, défend aussi, dans un entretien publié mardi par Le Monde, l'idée d'une union de la gauche sous certaines conditions.

"Pour la bâtir, je tends la main à François Hollande. Qu'il revienne à l'esprit de 2012 et rassemble enfin écologistes et communistes désireux de rejoindre un bloc majoritaire de transformation", déclare-t-elle. Reuters 15.12

Enterrement de seconde classe pour le Front de gauche

- Mauvais scores, divisions: le Front de gauche enterré par ses responsables - AFP

Après de mauvais résultats aux régionales qui ont illustré divisions et rivalités, le Front de gauche, alliance du Parti communiste et du Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon, est enterré sans autre forme de procès par ses responsables.

"Le Front de gauche s'est planté", a reconnu lundi matin Olivier Dartigolles, le porte-parole du Parti communiste, encore sonné des seuls 4% obtenus par son parti aux élections régionales. AFP 14.12

[Ils ont un faible pour les commanditaires ou suppôts du terrorisme, c'est une constante chez lui.](#)

Déclaration du ministre français des affaires étrangères, juillet 2015.

« Nous nous tenons aux côtés de la Turquie dans ses efforts pour la protection de sa sécurité nationale et dans son combat contre le terrorisme. La France et la Turquie sont du même côté dans le cadre de la coalition internationale engagée contre le groupe terroriste ÉI. » Arrêt sur Info.

François Hollande à la tribune du Forum économique de Davos, le 23 janvier 2015.

À la tribune du Forum économique de Davos, le 23 janvier, François Hollande a singé sa propre marionnette : « Je vous appelle ; forces vives du monde, chefs des plus grandes entreprises de la planète, à l'engagement. J'appelle le système financier à couper les sources d'alimentation du terrorisme. » Puis, avant de s'envoler pour l'Arabie saoudite, où il devait présenter ses condoléances au successeur du roi Abdallah, le président a évoqué les « relations de confiance, y compris pour lutter contre le terrorisme », qu'il entretenait avec le défunt. Sans mesurer le ridicule d'une telle affirmation. Arrêt sur Info.

En complément. L'Internationale terroriste officiellement créée.

- L'Arabie Saoudite annonce une coalition de 34 pays pour combattre l'État islamique - Francetv info

Une coalition de 34 pays musulmans s'est engagée à lutter résolument contre le terrorisme. Cette annonce a été faite par l'Arabie Saoudite et son roi Salman, rejoints par l'Émir du Qatar, l'Égypte et le maréchal Al-Sissi, et soutenue par la Turquie du président Erdogan, les pays forts du monde arabe et musulman. Ce soir, ils se disent prêts à envoyer leurs hommes se battre contre le groupe Etat islamique.

Cette coalition a été annoncée en grande pompe par le prince héritier saoudien en personne. "Le centre des opérations va être installé ici à Riyad pour coordonner et soutenir les efforts dans la lutte contre le terrorisme dans beaucoup de régions du monde islamique", a déclaré le ministre de la Défense saoudien, le prince Mohamed Ben Salman. L'Arabie saoudite n'exclut pas d'engager des forces militaires terrestres en Syrie et en Irak contre le groupe Etat islamique, comme elle a pu le faire récemment dans une autre guerre, au Yémen. L'initiative saoudienne répond aux besoins des États-Unis et de la France qui demandaient depuis longtemps un plus grand engagement des pays arabes. Francetv info 15.12

- Daech a reçu du gaz moutarde de la Turquie (député turc) - sahartv.ir

Le groupe terroriste Daech a reçu du gaz moutarde par le biais des frontières turques, selon un député du Parti Républicain du Peuple de la Turquie (CHP).

« Le gouvernement turc n'a pas réussi à enquêter sur l'envoi du gaz toxique moutarde par les frontières de la Turquie à destination des terroristes de Daech ; mais il est probable que les responsables d'Ankara veuillent occulter cette affaire », a affirmé Eren Erdem, député du principal parti d'opposition en Turquie. « Des pièces des armements chimiques ont été envoyés à Daech par le biais de la Turquie et puis, les terroristes ont procédé dans leurs camps au montage de ces armes », ajoute Eren Erdem.

Toujours selon ce député d'Istanbul, il existe des preuves aptes à prouver que la société des industries chimiques et mécaniques de la Turquie, une entreprise du secteur public active dans le domaine de la production des armes chimiques, a été impliquée dans cette affaire. sahartv.ir 14.12

- L'UE relance la procédure d'adhésion de la Turquie - AFP

Comme promis, l'UE a relancé lundi les négociations d'adhésion avec la Turquie, dont elle attend une meilleure coopération sur la crise migratoire et une lutte accrue contre l'organisation Etat islamique en asséchant notamment le commerce lucratif de pétrole des jihadistes.

L'ouverture du chapitre 17, qui porte sur la politique économique et monétaire, est un signe de la "revitalisation du processus d'adhésion", a indiqué le ministre luxembourgeois Jean Asselborn, dont le pays préside l'Union.

"C'est un pas important dans notre adhésion après près de deux ans d'impasse", s'est félicité le ministre turc aux Affaires européennes, M. Bozkir.

Les négociations d'adhésion de la Turquie au bloc européen, entamées en 2005, piétinaient depuis des années. Mais elles ont reçu une nouvelle impulsion en octobre lorsque les Européens ont proposé à la Turquie un "plan d'action" pour endiguer le flux sans précédent de migrants vers l'Union européenne.

Le chapitre ouvert lundi est le quinzième à l'être sur un total de 35 devant être négociés pour ouvrir la voie à une adhésion de la Turquie.

Même la chancelière allemande Angela Merkel, jusqu'alors notoirement opposée à la perspective d'une adhésion, a changé d'avis cet automne, en rendant personnellement visite au président turc Recep Tayyip Erdogan au plus haut de la crise migratoire.

L'Union a promis d'aider à hauteur de trois milliards d'euros le gouvernement turc afin d'améliorer l'accueil des réfugiés syriens et irakiens sur le sol turc, renforcer les patrouilles en mer Egée et rapatrier les migrants économiques illégaux.

Le Premier ministre turc, Ahmet Davutoglu, avait été invité le 29 novembre à un sommet exceptionnel avec les dirigeants européens à Bruxelles pour sceller cette coopération, en échange d'une relance de l'adhésion et d'une accélération de la libéralisation des visas.

Lundi, trois ministres se sont rendus à Bruxelles, alors que le gouvernement turc se dit "déterminé à faire tout ce qu'il faudra

pour devenir un membre à part entière" de l'UE.

Mais "il sera important que la Turquie réponde à certains manquements", a souligné lundi soir le commissaire à l'Elargissement, Johannes Hahn, citant l'indépendance de la justice, la liberté d'expression et des médias.

M. Hahn prépare pour le printemps prochain une évaluation d'autres domaines dans lesquels les négociations d'adhésion pourraient démarrer, notamment l'Etat de droit, l'énergie, l'éducation ou les affaires étrangères, même si la Commission a exclu tout nouvel élargissement avant 2020.

Mais le ministre autrichien des Affaires étrangères, Sebastian Kurz, s'est montré très sceptique face à une telle perspective, reconnaissant "honnêtement" qu'en fait la relance des négociations, "c'est pour que la Turquie nous aide afin que les réfugiés ne viennent pas en Europe".

Les Occidentaux attendent également que la Turquie contrôle mieux sa frontière avec la Syrie, encore poreuse sur une centaine de kilomètres, pour empêcher le transit des jihadistes de l'EI et assécher le commerce de pétrole, manne financière pour cette organisation.

Ces sujets ont été abordés lundi au cours d'un déjeuner de travail avec le chef de la diplomatie turque Mevlut Cavusoglu.

"Il faut être très ferme avec l'ensemble des partenaires sur le financement du terrorisme" qui "se fait sur place avec le racket des populations locales, mais aussi par l'exportation de produits pétroliers", a prévenu le chef de la diplomatie belge Didier Reynders.

"Il faut des mesures pour empêcher les produits pétroliers de partir vers l'extérieur. On en parlera avec notre collègue turc comme on en parle avec d'autres pays de la région", a-t-il assuré.

Cette question - au coeur d'une vive querelle entre Moscou et Ankara après un grave incident aérien à la frontière syrienne en novembre - est très sensible pour le gouvernement turc.

La famille du président turc Recep Tayyip Erdogan a été accusée par le président russe Vladimir Poutine d'être impliquée dans la contrebande de pétrole de l'EI. AFP 14.12

- Turquie : deux morts dans des heurts à Diyarbakir - AFP

Diyarbakir, grande ville du sud-est de la Turquie, a été le théâtre une nouvelle fois de violents affrontements. AFP 15.12

[Massacre du 13 novembre. Mystification et coup d'Etat terroriste, suivez la piste sioniste.](#)

La lecture de ces articles ne fera pas de ses lecteurs des antisémites.

- Attentats de Paris : Wikileaks évoque un ex-militaire israélien, la presse française se tait - panamza.com

Vendredi, l'organisation Wikileaks, spécialisée dans la divulgation de documents confidentiels, a souligné la présence d'un ancien militaire israélien dans l'acheminement des armes utilisées le 13 novembre à Paris.

Incroyable mais vrai : depuis 48 heures, Aucun média de la presse traditionnelle de l'Hexagone n'a rapporté et creusé une stupéfiante information publique qui fut révélée le jeudi 10 décembre.

Ce jour-là, l'agence américaine Associated Press a publié un scoop : un fusil M92 utilisé lors des attentats de Paris et fabriqué en Serbie provenait d'une compagnie basée en Floride (Delray Beach). Le nom de l'entreprise : Century International Arms.

Sa particularité fut soulignée -dès le lendemain et via Twitter- par la célèbre organisation fondée par Julian Assange : Wikileaks.

Century Arms a longtemps été représenté par Ori Zoller.

Qui est-il?

Panamza avait déjà évoqué ce personnage -le 15 février- dans un article consacré à l'un de ses amis : Shimon Yelinek, l'ex-diamantaire israélien d'Al-Qaïda qui fut cité dans l'affaire SwissLeaks. Extraits :

Le Monde évoque -sans s'y attarder davantage- l'identité du principal "collègue" de Yelinek, dénommé Ori Zoller et présenté comme un "ancien membre des forces spéciales israéliennes".

La réalité est plus complexe.

Propriétaire d'une agence de courtage (en armes à feu) basée au Guatemala, Zoller n'était pas seulement un ex-militaire israélien. Cet homme, également impliqué -comme Yelenik- dans le trafic de diamants avec Al-Qaïda- avait été exposé par l'Organisation des États américains : en janvier 2003, cet organisme avait publié un minutieux rapport d'enquête relatif à l'acheminement illégal d'armes du Nicaragua -via le tandem Zoller/Yelinek- à destination d'un groupe paramilitaire colombien d'extrême droite.

Zoller y fut cité comme un "ex-agent du renseignement israélien" et représentant (au Guatemala) de la société Israel Military Industries (une compagnie contrôlée par le gouvernement israélien) qui bénéficia encore, fin 2001, d'importants virements bancaires effectués depuis Tel Aviv.

En juin 2002, le Miami Herald (journal de la ville où séjournait régulièrement -dans l'hôtel Marriott- Yelinek) était plus incisif : selon une information rapportée par le quotidien Panama America et directement issue -via une source confidentielle- du Conseil de sécurité nationale du Panama, Zoller était encore un agent du Mossad durant son étroite collaboration (dans les années 1999-2001) avec Yelinek.

Si Zoller est aujourd'hui actif dans la cybersurveillance, son collaborateur continue d'exercer principalement dans le secteur de l'armement. Détail-clé : dénommé Michael Sucher, le patron de Century (entreprise impliquée dans le scandale de l'Iran-Contra) travaille directement avec la police israélienne selon un câble diplomatique de 2009 -divulgué par Wikileaks- entre Tel Aviv et la CIA.

En 1996, Sucher était déjà présenté -selon un journal en ligne du Costa Rica- comme un collaborateur du complexe militaro-industriel israélien. panamza.com 12.12

Carnage au Bataclan : la photo-choc a été diffusée depuis Jérusalem - panamza.com

Panamza a retracé l'origine de la photographie controversée des victimes du Bataclan. Surprise, surprise : ce cliché a été divulgué par une organisation basée en Israël et dirigée par un neoconservateur américain.

Souvenez-vous.

Dimanche 15 novembre, ce fut l'émoi sur les réseaux sociaux. De nombreux usagers de Facebook, Twitter et Instagram avaient été indignés par la publication d'une photo-choc : celle censée représenter une vingtaine de corps jonchés sur le sol du Bataclan et fauchés par l'attentat terroriste commis deux jours plus tôt. La police nationale et Christine Taubira avaient aussitôt réagi.

Relayée par la presse étrangère, cette image a davantage fait l'objet de commentaires en France sans être publiée. On pouvait ainsi apprendre que le ministère de l'Intérieur avait demandé -dès le 15 novembre et par réquisition judiciaire- son retrait auprès de Facebook et Twitter.

Problème : Aucun média de la presse traditionnelle n'a tenté d'en savoir plus sur l'origine de la photo. Au contraire : de concert avec le gouvernement et la police, la plupart des journalistes encartés et des éditorialistes se sont contentés de dénoncer la diffusion de l'image sans entamer la moindre tentative de décryptage quant à la genèse de sa propagation.

Prenez l'exemple d'Adrien Sénécat, ancien de l'Express et rédacteur pour le compte du site BuzzFeed. Dans son article, le jeune homme se concentre, à l'instar de ses collègues, sur les désagréments pour contacter les modérateurs des réseaux sociaux et faire supprimer la photo sans jamais s'interroger sur son origine exacte.

Il était pourtant possible d'en retracer le parcours, a fortiori quand on est censé exercer son métier dans le web-journalisme.

Panamza a tenté de percer ce mystère, pas à pas.

Le 15 novembre, le quotidien britannique The Telegraph précise ainsi que cette photo a été publiée sur Twitter par Bart Nijman, blogueur hollandais et islamophobe.

En consultant son compte Twitter, le tweet en question est aisément accessible. (<https://twitter.com/BartNijman/status/665825331014709248>)

On peut ainsi remarquer le moment exact de sa publication : 10h35.

Rappelons ici que la plupart des journaux français ont indiqué -à tort- que "le cliché est apparu dimanche après-midi sur Twitter".

Allons plus loin : dans la partie "commentaires" de son tweet, Bart Nijman est sollicité par plusieurs personnes -parmi lesquels des journalistes- à propos de l'origine de la photo. Après s'être contenté d'affirmer l'avoir trouvé sur "l'Internet", l'homme a finalement dévoilé au reporter Bosch van Rosenthal (alias @eelcobvr) la source de sa publication :

Nom du compte : "Fil d'actualités d'Israël" animé par "@IsraelHatzolah".

Bingo.

À 9h51 précisément, soit 40 minutes environ avant le blogueur hollandais, ce compte avait été en réalité le premier sur le web à diffuser la photographie.

Sur sa page d'accueil de Twitter, ce compte -qui a curieusement publié sa photo exclusive sans y apposer son nom, rendant ainsi facile sa récupération par quiconque- indique être "affilié à United Hatzalah", une ONG israélienne qui collabore pleinement avec l'armée.

Et qui dirige -au niveau international- cette organisation para-médicale?

L'Américain Mark Gerson.

Sa spécificité?

Admirateur de l'ex-président républicain George Walker Bush, ce New-Yorkais est une figure vedette des cercles neoconservateurs dont la volonté de domination géopolitique est centrée sur l'axe Washington-Tel Aviv.

Détail-clé : Gerson fut le directeur exécutif d'un célèbre think-tank dénommé Project for a New American Century. Cette organisation ultra-droitière (qui fut présente dans l'Administration Bush et qui avait joué un rôle majeur dans l'instrumentalisation du 11-Septembre contre Saddam Hussein) était elle-même basée sur les grandes lignes d'un mémorandum commandé en 1996 par le Premier ministre Benyamin Netanyahou et destiné à développer une stratégie moyen-orientale en faveur des intérêts israéliens.

Reste désormais à connaître en détail quel fut l'itinéraire emprunté par cette photographie destinée à susciter l'effroi -et dont l'authenticité est très discutée sur les forums étrangers- pour se retrouver sur le compte d'un webmaster installé à Jérusalem.

Nulle surprise, en tout cas, que le site de la Ligue de défense juive -groupuscule lié aux réseaux similaires de la droite extrême israélienne- ait publié aussitôt le cliché sur son site.

Sans s'attirer -évidemment- la colère de Bernard Cazeneuve, ministre de l'Intérieur particulièrement complaisant envers les agissements de la mouvance sioniste et ceux de son relais opérationnel en France : le Mossad.

Tout citoyen automatiquement réfractaire à la thèse -pourtant corroborée par de nombreux précédents historiques- d'un attentat israélien commis en plein cœur de Paris sous faux drapeau islamiste devrait se remémorer la déclaration de l'un des meilleurs connaisseurs des arcanes de la Vème République : l'ancien ministre des Affaires étrangères Roland Dumas : "Les Israéliens font ce qu'ils veulent en France et mobilise la police du renseignement comme bon leur semble au nom de pratiques fort anciennes." (Coups et blessures 2011) panamza.com 12.12

- Attentats de Paris : une kalachnikov provient d'une famille « totalement dévouée » à Israël - panamza.com

La compagnie américaine Century Arms -dont provient l'une des armes utilisées le 13 novembre à Paris- est fondée et dirigée par la famille ultra-sioniste Sucher.

Samedi 12 décembre, Panamza développait une information de l'organisation Wikileaks -basée sur un scoop antérieur de l'Associated Press- selon laquelle une kalachnikov utilisée lors des attentats de Paris provenait d'une compagnie liée à un ex-militaire israélien. Longtemps représenté par cet homme dénommé Ori Zoller, Century Arms est présidée par Michael Sucher, un collaborateur de la police israélienne ainsi que du complexe militaro-industriel de Tel Aviv.

Aujourd'hui, dimanche 13 décembre, de nouveaux éléments d'information peuvent être mis en évidence : Century Arms est une entreprise familiale fondée en 1961 et dirigée depuis par des militants de la cause sioniste.

Le 29 octobre 1971, un hebdomadaire de la communauté juive de Floride -dénommé The Jewish Floridian- publiait un article détaillé à propos du couple Sucher.

L'objet de leur exposition?

Le couple Sucher s'apprête alors à recevoir (à la date du 13 novembre 1971) le "Shalom Award" décerné par Tel Aviv en raison de leur "totale dévotion" et de leur "complète identification" envers "le temple" juif et "l'État d'Israël".

Présenté comme le membre d'un puissant lobby sioniste international dénommé le B'naï Brith, William Sucher a une autre particularité singulière au regard de l'actuelle polémique relative à sa compagnie.

Son employé Alfred Pinish -également interrogé- sera retrouvé mort quelques semaines plus tard, tué dans un cambriolage.

Et Sucher (décédé en 1976 d'une crise cardiaque)?

Chargée d'enquêter sur l'assassinat d'un président qui fut détesté par les dirigeants israéliens, la Commission Warren avait choisi de le croire sur parole. panamza.com 13.12

Je lis régulièrement les articles publiés par ce portail à ne pas recommander à n'importe qui, je vous le concède pour en avoir parfaitement conscience. Cela dit, c'est fort intéressant de constater ce qu'on peinait à croire ou à imaginer, à savoir à quel point les sionistes avaient réussi à infiltrer ou noyauter petit à petit les institutions jusqu'à tisser des liens étroits au sommet de l'Etat. Cela était impensable sans la complicité de ceux qui se sont relayés à la tête de l'Etat depuis 40 ans.

Disons que c'est la face obscure de ceux qui nous gouvernent et de l'Etat, le complément naturel au néolibéralisme théorisée et impulsée par les sionistes dont LR et le PS sont les maîtres d'oeuvre en France. On comprendra mieux les intentions de Hollande en Syrie en lisant ces articles plutôt que se fier à ses déclarations consistant à brouiller les pistes pour qu'on n'en découvre pas l'aspect inavouable et qui tire les ficelles.

ACTUALITE EN TITRES

[Comme ils l'ont toujours fait...](#)

- Ces élus de gauche et de droite prêts à travailler ensemble - Public Sénat
- Raffarin (LR): "travailler avec le gouvernement car le FN est un adversaire commun" - AFP

[La vengeance est un plat qui se mange chaud.](#)

- Smic: pas de "coup de pouce" malgré l'avertissement des régionales - AFP

Sans dents, sans voix, sans "coup de pouce" !

[Il ne leur reste que les symboles et les chrysanthèmes.](#)

- Victoire symbolique pour les anciens de PSA deux ans après la fermeture d'Aulnay - AFP

[Montée de toutes pièces.](#)

- La justice française avait déjà enquêté en 2010 sur un projet d'attentat contre le Bataclan - LeFigaro.fr

Ex-propriété d'un israélien sioniste qui continuait de le gérer, c'est plus facile et discret pour effectuer les repérages...

Aveux. Le parquet porte-parole de la propagande gouvernementale.

- Propos sur les gens du voyage: la condamnation du député-maire de Cholet annulée - AFP

- Prières de rue comparées à l'Occupation: Marine Le Pen relaxée - AFP

- L'AIEA passe l'éponge sur les activités nucléaires passées de l'Iran - AFP

L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a formellement refermé mardi le dossier concernant les tentatives de l'Iran de se doter de l'arme atomique dans les années 2000. AFP 15.12

C'était juste une farce !

Ils y tiennent.

- Le terrorisme n'est pas un problème qui peut être «détruit» mais géré - Slate.fr

Mais la Ve République, elle peut l'être «détruite»... et le terrorisme avec...

[Riche et psychopathe : un cocktail explosif !](#)

- Donald Trump au plus haut dans les sondages avant le 5e débat républicain - AFP

[Tiens donc !](#)

- Les experts restent prudents après l'accord sur le climat - euronews.com

Les détails de l'accord de Paris sont actuellement scrutés à la loupe par les experts climatiques. euronews.com 15.12

- Climat: le patron du géant pétrolier Total salue un "très bon accord" - AFP

S'il le dit...

[Le souffle de Charlie souffle enfin sur la Tunisie...](#)

- Tunisie : six étudiants condamnés pour homosexualité - Liberation.fr

Les juges de Kairouan ont infligé trois ans de prison aux six accusés. Ils sont , en outre, bannis de la ville pour cinq ans. Liberation.fr 15.12

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

1- Russie

- Poutine autorise la Cour constitutionnelle à ignorer la CEDH - sputniknews.com

Le président russe Vladimir Poutine a signé une loi sur la priorité des verdicts de la Cour constitutionnelle de la Fédération de Russie sur des verdicts de la Cour européenne des droits de l'homme(CEDH) sur le territoire russe.

Désormais, la Cour constitutionnelle décidera indépendamment s'il est possible de rendre une décision dans "la juridiction internationale de la protection des droits et libertés de l'homme" sur le territoire russe. Un organe fédéral du pouvoir exécutif, défendant les intérêts de la Russie, va adresser une demande à la Cour constitutionnelle lors des contentieux contre la Russie dans une cour internationale. Cette loi constitutionnelle fédérale publiée sur le site de l'information juridique et signée par Vladimir Poutine entre en vigueur le jour de sa publication. Plus tôt en décembre, elle a été adoptée par la Douma (chambre basse du parlement russe) et ensuite approuvée par le Conseil de la Fédération.

Le 14 juillet, la Cour constitutionnelle de Russie a décidé que malgré tout le respect qu'elle nourrissait pour la CEDH, elle n'appliquerait pas sans conditions toutes ses décisions. La Cour constitutionnelle a tout de même noté qu'elle n'entamait pas

de démarche particulière et qu'elle était prête à œuvrer avec la CEDH pour le respect des droits de l'homme, mais pas au détriment de la Constitution nationale.

Dorénavant, la Cour constitutionnelle étudiera individuellement chaque litige.

Si une décision de la CEDH contredit la Constitution russe, "la Russie sera contrainte de refuser d'appliquer à la lettre cette décision. Les organes judiciaires suprêmes des pays européens dont l'Allemagne, l'Autriche, le Royaume-Uni ou l'Italie, respectent également la primauté de leurs lois fondamentales dans l'application des décisions de la CEDH", a expliqué la Cour constitutionnelle.

Plus tôt, en juillet 2015, le ministère russe des Affaires étrangères ainsi que le ministère de la Justice ont reçu la proposition d'examiner la possibilité de créer un équivalent de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) dans l'espace eurasiatique.

Elena Soutormina, auteur de l'initiative, présidente de la commission en charge du développement de la diplomatie civile et du soutien aux Russes de l'étranger, a expliqué que ces derniers temps, la CEDH "applique une politique de doubles standards à l'encontre des demandes faites par la Russie". sputniknews.com 15.12

2- Afrique du Sud

- Afrique du Sud: le président Zuma limoge son tout nouveau ministre des Finances - AFP

Le président sud-africain Jacob Zuma a démis dimanche de ses fonctions son nouveau ministre des Finances, quatre jours seulement après une nomination surprise qui a ébranlé les marchés, a annoncé la présidence.

Pravin Gordhan, qui fut un ministre respecté des Finances pendant cinq ans jusqu'à 2014, a été renommé pour remplacer David van Rooyen, un parlementaire peu connu du parti au pouvoir, l'ANC.

"J'ai reçu de nombreuses recommandations pour que je revoie ma décision. En tant que gouvernement démocratique, nous soulignons l'importance d'écouter le peuple et de répondre à ses vues", a expliqué le président Zuma, cité par ses services.

M. van Rooyen avait été désigné par le président Zuma qui venait de limoger mercredi le ministre des Finances en place, le respecté Nhlanhla Nene, sans qu'aucune raison officielle n'ait été invoquée.

Critiquée par les analystes et dans les médias, la décision avait plongé l'économie sud-africaine dans l'incertitude, la devise nationale évoluant après le limogeage de M. Nene à des niveaux historiquement bas.

Déjà affaiblie par la situation économique morose, marquée par une croissance faible et un taux de chômage dépassant les 25%, le rand a perdu 28% de sa valeur face au dollar depuis fin janvier et 24,5% face à l'euro.

Vendredi, il a atteint son plus bas niveau à 1 dollar contre 16,05 rands et 1 euro contre 17,58 rands.

La semaine dernière, l'agence de notation Fitch avait dégradé d'un cran la note de l'Afrique du Sud à BBB-, un échelon seulement au-dessus des catégories spéculatives en raison notamment de la faible croissance.

Selon le communiqué du président sud-africain annonçant le renvoi de M. Nene, ce dernier devait être réaffecté "à un autre poste stratégique".

L'opposition avait estimé que le ministre payait ses critiques envers le chef de l'Etat.

La semaine dernière, il avait refusé la renégociation d'un contrat entre la compagnie aérienne para-publique South African Airways (SAA) et Airbus, jugeant que la transaction n'était pas viable financièrement.

Ce projet était porté par Dudu Myeni, la présidente du conseil d'administration de SAA qui est une amie très proche de Jacob Zuma.

Samedi, le président sud-africain avait nié, dans un communiqué quelque peu insolite, qu'une relation amoureuse aurait été à l'origine du limogeage de son ministre des Finances.

La vie privée de Jacob Zuma, âgé de 74 ans et marié actuellement à quatre femmes, a déjà défrayé la chronique.

M. Nene, premier noir africain à occuper le poste de ministre des Finances d'Afrique du Sud, avait été nommé en mai 2014 après la réélection de Jacob Zuma à la tête du pays. AFP 13.12

3- Irak

- Irak : La Turquie fait marche arrière - sahartv.ir

Les militaires turcs se retirent progressivement du nord de l'Irak, marquant un début à la fin d'une crise de deux semaines entre Bagdad et Ankara, a-t-on appris de sources médiatiques concordantes.

Selon l'IRNA, le site d'information Al-Sumeriya News citant un député irakien a annoncé dans une info en bref que les militaires turcs étaient en train d'évacuer la base de Zelikan, dans la région de Bashiqa, au nord de Mossoul. Salem Al-Shabaki, parlementaire irakien l'a annoncé, réitérant que les conseillers et les forces techniques de l'armée turque resteraient dans cette base. Le gouvernement irakien n'a pas encore confirmé officiellement cette information. sahartv.ir 14.12

4- Syrie

- L'armée syrienne reprend le contrôle d'une base aérienne près de Damas - sputniknews.com

L'armée syrienne appuyée par des milices populaires a libéré la base aérienne Marj al-Sultan, les rebelles du groupe Front al-Nosra, dont des dizaines ont été éliminés, ont reculé, a rapporté une source au sein des milices populaires.

"La base aérienne Marj al-Sultan est libérée. Les terroristes du Front al-Nosra ont reculé vers Al Salihiya. Des dizaines de rebelles ont été éliminés", a affirmé un représentant des milices populaires.

De même, l'armée a réussi à créer une zone de sécurité dans les alentours de la base aérienne. Le génie militaire a commencé à déminer la zone.

La base aérienne Marj al-Sultan est située près de la ville de Douma, à 18 kilomètres de la capitale syrienne, et représente un des fiefs du groupe terroriste Jaish al-Muhajireen wal-Ansar qui a prêté allégeance au Front al-Nosra. sputniknews.com 14.12

5- Yémen

- Les missiles yéménites s'abattent sur Assir - sahartv.ir

Au cours d'une opération spéciale, l'armée et les comités populaires du Yémen ont pris pour cible le siège du commandement de la garde frontalière saoudienne dans la province d'Assir et l'ont détruit.

Le site web Al-Massira Net a annoncé que l'unité balistique de l'armée yéménite a tiré 58 roquettes sur le complexe des bâtiments publics à Al-Rabouah.

Selon ce rapport, l'artillerie de l'armée et des comités populaires yéménites ont tiré 50 obus de canons sur les points de passage frontaliers Alab et Al-Sheybani ainsi que sur les bases aériennes Al-Hozzar et Al-Thorin en Arabie saoudite.

Pendant les dernières 24 heures, l'armée et les comités populaires yéménites ont tiré deux missiles Qaher 1 sur la base aérienne Malek Khaled et l'aéroport de Jizan.

De même, au cours de l'attaque au missile des Yéménites contre le siège du commandement de la coalition saoudienne, des dizaines de militaires dont les commandants saoudiens et émiratis ont été tués. sahartv.ir 15.12

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France.

1- Plus de 90% des salariés de Smart acceptent les 39 heures - Reuters

Plus de 90% des 800 salariés de l'usine Smart de Hambach (Moselle), filiale du groupe allemand Daimler, ont accepté de revenir

aux 39 heures par le biais d'un avenant à leur contrat de travail, a annoncé mardi la direction dans un communiqué.

Ils n'étaient que 56,1% à se prononcer pour cette augmentation de 12% de la durée du travail, prévue jusqu'en 2020, en contrepartie d'une augmentation de 6% des salaires et d'une garantie de maintien de l'emploi, lors d'un référendum consultatif organisé par la direction de l'entreprise automobile le 11 septembre dernier.

Alors que deux syndicats, la CFE-CGC et la CFTC, acceptaient alors de signer l'accord proposé par la direction, la CGT et la CFDT, majoritaires, le dénonçaient, contraignant la direction à passer par des avenants individuels au contrat de travail pour parvenir à ses fins.

"Je suis très fière de notre équipe Smart de Hambach qui a montré un engagement très fort pour améliorer la compétitivité de notre site de production", déclare dans un communiqué Annette Winckler, responsable de la division Smart au sein du groupe Daimler.

La direction de Smart s'était engagée à mettre en œuvre ce qu'elle nomme le "pacte 2020" dès lors que 75% des salariés accepteraient de signer un avenant individuel. Les réfractaires ont jusqu'au 18 décembre pour s'associer à cette démarche.

Selon les syndicats, la direction justifiait l'effort de compétitivité demandé par le risque de voir la future génération du véhicule partir vers d'autres cieux, par exemple dans l'usine Renault de Novo Mesto, en Slovénie, qui assemble déjà la version à quatre places. Reuters 15.12

2- La Rochelle : fronde des agents municipaux à propos du temps de travail - Francetv info

Certaines collectivités locales souhaitent renégocier les temps de travail pour face aux contraintes budgétaires. À

La Rochelle, les négociations dégénèrent.

Le conseil municipal va débiter, il y a déjà beaucoup de monde dans les rues de la ville. Lundi 14 décembre, il est un peu plus de 18h, le maire Jean-François Fontaine ouvre la séance. Au bout de quelques minutes, une bousculade puis la rébellion. Dans la salle, syndicalistes et agents de la ville lui reprochent de vouloir modifier leur temps de travail. Il doit suspendre la séance.

Protégée par des policiers, l'équipe municipale quitte la salle. Une nouvelle fois, le dialogue n'aura pas lieu. Au cœur des tensions, un rapport de la chambre régionale des comptes. Elle estime que le régime du temps de travail avantageux pour les agents de la ville de La Rochelle est trop coûteux, mais aussi irrégulier. Depuis 30 ans ici, les agents travaillent un peu plus de 33h par semaine, moins que la durée légale du travail (35h). La mairie veut mettre fin à cet avantage, mais c'est un avantage justifié pour les syndicats qui refusent que le maire supprime neuf jours de congé. Francetv info 15.12

ECONOMIE

1- Gaz.

- Turkménistan: inauguration d'un gazoduc reliant l'Asie centrale au sous-continent indien - AFP

Les dirigeants du Turkménistan, de l'Afghanistan, du Pakistan et de l'Inde ont inauguré dimanche, lors d'une cérémonie dans le désert turkmène, un gazoduc d'un coût estimé à dix milliards de dollars devant relier l'Asie centrale au sous-continent indien.

"Aujourd'hui, nous sommes les participants et les témoins d'un événement historique, le lancement d'un projet à grande échelle, le gazoduc TAPI (Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde)", a déclaré le président du Turkménistan Gurbangouly Berdimoukhamedov.

Le Premier ministre pakistanais, Nawaz Sharif, le président afghan Ashraf Ghani et le vice-président indien Mohammad Hamid Ansari ont assisté à la cérémonie, qui s'est tenue aux abords de la cité de Mary, dans le désert de Karakum, selon un journaliste de l'AFP.

"TAPI marque une nouvelle coopération historique entre l'Asie centrale et l'Asie du Sud (...), cela sera une contribution à la stabilité et à la paix dans la région", a déclaré M. Ghani.

Pour M. Ansari, "TAPI, c'est plus qu'un projet, c'est la réunification de nos pays".

"Nous devons surmonter ensemble toutes les difficultés, assurer ensemble le profit commercial du projet et les livraisons du gaz à des prix bas pour une grande partie de la population", a-t-il souligné.

"Ce projet va ouvrir les portes sur le chemin de l'intégration économique et transformer entièrement la région, en devenant un symbole de son épanouissement", s'est félicité de son côté M. Sharif, en appelant ses partenaires à "faire tout leur possible pour que le projet soit réalisé".

Le projet du gazoduc Tapi date des années 1990 mais a souffert de l'instabilité en Afghanistan, un problème qui suscite toujours des doutes sur sa viabilité.

Le gouvernement turkmène espère que le gazoduc de 1.800 kilomètres de long et d'une capacité annuelle de 33 milliards de mètres cubes sera pleinement opérationnel d'ici à la fin 2018.

Son objectif est de relier les champs gaziers du Turkménistan au Pakistan et à l'Inde, deux marchés émergents aux forts besoins en énergie, en passant par les vallées rocailleuses de l'Afghanistan, en partie contrôlées par les talibans.

Pour le Turkménistan, qui dépend de la Chine pour la majorité de ses ventes de gaz, le projet TAPI est une occasion majeure de diversifier ses exportations.

Le président turkmène a également annoncé que dimanche marquait le début de la troisième phase du développement du gisement gazier de Galkynych qui fournira les ressources pour le projet TAPI.

La prochaine phase de développement de cet énorme gisement gazier sera effectuée par un consortium de compagnies japonaises et turques, ainsi que par le Turkmenistan, selon le chef de l'Etat. AFP 13.12

2- Italie

- Italie : le sauvetage de quatre banques fait scandale - La Tribune

Rome a sauvé fin novembre quatre banques pour éviter de mettre les déposants à contribution comme le prévoit l'union bancaire européenne dès le 1er janvier. Mais l'affaire a provoqué des remous en ruinant des petits épargnants. Le mécanisme européen de résolution bancaire est déjà sous pression.

Lorsque, le 21 novembre dernier, le gouvernement italien a décidé de « sauver » quatre petites banques régionales. Quatre petites banques dont le montant total des bilans ne cumule pas 3,6 milliards d'euros. Mais quatre banques plombées par de nombreuses créances douteuses, fruit de près de quatre ans de crise économique.

L'objectif du sauvetage bancaire

Le problème, pour Rome, était que ces petits établissements étaient deux caisses d'épargne - de Ferrare et de Chieti - et deux banques régionales - d'Etrurie (Toscane) et des Marches - autrement dit, deux banques qui recueillent l'épargne de très nombreux citoyens de ces régions. Or, le 1er janvier, la directive européenne de résolution bancaire (BRRD) entre en vigueur. Selon cette directive, les déposants peuvent être mis à contribution en cas de crise bancaire. C'est le fruit des nouvelles règles de l'union bancaire européenne qui cherche avant tout à sauver les contribuables, fût-ce au détriment des déposants.

Pour le gouvernement italien, la mise à contribution des dépôts et de l'épargne des Italiens eût été une catastrophe politique. Pour l'éviter, Matteo Renzi a choisi de réaliser un sauvetage express mettant en partie à contribution les actionnaires et les créanciers de ces banques. Un mouvement qui visait donc à éviter des remous politiques causés par la nouvelle directive bancaire européenne. Mais le pari s'est révélé désastreux. Petits épargnants touchés

Ces banques ont en effet vendu leurs actions et leurs obligations subordonnées (celles qui sont les moins protégées en cas de renflouement) à de nombreux épargnants. Selon les données publiques, les quatre banques compteraient 133.000 actionnaires et environ 10.500 détenteurs d'obligations. Les journaux de la Péninsule sont remplis de témoignages de petits épargnants - retraités, ouvriers, petits employés, artisans modestes, femmes au foyer ou même chômeurs, ayant dû faire leur deuil de toutes leurs économies. A la différence d'autres produits d'épargne et des dépôts, les détenteurs d'actions et d'obligations ne sont pas concernés par la garantie européenne (en réalité nationale) des dépôts jusqu'à 100.000 euros. La perte est donc complète.

Suicide et mobilisation

L'affaire a pris une tournure tragique le 28 novembre lorsque Luigino D'Angelo, un retraité de 70 ans s'est pendu chez lui à Civitavecchia (Latium), après avoir perdu 110.000 euros dans le sauvetage des banques. Connu le 9 décembre dernier, ce suicide

a provoqué une onde de choc en Italie. Les associations de défense des victimes de « Salvabanche », nom donné au sauvetage de ces quatre banques par les Italiens, sont montés au créneau. Ce lundi 14 décembre, ils ont manifesté à Florence devant l'ancienne station Leopolda, où se tient la convention traditionnelle des amis de Matteo Renzi en présence du premier ministre. Le ministre des Finances, Pier Paolo Padoan a dû recevoir une délégation d'épargnants victimes. Sans parvenir à apaiser leur colère.

Choix impossible pour le gouvernement

Le gouvernement est fort gêné face à cette affaire. Fin novembre, son choix était de faire payer les déposants et les créanciers et actionnaires ou seulement ces deux dernières catégories. Sur le plan macro-économique et politique, il a jugé que la deuxième solution était moins douloureuse. En réalité, il fallait choisir entre la peste et le choléra. Car l'opposition, et notamment la Ligue du Nord, qui a adopté depuis quelques mois des positions proches du Front National en France, tente de profiter de la situation en dénonçant la manœuvre du gouvernement. Politiquement, le résultat pour Matteo Renzi - déjà peu vaillant dans les sondages - est désastreux.

Dédommagement prévu

Pier Carlo Padoan a donc dû annoncer que le gouvernement mettrait en place un système de dédommagement des épargnants à hauteur de 100 millions d'euros. Les contribuables seront donc bien mis à contribution, ce qui est une première défaite de l'union bancaire. Les conditions d'attribution de ces fonds promettent d'être complexes. Le ministre des Finances s'est contenté d'indiquer que ses services « évalueraient si les personnes ont été correctement conseillés. » Autrement dit, l'étude des dossiers s'annoncent longue et délicate et sans doute pleine de contestations possibles. Sans compter qu'il y aura des déceptions : on évalué à 340 millions d'euros le montant des obligations subordonnées de ces quatre banques vendues aux particuliers. Certes, Pier Carlo Padoan a fait savoir que le fond sera élargi, mais selon des modalités de financement encore floues (par le produit, notamment de la vente des titres de mauvaise qualité). « Le compte n'y est pas », ont estimé les manifestants selon le quotidien La Stampa.

Epargner les contribuables à tout prix ?

Cette crise que traverse le gouvernement italien montre que les nouvelles modalités de résolution bancaire européennes posent de graves problèmes. D'abord - et on a pu aussi le voir avec la Grèce qui s'est hâtée de renflouer ses banques avant le 1er janvier - la question de la participation des déposants pose un véritable problème. Un gouvernement qui accepterait de voir les dépôts mis à contribution prendrait un risque économique et politique considérable. Ensuite, la logique qui a été mis en place en Italie et qui consiste à faire payer les créanciers et les actionnaires a ses limites, car ces derniers ne sont pas toujours des Fonds vautours ou des banques internationales. Ce sont aussi des épargnants. Dans ce deux cas, un gouvernement risque de devoir recourir aux contribuables pour adoucir le choc. Or, c'est précisément ce que les Européens voulaient éviter : lier le risque souverain au risque bancaire.

Une union bancaire peu convaincante

Comme toujours, les auteurs de l'union bancaire ont manqué une occasion. En voulant éviter, à la demande de Berlin, toute vraie mutualisation des risques, on a fait prendre des risques politiques et économiques considérables aux Etats membres. Le résultat risque d'être que ces derniers vont tout faire pour contourner ce risque, quitte à avoir recours encore à l'argent public. L'exemple italien est donc déjà plein d'enseignements. D'autant que ce sauvetage bancaire commence à faire planer une menace sur l'ensemble du secteur. Pier Carlo Padoan a dû rassurer ce lundi en affirmant que le secteur financier italien « était grand et solide. » Mais en voyant les épargnants ruinés, ceux qui ont placé leur argent dans des structures similaires ne peuvent qu'avoir peur et penser à se retirer. Car tout le monde sait que le poids des créances douteuses est considérable sur les petites banques italiennes. Et la directive de résolution européenne effraie beaucoup en Italie où la presse fait le compte des épargnants "à risque." Si la panique se déclençait, ce serait alors le début d'une phase fort dangereuse pour l'Italie et pour la jeune union bancaire européenne. La Tribune 15.12

[Haut de page ↗](#)

Le 18 décembre 2015

CAUSERIE

J'ai été victime d'une intoxication alimentaire qui m'a rendu bien mal en point. J'essaierai d'actualiser le site demain.

[Haut de page ↗](#)

Le 19 décembre 2015

CAUSERIE

Je me remets doucement et je n'ai pas ni le temps ni l'envie de causer.

La France, dites-donc, quel cauchemar ! C'est cela que vous allez laisser à vos enfants et petits-enfants ?

Quand est-ce que l'heure des comptes sonnera pour les charlatans qui nous ont conduits où nous en sommes ? Comment, vous n'avez plus envie de faire un petit front unique avec ces salopards du PS et du PCF, vous n'avez plus envie d'aller flâner dans les ministères ou les couloirs de l'Assemblée nationale pour leur demander de bien vouloir avoir l'extrême bonté de penser une seconde (pas plus) à ces braves travailleurs, non, sans blague, qu'est-ce qu'il leur arrive ?

Et leurs discours sur l'agonie des institutions de la Ve République, du capitalisme, patati, patata, ? C'était du vent, du baratin, des analyses à 2 balles pour noircir du papier ou occuper la galerie et tout le reste était à l'avenant... 70 ans de lutte de classe pour se doter d'une nouvelle direction et à l'arrivée le néant, la faillite politique totale. Voilà l'épouvantable bilan des dirigeants se réclamant du trotskysme, et on comprend pourquoi ils ne supportent pas qu'on ose les critiquer. Dès qu'on critique Israël, on se fait traiter d'antisémite, eux dès qu'on les critique, ils hurlent à la calomnie et ils vous traitent d'ennemi de la classe ouvrière, cherchez la différence.

On peut comprendre l'écoeurement ou le profond désarroi des militants. Surtout n'oubliez rien, ne laissez rien passer, repassez-vous le fil du passé, non pas à partir de l'interprétation que vous en aviez fait hier puisqu'elle était forcément erronée, mais au regard de la situation actuelle, et vous comprendrez peut-être que tout ce qui se produit sous vos yeux était pour ainsi dire déjà écrit ou prévisible pour avoir tout pris ou tout fait de travers. Disons stop, arrêtez le massacre !

Vous me direz que c'est plus facile à dire aujourd'hui ou après coup, je vous l'accorde volontiers, soyons honnête jusqu'au bout, encore faut-il l'admettre pour corriger nos erreurs, sinon nous ne nous en sortirons jamais. On n'en a rien à foutre de leurs déclarations ou communiqués, ce qu'on exige ce sont des explications, des réponses à toutes les questions auxquelles ils n'ont jamais voulu répondre. Au point où nous en sommes, les militants doivent comprendre qu'on n'a vraiment plus rien à perdre désormais, le pire est devant nous et nous n'y échapperons pas, par quel miracle pourrait-on y échapper dites-nous ?

Je suis épuisé, on poursuivra lundi ou mardi sur Hollande, le PS et les institutions.

Vidéo

Giulietto Chiesa : Poutine, la Russie se prépare à toute éventualité.
https://www.youtube.com/watch?v=Pcewug6GP_4

ACTUALITE EN TITRES

La Bourse ou la vie

- Wall Street, où la méfiance s'accroît, finit sur une chute - AFP

Au lendemain d'une nette baisse, Wall Street a chuté vendredi, des raisons techniques venant accentuer sa méfiance sur la déprime du marché pétrolier et les futures actions de la Réserve fédérale (Fed): le Dow Jones a perdu 2,10% et le Nasdaq 1,59%.

Même si les cours pétroliers, plombés par la surabondance générale d'or noir, ont perdu moins d'un dollar le baril cette semaine, leur incapacité à rebondir provoque des craintes quant à une contagion au secteur financier, en raison des prêts octroyés au secteur de l'énergie. AFP 18.12

- La Bourse argentine chute de 6,28% à une heure de la fermeture - AFP

- Citigroup supprimerait 2.000 postes à partir de janvier - Reuters

Citigroup prévoit de supprimer au moins 2.000 emplois à partir du mois prochain dans le cadre d'une restructuration des activités de

la troisième banque américaine en termes d'actifs Reuters 18.12

[Quand Sapin se prend pour le porte-parole de Washington.](#)

- Affaire Tapie-Crédit lyonnais : Christine Lagarde renvoyée devant la Cour de justice de la République - Francetv info
- Lagarde est "présumée innocente", peut rester à la tête du FMI, selon Sapin - AFP

[En famille. La réaction à visage découvert.](#)

- Ce que cherchent Hollande et Valls en tendant la main à la droite - LeMonde.fr
- Hollande salue Xavier Bertrand et exhorte à "la concorde" - AFP
- Lutte contre le chômage: Raffarin veut «un pacte républicain », Valls approuve - 20minutes.fr
- Politique : vers un rapprochement de la droite et la gauche ? - Francetv info
- Cambadélis: "Il faut que le centre se détache de la droite" - AFP
- "Poils dans la main" : Gérard Longuet (LR) fait polémique sur le web - Francetv info
- Raffarin (LR): "La lutte pour l'emploi passe par une politique pro-entreprise" - AFP

[Le sommet de la classe dominante formule ses vœux pour l'année 2016.](#)

- Deux-tiers des Français pensent que le parti Les Républicains risque d'imploser - AFP
- 82% des sympathisants de gauche pour un candidat unique à gauche en 2017 - AFP

Une très forte majorité (82%) des sympathisants de gauche et 61% des Français souhaitent un candidat unique à gauche en 2017, selon un sondage Odoxa vendredi pour i-Télé. AFP 18.12

- Présidentielle 2017: 61% des Français veulent un candidat à gauche unique - 20minutes.fr

[Elle avait participé à la réunion annuelle du groupe Bilderberg en 2013.](#)

- Île-de-France: la consécration de Valérie Pécresse - LeFigaro.fr

Sera-t-elle le pendant de M. Le Pen ?

[La blanchisseuse du palais](#)

- Attentats de janvier : les gardes à vue du trafiquant d'armes présumé et de sa compagne levées sans poursuite - Francetv info
- Thomas Fabius ressort libre après 12 heures de garde à vue - LeFigaro.fr

[On achète bien les terroristes, alors pourquoi pas leurs victimes ?](#)

- Jusqu'à 300 millions d'euros pour les victimes des attentats - LeFigaro.fr

[Dislocation de la civilisation humaine.](#)

- Le nombre de migrants dans le monde atteint le niveau record de 250 millions - Francetv info

C'est un niveau historique. Le nombre de migrants devrait atteindre 250 millions cette année dans le monde sur fond d'afflux massif de réfugiés en Europe, selon les estimations publiées par la Banque mondiale, vendredi 18 décembre.

Les migrations entre pays du Sud représentent 38% des flux migratoires mondiaux, devant les flux Sud-Nord (34%), selon un rapport de l'institution. Ces chiffres prennent en compte tous les déplacements de population liés à des raisons politiques, culturelles ou économiques. Francetv info 18.12

C'est aussi un bon moyen pour mieux contrôler et asservir la population...

[Après le bombardement de soldats syriens...](#)

- Une frappe de la coalition a peut-être tué des soldats irakiens - AFP

L'armée américaine a reconnu vendredi qu'une frappe de la coalition avait peut-être tué des soldats irakiens près de Fallouja en Irak et annoncé l'ouverture d'une enquête AFP 18.12

ACTUALITÉ DU JOUR

[A bas l'état d'urgence !](#)

- Des organisations veulent la levée de l'état d'urgence - Reuters

Une centaine d'organisations ont réclamé jeudi la levée immédiate de l'état d'urgence instauré par le gouvernement après les attentats du 13 novembre, jugeant que ce régime d'exception entraîne des dérives sans répondre à la menace terroriste.

La Ligue des droits de l'homme (LDH), la CGT, et le Syndicat de la magistrature (SM), notamment, dénoncent un "détournement" du dispositif qui viserait aussi des personnes sans lien avec le terrorisme, syndicalistes ou écologistes. Reuters 17.12

Le Conseil d'Etat se prononce contre la prolongation de mesures d'exception au-delà de l'état d'urgence - Francetv info

Et de demander qu'elles soient inscrites dans la Constitution !

[Antisocialisme en famille. Quand Mélenchon revendique le stalinisme et le social-libéralisme au nom du socialisme.](#)

- Hollande veut "liquider le mouvement socialiste", accuse Mélenchon - AFP

Le porte-voix du Parti de gauche, Jean-Luc Mélenchon, a estimé vendredi que François Hollande souhaitait "liquider le mouvement socialiste" à travers son appel à une "concorde" nationale.

"Son intention est réellement de liquider le mouvement socialiste et de passer à autre chose, comme c'est le cas par exemple en Italie", a déclaré M. Mélenchon sur BFMTV-RMC, jugeant que la stratégie du chef de l'Etat est "beaucoup plus profond(e)" qu'une "tactique politicienne".

"En Italie, ils ont liquidé le Parti communiste, ils ont liquidé le Parti socialiste et créé un parti soi-disant de la gauche", a poursuivi l'ancien candidat à la présidentielle en référence au Parti démocrate transalpin.

M. Mélenchon s'est également montré critique face à l'Alliance populaire", stratégie d'union du "bloc républicain" face au "bloc réactionnaire" pour 2017, annoncée mardi par le premier secrétaire du parti socialiste Jean-Christophe Cambadélis.

"Son intention est noble et digne (...) mais il y a plusieurs obstacles à ça", a-t-il répondu, soulignant les profonds "désaccords" de son parti avec le gouvernement.

Il ne faut "pas nous demander de rallier leur politique, nous ne le voulons pas (...). Deuxièmement, si c'est pour nous resservir François Hollande comme candidat à l'élection présidentielle, c'est même pas la peine qu'on parle", a-t-il dit encore.

M. Mélenchon a par ailleurs raillé la main tendue de la coprésidente du groupe écologiste à l'Assemblée Cécile Duflot à M. Hollande pour bâtir une coalition politique.

"Mme Duflot, je m'en vais la chercher chez Zig, elle est partie chez Zag. Je vais chez Zag, elle est repartie chez Zig. Je ne peux

plus suivre (...). Tout ça, c'est les combines, les arrangements", a-t-il réagi. AFP 18.12

Côté "combines" et "arrangements" pourris en étant allié du PCF qui a appelé à voter LR, il en connaît un rayon le charlatan ! C'est comme être ministre de la réaction (Chirac) un jour et prétendre représenter "le mouvement socialiste" un autre jour, on se demande comment il faut qualifier ce sale type, cet escroc, il a rejoint les rangs des ennemis du socialisme en voulant interdire à ses fossoyeurs de l'assumer pour qu'ils continuent de remplir cette fonction pour le compte du régime contre la classe ouvrière et le mouvement ouvrier.

Ce qui a causé la perte du mouvement ouvrier et causera sans doute à terme celle de la civilisation humaine, c'est le manque de rigueur, de cohérence et de principes des militants qui acceptent n'importe quoi de la part de leurs dirigeants, qui font preuve d'une mémoire sélective, d'une malhonnêteté intellectuelle suicidaire car les faits sont tellement évidents qu'ils se passent de toute interprétation pour en comprendre instantanément la nature ou les caractériser. A ce stade-là, il ne s'agit plus d'inconscience mais de compromission pure et simple.

Chacun devrait comprendre qu'en politique comme dans toute chose il y a des limites à tout, c'est le b.a-ba de la logique la plus élémentaire qui apparemment fait défaut chez les militants, dont on se demande ce qu'ils ont dans la tête et quel est le sens de leur engagement politique, qui correspond à un degré de conscience politique proche de zéro ou pire encore, puisqu'ils font le jeu des ennemis de la classe ouvrière, ceci expliquant cela.

Ils ne sont même pas capables de singer correctement les capitalistes qu'ils imitent et qui s'en tiennent aux faits plutôt qu'aux apparences quand ils s'en remettent à un parti aussi réactionnaire que le PS pour gérer leurs intérêts. Les capitalistes sont cohérents et sérieux à côté de ces militants, ils ne tiennent jamais qu'un seul langage et ne poursuivent qu'un unique objectif quelle que soit la manière dont ils affichent leurs intentions ou les apparences destinées à tromper le peuple, mais aussi ceux qui veulent bien l'être hypocritement, car il est plus confortable de s'accommoder du capitalisme que de rompre avec lui et de l'affronter, et pour se justifier ils pourront toujours revendiquer le soutien de la majorité des militants ou des travailleurs toujours aussi arriérés politiquement ou qui ignorent tout du socialisme.

C'est ainsi qu'ils adopteront un comportement antisocialiste ou une position réactionnaire pour ainsi dire malgré eux, à l'instar de leurs dirigeants qui sont irréfutables. On en arrive à la conclusion que ces militants ignorent qu'on ne peut pas être à la fois capitaliste ou pro-capitaliste et socialiste, qu'une entreprise ne peut pas être à la fois la propriété de l'Etat ou plutôt de la collectivité et celle d'un propriétaire privé, bref qu'un chat ne sera jamais un chien, les capitalistes le savent et ils n'ont pas besoin qu'on leur fasse un dessin pour le comprendre au quart de tour, alors que ces militants même avec un dessin trouveront le moyen de vous demander si c'est vraiment vrai, on croit rêver, en fait ils possèdent leur propre vérité qui ne correspond en rien à la réalité et ils s'y tiennent, partant de là aucune discussion avec eux n'est possible, ce sont des agents de la réaction qui s'ignorent et ils en tirent satisfaction, ils sont donc irrécupérables. Ils incarnent la négation du socialisme, alors qu'un capitaliste ne sera jamais qu'un capitaliste.

Le capitaliste a conscience de ce qu'il est et de ses intérêts, alors que ces militants n'ont aucune conscience de la classe à laquelle ils appartiennent. Comment cela ?

Le capitaliste se fout de savoir de quoi il est le produit historique, sa seule raison d'être et son unique objectif, c'est le profit et accumuler du capital, tout le reste l'indiffère du moment qu'il atteint son objectif ou que ses intérêts sont préservés. Il produit pour s'enrichir toujours plus sur le dos des exploités dont la part des richesses ne doit pas excéder ce dont ils ont besoin pour renouveler leur force de travail ou s'en rapprocher le plus possible, et quand cela n'est plus possible il n'hésite pas à en éliminer un certain nombre, c'est le seul principe, la seule morale qu'il connaisse ou qui l'anime, tout le reste n'est que démagogie destinée à tromper les ignorants. C'est ainsi qu'il justifiera le chômage de masse, la misère, la précarité absolue ou l'indigence, les famines, les génocides, les migrations forcées, les guerres, la barbarie, qui pourront s'étendre à l'échelle planétaire, sans parler de notre environnement qu'il saccagera sans vergogne. Détenant le pouvoir politique, il en usera uniquement pour pérenniser sa domination de classe, sans se soucier du sort du reste de la population qu'il considère inférieure et faite pour le rester éternellement, qu'il méprise profondément, hait. Tel est son état d'esprit ou sa conscience de classe, le système économique qui sert ses intérêts doit se survivre à lui-même, quitte à sacrifier le reste de l'humanité ou la terre entière s'il le faut.

Quant à notre malheureux militant, il est franchement à plaindre, car il se caractérise avant tout par une ignorance qui dépasse le seul domaine de la politique pour s'appliquer à l'existence elle-même ou à toute manifestation de la nature, dans laquelle on peut englober la société et les hommes qui la composent, du fait qu'il n'a pas été foutu de constater qu'ils procédaient d'un processus dialectique comportant différents stades de leur naissance à leur mort, et que régit par les mêmes lois ils devaient infailliblement connaître un jour le même sort, et qu'il en allait ainsi de tout système apparu un jour et fait pour dépérir et disparaître ; l'homme en étant le plus parfait exemple, car incapable d'échapper à cette loi à défaut d'avoir inventé l'élixir d'immortalité, invariablement une fois mort son corps entrera en putréfaction et sera rongé par la vermine qui n'en laissera que les os si des charognards ne passaient pas par là pour terminer ce festin, et bien c'est le même sort qui attend l'humanité entière si nous ne mettons pas rapidement un terme à l'existence du système capitaliste, qui contrairement à l'homme peut disparaître ou céder la place à sa négation, le socialisme, qui au lieu de se nourrir de rapports contradictoires insolubles conduisant à leur putréfaction, les transcendent, les dépassent, s'en émancipent pour céder la place à de nouveaux rapports où seules

les contradictions inhérentes à ses éléments existant à l'état naturel en constitueront les limites une fois affranchis de celles que l'homme inconsciemment s'était employé à leur donner précédemment.

Une fois que notre pauvre militant aura atteint ce niveau de conscience élémentaire, ensuite pourra-t-il peut-être concevoir qu'il revient à la classe ouvrière de remplir ce rôle historique au sein de ce processus dialectique afin d'écrire la suite de cette aventure humaine ou si elle doit s'arrêter là s'il en était incapable, car il n'est écrit nulle part que la civilisation humaine ne disparaîtra pas un jour ou qu'elle n'est pas condamnée à connaître une régression sans fin sur fond de chaos et barbarie généralisée, ce qui revient au même, en pire peut-être. Il faut être parfaitement lucide et admettre que c'est dans cette direction que l'humanité est engagée.

Une fois de plus notre brave militant jouant au apprenti sorcier ne voudra peut-être rien entendre.

Considérant que le nombre de ces militants est infime par rapport à la population laborieuse, vaut mieux dans ce cas-là le laisser à son triste sort car on ne peut rien de plus pour lui, vaut mieux s'adresser à la masse des travailleurs et tenter d'en convaincre le plus grand nombre du bien-fondé de notre interprétation du développement historique du capitalisme qui conduit à la barbarie ou au socialisme.

Prenez une pile, qu'elle soit rechargeable ou non elle a forcément une durée de vie limitée, notre militant prétend que non, nous nous prétendons le contraire, appliquez cela au capitalisme, c'est aussi simple que cela, trop en vérité. C'est bien l'ignorance des hommes qui concourt à la survie du capitalisme et à leur propre perte

France. Etat policier.

- Les députés adoptent en 1ère lecture la proposition de loi sur la sécurité dans les transports - AFP

La proposition de loi vise notamment à autoriser les agents des services de sécurité de la SNCF et de la RATP "à procéder à des palpations de sécurité" et à la fouille des bagages, avec l'accord des passagers, ou à permettre aux policiers, sous conditions, l'inspection visuelle des bagages à main et leur fouille pour "prévenir une atteinte grave à la sécurité des personnes et des biens".

"Toute personne qui refusera se verra refuser l'accès au train", a assuré le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve. Les entreprises pourront aussi exiger des billets nominatifs.

Ce renforcement de la sécurité ne se fera pas uniquement au niveau du contrôle des voyageurs. La SNCF et la RATP pourront solliciter des enquêtes administratives sur des personnes recrutées ou affectées à des postes portant sur la sécurité des personnes (aiguillage, conduite des trains, sécurité des systèmes d'information) pour vérifier qu'elles ne sont pas fichées S. AFP 17.12

- Royal veut déployer des portiques de sécurité sur les quais des TGV et des TER - 20minutes.fr

La ministre Ségolène Royal veut étendre les portiques de sécurité, pour l'instant réservés au Thalys, aux TGV et aux trains régionaux... 20minutes.fr17.12

- Un mois après les attentats, de nouvelles mesures pour la sécurité dans les écoles - Francetv info

Formation de la communauté éducative aux premiers secours, vidéoprotection, recensement des portables des chefs d'établissement: Najat Vallaud-Belkacem et Bernard Cazeneuve ont annoncé jeudi de nouvelles mesures pour la sécurité à l'école, un mois après les attentats de Paris.

Ces mesures figurent dans une circulaire adressée jeudi notamment aux préfets et aux recteurs, précisent dans un communiqué commun la ministre de l'Education nationale et le ministre de l'Intérieur.

Pour pouvoir joindre à tout moment un interlocuteur de proximité, les préfets et les recteurs sont chargés de mettre en place des répertoires communs qui devront être mis à jour régulièrement.

Les interlocuteurs de chaque école et de chaque établissement du secondaire au sein des brigades de gendarmerie ou des commissariats de police devront avoir des suppléants.

Chaque recteur devra aussi recenser les numéros de portable des directeurs d'école et chefs d'établissement de son académie "pour pouvoir les alerter en temps réel en cas de crise".

Après les diagnostics de sécurité réalisés dans tous les établissements, des "mesures complémentaires de sécurité et de surveillance doivent être prises en lien avec les collectivités compétentes (vidéoprotection, digicode, etc.) pour protéger les espaces particulièrement vulnérables (accès isolés, façades exposées, etc.)", précise le communiqué.

Les préfets "rappelleront aux collectivités gestionnaires et aux recteurs les procédures" pour "solliciter des financements auprès du fonds interministériel de prévention de la délinquance".

Une "sensibilisation intensive" aux premiers secours sera lancée auprès de la communauté éducative, des élèves et de leurs familles, suivant des modalités qui seront connues en janvier pour un début de mise en oeuvre en février, selon le communiqué.

Les deux ministres annoncent également une formation de formateurs "sûreté" de l'Education nationale, ainsi qu'un module de formation ou sensibilisation destiné aux équipes pédagogiques et éducatives.

D'autres mesures de sécurité avaient déjà été annoncées après les attentats du 13 novembre. Parmi elles: interdiction d'attroupements devant les établissements, interdiction de se garer devant les établissements en Ile-de-France, renforcement des patrouilles, remise à jour des plans particuliers de mise en sécurité (PPMS, propres à chaque école), vérification de l'identité des personnes extérieures... Francetv info 17.12

Ils veulent absolument traumatiser les gosses pour mieux les formater à leur infâme idéologie...

[Château Louis XVI sur 23 hectares en région parisienne, 750 millions d'euros, record mondial.](#)

- La France compte 3,8 millions de mal-logés - 20minutes.fr

La France compte 3,8 millions de personnes mal-logées et 12,1 millions de personnes fragilisées par rapport au logement, a révélé jeudi la Fondation Abbé-Pierre (FAP), qui se base sur l'exploitation de la dernière édition de l'enquête nationale logement (Enl) 2013 de l'Insee.

Le chiffre de 3,8 millions de mal-logés comprend notamment 894.500 personnes « privées de logement personnel » et 2,9 millions de « personnes vivant dans des conditions de logement très difficiles », a expliqué Manuel Domergue, directeur des études à la Fondation, lors d'une conférence de presse à Paris. Mais ce chiffre de 3,8 millions de mal-logés ne peut pas être comparé à celui du précédent rapport sur le mal-logement de la Fondation, établi à 3,5 millions, car les critères de l'Insee ont changé depuis la précédente enquête de 2006, a-t-il précisé.

Douze millions de personnes « fragilisées »

Parmi les « personnes privées de logement personnel », la FAP comptabilise 141.500 sans domicile (+50 % entre 2001 et 2012), 25.000 personnes logées en hôtel, 85.000 personnes en habitations de fortune, et 643.000 en logements contraints chez des tiers (+19 %, entre 2002 et 2013). Parmi les « personnes vivant dans des conditions de logement très difficiles », sont notamment recensées 2,1 millions de personnes privées de confort car leur logement ne possède pas d'eau courante, de WC intérieurs, de douche, de moyen de chauffage ou de coin cuisine, ou leur façade est très dégradée avec des fissures profondes. Et 934.000 personnes vivent en « surpeuplement accentué » c'est-à-dire qu'il leur manque deux pièces par rapport à la norme de peuplement.

Autour de ce noyau dur de 3,8 millions de mal-logés, la FAP comptabilise 12,1 millions de personnes « fragilisées par rapport au logement », et qui pourraient « basculer dans le mal-logement », a expliqué Christophe Robert, délégué général de la Fondation. 20minutes.fr 18.12

[Barbarie sioniste. Cachez-moi ce génocide !](#)

- Le Crif "choqué" par une exposition sur les Palestiniens dans un établissement de la ville de Paris - AFP

Le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) s'est dit vendredi "choqué" par une exposition à Paris de l'ONG Médecins sans frontières sur la vie des Palestiniens et a demandé à la maire Anne Hidalgo d'y mettre fin.

L'exposition In Between wars, qui se veut "une immersion au coeur du quotidien des Palestiniens" en territoire occupé, présentée jusqu'au 23 décembre puis du 5 au 17 janvier, constitue "une incitation à la haine et une apologie du terrorisme", a accusé le Crif dans un communiqué.

Le président de l'organe de représentation politique de la première communauté juive d'Europe, Roger Cukierman, a posté sur Twitter le message suivant: "Nous pleurons encore 130 morts, mais pour @MSF les terroristes sont des "martyrs". Choquant".

Sollicité par l'AFP, le président de MSF Mego Terzian a indiqué "comprendre" et "accepter" que l'exposition "puisse faire l'objet de critiques" car elle ambitionne de "rendre compte d'un point de vue humanitaire des difficultés quotidiennes des Palestiniens sous occupation israélienne", "parti-pris dont nous connaissons le caractère controversé".

Mais "les accusations formulées par le président du CRIF, qui semble avoir perdu le sens de la mesure et des responsabilités, sortent du cadre d'un débat d'opinion et sont inacceptables", a-t-il tonné.

Sur le site internet de la Maison des métallos, un établissement culturel de la ville de Paris situé dans le XIe arrondissement, la présentation de l'exposition, qui ne mentionne pas le mot "martyr", évoque "une expérience qui conduit le visiteur au coeur du quotidien des Palestiniens pour mieux comprendre la violence continuellement subie".

Cette installation a pour cadre une programmation plus large intitulée "Focus Palestine" et présentée sous cette phrase: "Entre ceux qui sont désespérément faibles et ceux qui disposent d'une force militaire presque illimitée, comment rester neutre et se prétendre humaniste ?"

Roger Cukierman a protesté par courrier auprès du président de MSF et de la maire de Paris Anne Hidalgo, à qui il a demandé de "mettre un terme à cette exposition dont la nature ne peut qu'attiser la violence antisémite et augmenter la menace terroriste à Paris". AFP 18.12

Dossier Turquie

- La police turque disperse une manifestation kurde à Diyarbakir - euronews.com

Canons à eau et gaz lacrymogènes... La police turque n'a pas lésiné sur les moyens pour disperser vendredi une manifestation... euronews.com 17.12

- Combats dans deux villes du Sud-Est turc, 25 morts - Reuters

- Le gouvernement turc poursuit une offensive d'ampleur inédite contre le PKK - LeMonde.fr

Le gouvernement turc mène depuis le début de la semaine une opération d'ampleur inédite contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), au cours de laquelle au moins soixante-deux rebelles auraient été tués. Entre mardi et jeudi, soixante-deux « terroristes » ont été « neutralisés » dans les districts de Cizre et Silopi, dans le sud-est du pays, a affirmé l'état-major turc vendredi 18 décembre. Un soldat turc aurait également été tué à Cizre.

Selon les médias, environ dix mille militaires et policiers appuyés par de nombreux chars ont été déployés dans ces districts pour déloger de jeunes partisans du PKK qui ont transformé des quartiers entiers en zone de guerre, en érigeant des barricades et en creusant des tranchées. « Vivre comme des gens respectables »

Après plus de deux ans de cessez-le-feu, des combats meurtriers ont repris l'été dernier entre les forces de l'ordre turques et le PKK. Ces affrontements ont fait voler en éclat les pourparlers de paix engagés à la fin de 2012 pour tenter de mettre un terme à un conflit qui a fait plus de quarante mille morts depuis 1984.

Sur la lancée de la victoire de son parti aux élections législatives du 1er novembre, le président islamo-conservateur Recep Tayyip Erdogan a réaffirmé sa volonté « d'éradiquer » le PKK. « Vous allez disparaître dans ces mêmes tranchées que vous avez creusées, a-t-il répété jeudi, cette lutte se poursuivra jusqu'à ce qu'un environnement de paix soit établi. »

Les opérations militaires ainsi que les déclarations martiales des dirigeants turcs ont suscité l'indignation de nombreux opposants politiques, notamment dans les rangs du Parti démocratique des peuples (HDP, prokurde). « Ce que fait le gouvernement ne repose sur aucune base légale, a dénoncé vendredi Selahattin Demirtas, coprésident du HDP. Nous n'avons rien volé, nous n'avons pas envahi la terre de quelqu'un d'autre, nous n'avons brûlé le village de personne. Nous voulons vivre sur ces terres comme des gens respectables. » LeMonde.fr 18.12

- Les relations Turquie/Israël, au seuil d'une évolution historique -sahartv.ir

Les médias du régime sioniste font état de la signature d'une note d'entente diplomatique entre Israël et la Turquie, en Suisse, soulignant que les relations entre Ankara et Tel-Aviv sont au seuil d'une évolution historique.

Selon la chaîne de télévision Al-Mayadeen, citant les médias israéliens, quelques heures avant la signature de cet accord, il a été annoncé que les relations diplomatiques entre la Turquie et le régime sioniste vont reprendre.

La chaîne 10 de la télévision israélienne a rapporté qu'une réunion secrète a été tenue entre le chef du Mossad et le ministre turc des A.E, en Suisse. Le résultat a été l'accès à certaines notes d'entente, qui seront signées, dans les prochains jours.

L'une des notes d'entente entre les 2 parties concerne le gazoduc israélien, qui va traverser le territoire turc. Il s'agit, également, du commencement immédiat des transactions gazières entre les deux parties.

A en croire les médias israéliens, Ankara a accepté de limiter les activités du Hamas, en Turquie, et d'interdire l'entrée, en Turquie, de Saleh al-Arabi, membre du Hamas.

Un autre point, sur lequel Ankara et Tel-Aviv sont tombés d'accord, c'est le retour des ambassadeurs. L'entente exige, aussi, la fin des procès dressés contre les militaires israéliens, impliqués dans le crime du navire "Mavi Marmara".

Selon les médias israéliens, Tel-Aviv a accepté de donner à la Turquie la somme de 20 millions de dollars, à titre de dédommagement, pour les victimes du navire "Marmara".

Les médias du régime sioniste précisent que les relations entre les deux parties vont connaître une évolution historique.

Il y a quelques jours, Recep Tayyip Erdogan, le Président turc, a annoncé que la normalisation des relations avec Israël était possible, car, selon lui, l'amélioration des relations est dans l'intérêt de tous les pays de la région ! sahartv.ir 18.12

Dossier Ukraine

- La France préfère-t-elle qu'on en sache moins sur la Crimée? - sputniknews.com

En 2015, les autorités françaises ont plus d'une fois annulé la projection du film russe "Crimée. Retour à la Patrie".

A Strasbourg en juin, à Nice en septembre, à Cannes en novembre et à Bordeaux le 11 décembre: quatre fois d'affilée des autorités municipales françaises auront trouvé prétextes à ne pas montrer au grand public le film "Crimée. Retour à la Patrie".

Depuis la démonstration du documentaire à Paris, en été, le Centre de Russie pour la science et la culture à Paris a reçu plusieurs lettres réclamant d'interdire la projection du film.

Ainsi, les représentants de la commune ukrainienne de France "Euromaïdan Bordeaux" ont collecté 1372 signatures afin de rédiger une pétition pour annuler la projection qui devait avoir lieu le 11 décembre.

L'ambassade d'Ukraine en France a largement applaudi l'initiative et a remercié les activistes ukrainiens pour leur "position civile active" ainsi que pour leur contribution à la vie culturelle de Bordeaux.

"Un grand nombre de personnes attendait la projection du film car les Européens ont besoin de découvrir un autre point de vue sur l'histoire de la réunification de la Crimée avec la Russie", estime la directrice du festival "France-Russie" et organisatrice de la projection du film "Crimée. Retour à la Patrie" à Bordeaux, Daria Tsoukanova.

"Crimée. Retour à la Patrie" relate les événements dramatiques qui se sont déroulés dans la péninsule au printemps 2014.

Les auteurs du film ont réalisé deux interviews avec le président russe Vladimir Poutine qui dévoile des détails inédits du rattachement de la Crimée à la Fédération de Russie.

Le documentaire présente en outre une reconstitution de l'opération spéciale visant à exfiltrer d'Ukraine en Russie le président ukrainien Viktor Ianoukovitch, renversé par une révolte populaire en février 2014.

Réalisé par Andreï Kondrachov, le film est sous-titré en français. sputniknews.com 16.12

- L'Ukraine introduit un moratoire sur le remboursement de sa dette à la Russie - sputniknews.com

L'Ukraine introduit un moratoire sur le remboursement de sa dette de 3 mds USD envers la Russie.

Le gouvernement de l'Ukraine a introduit un moratoire sur le remboursement à la Russie de sa dette de 3 milliards de dollars, dont l'échéance expire le 20 décembre prochain, a annoncé vendredi le premier ministre ukrainien Arseni Iatseniouk.

"Dès aujourd'hui, le gouvernement ukrainien introduit un moratoire sur le remboursement de la soi-disant dette à la Russie (...). Le moratoire porte sur le remboursement de 3 milliards 75 millions de dollars d'obligations achetées par la Russie", a déclaré M. Iatseniouk lors d'une réunion du gouvernement.

Et d'ajouter que le gouvernement suspendait également le remboursement des dettes de certaines compagnies ukrainiennes publiques vis-à-vis des banques russes.

"Par ailleurs, le gouvernement de l'Ukraine introduit un moratoire sur le remboursement des 507 millions de dollars que deux sociétés ukrainiennes — Ioujnoïé et Oukravtodor — doivent aux banques russes. Dès aujourd'hui, les remboursements sur toutes ces dettes totalisant 3 milliards 582 millions de dollars vis-à-vis de la Russie sont suspendus jusqu'au moment de nos propositions sur le rééchelonnement ou d'une décision judiciaire appropriée", a indiqué le chef du gouvernement.

Et de souligner que Kiev était prêt, le cas échéant, à une "procédure judiciaire avec Moscou".

Le conseil des directeurs du Fonds monétaire international (FMI) a reconnu la dette ukrainienne envers Moscou de 3 milliards de dollars comme souveraine, et non commerciale.

Quoi qu'il en soit, le FMI a modifié les conditions d'octroi de crédits stipulant l'interdiction d'accorder ces derniers aux débiteurs menacés de défaut sur leur dette souveraine. Le Fonds a décidé mardi dernier de modifier cette règle pour l'Ukraine qui est sur le point de faire défaut vis-à-vis de la Russie.

Le président russe Vladimir Poutine a chargé son gouvernement de traduire l'Ukraine en justice si ce pays ne rembourse pas sa dette avant le 20 décembre. sputniknews.com 18.12

Dossier Syrie

Ceci...

- Syrie :le groupe Etat Islamique repoussé par les Kurdes - euronews.com

- L'armée irakienne repousse Daesh de Ramadi - euronews.com

... explique cela...

- Syrie: Obama réaffirme qu'Assad doit partir - AFP

- Human Rights Watch fait entendre la voix des Syriens morts dans les geôles d'al-Assad - AFP

- Syrie : Le régime accusé d'attaques chimiques - Liberation.fr

- Syrie: 46 civils tués dans des raids probablement russes - AFP

- L'aviation russe frappe plus de 200 cibles de Daech en 24H - sahartv.ir

Les forces aériennes russes ont frappé plus de 200 cibles de Daech en 24 heures, selon le ministère russe de la Défense. L'aviation russe a effectué, en 24 heures, 59 sorties militaires en Syrie, en frappant plus de 200 cibles terroristes dans sept provinces syriennes.

"Ces dernières 24 heures, les avions des forces aériennes russes en Syrie ont réalisé 59 sorties et ont frappé 212 cibles dans les provinces d'Alep, d'Idleb, de Lattaquié, d'Hama, d'Homs, de Raqqa et d'Hassaka", a déclaré à Lattaquié le porte-parole du ministère russe de la Défense, Igor Konachenkov, aux journalistes. Les avions militaires russes ont d'ailleurs tué plus de 300 terroristes ainsi que détruit 34 véhicules blindés appartenant aux terroristes.

"Plus de 320 terroristes et 34 véhicules blindés, y compris deux chars, un véhicule de combat d'infanterie, 15 Jeep équipés de mitrailleuses DShK de gros calibre ont été éliminés", a précisé M. Konachenkov.

Selon lui, les terroristes subissent toujours de grandes pertes humaines et techniques. Des Su-34 russes ont bombardé une colonne de 15 camions-citernes transportant du carburant dans la province d'Hassaka et 94 dans celle de Deir Ez-Zor. "Afin de miner les sources de revenu des terroristes, des bombardiers russes Su-34 ont éliminé, dans les alentours de Deir Ez-Zor, 94 camions-citernes transportant du carburant", a également affirmé M. Konachenkov. sahartv.ir 16.12

- Daech propage des insectes qui "mangent de la chair"? - sputniknews.com

Selon Daily Mail, les terroristes de Daech propagent des insectes qui "mangent de la chair" en Syrie, en jetant des corps moisissants dans les rues.

Le groupe terroriste Etat islamique (EI) est responsable de la propagation en Syrie de la leishmaniose, une maladie cutanée qui touche la peau, se propage rapidement et peut provoquer la mort, affirme le quotidien britannique le Daily Mail se référant au Croissant rouge du Kurdistan.

"La propagation rapide de la leishmaniose est le résultat des actes abominables de l'EI qui tue des gens innocents et jette leurs corps moisissants dans les rues", a déclaré Dilqash Isa, du Croissant rouge du Kurdistan, cité par le journal.

Selon les défenseurs des droits de l'homme, plus de 500 cas de leishmaniose ont été enregistrés en Syrie ces derniers 12 mois.

Il n'existe encore aucun médicament ou vaccin protégeant de cette maladie transmise par la piqûre de certaines espèces de phlébotomes infectés, des insectes plus petits que le moustique dont la morsure est difficile à remarquer. La leishmaniose se transmet également par transfusion sanguine ou encore par échange d'aiguilles. Les djihadistes se droguent beaucoup et ne respectent pas les règles d'hygiène, selon la presse britannique.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) déplore l'état désastreux du système syrien de la santé provoqué par la guerre civile. Selon l'OMS, 13 millions de Syriens ont besoin d'aide humanitaire et 58% des hôpitaux sont partiellement ou complètement détruits. sputniknews.com 16.12

- Syrie : les terroristes ont fui le Nord - sahartv.ir

En Syrie, les terroristes ont pris leurs jambes à leur cou, sur fond des opérations militaires de l'armée régulière, dans le Nord.

Les forces syriennes ont contraint, jeudi, les terroristes de Daech à se retirer des alentours de l'aéroport militaire de Kweires, en banlieue-Est d'Alep, à l'issue d'intenses affrontements. Les forces de sécurité ont, également, purifié de la présence des terroristes, leurs dernières positions, situées dans les villages et les cités proches de l'aéroport militaire. Grâce aux efforts inlassables des forces syriennes, l'aéroport militaire de Kweires a repris ses activités, et il servira de base, d'où l'aviation bombardera les positions des terroristes, dans certains quartiers d'Alep et en banlieue-Nord de cette ville.

Toutes les régions avoisinantes de cet aéroport militaire, ainsi que tous les villages et toutes les cités de cet aéroport sont, actuellement, contrôlés par les forces de sécurité. sahartv.ir 18.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Nigeria

- Le Nigeria manifeste contre le massacre de ses chiites. - sahartv.ir

Les Nigériens ont manifesté vendredi manière de condamner le crime commis par l'armée nigériane en massacrant les chiites.

Selon la dépêche de la chaîne Al-Alam, des manifestations d'envergure ont été organisées dans diverses villes du Nigéria dont à Kano, où les manifestants brandissaient des pancartes en condamnation du « samedi noir ». Dans les villes de Bauchi, Katsina et Gumbi des manifestations semblables ont eu lieu. A Kaduna des heurts ont eu lieu entre les forces de sécurité et les manifestants sur lesquels elles ont ouvert également le feu.

Les manifestants ont exigé des enquêtes transparentes sur la tragédie du « samedi noir » et réitéré la nécessité du châtiement des auteurs de ce massacre ainsi que la libération des détenus dont et surtout Cheikh Zakzaki. Ils ont aussi demandé aux forces de sécurité de mettre fin aux actes provocateurs ainsi qu'aux violations répétitives des adeptes d'Ahl-ul-Beït et du Mouvement islamique du Nigéria. sahartv.ir 18.12

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

1.1- Smart: 97% des salariés acceptent de travailler 39 heures, payées 37 - AFP

Après plusieurs mois de débats houleux, plus de 97% des salariés de l'usine Smart d'Hambach (Moselle) ont finalement accepté un retour progressif et temporaire aux 39 heures, payées 37, a annoncé la direction de Smart France vendredi.

"Un peu plus de 97% ont accepté de signer l'avenant à leur contrat de travail pour une augmentation de leur temps de travail dès l'année prochaine", a déclaré à l'AFP Philippe Steyer, directeur des Ressources humaines de Smart France.

"On a vraiment quelque chose d'unanime au niveau des salariés de l'entreprise qui se sont engagés en faveur du pacte 2020", s'est réjoui M. Steyer.

A l'inverse, Didier Getrey, de la CFDT Métallurgie Moselle, a expliqué le pourcentage très élevé de salariés ayant accepté de signer cet avenant individuel par "le matraquage des salariés" par la direction.

"Ils les ont tellement apeurés, il y a eu de telles pressions, qu'on en arrive là", a-t-il déploré, soulignant que "Mme Winkler (Annette Winkler, directrice générale de Smart, NDLR) est intervenue il y a 15 jours auprès des salariés en leur expliquant que si les avenants n'étaient pas signés, au 1er janvier 2017 ils fermeraient l'entreprise".

"Comment peut-on obliger les salariés à passer à 39 heures, alors que sur l'année 2014, le niveau d'activité du site restreint la durée du travail à 33 heures/semaine et qu'à ce jour l'activité n'a toujours pas augmenté?", s'est étonnée la CGT métallurgie dans un communiqué, estimant que "l'enjeu de la direction de Smart est bien d'accroître la rentabilité financière par le biais de la flexibilité du travail".

Depuis plusieurs mois, la direction de l'usine d'Hambach essayait de faire passer le "Pacte 2020", qui prévoit notamment un retour progressif aux 39 heures travaillées payées 37, avant un rétablissement des 35 heures en 2021, et une diminution des jours de RTT pour les cadres. En échange, elle s'est engagée à ne procéder à aucun licenciement économique d'ici à 2020.

Un référendum interne, purement consultatif, avait été organisé en septembre dans cette usine, au cours duquel 56% du personnel s'étaient prononcés pour le pacte.

Ce chiffre montait à 74% pour les cadres, employés, techniciens et agents de maîtrise, mais tombait à 39% pour les ouvriers, révélant des dissensions.

Quelques semaines plus tard, le pacte avait été mis en échec par la CGT et la CFDT, représentant 53% des salariés.

La direction avait alors réagi en distribuant, le 10 décembre, des avenants individuels à leur contrat de travail à tous les salariés, qui disposaient de 8 jours pour les accepter ou les refuser. AFP 18.12

1.2- Galeries Lafayette: les salariés de province mobilisés contre les discriminations salariales - AFP

L'appel à la grève dans les magasins de province et de banlieue des Galeries Lafayette pour protester contre des mesures salariales "discriminatoires" s'est traduit vendredi par de nombreux rassemblements de salariés devant les magasins en régions, selon des sources syndicales.

Dans certains magasins, la mobilisation a concerné "60% à 70%" du personnel, s'est félicité Frédéric Hacquard (CFDT). Dans d'autres points de vente, en revanche, le mouvement a été beaucoup moins suivi, a-t-il ajouté.

Le responsable syndical a cité comme magasins particulièrement mobilisés ceux de Bordeaux, Belfort, Besançon, Grenoble, Angers, Lorient, Nantes ou Nice. Les salariés se sont rassemblés "en moyenne de midi à 15h30" devant l'entrée des magasins, avec distribution de tracts.

Selon Patrick Lafond (FO), à Lyon-Bron, le rassemblement, de 14h00 à 16h00, a concerné près de 60% des salariés (plus de 90 sur 160), "toutes générations confondues". A Bordeaux, 190 salariés se sont mobilisés, a-t-il précisé, citant aussi Biarritz et Grenoble.

Cet appel à la grève, à l'initiative de tous les syndicats (CFDT, CGT, FO, CFE-CGC) - une première selon la CFDT -, faisait suite notamment au versement récent d'une prime de 1.000 euros aux seuls salariés des Galeries Lafayette Haussmann, vaisseau amiral du groupe situé à Paris.

Lors des négociations annuelles obligatoires (NAO), les salariés du magasin Haussmann ont aussi obtenu une augmentation générale de 1%, contre 0,5% pour ceux de tous les autres magasins (Lafayette Gourmet, Montparnasse, banlieue et province, regroupés au sein de l'entité Magasins Galeries Lafayette, MGL).

"La prime de 1.000 euros, c'est vraiment la goutte d'eau qui a fait déborder le vase", a estimé M. Hacquard.

"3.000 salariés" sur les quelque 5.700 de l'entité MGL "avaient signé la pétition demandant qu'on leur attribue à eux aussi une prime de 1.000 euros", a ajouté M. Lafond.

Les syndicats demandent un "accord qui garantisse des mesures concrètes et équitables pour l'amélioration des conditions de travail et du pouvoir d'achat des salariés". AFP 18.12

1.3- Grève dure chez Latécoère - legrandsoir.info

130 ouvriers de l'usine Latécoère (Toulouse et Gimont) sont en grève illimitée. C'est la première fois depuis 1972.

Au capital de cette entreprise historique (endettée) sont entrés le 30 avril 2015, à hauteur de 25% deux fonds d'investissement anglo-étasuniens : Apollo Global Management (5ème au monde, 22 milliards de dollars en cinq ans) et Monarch Alternative Capital (5 milliards de dollars en 2015), dont l'objectif officiel est de secourir les entreprises en détresse ! Ces fonds ont apuré une dette de 320 millions d'euros. Quant à Apollo, il se qualifie d'« anticonformiste », apte à « libérer les potentialités ».

Les premières décisions prises par les nouveaux actionnaires ont mis le feu aux poudres : augmentation de la rémunération des membres du conseil d'administration, attribution d'actions gratuites aux dirigeants pour un montant d'environ 10 millions d'euros. Dans le même temps, les salaires ont été gelés deux fois en cinq ans (la CGT demandait une augmentation générale – phénoménalement scandaleuse – de 50 euros) alors que l'usine tournait à plein régime et que les finances du groupe étaient en très bonne voie d'assainissement.

Dans cette entreprise, un ouvrier gagne 1 400 euros net par mois après dix ans d'ancienneté. De nombreux emplois ont été délocalisés au Mexique et au Maroc. Aucun nouveau projet d'avion n'est prévu avant dix ans dans ce bijou de l'industrie française, n° 1 au monde pour les portes d'avions.

Le dialogue social a été complètement interrompu, la « mobilité » est encouragée et les travailleurs doivent respecter des « objectifs » dont ils ne comprennent pas le sens. La baisse du pouvoir d'achat est réelle, tout comme les humiliations subies par les employés.

FO, syndicat majoritaire, ne s'est pas associé au mouvement (quoique « en colère »), préférant attendre les négociations de début 2016. En 2015, FO, en compagnie de la CGC, avait accepté un gel des salaires « afin de faciliter l'opération de restructuration du capital ». legrandsoir.info 14.12

2- Grèce

- Grèce : Alexis Tsipras renonce à son plan anti-austérité - latribune.fr

Sous la menace des créanciers, le gouvernement grec a renoncé à proposer un "programme parallèle" pour faire pendant aux mesures d'austérité qui lui ont été imposées.

La bonne volonté du gouvernement grec n'aura pas duré une semaine. Lundi 14 décembre, un projet de « programme parallèle » a été soumis aux députés grecs. Ce programme avait pour but de compenser les mesures d'austérité réclamées par les créanciers et que le gouvernement avait fait adopter depuis juillet dernier. Ce jeudi 17 décembre, le texte a été retiré. Selon des médias grecs, la cellule technique de l'Eurogroupe, l'Euro working group (EWG) aurait rejeté ce programme. Un rejet qui menaçait de compromettre la libération du milliard d'euros que le vote de mesures par la Vouli, le parlement grec, mardi, permettait d'envisager.

Fonctionnement normal du mémorandum

Pour ne pas prendre le risque de ne pas avoir cet argent, le gouvernement a donc fait marche arrière. Alexis Tsipras, le premier ministre grec, fait ici l'expérience concrète de l'application du troisième mémorandum qu'il a signé le 19 août dernier. Ce texte faisait explicitement référence à la nécessité pour l'exécutif hellénique de ne prendre aucune mesure budgétaire

supplémentaire sans l'aval des créanciers. Privé de cet aval dans le cadre de son « programme parallèle », le gouvernement grec a dû logiquement renoncer à son projet.

Le détail du programme envisagé

Que voulait faire Alexis Tsipras ? Le texte comprenait plusieurs mesures. La première consistait à pouvoir donner une couverture médicale à ceux qui ne sont pas couverts par la sécurité sociale. Le gouvernement Tsipras entendait aussi développer dans les mairies et les préfectures de cellule de soutien aux « personnes vulnérables. » La soupe populaire payée par l'Etat devait être élargie et prolongée d'une année. Une « facture sociale » d'électricité, permettant des baisses pour les ménages les plus fragiles, était aussi envisagée. Enfin, dans l'éducation, Athènes voulait développer les classes de soutien.

Pourquoi les créanciers ne veulent pas de ce programme

L'Euro working group aurait évalué le coût de ce « programme parallèle » à un milliard d'euros. Un coût qui semble très élevé. En mars, un programme plus ambitieux de lutte « contre l'urgence humanitaire » avait été évalué à 200 millions d'euros. Ceci est d'autant plus étonnant que le gouvernement grec en novembre a affiché un excédent primaire de 4,4 milliards d'euros contre un objectif de 2,6 milliards d'euros. Autrement dit, le gouvernement d'Alexis Tsipras joue les bons élèves budgétaires et est en passe de faire mieux que les objectifs. Mais le mémorandum ne prévoit pas pour autant de « récompenser » ces « succès. » Toute mesure budgétaire doit avoir l'imprimatur des créanciers et si ces derniers jugent que des dépenses remettent en cause les objectifs à moyen terme, ils peuvent les refuser. Du reste, le mémorandum prévoit aussi qu'en cas de dépassement des objectifs, les excédents dégagés iront, pour un quart, au remboursement de la dette.

Des motivations politiques

En réalité, ce plan « parallèle » n'est pas du goût des créanciers qui avait déjà tenté en mars de bloquer l'adoption du premier texte sur l'urgence humanitaire. La raison en est fort simple. La logique du « programme » est de réduire les dépenses sociales afin d'ancrer la baisse des dépenses publiques, mais aussi de favoriser la compétitivité. Ces dépenses sont jugées inutiles et contre-productives de ce point de vue. Mais l'objectif est aussi politique : avec ce « programme parallèle », Alexis Tsipras tentait de rassurer sa base électorale sur sa capacité à « compenser » la dureté des mesures adoptées et qui restent à adopter, notamment la très douloureuse réforme des retraites à venir.

En coupant ainsi à Alexis Tsipras toute possibilité de « servir sa base », les créanciers prouvent que, malgré la très bonne volonté de ce gouvernement, le combat politique n'est pas terminé. Les créanciers ont dû, il est vrai, négocier ferme sur la question des expulsions des résidences principales et sur la question des créances douteuses. Les créanciers entendent logiquement ne faire aucun « cadeau » au gouvernement grec. En bloquant ce programme, ils montrent l'étendu de leur pouvoir et affirment ainsi qu'ils sont les vrais maîtres de la Grèce.

Bonne ou mauvaise nouvelle ?

Ce retrait du « programme parallèle » met en lumière la quasi-inexistence de toute marge de manœuvre pour Alexis Tsipras. Est-ce une mauvaise nouvelle pour lui ? Sans doute, car sa capacité d'action est nulle et cela nuit à son discours de « bouclier » contre l'austérité qu'il porte depuis la signature du mémorandum. Mais cette impuissance peut aussi l'absoudre d'une partie de la responsabilité qui, de fait, se reporte sur les créanciers. Elle pourrait aussi justifier la volonté d'Alexis Tsipras d'en finir le plus rapidement possible avec le programme afin de reprendre une certaine liberté d'action. Un pari à haut risque, car l'effet des mesures prises ne s'est pas encore fait sentir sur l'économie du pays qui absorbe encore difficilement le choc de la crise de juillet dernier. latribune.fr 17.12

ECONOMIE

1- Fed

- Etats-Unis : la Fed relève ses taux - euronews.com

C'est une décision historique : la Réserve fédérale américaine a relevé son taux directeur d'un quart de point, sa première hausse depuis juin 2006. Il fluctuera donc désormais entre 0,25 et 0,50 %.

Pour la présidente de la Fed, Janet Yellen, cette décision consacre les progrès réalisés par l'économie américaine. « Cette action marque la fin d'une période exceptionnelle de sept ans pendant laquelle le taux des fonds fédéraux a été maintenu proche de zéro pour aider l'économie à se remettre de la pire crise financière et récession depuis la Grande dépression, » a-t-elle déclaré. « Le Comité est confiant quant à la capacité de l'économie à se renforcer davantage. L'économie revient de très loin, même si la

reprise n'est pas encore terminée. "

La Fed s'est fixé pour objectif de porter graduellement son taux directeur autour de 1,4 % d'ici fin 2016. Elle a insisté sur le fait que sa politique monétaire resterait accommodante.

Le tour de vis monétaire était largement anticipé par les marchés dans la mesure où les principaux indicateurs macroéconomiques étaient au vert. Le PIB était en hausse de 2,1 % au troisième trimestre, l'inflation hors énergie et alimentation s'établissait à 2 % en novembre, quant au taux de chômage, il est stabilisé à 5 % depuis octobre, son plus bas niveau en 7 ans. euronews.com 16.12

On sait que tous leurs indices sont faux, le chômage tournant autour de 20% par exemple...

On retiendra : la politique monétaire de la Fed restera "accommodante"...

2- FMI

- FMI : les Etats-Unis acceptent enfin de renforcer le rôle des pays émergents - Latribune.fr

Le Congrès américain a ratifié la réforme adoptée en 2010 par le FMI visant à accorder un poids plus important aux pays émergents dans les décisions de l'institution monétaire. Cette réforme était bloquée par le refus des parlementaires américains de ratifier le texte.

Le Congrès des Etats-Unis a approuvé vendredi une vaste réforme du Fonds monétaire international (FMI), qui renforce le poids des pays émergents et qui était suspendue au feu vert américain depuis de nombreuses années.

Adoptée en 2010 par les 188 Etats-membres du Fonds en pleine crise financière, cette refonte conduira également à doubler les ressources permanentes du FMI (quote-parts) en les portant à quelque 660 milliards de dollars.

Les FMI exaspéré

Son entrée en vigueur, prévue pour la fin 2012, était gelée par le veto de fait du Congrès des Etats-Unis, suscitant l'exaspération croissante des pays émergents et du FMI lui-même qui craignait pour sa "crédibilité". Le feu vert américain va rebattre légèrement les cartes au sein du conseil d'administration du Fonds - l'instance de direction qui se prononce notamment sur les plans d'aide - pour mieux refléter la montée en puissance des grands pays émergents au détriment des puissances occidentales.

A l'heure actuelle, la Chine, deuxième puissance économique mondiale, dispose de moins de 4% des droits de vote au FMI, à peine plus que l'Italie dont l'économie est pourtant cinq fois plus petite. Après la réforme, Pékin verra son poids quasiment doubler à plus de 6% et sera le grand vainqueur d'un texte qui renforce également, dans une moindre mesure, les droits de vote de l'Inde (2,3% à 2,6%), du Brésil (1,7% à 2,2%) ou de la Russie (2,3% à 2,6%).

L'influence de Washington intacte

Avec 16,5% des droits de vote, les Etats-Unis resteront toutefois le premier actionnaire de l'institution et continueront d'avoir un droit de veto sur les plus importantes décisions. En donnant son feu vert, le Congrès a toutefois indiqué qu'il renforcerait son contrôle sur les prêts accordés par le Fonds et sur le mode de fonctionnement de l'institution.

En cas de prêt exceptionnel à un pays en crise, le représentant américain au FMI ne pourra ainsi donner son accord qu'après avoir informé les élus sur les détails du plan d'aide et sur la viabilité de la dette du pays renfloué.

Aux termes du compromis, les Etats-Unis devront également faire pression pour que le FMI supprime l'"exception systémique" qui avait été créé en 2010 afin de prêter davantage de fonds à la Grèce. Latribune.fr 18.12

3- Argentine

- Le peso argentin s'effondre après la levée du contrôle des changes - AFP

Le peso argentin s'est effondré jeudi face au dollar, au lendemain de la levée par le nouveau gouvernement libéral du contrôle des changes introduit en 2011 pour empêcher une fuite de devises.

Après de longues années d'administration de la monnaie, la Banque centrale a décidé de laisser flotter le peso, qui n'a pas

résisté longtemps : alors qu'il s'échangeait mercredi à la clôture contre moins de 10 pesos, le dollar en Argentine a ouvert à 15 pesos jeudi matin, soit un bond de plus de 50%, avant de légèrement reculer, autour de 14,5 pesos.

Ce cours d'ouverture était très attendu sur les écrans des bureaux de change de Buenos Aires.

Les analystes financiers ont prévenu que la journée serait marquée par une alternance de hausses et de baisses, après quatre ans de restrictions sur les changes.

Le nouveau gouvernement de Mauricio Macri a annoncé mercredi la levée de ce contrôle, mettant fin à un casse-tête pour les entreprises désirant importer et les particuliers souhaitant épargner ou se procurer des devises pour voyager à l'étranger.

C'était une promesse de campagne du président de centre-droit, qui a succédé le 10 décembre à Cristina Kirchner, au pouvoir depuis 2007.

"Nous allons faire ce que nous avons dit que nous allons faire durant la campagne : normaliser l'économie", a ainsi déclaré le ministre du Budget et des Finances, Alfonso Prat-Gay, avertissant que cette décision, permettant le rétablissement d'un taux de change libre entre le dollar et le peso, allait entraîner une dévaluation de la devise argentine.

L'ancienne présidente avait imposé un contrôle des changes en 2011, afin de freiner une fuite des devises affaiblissant les réserves de la Banque centrale de la république argentine (BCRA).

Ayant perdu confiance dans le système bancaire en raison de l'inflation récurrente et du gel de leurs comptes en dollars pendant la crise économique de 2001, les Argentins cherchaient à épargner en dollars à l'étranger ou à se procurer des billets verts pour les échanger au marché noir.

Depuis 2011, le contrôle des changes a provoqué l'émergence d'un taux de change parallèle, avec un dollar à près de 10 pesos au taux officiel, mais près de 15 pesos, au marché parallèle.

Le dernier épisode de dévaluation à deux chiffres remonte à janvier 2014. Le gouvernement avait dévalué la monnaie de près de 20% en deux jours en laissant flotter le peso.

Avant et après cette initiative, les années Kirchner ont été rythmées par des micro-dévaluations quotidiennes.

Avant la crise économique de 2001, le peso argentin a été parité avec le dollar pendant dix ans. Une mesure coûteuse qui a contribué au dépôt de bilan de la troisième économie d'Amérique latine.

Le nouveau président Macri, à la tête de ce pays au ralenti après une décennie de forte croissance, avait déjà supprimé lundi les taxes sur les exportations de céréales et réduit celle pesant sur les ventes de soja. Une taxe sur les exportations industrielles a également été éliminée.

Il a promis de "normaliser" l'économie, après douze années de protectionnisme.

La dévaluation de jeudi était "nécessaire", souligne l'économiste Nicolas Dujovne.

"La Banque centrale ne va pas intervenir, pour montrer que le peso arrive à un équilibre et qu'il ne sera pas nécessaire de faire une dévaluation supplémentaire", estime-t-il.

Selon lui, "la clé du succès de la dévaluation, c'est que le peso atteigne 14 à 15 pesos pour un dollar, que le gouvernement ne fasse pas marche arrière et que l'impact sur les prix ne soit pas trop élevé".

[Haut de page ↗](#)

Le 20 décembre 2015

[CAUSERIE](#)

Mélenchon en sauveur du "*mouvement socialiste*" qu'incarnerait Hollande et le PS, il nous aura tout fait ce charlatan ! Et on est poli.

Le PS, le PCF, le PG et tous les parasites qui sont venus se greffer dessus étaient voués à être rejetés par l'immense majorité des travailleurs. Ce processus était prévisible, inévitable, infaillible évidemment, et nous avons tout fait pour ne pas en tenir compte, de notre côté nous le savions, nous l'avions souhaité ardemment et nous y avons travaillé avec résolution et constance, acharnement, à ceci près que ce discrédit intervient parmi les travailleurs malheureusement très tard, trop tard, nul ne le sait, la responsabilité en revient à ceux qui n'ont cessé de les ménager et de vouloir absolument leur faire jouer un rôle dans la lutte de classe au côté des travailleurs, alors qu'en réalité ils n'avaient eu de cesse de se placer au côté du régime.

Quel profit pensaient donc tirer ceux qui avaient adopté cette stratégie foireuse, catastrophique, à part la survie de leur propre appareil ou parti ? Combien de militants sont aujourd'hui capables d'en mesurer toutes les conséquences politiques ? En tireront-ils des enseignements pour la suite ? Rien n'est moins sûr, hélas !

Quand la gangrène s'est propagée malgré nous et qu'on en prend conscience, dès lors on a le choix entre la traiter sur le champ ou de la laisser prospérer sous prétexte qu'on ne pourra pas l'enrayer de sitôt, ce qui sera le meilleur moyen pour qu'elle se développe librement et finisse par vous emporter, c'est la stratégie suicidaire ou criminelle qu'avaient adoptée nos dirigeants qui a les entendre n'y sont naturellement pour rien, la fatalité quoi, autant dire que la barbarie devait triompher et que telle était leur conviction, partant de là nous n'avons rien à en attendre. On ne pensait pas si bien dire en disant aux travailleurs qu'ils ne devaient compter que sur eux-mêmes, les militants peuvent en dire autant désormais en attendant des jours meilleurs...

[Lu dans un article.](#)

- " *Mais les médias ? Pourquoi ce silence ? Combien de tragédies faudra-t-il encore avant qu'enfin la sécurité des gens soit plus importante que les tabous de la realpolitik ?* "

Quelle naïveté, quelle crédulité, quelle confusion !

Entre nous cela fait plus de deux siècles que cela dure sans interruption, depuis que le capitalisme et la presse écrite existent. Comment peut-on demander à ceux qui ont une multitude de guerres à leur actif et ont envoyé leur peuple à la boucherie à deux reprises au cours du XXe siècle de bien vouloir prendre en compte "*la sécurité des gens*" ?

Le Net est rempli de ce genre de discours démogique ou conciliant envers un régime res

Ignorez-vous le rôle que remplissent les médias ?

Ignorez-vous que ce rôle ne tient pas du hasard ?

Ignorez-vous qu'ils n'ont jamais joué un autre rôle ?

Ignorez-vous que leur rôle leur est dicté par les tenants du régime ?

Ignorez-vous que ce sont les mêmes qui possèdent ou financent les médias ?

Ignorez-vous qu'ils partagent les mêmes intérêts ?

Ignorez-vous leur nature ?

Ignorez-vous celle du régime ?

Comment peut-on en arriver à un tel degré d'opportunisme ? Pourquoi ?

Pourquoi en arrive-t-on à cultiver ainsi des illusions dans un régime mafieux et monstrueux ainsi que les médias qui ne servent qu'à diffuser son idéologie criminelle ou sa propagande destinée à conditionner les masses exploitées ? Surtout après avoir dénoncé à divers reprises leurs "médiamentonges" ?

Parce que pour l'auteur de ce discours qui est loin d'être le seul, le régime capitaliste en place et ses institutions demeurent un horizon indépassable, parce qu'il ne peut pas envisager une société débarrassée du capitalisme et de ses institutions, c'est au-dessus de ses forces, aussi il ne lui reste plus qu'à s'y soumettre et à vouloir à tout prix leur faire jouer un rôle contre-nature qu'ils ne rempliront jamais.

Ensuite notre brave intellectuel de gauche décrochera. Il a balancé sa littérature qui se voulait en apparence radicale ou contestataire et il se fout de la suite, son analyse ne va pas plus loin, il ne se posera pas davantage de questions, à quoi bon, il

n'a fourni aucune réponse aux questions qu'il posait mais il a l'impression d'avoir dit quelque chose d'important, en fait il s'est contenté d'un banal constat, d'un vulgaire lieu commun qui ne coûtait rien ou n'engageait à rien.

Comment une telle confusion est-elle possible ?

C'est en réalité juste un aveu qui manifestement échappe à celui qui le formule. L'aveu que dans le passé ou jusqu'à présent l'auteur n'avait jamais cessé de placer tous ses espoirs dans le régime et les médias pour résoudre les problèmes auxquels la société était confrontée, à défaut de s'en remettre au prolétariat et au mouvement ouvrier pour s'en charger, et comme il ne peut pas se résoudre à s'en remettre aux masses exploitées et opprimées, il ne lui reste plus finalement qu'à se tourner vers ceux qu'ils dénoncent en affichant son impuissance.

Finalement il aura brassé du vent, il aura fait perdre leur temps à des milliers de lecteurs qui ne seront pas plus avancés, il aura fait pire en les renvoyant dans les bras du régime et des médias auxquels il aura rendu un fier service, puisque ceux qui nous gouvernent prétendent justement prendre des mesures liberticides pour assurer "*la sécurité des gens*" exhaussant le vœu pieux formulé par l'auteur de cet article, ainsi tout est dans l'ordre des choses, les voilà comblés ! Voilà comment on se présente en contestataire du régime... auquel finalement on sert la soupe à défaut d'adopter le socialisme.

En guise d'épilogue.

Des camarades m'écrivent et me disent qu'ils n'ont pas le temps de lire nos causeries qui habituellement tranchent avec ce genre de discours inutiles, dans la mesure où on ne borne pas à poser des questions histoire de se faire plaisir ou de passer le temps, encore moins de leur proposer des réponses qui n'ont jamais résolu aux questions auxquelles nous étions confrontés, notre obsession étant de déblayer le terrain et d'en finir avec la confusion qui s'est emparée du mouvement ouvrier et le mène à sa perte. Ils n'ont pas le temps parce qu'ils doivent se disperser et lire un tas de fadaïses semblables à celles qu'on s'est servi comme support pour rédiger cet article.

Je serais curieux de voir quel est l'usage que font les militants d'Internet ? Le même que la télévision dont ils demeurent accrocs ? J'ai l'impression que je ne leur aie pas rendu un fier service en publiant des milliers d'articles ces dernières années. J'ai commis l'erreur de ne pas tenir compte qu'ils n'avaient pas forcément la capacité de les parcourir en quelques secondes pour n'en retenir que l'essentiel et de leur avoir fait perdre leur temps. Comme quoi les meilleures intentions ne sont pas forcément les bonnes et je le regrette. Si j'avais disposé de davantage de temps je ne me serais pas laissé aller à cette facilité, qui consistait à publier des articles sans même les avoir lus ou après les avoir parcourus trop rapidement. J'avais aussi publié tous ces articles pour montrer aux militants qui n'avaient pas vraiment le moral qu'ils étaient loin d'être les seuls dans le monde à se poser des questions sur le régime en place et qu'il n'y avait pas de raison de désespérer, même si je pensais le contraire sans forcément leur dire pour ne pas les démoraliser davantage.

On est passé de 226 articles publiés en août 2015 à moins de 50 du 10 novembre au 10 décembre. On continuera au même rythme. J'en ai sélectionné environ une quinzaine dans tout ce que j'ai lu depuis le 9 décembre que je mettrai en ligne demain. Je dois encore les relire.

Vous aurez remarqué que tous les projecteurs ont été braqués pendant environ deux semaines sur la COP 21, et que l'affaire a relativement bien fonctionné puisque tous y ont consacré moult articles, des pages entières, alors qu'en réalité la question de l'environnement ou de l'écologie à la base ne devait servir qu'à détourner les travailleurs de la lutte des classes, les diviser et les distraire, les détourner des questions sociales autrement plus brûlantes pour des millions de travailleurs dont se foutent éperdument ceux qui s'intéressent aux questions environnementales, qui s'en remettent eux aussi aux représentants du régime pour les résoudre, alors qu'ils en sont responsables.

[Qui a dit : "Tout cela n'a de rapport avec l'islam" ?](#)

- « Il existe une douzaine de bonnes raisons en dehors de l'islam et de la religion pour lesquelles les relations entre l'Occident et le Moyen-Orient sont exécrables. La plupart de ces raisons sont bien connues : les croisades (une aventure économique, sociale et géopolitique occidentale), l'impérialisme, le colonialisme, le contrôle occidental des ressources énergétiques du Moyen-Orient, la mise en place de dictatures pro-occidentales, les interventions politiques et militaires occidentales sans fin, les frontières redessinées, la création par l'Occident de l'État d'Israël, les invasions et les guerres américaines, les politiques américaines biaisées et persistantes à l'égard de la question palestinienne, etc. Rien de tout cela n'a de rapport avec l'islam. Il est vrai que les réactions de la région sont de plus en plus formulées en termes religieux et culturels, c'est-à-dire musulmans ou islamiques. Ce n'est pas surprenant. Dans chaque grand affrontement, on cherche à défendre sa cause dans les termes moraux les plus élevés. »

Réponse : Graham E. Fulle, vice-président du National Intelligence Council de la CIA. (source : Investig'Action 15.12)

[Révélateur. Manifestations interdites, sauf quand elles entrent dans la stratégie du gouvernement.](#)

- Des centaines de personnes défilent à Paris pour soutenir migrants et sans-papiers - AFP

Quelque 900 personnes, selon la police, ont défilé samedi à Paris pour soutenir migrants et travailleurs sans papiers, à l'appel de plusieurs syndicats et associations, au son des tambours africains et de slogans lancés en afghan.

De Barbès à République, dans le nord-est de Paris, le cortège, organisé au lendemain de la journée internationale des migrants, rassemblait des associations d'aide aux étrangers et aux plus pauvres (Droits devant, le DAL, etc.), des syndicats (CGT, Union syndicale Solidaires etc.) et des mouvements politiques (Ensemble!, composante du Front de gauche).

Cette manifestation a été autorisée par la préfecture de police. AFP 19.12

ACTUALITE EN TITRES

[Il y a les 7 et 9 janvier, puis le 13 novembre, à quand le prochain coup d'Etat terroriste avant mai 2017 ?](#)

- La cote de François Hollande repart à la baisse - Reuters

- Cote de popularité de Hollande en baisse, forte hausse pour Péresse et Bertrand à droite - AFP

[Propagande officielle. Le matraquage quotidien.](#)

- 82% des sympathisants de gauche pour un candidat unique à gauche en 2017 - AFP

- Présidentielle 2017: 61% des Français veulent un candidat à gauche unique - 20minutes.fr

- Deux Français sur trois pensent que le parti Les Républicains risque d'imploser - 20minutes.fr

- Pour 63% des Français, l'éviction de NKM est une mauvaise décision - Le Huffington Post

Quand on compare le traitement qu'ils accordent au PS et à LR, on s'aperçoit qu'ils privilégient le PS, ils pour les sommets de la classe dominante. Sauf erreur de parcours de Hollande qui les pousserait à propulser Juppé ou Péresse en lice contre M. Le Pen en 2017, Fillon et Sarkozy semblent grillés.

Le PS peut s'assurer du soutien ou de la neutralité de la pseudo-gauche et des dirigeants corrompus des syndicats, d'autant plus facilement que tous les partis ouvriers continuent de clamer que le PS serait de gauche, y compris ceux (PRCF, M'PEP) issus du PCF qui soudainement lui dénie ce statut tout en refusant de rompre avec le régime, ce qui permet de discréditer un peu plus l'idée au sein de la population laborieuse qu'il existerait une alternative politique crédible au PS et à sa politique à gauche, ce qui permet au PS d'appliquer sa politique réactionnaire et de continuer de jouer son rôle de fossoyeur de l'ensemble du mouvement ouvrier et du socialisme, fonction que ne peut évidemment pas remplir LR.

Cela permet aussi de pousser un nombre toujours plus grand de travailleurs dans les bras de l'extrême droite, menace que le PS agitera ensuite tout en se présentant comme le dernier recours pour sauver la démocratie et la République alors qu'il en est également le fossoyeur numéro 1.

[Il fallait oser le dire.](#)

- Critiquer les États-Unis, d'accord, mais pas n'importe comment - Slate.fr

La superpuissance mondiale commet des erreurs qu'il convient de pointer. Mais il ne faut pas systématiquement lui reprocher tous les maux de la planète, au risque de saper la démocratie et les libertés. Slate.fr 19.12

[Ils font la loi](#)

- JP Morgan va verser plus de 300 millions pour solder des litiges - Reuters

- Une force de maintien de la paix au Burundi même sans l'accord du président - euronews.com

Qui tire les ficelles de la marionnette Erdogan ?

- Irak: Après l'appel d'Obama, la Turquie annonce le retrait de ses troupes - 20minutes.fr

- Navire de guerre russe déployé au large de la Turquie - sahartv.ir

Stratégie du chaos et de la guerre. Les masques tombent et imposture grotesque

- La Turquie et l'Europe ferment leur ciel à l'aviation stratégique russe - sputniknews.com

Les pilotes russes engagés dans la lutte contre les terroristes en Syrie ont été obligés d'établir leur itinéraire en contournant l'Europe, cette dernière ayant fermé son ciel à leurs avions.

Les pays européens et la Turquie ont fermé leur espace aérien aux bombardiers stratégiques russes effectuant des frappes sur les positions de l'Etat islamique (Daech) en Syrie, a annoncé samedi aux journalistes le commandant en chef adjoint de l'aviation stratégique, le général Anatoli Konovalov.

Selon lui, ce facteur a poussé les pilotes à construire leur itinéraire en contournant l'Europe.

"Nous avons utilisé la base d'Olenegorsk, en Arctique, notre aéroport le plus septentrional. Cette option était la seule qui nous permettait de remplir la mission, car l'Europe et la Turquie avaient fermé leur espace aérien à nos bombardiers", a déclaré le général Konovalov.

Il a ajouté que même dans ces conditions, l'aviation stratégique russe s'était montrée à la hauteur de sa tâche. sputniknews.com 19.12

- La blague de Riyad, par Houari Achouri - sahartv.ir

Etre un acteur de guerre de premier plan et vouloir rassembler les pays «qui aiment la paix», c'est l'exploit réalisé par l'Arabie Saoudite. Mieux, le régime saoudien prétend que son initiative vise à combattre Daech. On ne se trompe pas, il s'agit de la même Arabie Saoudite qui s'apprête à décapiter un poète pour apostasie, en fait pour avoir critiqué le régime moyenâgeux de Riyad ; ce régime qui torture, qui flagelle, qui traite la femme comme un objet, et qui, en matière de terrorisme, en a produit l'idéologie, le wahhabisme, propagé partout où il sévit. Et l'information qui suit ressemble à une blague : l'Arabie Saoudite a formé une coalition... antiterroriste de 34 pays musulmans, où l'on trouve le Qatar et la Turquie, de la même engeance, qui encouragent les groupes terroristes en Syrie et ont contribué à ce qu'ils s'installent en Libye, particulièrement Daech que cette coalition prétend combattre.

Heureusement, notre pays ne participe pas à cette tragi-comédie, ni l'Iran, et encore moins l'Irak et, naturellement, la Syrie qui sont aux avant-postes de la lutte antiterroriste. Mais on y trouve les Comores et les Maldives. Le centre de commandement est basé dans la capitale saoudienne, tout comme l'autre coalition, arabe celle-là, que dirige aussi l'Arabie Saoudite et qui est engagée dans une des guerres les plus sales, et de surcroît sans issue, contre le Yémen, musulman, voisin. Il faut rappeler que le régime saoudien est partie prenante dans la coalition pro-occidentale, dirigée par les Etats-Unis, qui fait semblant de combattre Daech en Syrie et en Irak.

Cette fébrilité saoudienne n'est certainement pas étrangère aux pressions exercées par les dirigeants américains pour amener Riyad à redorer son blason pour offrir un aspect plus présentable en tant qu'allié des pays occidentaux. On a vu comment l'opinion publique française a réagi après les attentats de Paris du vendredi 13 novembre en exigeant de son gouvernement qu'il révisé sa position à l'égard du régime saoudien. sahartv.ir 19.12

Dossier Turquie

- Une tentative saoudienne de légitimer le terrorisme? - sputniknews.com

Commentant la création de la coalition antiterroriste saoudienne, des experts et des journalistes turcs estiment qu'on pourrait difficilement se remettre au pays responsable de la création du terrorisme islamique quand il s'agit de la lutte antiterroriste.

Des experts pensent que la nouvelle alliance pourrait avoir d'autres objectifs que la lutte contre Daech puisque l'Iran, la Syrie et l'Irak n'ont pas adhéré à la coalition saoudienne alors que la lutte contre les djihadistes se déroule principalement sur le territoire syrien et irakien.

En Turquie qui participe à la coalition, certains journalistes ont courageusement pris la liberté de critiquer leur gouvernement malgré

la censure sévère existant dans le pays.

"Contre qui cette nouvelle alliance a-t-elle été créée? ", demande un journaliste du quotidien turc BirGun, Can Ugur. "Vu la situation dans la région, les pays comme l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie n'ont aucun problème avec le djihadisme. Le nom même de la coalition +La coalition islamique contre-terroriste+ démasque sa vraie nature", estime-t-il.

M.Ugur pense que la création de la coalition dirigée par Riyad aurait pour but d'éviter de placer les "djihadistes modérés", qui reçoivent un support considérable des pays de Golfe et de la Turquie, sur la liste des groupes terroristes en Russie et en Occident.

L'expert estime également qu'il est bien probable que l'Arabie saoudite cherchera à présenter des groupes islamistes en Syrie en tant qu'opposition légitime. Par exemple, les "djihadistes modérés" pourraient inclure les Turkmènes de Syrie grâce auxquels la Turquie justifie sa présence en Syrie.

"Nous pouvons ainsi assumer que c'est une tentative d'influer sur la reconstruction de la région sous le drapeau d'islam, en mettant l'accent sur les différences idéologiques et culturelles", souligne M. Ugur.

Selon Benhul Ozkan, professeur des relations internationales de l'Université de Marmara, l'Arabie saoudite symbolise la crise du monde islamique. Il suppose que "les Etats-Unis et l'Europe soutiendront sans doute la coalition saoudienne", dirigée par le pays qui "personnifie la crise du monde islamique dans tous les sens du mot". M.Ozkan souligne que de cette manière l'Occident et les Etats-Unis ne feront qu'empirer la situation.

"Quels sont les valeurs de l'Arabie saoudite? Quel type de système politique apparaîtra en Syrie, en Irak et en Libye sous le commandement saoudien? Laisser la solution du problème dans les mains du régime totalitaire saoudien n'est qu'une illusion", constate-il. sputniknews.com 19.12

- Le ministre irakien des A.E refuse de rencontrer son homologue turc - sahartv.ir

«Ibrahim al-Jaafari, le ministre irakien des Affaires étrangères, a refusé, à New York, de rencontrer son homologue turc, sous la médiation des Etats-Unis», a-t-on appris de Sumeriya news.

A la suite de la pénétration, par les forces turques, du Nord de l'Irak et du refus de la Turquie de se retirer du territoire irakien, les relations turco-irakiennes se sont tendues. sahartv.ir 19.12

-La Talibanisation de la Turquie - sahartv.ir

Devinette : je suis un grand pays musulman, puissance militaire et économique régionale, allié historique de l'Occident contre les Russes, dirigé, tour à tour, par des militaires putschistes et des gouvernements élus. Ajoutons que je suis sunnite et je ne suis pas arabe.

Qui suis-je ? Vous pensez, sans doute, à la Turquie. Et vous avez raison. Cette définition s'y applique à merveille. Mais ce n'est pas ce pays que je considérais. C'est le Pakistan, la clef de cette devinette. Le «pays des purs» fut forgé, dans les épreuves de la lutte d'indépendance indienne. Les Musulmans indiens avaient droit à une patrie : le projet était séculier et moderniste. D'ailleurs l'ossature du Pakistan, c'est l'armée qui la fournit. L'alliance avec l'Occident, les Britanniques, d'abord, les Américains, ensuite, fut un autre pilier tout trouvé, contre le tiers-mondisme de l'Inde de Nehru, et plus tard, contre l'avancée des Soviétiques, en Afghanistan.

Et l'Islam ? Ce fut, surtout, un élément identitaire, un liant unifiant les diverses composantes de la nouvelle nation. Le Pakistan présente plusieurs similitudes avec la Turquie : un Etat moderne, né, presque artificiellement, d'une guerre d'indépendance, héritier d'un vieil empire islamique, (les Ottomans, pour les uns, les Grands Moghols, pour les autres), l'armée, comme unificateur de la nation, l'alliance indéfectible avec l'Occident. La comparaison entre les deux pays s'est rompue, dans le tournant des années 1970 et 1980.

La Turquie, malgré les soubresauts du terrorisme gauchiste, des coups d'états militaires, de l'insurrection kurde, prenait un sentier de stabilisation économique et politique, pendant que le Pakistan s'enfonçait dans le délitement mafieux, la communitarisation armée, et l'installation d'une sorte de guerre civile permanente et de basse intensité. La divergence entre les deux pays s'explique par la guerre d'Afghanistan. Le Pakistan y joua un rôle fondamental et trouble. Il appuya l'effort occidental et soutint les moudjahidin contre les Russes. Mais, à la suite du retrait soviétique, il poursuivit une politique ambiguë, soutenant les Talibans et s'empêtrant dans des contradictions intérieures fatales. Le résultat, c'est ce qu'on a appelé la «talibanisation» du Pakistan. Croyant manipuler l'Etat islamique de Kandahar, le Pakistan s'est contaminé lui-même. Il est possible, si Erdogan continue son jeu ambivalent, en Syrie, que la Turquie subisse la même métamorphose.

Croyant manipuler les différents acteurs de la guerre civile syrienne, Ankara s'impose des transformations internes : recours à

«l'Etat profond», (services secrets et mafias, meurtres extrajudiciaires...), influence culturelle accrue des groupes islamistes, autoritarisme de l'exécutif. La «démocratisation» de la Turquie, dans les années 2000, se fit au prix d'un refus des diplomates troubles : Ankara ne participa pas à la guerre de Bush Fils contre l'Irak, renoua des liens amicaux et complémentaires avec la Syrie, se rapprocha de l'Iran. Bref, la Turquie démocratique considéra, démocratiquement, les pays voisins, comme des égaux. Le néo-ottomanisme d'Erdogan a, d'ores et déjà, perturbé cette géométrie.

La Turquie considère, désormais, le Moyen-Orient arabe, comme un désert politique, où se projetera sa future puissance. Paradoxalement, elle risque de s'y engluer elle-même. Comme la talibanisation du Pakistan, dans les années 2000, la «daechisation» de la Turquie est, aujourd'hui, hélas, une hypothèse plausible. sahartv.ir 19.12

Dossier Syrie

- Syrie : les revers cuisants des terroristes face à l'armée - sahartv.ir

En Syrie, les militaires de l'armée régulière ont infligé des coups durs aux terroristes, au cours de différentes opérations.

Les militaires de l'armée syrienne se sont engagés vendredi dans d'intenses affrontements les opposant aux terroristes, dans les différentes localités dont le Nord de la province de Lattaquié, située dans l'Ouest de la Syrie. Les terroristes ont essuyé d'importants revers au cours de ces opérations.

L'armée a également poursuivi sa progression dans le Nord de la province de Lattaquié et elle est arrivée à y libérer le mont stratégique d'Al-Noba. Dans le même temps, la chaîne de télévision libanaise Al-Mayadeen a annoncé l'arrivée des membres du Croissant-Rouge syrien dans les deux villes de Kafaria et d'Al-Foua, situées à Idlib, afin de faire sortir 379 femmes en enfants, assiégés par les terroristes. Le Croissant-Rouge syrien y a aussi distribué des denrées alimentaires. sahartv.ir 19.12

- "Obama a du mal à prendre une décision concernant la fin de la guerre, en Syrie" (Chuck Hagel) - sahartv.ir

«Au moment où la Maison Blanche pouvait prendre une décision ferme, sur la fin de la guerre, en Syrie, elle a opté pour des options inefficaces», a déclaré Chuck Hagel, l'ancien secrétaire américain à la Défense.

«Pour cette question, de multiples réunions ont eu lieu. Ces réunions n'étaient pas productives», a ajouté Hagel.

«Parfois, ces réunions duraient 4 heures. Je crois que nous ne parvenons pas souvent aux résultats escomptés. D'une certaine manière, nous retardons certaines prises de décision. Il y avait, toujours, beaucoup de monde, dans la pièce où avait lieu la réunion», a-t-il ajouté.

Les déclarations de Hagel sont, en partie, similaires à celles des autres autorités américaines. La plupart de ces déclarations sont unanimes, pour dire qu'aucune de ces réunions marathon n'a abouti à une stratégie durable concernant la Syrie. sahartv.ir 19.12

- Syrie: Lavrov appelle à fermer la frontière turco-syrienne - sahartv.ir

"La frontière entre la Syrie et la Turquie devrait être fermée, immédiatement, afin d'empêcher les terroristes takfiristes d'être soutenus et de s'y infiltrer", a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, au terme d'une réunion du Conseil de Sécurité de l'ONU, qui s'est tenue, à New York.

"Comme l'ont dit, plusieurs fois, des représentants des pays membres, l'idéal serait de fermer la frontière entre la Syrie et la Turquie, afin de limiter le soutien extérieur des différents groupes terroristes, qui combattent en Syrie", a indiqué le chef de la diplomatie russe.

Le ministre a fait connaître la position de principe de la Russie, selon laquelle le processus des négociations ne doit impliquer que l'opposition patriotique, qui n'est pas liée au courant extrémiste et à Daech. "Des groupes, tels que le Front Al-Nosra, n'ont pas leur place à la table des négociations", estime le chef de la diplomatie russe.

«Il faut que la Syrie reste un pays unifié, multi-ethnique et multiconfessionnel», a-t-il réitéré, soulignant : «C'est une réponse aux parties étrangères, qui tentent d'imposer des versions toutes prêtes aux parties syriennes». sahartv.ir 19.12

- Assad: "Je faisais déjà mes valises!" - sputniknews.com

Le président syrien a ironisé sur les déclarations de certains Occidentaux qui lui ont "permis" de rester au pouvoir.

Le président syrien Bachar el-Assad a réagi avec humour aux récentes déclarations de certains représentants de l'Occident dont le secrétaire d'Etat américain John Kerry, selon lesquels il pourrait encore rester au pouvoir. Auparavant, l'Occident insistait sur son départ.

"Merci à eux pour cela, je faisais déjà mes valises. Je devais partir et maintenant, je peux rester", a-t-il ironisé dans une interview à la chaîne néerlandaise NOS.

Seuls les citoyens syriens peuvent décider s'il devait ou non rester au pouvoir, a souligné le leader syrien.

Si vous, en tant que citoyen néerlandais, étiez prêts à accepter que quelqu'un en Syrie choisisse la personne qui deviendrait votre premier ministre, nous l'accepterions, mais vous, vous ne l'accepteriez pas. La Syrie est un Etat souverain. C'est aux Syriens et pas aux Européens de décider s'ils ont un bon ou un mauvais président", a expliqué M. Assad.

Si le peuple syrien veut qu'il quitte son poste, il sera prêt à le faire, a-t-il ajouté.

S'agissant de la propagation du terrorisme au Proche-Orient et en Europe, le président a martelé que c'est l'Europe, de concert avec la Turquie, le Qatar et l'Arabie saoudite qui a transformé la Syrie en une pépinière de terroristes.

"La question la plus importante est de savoir d'où viennent les djihadistes qui sont aujourd'hui en Europe. Qu'ils viennent ici c'est naturel, après que la Syrie s'est transformée en une pépinière du terrorisme, car la Turquie, l'Arabie saoudite et le Qatar ont soutenu les terroristes par différents moyens", a-t-il dit.

Selon lui, l'Europe s'en est tenue à une approche erronée de la lutte antiterroriste. Qu'est-ce qui a été fait de travers? "Primo, le gouvernement européen n'a pas réussi à intégrer ces personnes (les migrants, terroristes potentiels, ndlr) dans la société européenne. Ils vivaient dans un ghetto. Quand tu habites dans un ghetto, tu deviens un extrémiste", a expliqué Bachar el-Assad.

Secundo, estime-t-il, de nombreux leaders européens "ont vendu leurs valeurs en échange de pétrodollars". "Ils ont permis aux organisations wahhabites d'Arabie saoudite d'apporter leur idéologie extrémiste en Europe. C'est pourquoi vous exportez des terroristes. Ce n'est pas nous qui en exportons: ils viennent en Syrie et puis reviennent en Europe", a-t-il ajouté. Et de rappeler que trois des terroristes ayant participé aux attentats du 13 novembre perpétrés dans la capitale parisienne étaient des Européens. sputniknews.com 19.12

- Obama déclare la guerre au Hezbollah - sahartv.ir

Barak Obama a signé vendredi le projet de loi imposant de lourdes sanctions bancaires au Hezbollah.

Le congrès américain avaient voté mercredi à l'unanimité des voix une résolution prévoyant des sanctions contre tout établissement bancaire ayant entré en transaction avec le Hezbollah libanais. Vendredi le président américain a paraphé ce projet de loi qui concerneraient également les banques iraniennes. On ignore encore si ces sanctions iraient frapper oui ou non les banques iraniennes qui sont les principaux partenaires bancaires du Hezbollah et si oui, quel en serait l'impact sur l'accord du 14 juillet de Vienne lequel devrait autoriser une levée des sanctions américaines et occidentales contre l'Iran.

Le projet de loi américain sanctionne aussi la chaîne Al Manar ainsi que les activités attribuées à la résistance libanaise en Amérique Latine. Les Etats Unis ne cessent d'annoncer leur volonté d'en découdre avec l'axe de la Résistance qui constitue l'un des mots d'ordre de la politique étrangère américaine. sahartv.ir 19.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Ethiopie

- Au moins 75 manifestants tués en Ethiopie selon des ONG - euronews.com

Un mouvement de protestation pacifique en Ethiopie violemment réprimé. Selon Human Rights Watch, au moins 75 personnes ont été tuées ces dernières semaines par les forces de l'ordre qui ont ouvert le feu sur des manifestants dans la région d'Oromia. Ils craignent de voir leurs terres confisquées dans le cadre d'un projet d'agrandissement de la capitale.

Le gouvernement parle de "terroristes" qui envisagent de destabiliser le pays. Les défenseurs des droits de l'Homme dénoncent le recours des autorités éthiopiennes à une législation antiterroriste pour museler l'opposition pacifique. euronews.com 19.12

2- Pologne

- Des manifestations de masse "pour la démocratie" en Pologne - sputniknews.com

Des dizaines de milliers de Polonais sont descendus samedi dans la rue pour participer aux manifestations organisées par le Comité de défense de la démocratie (KOD).

Une manifestation de masse se tient notamment devant le siège du parlement à Varsovie. Selon la mairie, près de 13.000 personnes sont descendues dans la rue pour défendre la démocratie qu'ils estiment menacée par les conservateurs de Jaroslaw Kaczynski, au pouvoir depuis plus d'un mois.

Munis de drapeaux de la Pologne et de l'Union européenne, les manifestants protestent contre la violation de la Constitution et les tentatives de limiter leurs libertés et droits fondamentaux.

Des manifestations ont également lieu à Lublin, Gdansk, Poznan, Wroclaw, Łódz, Katowice, Bialystok, Czestochowa. Plusieurs milliers de manifestants scandaient "Défendons la démocratie!", "Défendons la Constitution!", "Bas les pattes du Tribunal constitutionnel!", "Non au pouvoir du PiS!" (PiS, Prawo i Sprawiedliwosc (Droit et justice) est le parti conservateur au pouvoir de Jaroslaw Kaczynski).

C'est le deuxième samedi consécutif que les Polonais protestent contre la politique des nouvelles autorités polonaises. Revenu au pouvoir suite aux législatives du 25 octobre, le parti ultraconservateur et eurosceptique Droit et justice a formé un gouvernement dirigé par Beata Szydlo. Le peuple polonais est mécontent des décisions politiques prises par le nouveau cabinet. Le pays est en pleine crise politique en raison notamment de la nomination des juges du Tribunal constitutionnel. La nomination par le PiS de cinq juges proches de ses positions, a suscité une vague de critiques de l'opposition, de médias et de citoyens. sputniknews.com 19.12

[Haut de page ↗](#)

CAUSERIE

On zappera les élections législatives espagnoles jusqu'à demain, car j'ai lu 9 articles et pas un ne fournissait le taux d'abstention, or en l'absence de ce facteur toute analyse serait faussée. Si vous avez cette info, merci de me la communiquer.

Ils nous refont le coup de Syriza avec Podemos ! Pourquoi pas le Front de gauche électeur de LR (Les Républicains Bertrand et Estrosie) en révolutionnaire ! La désinformation bat son plein. Délirant ! A suivre.

[Meeting pour la levée de l'état d'urgence.](#)

Nous appelons tous les militants et travailleurs qui se connectent à notre portail à participer à ce meeting, et à le soutenir financièrement s'ils en ont les moyens.

Appel des 333 pour la levée de l'état d'urgence

Le 3 décembre, nous étions 333 à lancer l'appel « pour la levée de l'état d'urgence ».

Le 14 décembre, cet appel des 333 devenait l'appel des 1 000.

Le 20 décembre. Aujourd'hui, ce sont environ 10 000 travailleurs, jeunes, salariés, retraités, exprimant une grande diversité politique, syndicale, associative, professionnelle et géographique, qui, de toute la France, ont signé l'appel « pour la levée de l'état d'urgence ».

Le 23 janvier à Paris, soyons présents au grand meeting d'unité pour la levée de l'état d'urgence

A 14 h 30, Espace Charenton, 327, rue de Charenton, 75012 Paris (M° Porte-de-Charenton)

Ils prendront la parole :

Pouria Amirshahi, député PS
Esther Benbassa, sénatrice, vice-présidente de la commission des lois
Patrick Baudouin, avocat, président d'honneur de la FIDH
Claude Charmont, syndicaliste, Seine-et-Marne
Denis Collin, philosophe
Sergio Coronado, député Vert
Jacques Cotta, journaliste et réalisateur
Dominique Coujard, magistrat honoraire, ancien président de cour d'assises de Paris
Daniel Gluckstein, secrétaire national du POID
Dominique Gros, universitaire
Jean-Jacques Karman, membre du conseil national du PCF
Eric Le Courtois, syndicaliste, Côtes-d'Armor
Noël Mamère, député
Jean-Jacques Marie, historien
Patrick Picard, syndicaliste, Paris
Clarisse Taron, Syndicat de la magistrature
Philippe Torreton, acteur

Avec l'état d'urgence, nous n'avons pu trouver de salle gratuite pour la tenue de ce meeting. Est donc louée une salle payante. Nous en appelons à l'aide financière de tous pour que puisse se tenir ce meeting (N'hésitez pas à nous faire savoir, dès maintenant, les versements que vous pourrez effectuer).

Pour les dons par chèques, les libeller à l'ordre suivant : Crédit mutuel compte 0603920920341

Les envoyer à l'adresse : Crédit mutuel Montmartre, 13 rue des abbesses, 75018 paris.

Versement par compte paypal à l'adresse association.lasociale@orange.net

Pour les dons en ligne, un lien sera mis en service dans les jours qui viennent.

Pour tout contact : Jacques Cotta, tél. 06 19 84 80 60 ; Maurice Stobnicer, tél. 06 87 87 95 02

Mail : appel-levee-etat-urgence@orange.fr

ACTUALITE EN TITRES

[2016. L'année du populisme à outrance.](#)

- Attention, en 2016, Copé revient ! - [LePoint.fr](#)
- Bernard Tapie revient sur la scène politique - [Francetv info](#)
- Parti socialiste : vers la création d'une alliance populaire ? - [Francetv info](#)

[Bienvenue chez les néolibéraux-sionistes auxquels rien ne doit résister.](#)

- Faire tomber le tabou du plaisir féminin - [Slate.fr](#)

Un site recueille des témoignages de femmes expliquant quels gestes les amènent au plaisir, vidéos à l'appui. [Slate.fr 20.12](#)

- Accusé de harcèlement sexuel, le ministre de l'intérieur israélien démissionne - [LeMonde.fr](#)
- D'après un rapport médical de 1923, Hitler n'avait bel et bien qu'un seul testicule - [Slate.fr](#)

Ah ben voilà, on vient de découvrir pourquoi vous l'aviez choisi pour finaliser et justifier la création d'Israël...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Yémen

- Des centaines d'éléments de la coalition saoudienne, tués ou blessés, au Yémen - sahartv.ir

«Des centaines d'éléments de la coalition saoudienne ont été tués ou blessés, au Yémen, à la suite de la chute de 2 missiles, tirés par l'armée et les comités populaires yéménites.

«Des centaines d'agresseurs, dont des saoudiens, des militaires soudanais, des mercenaires des pays du golfe Persique, liés à la coalition saoudienne, ont été tués ou blessés, dans la province de Ma'rib, et la localité frontalière d'Al-Toul, lors de la chute de 2 missiles "Qaher"», a annoncé, ce dimanche, une source militaire.

Les forces de l'armée et celles des comités populaires yéménites ont tiré 2 missiles balistiques "Qaher" ; l'un, sur les positions des agresseurs, dans la localité de Safar, dans la province de Ma'rib, et l'autre, sur leur lieu de rassemblement, au point de passage frontalier d'Al-Toul.

Selon une source militaire, un système de contrôle de drones, ainsi que nombre de véhicules militaires appartenant aux agresseurs ont été anéantis, dans la base de Safar, à Ma'rib.

«Des dizaines de forces de l'armée saoudienne, des autres pays arabes du golfe Persique et de leurs mercenaires ont été tuées, au point de passage frontalier de Safar», a ajouté cette source.

Lors de l'attaque contre cette base, nombre d'hélicoptères "Apache" ont été détruits, tandis que plusieurs agresseurs, dont nombre d'offices saoudiens, émiratis, soudanais et d'autres nationalités, ainsi que leurs mercenaires, étaient tués. Selon le premier bilan, 8 hélicoptères "Apache", 2 hélicoptères "Chinook" et nombre de chars sophistiqués ont été anéantis, dans la localité de Safar.

Selon cette source, le commandant de la brigade des agresseurs, ainsi que 28 autres éléments, ont été tués, au point de passage d'Al-Toul, tandis que 54 autres étaient blessés, dans la localité d'Al-Wadiya. sahartv.ir 20.12

Syrie

- Une figure du Hezbollah tuée dans un raid israélien en Syrie - Reuters

Samir Kuntar, une des figures du Hezbollah, a été tué dans un raid aérien israélien mené dans la nuit contre un quartier de la capitale syrienne, Damas, ont affirmé dimanche l'organisation chiite libanaise ainsi que des sources gouvernementales syriennes.

Des responsables israéliens se sont félicités de la mort de Samir Kuntar, affirmant qu'il préparait des attaques contre Israël depuis le sol syrien, sans en endosser officiellement la responsabilité. Reuters 20.12

- Le Hamas condamne l'assassinat de Kantar - sahartv.ir

Le mouvement de la Résistance islamique de la Palestine a émis un communiqué, dans lequel il a dénoncé l'assassinat par le régime sioniste de l'ex prisonnier libanais Samir Kantar, haut commandant de la Résistance libanaise, dans le bombardement d'un bâtiment résidentiel, au sud de la ville de Jermana, en banlieue de Damas, capitale de la Syrie.

Le porte-parole du Hamas, Sami Abou Zohri a souligné que le mouvement de la Résistance islamique de la Palestine condamnait vivement le crime de l'ennemi sioniste consistant à assassiner le combattant libanais, Samir Kantar, appelant la communauté internationale à tenir ses responsabilités envers les actes criminels du régime sioniste. Un autre haut responsable du Hamas, Basem Naïm a tenu à réagir à l'assassinat de cette figure de proue du Hezbollah, déclarant que ce crime témoignait du fait que le régime sioniste était la seule partie à tirer profit des guerres vaines et dévastatrices dans les pays arabo-musulmans. Le Hezbollah libanais a confirmé, dans un communiqué, la mort en martyr du plus ancien prisonnier libanais, détenu par l'ennemi sioniste et libéré en 2008, Samir Kantar. sahartv.ir 20.12

[Haut de page ↗](#)

Le 22 décembre 2015

CAUSERIE

Je n'ai pas le temps d'écrire un article sur les législatives en Espagne, on verra cela demain, pour se faire j'ai téléchargé une quinzaine d'articles. En attendant, un camarade que je remercie au passage m'a communiqué le taux de participation qui a été de 73,2%, source El Pais.

- "Tout le monde le répète depuis hier soir : le pays est devenu ingouvernable" - Francetv info 21.12

Ciudadanos et Podemos sont les répliques dégénérées, populistes respectivement du Parti Populaire et du PSOE, ils sont voués à jouer le rôle de partis de l'ordre établi à leur côté ou à leur place. Comme quoi les Espagnols n'ont pas tenu compte de l'expérience grecque.

En Grèce, le PASOK avait accepté de participer à une coalition avec la Nouvelle Démocratie pour finalement se retrouver laminé aux dernières élections législatives à 7%. Le même sort attend le parti qui acceptera de gouverner avec le PP ou le PSOE en Espagne. En France le Front de gauche avait appelé à voter Hollande et PS au second tour des législatives en 2012 et lors des élections régionales de décembre 2015 il s'est retrouvé à 4,5%.

C'est ce qu'on appelle se sacrifier pour sauver le régime et les institutions du capital, dès lors la nature de ces partis ne se pose plus : populiste de gauche, partis de droite ou réactionnaires.

On a parfaitement conscience que cette caractérisation vient heurter violemment celle communément admise qui les définit de gauche.

Ceux que cela choquerait feraient bien de se poser quelques questions : Qui les définit de gauche, qui y a intérêt, qui a intérêt à faire durer cette imposture et pourquoi, dans quel but ? Qui sinon les représentants de la classe dominante, les médias aux ordres, les lieutenants des capitalistes au sein du mouvement ouvrier ou ses dirigeants corrompus.

Que maintenant toutes les formations politiques leur emboîtent le pas, c'est un constat, sommes-nous obligés de les imiter, au nom de quoi, dans quel but, pour participer à cette vaste escroquerie politique destinée à tromper travailleurs et militants, afin que ces piliers du régime puissent continuer de réaliser leur sale besogne au côté des représentants officiels de l'ordre établi ? Faut-il céder aux sirènes de la démagogie collective qui a gagné le mouvement ouvrier ?

Ne serait-ce pas en procédant de cette manière depuis des lustres qu'ils ont fini par pourrir le mouvement ouvrier afin d'interdire au prolétariat de se doter d'une nouvelle direction ? La situation politique actuelle qui semble inextricable n'en serait-elle pas le produit ? Doit-on poursuivre dans cette voie, doit-on adopter le même discours comme si finalement rien ne s'était passé au cours des années ou des dernières décennies, sans en tirer le moindre enseignement politique ? Ce sera l'avis des dirigeants de tous les partis dits ouvriers et cela ne vous surprendra pas.

Qu'on nous permette d'user du droit de ne pas en être, car on ne peut pas marcher dans cette combine pourrie qui nous a mené où nous en sommes et prétendre assurer la continuité du marxisme et du socialisme, il faut choisir et notre choix est tout fait.

Certains courants ou certaines tendances qui figurent dans ces partis ou au sein de leurs satellites partagent en partie nos conclusions, la tendance Claire du NPA par exemple, même si elle est très maginale et bourrée de contradictions, juste pour montrer que nous ne sommes pas les seuls à appeler un chat un chat. Je sais que de nos jours cela ne se fait pas, c'est tabou, par exemple même une femme ne doit plus tout à fait être considérée comme une femme, un malade, un chômeur, un clochard, un immigré, surtout s'il a un type arabe, etc. sauf qu'on se contrefout de leur idéologie et de leur propagande destinées à formater les consciences à leur nouvel ordre mondial nauséabond, dégénéré... On s'écarte de notre sujet.

Un dernier mot optimiste sur l'Espagne et au-delà.

La mobilisation des électeurs a été relativement importante. On nous annonçait que l'époque des partis politiques était révolue, or ce scrutin démontre exactement le contraire. Il faut croire que la situation sociale était meilleure en Espagne qu'en Grèce ou en France où les taux d'abstention atteignent des sommets à chaque élection, et que le sentiment que les travailleurs avaient encore quelque chose à perdre était plus fort en Espagne, à moins que la tragédie du franquisme les hante encore, cela reste à vérifier.

Si en France le soufflé du Front de gauche fabriqué par les médias institutionnels est retombé aussi vite qu'il était monté, non sans peine d'ailleurs, c'est peut-être parce que l'arnaque était un peu trop grosse et leurs dirigeants un peu trop prompts à vendre leurs électeurs à ceux qui incarnaient la politique qu'ils avaient justement rejetée. En appelant à voter PS et LR, ils ont démontré, non pas qu'ils étaient liés à l'un ou l'autre de ces partis, bien que ce soit le cas s'agissant du PS, mais qu'ils partageaient tous au moins un intérêt : assurer la stabilité et la survie du régime.

Question : Selon vous, sérieusement, peut-on combattre dans la perspective du renversement du régime en place en s'associant avec ceux qui font tout pour le préserver ? Répondre oui serait un suicide politique. Cela ne concerne que leurs dirigeants évidemment, leurs militants n'ont pas forcément les mêmes intentions et les mêmes intérêts qu'eux.

Alors être de gauche, notamment, c'est ne pas partagé avec le Front de gauche cet intérêt pour le régime.

A bas l'Etat policier !

- Contre la constitutionnalisation de la frénésie sécuritaire - lemonde.fr

Par un collectif de juristes universitaires.

Depuis les attaques meurtrières du 13 novembre, discours et politiques purement sécuritaires ne cessent de prospérer. Le 16 novembre, dans la foulée des premières interpellations et perquisitions, le Ministre de l'intérieur annonçait : « Que chacun l'entende distinctement : ce n'est qu'un début. La riposte de la République sera d'ampleur. Elle sera totale ». Depuis lors, la surenchère n'a pas cessé. Après la rhétorique guerrière brandie par le président François Hollande contre l'organisation Etat islamique, le « redoublement des frappes militaires » françaises en Syrie, plus de 2 500 perquisitions et 350 assignations à résidence, voilà maintenant l'annonce d'une réforme constitutionnelle. Il s'agirait de graver dans la Constitution le recours à l'état d'urgence mais aussi la déchéance de nationalité contre les Français possédant deux nationalités définitivement condamnés pour un délit ou crime constituant un acte de terrorisme ou une atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation. En quoi cette modification de la Constitution envisagée dans l'urgence, sans réflexion véritable, est-elle à même de dissoudre la « menace terroriste » ? N'est-elle pas plutôt un énième coup porté à l'état de droit et aux libertés fondamentales que la Constitution est précisément censée garantir ?

A l'examen, les réformes annoncées apparaissent clairement inutiles au regard de la lutte antiterroriste, leur objectif officiel. En revanche, elles sont hautement liberticides et, concernant la déchéance de nationalité, ouvertement ségrégationnistes.

La mise au ban du juge

En matière de lutte antiterroriste, la législation est déjà largement dérogoire au droit commun. Depuis maintenant trois décennies - on n'a pas attendu l'état d'urgence pour cela -, la lutte antiterroriste, en érigeant la sécurité comme « notre bien » le plus cher et le « premier de nos droits », justifie de multiples atteintes aux libertés. L'empilement des lois offre aux juges et aux forces de police des pouvoirs d'enquête et d'intervention exorbitants (saisies, perquisitions de nuit, écoutes téléphoniques, géolocalisation...). L'infraction d'« association de malfaiteurs en vue d'une entreprise terroriste » permet aux juges et aux policiers d'agir en amont de tout passage à l'acte. Les agents des services de renseignement qui travaillent en dehors de tout contrôle judiciaire ont déjà en droit et en fait un rôle pivot dans la lutte antiterroriste. Les droits de la défense ont déjà été largement sacrifiés au nom de la prévention du terrorisme. D'un point de vue opérationnel, l'état d'urgence n'a donc pas ouvert la voie à des mesures de lutte contre le terrorisme qui n'auraient pu être adoptées sans lui et, d'ailleurs, il n'a semble-t-il permis aucun résultat tangible.

En revanche, l'éviction de l'autorité judiciaire et le pouvoir conféré au ministre de l'intérieur et aux préfets d'ordonner des assignations à résidence et des perquisitions sont redoutables pour la liberté individuelle. Avec l'aval du président de la République, les associations ou groupements de fait contestataires peuvent être dissous ! Pour s'en tenir aux perquisitions, celles-ci peuvent intervenir de jour comme de nuit, en tout lieu, sur le seul fondement qu'il existe « des raisons sérieuses de penser que ce lieu est fréquenté par une personne dont le comportement constitue une menace pour la sécurité et l'ordre publics ». « Raison sérieuse de penser », « lieu fréquenté », « comportement » « menace pour la sécurité publique », bien trop de notions floues dans une règle qui attribue un pouvoir aussi grave à l'exécutif agissant seul et qui dépasse la lutte antiterroriste. Nos dirigeants pensent-ils sincèrement que l'efficacité de la lutte antiterroriste passe par la mise au ban du juge au profit des préfets et de la police, dans un Etat d'urgence plus proche de l'Etat policier que de l'Etat de droit ?

Pourquoi, alors, constitutionnaliser l'état d'urgence ? L'exercice, s'il affiche l'intention du gouvernement de préserver l'état de droit, ne permet aucunement de le garantir mais, bien au contraire, d'y déroger sans imposer aucune nouvelle limitation au pouvoir exécutif. Le projet de loi constitutionnelle, qui prévoit d'ajouter à la constitution un article 36-1 sur l'état d'urgence, reprend la solution législative actuelle qui confie au Parlement le pouvoir de proroger l'état d'urgence au-delà d'une période de douze jours ouverte par décret. Mais, une fois l'état d'urgence officiellement levé, le texte institue une période pour le moins étrange pendant laquelle les autorités administratives pourront décider de faire survivre les mesures prises pendant l'état d'urgence et,

sur habilitation législative, adopter de nouvelles mesures générales (interdiction de réunions, fermeture de lieux publics...) si « demeure un risque d'acte de terrorisme ». En somme, à la seule condition que la menace terroriste perdure, l'état d'urgence perdurera... Qui ne devine que c'est à un Etat d'urgence permanent qu'on nous destine ?

La déchéance de nationalité une idée grave et dangereuse

Pratiquement, la constitutionnalisation de l'état d'urgence avaliserait, au nom de l'impératif sécuritaire, les atteintes aux libertés individuelles en évinçant le juge judiciaire, pourtant gardien de la liberté individuelle d'après l'article 66 de la Constitution. En effet, d'après la réforme, les mesures restrictives de liberté autorisées par la nécessité de prévenir tout acte de terrorisme seront soumises à la seule vigilance du juge administratif qui ne peut être saisi qu'a posteriori. En pratique, rien n'indique que les personnes qui ont subi et qui vont subir des atteintes à leurs libertés s'en référeront à la justice administrative... Surtout, le mal aura déjà été fait ; or, la liste des mesures prises au nom de l'état d'urgence et constitutives de graves atteintes aux libertés individuelles ne cesse de s'allonger sans que le contrôle exercé en référé par le juge administratif n'offre de réelle garantie pour les libertés. Comment justifier l'assignation à résidence de plusieurs dizaines de militants écologistes n'ayant commis aucune infraction ? Comment justifier l'arrêté préfectoral interdisant la circulation aux abords d'une route empruntée par les migrants du camp de Calais et autorisant, dans cette « zone de protection », les contrôles d'identité inconditionnels et obligatoires ? Comme il se devait, le nouveau régime des perquisitions administratives a conduit à des erreurs et/ou des dérives graves, des citoyens sans lien aucun avec le terrorisme perquisitionnés brutalement chez eux, en famille.

Vouloir inscrire la déchéance de nationalité dans le texte constitutionnel est tout aussi grave. Ici, le passage par la voie constitutionnelle vise à poser des exceptions permanentes à un ensemble de normes que notre histoire avait hissées au niveau suprême. Le plus important concerne le principe d'égalité. En effet, selon une jurisprudence bien établie du Conseil constitutionnel, si le principe d'égalité autorise le législateur à traiter différemment deux catégories distinctes de personnes, ce principe exige que la différence de traitement ainsi caractérisée « soit en rapport avec l'objet de la loi qui l'établit ». En l'espèce, le projet de réforme introduit une différence de traitement – une inégalité manifeste - entre les Français « mononationaux » et les Français binationaux. Cette division des Français en deux catégories, si elle avait été opérée par un projet de loi ordinaire, aurait ainsi dû être examinée par le Conseil à l'aune de l'objectif du texte, à savoir la lutte contre le terrorisme. Le Conseil constitutionnel aurait ainsi eu à répondre à la question saugrenue de savoir en quoi l'efficacité de la lutte antiterroriste justifie de sanctionner spécifiquement, par la déchéance de nationalité, les binationaux ! Ceux-ci seraient-ils plus à même de perpétrer des actes terroristes que les « Français de souche » ? Saugrenue, la question n'est évidemment pas neutre mais révèle, au contraire, une volonté de stigmatiser encore et toujours, et cette fois au niveau même de la Constitution, une catégorie précise de Français, ceux dont l'histoire est en partie liée aux anciennes colonies françaises.

Gouverner par la peur

Au surplus, en constitutionnalisant une mesure de sanction, la réforme vient altérer la fonction même de la Constitution qui est censée organiser l'Etat et garantir les droits et libertés des citoyens et aucunement édicter, elle-même, des mesures punitives.

Et ici encore la constitutionnalisation envisagée est parfaitement inutile au regard des fins qui lui sont officiellement assignées. D'une part, la déchéance, tout comme la perte de nationalité prévue par notre code civil, épargne les terroristes franco-français. D'autre part, si l'objectif est d'expulser du territoire français ceux qui deviendraient alors parfaitement étrangers, les autorités restent contraintes par leurs engagements internationaux relatifs aux droits fondamentaux. A tout le moins, en effet, la Cour européenne des droits de l'homme, comme d'autres organes internationaux, interdit d'expulser des étrangers même condamnés pour terrorisme vers tout Etat, y compris le leur, où ils risquent d'être soumis à des actes de torture et traitements inhumains ou dégradants.

Au bout du compte, en constitutionnalisant la déchéance de nationalité pour certains Français, cette réforme n'a donc que l'effet symbolique de faire apparaître dans la Constitution deux catégories de Français en stigmatisant ceux qui possèdent, pour des raisons tenant en partie à la colonisation, une autre nationalité, et qui seraient seuls visés par une sanction qui en contrepoint glorifierait l'identité nationale. Et si on reconnaît qu'il y a deux catégories de Français, c'est bien que le peuple français n'est plus un et indivisible, encore un mythe républicain qui passe à l'as.

Le gouvernement par la peur et la division montre aujourd'hui clairement ses limites. Il faut rétablir les bases d'un Etat de droit digne de ce nom. Il est temps de répondre au terrorisme par la raison, la préservation des libertés et la construction de la paix. Nous en appelons aux gouvernants pour que, prenant appui sur les travaux sociologiques, historiques et philosophiques, ils s'interrogent sur les causes profondes du terrorisme et envisagent des voies nécessairement complexes, certainement étroites, mais qui permettent d'espérer une autre société, fondée sur l'égalité des individus, tournée vers l'émancipation collective.

Laurence Dubin, Université Paris VIII, Vincennes-Saint-Denis ; Karine Parrot, Université de Cergy-Pontoise ; Jean Matringe, Université Panthéon-Sorbonne, Paris 1 ; Julie Alix, Université Lille 2 ; Pascal Beauvais, Université de Nanterre Paris Ouest la Défense ; Cyril Brami, Université du Maine ; Gilles J. Guglielmi, Université Paris II, Panthéon-Assas ; Nathalie Ferré, Université Paris 13 ; Marie-Laure Basilien-Gainche, Université Jean-Moulin Lyon 3 ; Hugues Hellio, Université d'Artois ; Laurence Sinopoli, Université Paris-Ouest, Nanterre-La Défense ; Etienne Pataut, Université Panthéon-Sorbonne, Paris 1 ; Catherine Haguenuau-Moizard, Université de Strasbourg ; Claire Saas, Université de Nantes ; Manuela Grévy, Université

Panthéon-Sorbonne, Paris 1 ; Mireille Poirier, Université de Bordeaux ; Charlotte Girard, Université Paris-Ouest, Nanterre-La Défense ; Charalambos Apostolidis, Université de Bourgogne France-Comté ; Isabelle Meyrat, Université de Cergy-Pontoise ; Denis Mazeaud, Université Paris II, Panthéon-Assas ; Bérandère Taxil, Université d'Angers ; Marie Caffin-Moi, Université de Cergy-Pontoise ; Carlos Herrera, Université de Cergy-Pontoise ; Cyril Wolmark, Université Paris Ouest Nanterre-La Défense ; Diane Roman, Université de Tours ; Pierre Brunet, Université Panthéon-Sorbonne, Paris 1 ; Nicolas Kada, Université de Grenoble ; Thomas Perroud, Université d'Aix-Marseille ; Christine Lazerges, Université Panthéon-Sorbonne, Paris 1 ; Bernadette Aubert, Université de Poitiers ; Valérie Mutelet, Université d'Artois ; Rafaëlle Maison, Université Paris Sud ; Thibaut Fleury Graff, Université Rennes I ; François Julien-Laferrière, Université Paris Sud ; Damien ROETS, Université de Limoges ; Camille Viennot, Université Paris Ouest Nanterre-La Défense ; Niki Aloupi, Université de Strasbourg ; Aurore Chaigneau, Université de Picardie Jules Verne ; Stéphanie Hennette Vauchez, Université Paris Ouest Nanterre-La Défense ; Eric millard, Université Paris Ouest Nanterre-La Défense ; Sohie Robin-Olivier, Université Panthéon-Sorbonne, Paris 1 ; Philippe Guez, Université de la Polynésie française ; Laurence Leturmy, Université de Poitiers ; Marjolaine Roccati, Université Paris Ouest Nanterre. lemonde.fr 21.12

ACTUALITE EN TITRES

[Quand ils célèbrent ceux qu'ils n'ont cessé de matraquer.](#)

- Bercy célèbre les "héros" anonymes des attentats de Paris - AFP

[Puritanisme anglo-saxon des promoteurs et idéologues de la pornographie et de la prostitution.](#)

- Les slogans sexistes du liquide vaisselle du BHV font polémique - Francetv info

- Pourquoi mon horloge biologique ne fait-elle pas (plus) de bruit? - Slate.fr

Ils voulaient dire par là qu'il y avait beaucoup de gens qui n'avaient pas des désirs sexuels réguliers, voire pas du tout. On les plaint sincèrement !

Pour se marrer, mais très sérieusement, chez ma compagne Selvi qui a été privée de relations sexuelles pendant 23 ans, ils sont programmés. Par exemple le matin elle me dit : ce soir on y va ou parfois elle me dit cela deux jours à l'avance, parce que forcément elle est toujours partante à n'importe quelle heure de la nuit !

Pourquoi mon horloge biologique ne fait-elle pas (plus) de bruit?, mais bordel parce que parfois il faut bien dormir ! Ce sont des frustrés ou ils sont blasés à Slate, on s'en doutait déjà un peu, des détraqués !

Etat policier. Psychose collective.

- Rouen : il crée un mouvement de panique en criant "Allahou akbar" dans un cinéma - Francetv info

Il est environ 16 heures, dimanche 20 décembre, à Rouen (Seine-Maritime). Le cinéma Pathé des Docks 76 diffuse le film *Babysitting 2* quand un spectateur se lève dans la salle et crie "Allahou akbar" ("dieu est grand"). De quoi déclencher aussitôt un mouvement de panique dans la salle, rapporte Ouest-France.

L'homme placé en garde à vue

Les spectateurs tentent alors de sortir de la salle en courant et dans le centre commercial, des passants sont emportés par le mouvement, poursuit le quotidien. L'intervention des forces de l'ordre parvient à faire revenir le calme.

L'homme qui a crié a été placé en garde à vue. Il semble ne plus savoir pourquoi il a fait cela, rapporte Normandie-actu. Chauffeur dans un service de transports en commun, il devrait être poursuivi pour "apologie du terrorisme" et pourrait être jugé dès lundi en comparution immédiate. Francetv info 21.12

Commentaires d'internautes

1- "Allah akbar = apologie du terrorisme? On devient fou dans ce pays."

Le législateur est le danger public numéro 1, assurément.

2- *"Allahou akbar on le dit parfois lorsqu'on est heureux d'un événement, dans la prière. Il faut vous renseigner d'abord avant de craché."*

3- *"Allahou akbar" devient un cri d'apologie du terrorisme : ça nous fait des millions de terroristes en France."*

Bravo, vous avez tout compris, derrière chaque musulman se cache un terroriste, un suppôt du terrorisme...

4- *"Les spectateurs ont été victimes de leurs préjugés islamophobes. C'est eux qui vont se retrouver devant le tribunal poursuivis par les associations bien pensante (LICRA, MRAP, SOS racime...)"*

Le gouvernement et les partis qui se sont succédés au pouvoir depuis 40 ans les ont conditionnés de la sorte, ce sont eux qu'il faut blâmer, chasser du pouvoir...

5- *"Il crie "Allahou akbar" ("dieu est grand") et devrait être poursuivi pour "apologie du terrorisme" ?*

En quoi dire "Dieu est grand" en arabe fait l'apologie du terrorisme ?

C'est une aberration totale, comme le comportement des spectateurs..."

La guerre idéologique a une emprise sur les esprits les plus faibles et comme il y a de plus en plus de couches fragilisées dans la société, c'est une affaire qui marche assez bien et qui a de l'avenir. La combattre est notre devoir de militant ouvrier en lui opposant le socialisme et sa méthode pour interpréter la société, le monde...

On invite ces spectateurs à lire les deux infos suivantes.

- Daech envoie ses éléments en Europe avec des passeports volés - sahartv.ir

Daech a mis la main sur des passeports vierges pouvant être utilisés par de faux réfugiés pour rejoindre l'Europe, selon les renseignements occidentaux.

Daech a subtilisé des dizaines de milliers de passeports vierges en Syrie, en Irak et en Libye, qui pourraient être utilisés par de faux réfugiés pour rejoindre l'Europe, selon des services de renseignement occidentaux, rapporte dimanche le journal allemand Welt am Sonntag.

En Syrie, en Irak et en Libye, Daech s'est emparé du matériel qui se trouve dans les bâtiments, poursuit le journal. Il a saisi ces passeports ainsi que les machines nécessaires à la production de ces papiers d'identité.

L'organisation revend les "vrais-faux passeports" sur le marché noir, où les prix se négocient entre 1 000 et 1 500 euros, selon ces services de renseignement. Mais les Occidentaux redoutent que des daechistes utilisent également ces documents d'identité pour entrer en Europe. sahartv.ir 21.12

- 272 terroristes déjà en Europe, 150 autres en route - sputniknews.com

Deux groupes de terroristes de Daech se sont entraînés pour mener en Europe des attentats-suicides ou des attaques semblables à celles de Paris.

Selon le quotidien norvégien Dagbladet, le premier groupe terroriste est déjà arrivé en Europe. Un autre se trouve actuellement en Syrie après s'être entraîné dans un camp militaire situé entre Sinjar et Mossoul en Irak.

L'information provient d'une source connaissant bien la situation en Syrie (précédemment, la source avait déjà fourni des informations véridiques). Le service de renseignements norvégien PST a confirmé à Dagbladet être au courant de l'information.

"Le PST est au courant. Mais je ne voudrais pas entrer dans le détail de l'information dont dispose le PST", a dit son porte-parole Trond Hugubakken.

La source de Dagbladet a communiqué qu'initialement le premier groupe comprenait 300 personnes. 28 d'entre elles ont été tuées en Syrie dans des bombardements et des fusillades. 272 terroristes sont arrivés en Europe et restent inactifs jusqu'à nouvel ordre.

Un autre groupe de 150 combattants reste en Syrie. 112 d'entre eux ont déjà suivi un entraînement en Irak. Selon la source

du quotidien, il y a environ deux semaines ils se sont rendus à Raqqa, la capitale de Daech en Syrie. Le groupe est commandé par un djihadiste allemand de Daech.

"Le flot d'information sur les terroristes est immense. Certaines informations sont véridiques, mais le plus souvent elles sont fausses. Leur quantité augmente après les attaques terroristes, notamment après celles de novembre à Paris. Le PST travaille en permanence sur l'analyse et la vérification de ces informations", a noté M. Hugubakken. sputniknews.com 21.12

[Les vassaux des néolibéraux de Washington sanctionnent la Russie.](#)

- L'UE prolonge les sanctions antirusse pour 6 mois - sputniknews.com

Le Conseil de l'UE confirme la prorogation des sanctions économiques antirusse jusqu'au 31 juillet 2016, selon une déclaration de l'institution européenne.

La décision a été convenue lundi dans le cadre d'une procédure écrite après un accord lors de la réunion du conseil des représentants permanent des pays membres de l'UE vendredi dernier. La semaine dernière, une source proche de la direction de l'UE a déclaré à Rossiya Segodnya que le "paquet" de sanctions restera le même, il ne s'agit alors que d'une extension technique de sa validité.

Le Conseil de l'UE confirme la prorogation des sanctions économiques antirusse jusqu'au 31 juillet 2016, selon une déclaration de l'institution européenne.

La décision a été convenue lundi dans le cadre d'une procédure écrite après un accord lors de la réunion du conseil des représentants permanent des pays membres de l'UE vendredi dernier. La semaine dernière, une source proche de la direction de l'UE a déclaré à Rossiya Segodnya que le "paquet" de sanctions restera le même, il ne s'agit alors que d'une extension technique de sa validité.

Le 22 juin dernier, les chefs de diplomatie des pays membres de l'UE ont prolongé le régime de sanctions antirusse jusqu'au 31 janvier 2016. Moscou a réagi en prorogeant son embargo agroalimentaire jusqu'au 5 août 2016. sputniknews.com 21.12

INFOS EN BREF

ECONOMIE

Portugal

- Le Portugal remet la main à la poche pour sauver une banque - AFP

Grille de lecture.

- Le gouvernement de front populaire PS, PC, Verts et Bloc de gauche privatise les profits et nationalise les pertes des banquiers... au nom de "l'intérêt national" ! Comme quoi quand on appelle leur République la République des banquiers on n'exagère rien.

- L'Etat portugais injecte 2,3 milliards d'euros d'argent public pour voler au secours de la banque Banif plombée par des actifs pourris, puis il la revend dans la foulée pour une bouchée de pain à la banque espagnole Santander, 150 millions d'euros.

- La banque Banif possède des actifs à hauteur de 12,8 milliards d'euros, mais apparemment au lieu d'en vendre une partie pour faire face à ses obligations qui découlent de ses actifs pourris, le gouvernement (sans rire, de gauche) des banquiers a préféré mettre à contribution le peuple portugais. Tout est dans l'ordre des choses. Comme en Grèce, en Allemagne, en Italie et demain en Espagne, puis en France...

AFP - Moins d'un an et demi après la chute de Banco Espírito Santo, le Portugal a été pris par surprise par l'injection de 2,3 milliards d'euros d'aide publique dans la banque Banif, vendue dimanche à l'espagnole Santander une fois expurgée de ses actifs problématiques.

La Banif est vendue "pour 150 millions d'euros à Santander Totta", filiale portugaise de la banque espagnole Santander, mais "un ensemble très restreint d'actifs problématiques" reste entre les mains des actionnaires, principalement l'Etat, a annoncé la Banque du Portugal dimanche soir.

L'opération prévoit aussi "une aide publique de 2,255 milliards d'euros pour couvrir de futurs imprévus", dont 489 millions d'euros apportés par le Fonds de résolution alimenté par les banques opérant au Portugal et le reste directement par l'Etat portugais.

Alors que le pays s'attendait à une vente pure et simple des 60,5% que l'Etat détenait dans cette petite banque en difficulté, l'annonce a rappelé aux Portugais le plan de sauvetage de Banco Espírito Santo (BES) en août 2014.

A l'époque, les autorités avaient annoncé l'injection de 4,9 milliards d'euros, dont 3,9 directement par l'Etat, dans une nouvelle structure baptisée Novo Banco et rassemblant les actifs sains de BES, que la Banque du Portugal avait échoué à vendre en septembre.

La banque centrale a indiqué lundi qu'elle comptait relancer la vente de Novo Banco en janvier 2016, après avoir obtenu l'accord de la Commission européenne concernant son plan de restructuration.

La vente de Banif "a un coût très élevé pour les contribuables", a reconnu le Premier ministre socialiste Antonio Costa, "mais c'est, dans le contexte actuel, la solution qui défend le mieux l'intérêt national".

La Commission européenne a indiqué lundi avoir "approuvé le plan portugais", précisant que l'aide publique pourrait même aller "jusqu'à 3 milliards d'euros" en tenant compte du coût du transfert des actifs toxiques, estimé à 422 millions d'euros, et d'une marge de sécurité.

L'injection d'argent public "va faire augmenter le déficit public de plus d'un point de pourcentage", a estimé le Ministre portugais des Finances Mario Centeno à l'issue d'un Conseil des ministres extraordinaire, réuni pour intégrer l'aide à la Banif dans un budget rectificatif.

Mais selon M. Centeno, l'opération "ne sera pas prise en compte" par Bruxelles dans le cadre de la procédure pour déficit excessif, dont le Portugal espère sortir dès 2015 en passant sous la barre des 3% du PIB.

Fustigeant la "négligence" du précédent gouvernement de droite de Pedro Passos Coelho, évincé en novembre par une alliance de la gauche, le PS a annoncé l'ouverture d'une enquête parlementaire sur ce dossier.

Début 2013, l'exécutif de M. Passos Coelho avait approuvé l'injection de 1,1 milliard d'euros dans la Banif, l'Etat prenant alors une participation majoritaire.

Les investisseurs s'étaient inquiétés, début décembre, de la capacité de la banque à rembourser les 825 millions d'euros qu'elle devait toujours à l'Etat, et les actions de la banques s'étaient effondrées, avant d'être suspendues par les autorités de la Bourse de Lisbonne.

L'achat de la Banif par Santander, première banque de la zone euro en termes de capitalisation boursière, intervient à l'issue d'un processus éclair, dix jours à peine après l'annonce de sa mise en vente.

"Cette opération augmente de 2,5% la part de marché de Santander Totta au Portugal, qui devient la deuxième banque privée du pays avec 14,5% du marché", s'est félicitée la banque espagnole lundi matin dans un communiqué.

L'une des plus petites banques du pays, la Banif est cependant leader du marché dans les archipels de Madère et des Açores et ses actifs, 12,8 milliards d'euros, pèsent environ 7% du PIB national.

La banque "continuera à fonctionner normalement pour les clients", a précisé la Banque du Portugal. AFP 21.12

[Haut de page ↗](#)

Le 24 décembre 2015

CAUSERIE

On actualisera demain la rubrique *Articles d'actualité*. Je dois arrêter de bosser pour cuisiner.

Ma compagne Selvi travaille (elle travaillera aussi demain) et sa soeur Adi que nous avons invitée ce soir aussi, du coup je

suis réquisitionné... pour la bonne cause ! Crevette sixty five (à la poêle avec de l'ail et du gingembre et un mélange d'épices), crevettes en sauce à la manière du Malabar (côte du sud-ouest de l'Inde, Goa), au lait de coco, le poisson est prêt depuis hier, un cary ou curry à la tomate et aux épices, des pommes de terre à l'eau revenues avec un mélange d'ail et de persil et des graines de moutarde, une salade de crudité au yahourt assaisonnée de graines de cumin, de poivre et de piments verts, bref un repas léger, parfumé, fortement aphrodisiaque, mais bon c'est la nature qui veut cela, je n'y suis pour rien !

Comme j'en ai marre que Selvi et Adi mettent les saris de leurs filles parce qu'elles n'en ont pas ou pas suffisamment, je leur en ai achetés 3 chacune, 6 jupons et du tissu pour faire 6 corsages, pas de jalousie ! Ce que je fais pour l'une, je le fais pour l'autre, elles étaient exactement dans la même situation (veuves et très pauvres) et elles habitent à 40 mètres l'une de l'autre.

Adi travaille comme servante chez une famille allemande bourrée de fric qui lui verse un salaire royal de 4.000 roupies par mois (pour 48 heures de travail par semaine), environ 53 euros. Elle donne tout son fric à son fils et à son épouse qui sont encore plus miséreux, lui il est sourd et muet et ne travaille pas régulièrement, en plus il picole et son épouse garde leur petite fille, elle n'est pas obèse mais monstrueuse la pauvre femme, tous les deux sont illettrés évidemment, comme Adi. Quand son époux est mort il n'avait pas eu le temps d'acheter les portes de leur petite maison (20 à 25m² maximum), du coup elle est restée en l'état, elle est située en plein milieu du village et donne sur la rue et elle n'a pas de porte d'entrée ! Sans déconner, il y a des gens qui rentrent chez eux, vont dans la cuisine, se servent et repartent ! Le mois prochain je vais leur payer une porte d'entrée car c'est dingue comme truc, j'ai appris cel hier soir. Ensuite je verrai pour acheter un sonotone à son fils qui perçoit tout de même certains sons, ils sont si pauvres qu'ils n'ont jamais pu en acheter un. Cela va leur changer la vie ! Vous voyez où passe les quelques milliers de roupies que j'arrive à économiser chaque mois en me privant.

Quant à ma compagne, elle a toujours bossé mais elle donnait toute sa paie à son fils et à son frère qui a épousé sa fille aînée, ce sont eux qui l'hébergeaient avant qu'elle vienne vivre avec moi, du coup elle n'a rien à elle à 46 ans. Depuis elle ne leur donne plus que 2.000 roupies par mois. Quand je l'ai rencontrée elle n'avait que les vieux saris élimés qu'on lui avait offerts, j'ai dû l'habiller de la tête aux pieds, y compris les boucles d'oreille.

Parfois je parle d'esclavage ou d'extrême pauvreté dans le portail, souvent même, les lecteurs ne comprennent peut-être pas toujours pourquoi, ce n'est certainement pas pour me donner un genre, cela me révolte et me rend malade, d'où mon discours enflammé contre les nantis et tous ces gens qui se sont embourgeoisés sans s'en rendre compte, qui dépensent du fric dans un tas de conneries inutiles, chez nous on a définitivement banni le superflu, et ce qu'on a en trop si je puis dire on le partage, et comme je dis toujours, tout le plaisir est pour moi, histoire que les gens que j'aide ne se sentent pas complexés ou obligés de s'excuser de ne pas pouvoir me rendre la pareille, avec moi ils n'ont pas à brader leur dignité ou à se sentir humilié ce serait un comble, je n'attends rien d'eux et je ne leur demande rien, c'est de bon coeur, c'est tout. C'est avec le même état d'esprit que j'anime ce portail, notez bien.

Sur ce, passez de bonnes fêtes en famille ou entre amis ou copains, détendons-nous un peu, on l'a bien mérité après l'année éprouvante qu'on vient de subir et le boulot qu'on a abattu.

A votre santé à tous et bonne continuation !

[A propos des élections législatives en Espagne.](#)

Podemos et Ciudadanos sont des caricatures grotesques, des clones populistes et droitiers du PSOE et du Parti Populaire.

En toile de fond, tout faire pour que les travailleurs et les classes moyennes ne se rassemblent pas ou ne se reconnaissent pas dans un parti qui incarnerait la rupture avec les institutions héritées du franquisme, l'UE et l'OTAN, le capitalisme. Vous nous direz que cela ne risque pas d'arriver de si tôt, quoi, mais qu'ils s'engagent dans la voie de la rupture avec les institutions en place...

Certes, néanmoins il est certain que des centaines de milliers de travailleurs espagnols y sont prêts et beaucoup d'autres encore se sont un jour posés la question qu'ils ont abandonnée faute de représentants crédibles et sérieux pour incarner cette question et la traiter de manière cohérente.

Maintenant que la majorité des travailleurs espagnols n'en soient pas encore là, c'est évident et normal d'une part, parce que leur condition est encore supportable, dès lors ils ne voient pas pourquoi ils devraient se lancer dans une aventure qu'ils jugent hasardeuse, c'est la crainte du vide politique qui les fait réagir de la sorte autant que leur ignorance du socialisme, et d'autre part, parce qu'ils ne voient pas trop par quoi ces institutions pourraient être remplacées, s'ils tiennent aux institutions en place c'est davantage par dépit, à défaut de mieux, c'est toujours mieux que le vide institutionnel qui serait synonyme de crise, de chaos, de détérioration de leur condition se disent-ils. Cela démontre que leur niveau de conscience politique n'a pas progressé, et il en va de même dans la totalité des pays de l'UE. Ils savent plus ou moins ce qu'ils ne veulent plus, mais ne savent pas au juste ce qu'ils veulent, du coup ils font avec ce qu'ils ont en estimant que c'est encore le moindre mal, et comme cet esprit est partagé par la majorité des travailleurs l'adopter leur semblera normal et ils ne se poseront pas davantage de questions, à quoi bon puisque les réponses qu'on leur proposerait leur demeureraient inaccessibles.

Ils sont aussi embourgeoisés que le reste du prolétariat en Europe et plus particulièrement celui de la zone euro et ils n'ont pas d'autres horizons ou idéal puisque le mouvement ouvrier a délibérément tourné le dos au socialisme. Cela dit, tous subissent la décomposition accélérée de la société et l'atmosphère nauséabonde qui s'en dégage et qui est devenue insupportable au point de leur pourrir l'existence.

Quand les travailleurs ne se sentent pas directement concernés par la politique antisociale menée par le gouvernement, c'est sur ce plan-là qu'on doit engager la discussion avec eux, à partir de la manière dont ils vivent leur propre situation qui peut être matériellement relativement confortable, sans pour autant qu'ils puissent se doter d'un idéal ou donner un sens à leur vie qui pourrait les rendre heureux. Ils auront plutôt tendance à être taciturnes, aigris, nerveux, angoissés, par tous les malheurs qui leur viennent aux oreilles ou qu'ils peuvent observer autour d'eux, sans parler de ce qui passe dans le reste du monde dont ils ont connaissance qui est un véritable cauchemar, qui pourrait les atteindre un jour, qui sait si ce n'est pas déjà le cas, rongé un peu plus leurs instants de bonheur ou de satisfaction superficiels, bien éphémères et de plus en plus rares.

Bref, on partira du constat que personne ne peut soutenir qu'il est véritablement heureux dans une telle société et que tous aspirent à vivre dans un monde plus juste et meilleur, que seul le socialisme peut leur apporter pourvu qu'ils y participent, à nous de les en convaincre, non pas en flattant leurs illusions ou leur ignorance mais en leur expliquant patiemment comment fonctionne la société et le monde dans lequel nous vivons, qui nous sont imposés par ceux qui gèrent notre destin à notre place, aussi nous revient-il de prendre en mains notre propre sort au lieu de nous soumettre docilement à l'ordre établi qui nous promet des jours toujours plus difficiles à vivre.

Le contexte.

(Source du 19 au 23 décembre : AFP, Reuters, Libération, Le Point, Le Figaro, FranceTV info, Atlantico, Le Parisien, Slate.fr.)

- Ce scrutin clôture une année de bouleversements électoraux en Europe du Sud, avec la victoire de la gauche radicale d'Alexis Tsipras en Grèce en janvier, et au Portugal l'arrivée au pouvoir en octobre d'une coalition de partis de gauche.

LVOG- A ce stade ils n'ont pas trop de soucis à se faire avec Syriza qui en Grèce applique le dernier mémorandum de la troïka, tout comme l'avait fait avant lui la coalition formée par Nouvelle Démocratie et le PASOK, et le front populaire au Portugal qui n'a pas remis en cause la politique du gouvernement conservateur de Pedro Passos Coelho (Parti social-démocrate, PSD).

Parlement plus fragmenté que jamais.

LVOG- La crise du capitalisme est une bombe à "fragmentation" politique à retardement qui leur explose à la figure, sans pour autant que la classe ouvrière ne parvienne à en tirer profit pour se doter d'une nouvelle direction, puisqu'aucun parti ouvrier rompant avec l'imposture consistant à caractériser de gauche des partis ancrés à droite n'est parvenu à voir le jour, et qui plus est n'a réussi à s'implanter dans tous les couches des masses exploitées. Dans ces conditions les travailleurs sont amenés à s'abstenir lors des élections ou à voter par dépit pour les partis institutionnels anciens ou nouveaux puisque tous s'inscrivent dans le cadre des institutions en place et aucun n'envisage de les abolir.

- Jamais un parti au pouvoir n'aura obtenu un résultat aussi faible.

Podemos et Ciudadanos ont émergé à la faveur d'une crise sans précédent, qui a secoué non seulement l'économie mais aussi les institutions, ternies par la corruption touchant l'ensemble de l'establishment: partis traditionnels, grandes entreprises, syndicats, et même une fille du roi Juan Carlos.

Une opinion publique traumatisée par la cure d'austérité, assortie d'une réforme limitant les droits des salariés et par le chômage qui touche encore un actif sur cinq.

LVOG- En effet, les partis qui se sont succédés au pouvoir depuis 40 ans et qui sont les piliers du régime sont désormais minoritaires, ce qui exprime la crise des institutions et l'alimente, sans pour autant que cela les empêche de continuer de gouverner (Portugal et demain en Espagne), et quand cela devenait problématique ou impossible (en Grèce) ils ont confié cette tâche à des partis dont les dirigeants étaient issus de leurs partis ou partageaient leur idéologie, de sorte que la stabilité du régime certes affaibli soit assurée, ce qui pour la classe dominante est l'essentiel.

Les résultats.

Près de 36 millions d'électeurs étaient appelés aux urnes, dont 10,9 millions âgés de plus de 60 ans.

Le Parti populaire (PP) de Mariano Rajoy, a obtenu 123 sièges sur 350 à la chambre basse, soit 28,72 % des voix. Résultat, il a perdu sa majorité absolue, avec 63 sièges de moins par rapport à 2011 et son pire score depuis 1993.

Le Parti socialiste (PSOE) est deuxième et n'a jamais recueilli un aussi mauvais résultat de son histoire, avec 90 sièges et 22 % des voix, il a perdu 19 sièges.

La formation de gauche radicale Podemos, issu du mouvement des « Indignés » né en 2011 contre l'austérité et la corruption, et ses alliés (20,6 % des voix), dispose de 69 députés.

Le libéral Ciudadanos, dirigé par l'avocat de 36 ans Albert Rivera, obtient 14 % des suffrages et 40 députés.

La quadrature du cercle ne tardera pas à démontrer son inanité.

- « On assiste à la fin du bipartisme espagnol et à la naissance du quadripartisme. Le grand doute est de savoir s'il sera possible de former un gouvernement stable. En Espagne, depuis la fin du franquisme, on a toujours eu des gouvernements monocolores et très stables », explique au Figaro, Fernando Vallespin, professeur de sciences politiques à l'Université autonome de Madrid. Selon lui, « cette législature sera brève, parce qu'il n'y aura pas de majorité capable de stabiliser la situation. »

Une analyse reprise par la presse ibérique ce lundi.

« L'Espagne laisse son nouveau gouvernement en suspens », titre le quotidien conservateur ABC lundi. « Le PP l'emporte mais il aura beaucoup de mal à gouverner », estimait El Pais (centre-gauche), tandis que le journal catalan El Periodico faisait sa Une sous forme de petite annonce : « Cherchons un président pour l'Espagne ».

Du côté constitutionnel. - La Constitution prévoit que le roi d'Espagne désigne, après consultations, un candidat chargé de former un gouvernement qui doit être investi par la chambre. Pour ce faire, ce candidat doit obtenir la majorité absolue au Parlement, soit 176 sièges sur 350. En cas d'échec, l'investiture est possible à la majorité simple (plus de oui que de nos), que Mariano Rajoy n'obtiendrait pas non plus à ce stade des négociations. LVOG- C'est donc dans le cadre d'une monarchie constitutionnelle acceptée par tous les partis que se déroulait ce scrutin dont les travailleurs n'avaient rien à attendre. Accepter ce cadre, c'était déjà capituler devant l'ennemi à défaut d'envisager son abolition. On se demandera de qui les partis qui ont participé à cette farce électorale craignaient-ils de se couper, des institutions héritées du franquisme ou des travailleurs, on pencherait plutôt pour la première réponse.

Un pays ingouvernable.

- Les conservateurs, arrivés en tête des législatives de dimanche, ont perdu leur majorité absolue, et les socialistes, deuxièmes, sont talonnés par Podemos. Résultat: le pays sera difficile à gouverner...

"Tout le monde le répète depuis hier soir : le pays est devenu ingouvernable" explique Lilya Melkonian sur France 2

Le PP pourrait constituer un gouvernement minoritaire mais devrait alors négocier chaque loi avec ses opposants au Parlement.

LVOG - Ce serait assurément incertain, risqué, périlleux, chaotique ! Autant dire qu'ils craignent la paralysie des institutions qui ne plairait pas du tout à leurs maîtres, au marché.

Aucune majorité absolue

- Au lendemain des élections législatives, aucune majorité claire ne se démarque.

Aucun bloc n'aurait la majorité.

Le PSOE a prévenu qu'il ne formerait pas de grande coalition avec le PP.

- "L'Espagne a voté pour le changement. C'est désormais au PP d'essayer de former un gouvernement (...) mais les socialistes voteront 'non' à Rajoy et au PP", a déclaré un dirigeant du PSOE, Cesar Luena, lors d'une conférence de presse.

La performance de Podemos rééquilibre l'échiquier politique espagnol vers la gauche mais une possible coalition formée du PSOE, de Podemos et de trois autres formations ne contrôlerait que 172 sièges.

Une telle alliance serait en outre difficile à former étant donné les divergences de vues économiques et institutionnelles, notamment sur le degré d'autonomie de la Catalogne, entre ces différents partis.

LVOG- Aucune combinaison ne permet d'obtenir la majorité absolue au parlement espagnol, aussi il faudra bien qu'il y en ait un qui

se sacrifie, à moins qu'en cas de majorité simple le PP bouche les trous comme l'a fait l'UMP en France lorsque le PS était en mal de majorité pour faire passer certaines mesures ou lois à l'Assemblée nationale, ce pourrait être le scénario le plus probable puisqu'aucun ne souhaite retourner aux urnes dans quelques mois de crainte d'y laisser encore plus de plumes.

Instabilité politique à venir.

Le bipartisme, en vigueur depuis la fin de la dictature franquiste, est révolu.

L'Espagne entre dans une phase d'incertitude.

C'est la première fois depuis le début de la démocratie que le pays ne connaît pas le nom de son chef de gouvernement après des législatives.

Même si le chef du gouvernement Mariano Rajoy est arrivé en tête avec son parti, il est loin du nombre de sièges requis pour avoir la majorité absolue et faire valider son gouvernement.

Malgré sa victoire, la droite n'obtient pas la majorité et doit désormais essayer de s'allier avec les autres formations politiques. Les Espagnols étaient habitués à voir deux partis gouverner en alternance depuis trente-cinq ans, le Parti socialiste et le Parti populaire de Mariano Rajoy.

Pas de gouvernement en Espagne avant plusieurs semaines, voir plusieurs mois.

LVOG- En Belgique ils sont restés plus d'un an dans cette situation et ils s'en sont très bien sortis, en attendant c'était le gouvernement sortant qui avait traité les affaires courantes.

- Les partis traditionnels vont devoir composer avec ces nouveaux petits partis.

"Les quatre partis arrivés en tête s'opposent dans leurs programmes" Valérie Labonne, correspondante de France 3 en Espagne.

LVOG- Au-delà des intérêts supérieurs du régime qu'ils partagent, ce qui les oppose c'est uniquement les différents couches de privilégiées qu'ils représentent et dont ils entendent préserver les avantages.

Vers de nouvelles élections

- La Constitution espagnole ne fixe pas de date-butoir à la formation d'un gouvernement mais certains analystes évoquent déjà l'hypothèse d'un retour devant les électeurs pour sortir de l'impasse en vue.

Tractations, marchandages, grandes manœuvres ou comment monnayer les voix de leurs électeurs qu'ils méprisent.

AFP - Le Parti socialiste espagnol, clé d'un prochain cabinet, a opposé mardi un non ferme aux avances du chef du gouvernement sortant, le conservateur Mariano Rajoy, dans ses efforts pour conserver son poste, augurant de longues et incertaines négociations.

L'émergence de deux nouveaux partis aux élections législatives de dimanche, la gauche radicale Podemos et les libéraux de Ciudadanos, exige des alliances au moins tacites pour obtenir l'investiture d'une majorité des députés.

"La fragmentation ne peut pas déboucher sur la paralysie, le blocage et l'inaction", avait plaidé lundi Mariano Rajoy.

Bien qu'il ait remporté le plus de sièges, 123, avec 28,7% des suffrages, son Parti populaire a perdu la majorité absolue de 176 sièges.

Il doit donc, pour gouverner, obtenir au minimum l'abstention du Parti socialiste (PSOE) qui peut lui barrer la route en votant contre lui. Les 90 voix socialistes, additionnées aux 69 de Podemos et aux deux de Gauche unie (161 au total) bloqueraient l'investiture.

M. Rajoy a donc proposé un dialogue avec les autres formations défendant comme lui "l'unité de l'Espagne", la "stabilité" et les "règles de l'Union européenne": le PSOE et Ciudadanos.

"Il est important qu'il y ait une stabilité et il est important que les agents économiques et sociaux sachent que l'on peut gouverner", a insisté M. Rajoy.

Albert Rivera, le leader du centriste Ciudadanos, arrivé quatrième avec 40 sièges est d'accord pour laisser M. Rajoy gouverner en s'abstenant. "Il revient au Parti socialiste de faire le prochain pas", a-t-il estimé. "J'en appelle à la responsabilité et au sens de l'Etat".

Mais même l'option d'une simple abstention est inimaginable pour les socialistes espagnols, estime le politologue Pablo Simon: "il leur serait reproché d'avoir permis un gouvernement du PP".

Podemos, qui tente de prendre la place du PSOE en l'assimilant aux conservateurs tenants de la "vieille politique", se réjouirait de cette stratégie du "suicide". Le PSOE risquerait alors l'effondrement électoral, à l'image des socialistes du Pasok en Grèce, où la coalition Syriza, alliée de Podemos, les présentait aussi comme représentants de la "vieille politique".

La réponse à M. Rajoy ne s'est donc pas faite attendre.

"Les différences sont si grandes entre le PP et le socialistes (que) notre conclusion est définitive: nous ne soutiendrons pas une investiture du PP", a déclaré mardi Antonio Hernando, porte-parole du groupe parlementaire socialiste.

"Nous n'investirons jamais Mariano Rajoy comme président", a martelé Miguel Carmona, élu socialiste de Madrid. Le secrétaire général du PSOE, Pedro Sanchez, ne s'est lui pas exprimé depuis deux jours.

- Retour au système parlementaire -

L'alternative possible d'une grande coalition de gauche formée par les socialistes et Podemos, soutenue par les indépendantistes basques et catalans, s'annonce compliquée.

En effet, Podemos pose comme condition que le PSOE accepte la tenue d'un référendum d'autodétermination en Catalogne, en pleine fièvre indépendantiste.

Là encore, le PSOE dit non. "Nous croyons en l'unité de l'Espagne", a répondu Antonio Hernando.

"Nous ne pouvons être vus comme un parti qui se lance dans les aventures et l'opportunisme", a résumé Susana Diaz, présidente de la région d'Andalousie et un des poids lourds du parti.

Mariano Rajoy dispose de la période des fêtes, jusqu'au 13 janvier, date de la première séance parlementaire, pour tenter de convaincre le PSOE.

Une fois le président de la chambre élu, il doit présenter au roi Felipe VI les différents candidats possibles à l'investiture. Celui-ci désigne celui qui a le plus de chances de succès.

La première tentative d'investiture ouvre une période de deux mois pour former un gouvernement, faute de quoi de nouvelles élections sont convoquées.

Au départ, le système en Espagne était parlementaire mais les deux grand partis ont "mangé" les petits en cinq ans (entre 1978 et 1982), a noté le politologue catalan Gabriel Colomé. "Maintenant nous revenons au système parlementaire: personne n'impose son programme. Il n'y a pas de majorité et il faut la fabriquer".

faut laisser du temps au temps", a résumé le socialiste Antonio Hernando. AFP 22.12

Derniers développements, mercredi 23 décembre.

Les socialistes espagnols pas décidés à gouverner avec la droite - Reuters

Les principaux partis politiques espagnols ont présenté des idées antagonistes mercredi sur la façon de constituer un gouvernement viable après les élections législatives de dimanche, remportées par les conservateurs au pouvoir mais sans qu'aucun parti ne dispose d'une majorité claire en sièges.

Le secrétaire général du Parti socialiste (PSOE), Pedro Sanchez, s'exprimant devant la presse après une rencontre avec le Premier ministre sortant Mariano Rajoy, a dit qu'il rejeterait tout accord qui déboucherait sur un nouveau gouvernement avec Mariano Rajoy on son parti, le Parti Populaire (PP), mettant fin aux espoirs de ceux qui avaient envisagé une grande coalition à l'allemande entre la gauche et la droite.

Sans le soutien des socialistes, ou au moins leur soutien implicite via l'abstention, il sera impossible pour le PP de former un gouvernement disposant d'une majorité la chambre basse du Parlement.

D'autres combinaisons sont possibles, mais elles nécessiteront un accord entre au moins trois partis.

"Nous disons 'non' à Rajoy et à sa politique", a déclaré Pedro Sanchez, lors d'une conférence de presse après sa rencontre avec le chef du gouvernement sortant. (Quand on sait qu'ils ont le même programme, mais Sanchez doit sauver les apparences pour que le PSOE ne finissent pas comme le PASOK ou pas encore... - LVOG)

"Les socialistes travailleront de sorte qu'il y ait un nouveau gouvernement, un gouvernement du changement, avec des idées progressistes et une capacité de dialogue", a-t-il dit. (Vous aurez reconnu la rhétorique de Hollande et Valls. - LVOG) Reuters 23.12

Podemos et Ciudadanos sont des clones populistes et droitiers du PSOE et du Parti Populaire.

Podemos ("Nous pouvons").

LVOG - Ils ont dû s'inspirer d'Obama et son "Yes we can", Oui nous pouvons...

Parti d'extrême gauche, parti anti-austérité disent-ils qui a pour modèle... Syriza agent de la troïka.

Sentant le vent tourné, ils l'ont propulsé à des sommets tout en le niant de préférence, ils ne vont pas vendre la mèche qui ne tardera pas à se consumer sur place...

- Le nouveau parti de gauche radicale Podemos, né au début de l'année dernière...

À la tête du parti de gauche Podemos, Pablo Iglesias affiche une allure d'éternel étudiant. À 37 ans ce professeur de Sciences politiques a réussi à imposer son parti en à peine un an. Fils d'un fonctionnaire et d'une avocate, il martèle un discours révolutionnaire. "On n'atteint pas le ciel par le consensus, on le prend d'assaut", déclarait Pablo Iglesias lors d'un meeting.

Podemos défend la taxation des plus riches et des classes moyennes. (Non mais attendez, cela c'était avant les élections - LVOG)

La formation Podemos s'est considérablement recentrée, le soutien de l'économiste français Thomas Piketty en est l'illustration.

Pablo Iglesias a été clair, la droite victorieuse mais minoritaire ne pourra pas compter sur eux.

Un pur produit du système institutionnel.

- La gauche indignée est clairement l'un des grands vainqueurs de ce scrutin. Le parti n'existait même pas lors des précédentes législatives de 2011, il obtient 69 sièges en 2015.

Atlantico.fr - La situation de Podemos est spécifique : il incarne une espèce de renouveau en matière de politique, d'abord parce qu'il refuse de se positionner sur l'arc traditionnel droite-gauche. Dans sa façon de faire de la politique, dans ses pratiques, il est neuf. Le gros contraste vient du fait que, dans son organisation et sa hiérarchie, il est mené par de vieux briscards de la politique. Pablo Iglesias, le chef de file du parti, a déjà eu toute une carrière au sein des Jeunesses communistes espagnoles en plus d'être docteur en sciences-politique. Il n'est pas le seul dans Podemos à être passé par le communisme, loin s'en faut. C'est assez paradoxal : ils refusent plusieurs des aspects de l'ancienne tambouille politique, mais restent des vieux "routiers" de cette même politique. Ils en connaissent parfaitement la chose, pour l'avoir étudiée, parfois sur les bancs des universités françaises. Il ne s'agit donc pas d'un système politique traditionnel.

Les leaders de Podemos sont républicains, pourtant ils acceptent de participer à différents types de cérémonies qui impliquent le monarque ou des membres de la famille royale, pour ne pas avoir à s'emparer du sujet de la monarchie avant d'arriver au pouvoir. Idem pour la question de la Catalogne : ils bottent en touche ces sujets pour ne pas s'enfermer dans des débats jugés traditionnels. Cela répond au fait que Podemos vient, à l'origine, des capacités politiques des anciens politiciens que nous évoquions, mais également du fait que son soutien vient de gens qui refusent la politique classique. Ces gens proviennent généralement du mouvement des Indignés et en appellent à de nouvelles pratiques politiques. Ce qui ne veut pas dire qu'une fois aux responsabilités ils le feront réellement comme le montre l'exemple grec. Atlantico.fr 21.12

- "Aujourd'hui, une nouvelle Espagne est née. Une Espagne qui met fin au système de l'alternance politique et qui ouvre la voie à une nouvelle étape de notre pays", a déclaré Pablo Iglesias, leader de Podemos. Un renouveau qui va obliger les partis traditionnels à se remettre en question. (Du vent ! - LCOG)

LVOG - Rappel - Espagne: Podemos recrute l'ancien chef des armées comme candidat à l'élection législative - Mondialisation.ca 09.11.15 Lors de la conférence de presse (le 4 novembre - LVOG), Rodriguez a dit que Podemos respecterait ses obligations, ajoutant qu'il défendait « le renforcement de la position stratégique de l'Espagne et de l'Europe dans l'Alliance atlantique. »

Iglesias a également rencontré le président de l'Association unifiée des militaires espagnols, Jorge Bravo, et a promis de « construire un programme politique qui inclut les droits inaliénables de l'armée ». Iglesias a ajouté : « Podemos assume comme légitimes les demandes des associations militaires et promet de les défendre. » Mondialisation.ca 09.11.15

Ciudadanos ("Citoyens")

- Chef du parti de centre droit, Ciudadanos, Albert Rivera affiche un look de gendre idéal. Fils de commerçants catalans, juriste de formation, il ose. En 2006, il n'hésite pas à poser nu sur son affiche pour les régionales catalanes.

Les libéraux de Ciudadanos sont pour une baisse générale des impôts et l'instauration d'un contrat de travail unique. (Le programme du patronat. - LVOG)

Le Point - Ce parti a été créé en Catalogne en 2005, par une poignée d'intellectuels issus de la classe moyenne. Son leader actuel, Albert Rivera, a commencé à droite, comme jeune militant du Parti populaire. Leur source d'inspiration est La Grève, la bible des libertariens, un livre écrit en 1957 par Ayn Rand, qui a connu un incroyable succès aux États-Unis et dans le monde.

Méprisé par les médias traditionnels, Ciudadanos a percé sur Internet et en organisant des réunions publiques. Sa critique de la vieille caste politique espagnole a rencontré un écho auprès des jeunes cadres dynamiques désenchantés par les partis traditionnels après des années de crise et de corruption endémique. Il rassemble un électorat centriste, urbain, issu de la classe moyenne, incarnant l'Espagne moderne, qui semble avoir dépassé la vieille querelle entre les deux Espagnes, républicaine et catholique, dont la guerre civile a été le point d'orgue.

Bien qu'il préfère se dire centriste, Ciudadanos propose un projet libéral, un courant de pensée qui avait disparu de la vie politique espagnole depuis qu'il avait été écrasé entre l'extrême gauche et l'extrême droite pendant la guerre civile. Cohérent, il prône à la fois la libéralisation des drogues, celle de la prostitution et du marché du travail avec un contrat unique. Il souhaite également réduire l'impôt sur les sociétés de 30 à 20 %, et plafonner l'impôt sur le revenu à 43,5 %. lepoint.fr 21.12

On comprend l'enthousiasme du Point pour ce parti réactionnaire qui incarne en fait l'idéologie néolibérale.

- Le parti de centre droit Ciudadanos était encore inconnu il y a quelques mois. En janvier 2015, Ciudadanos n'était crédité que de 3 % dans les sondages.

- Ce parti est né en Catalogne pour s'opposer à la montée des indépendantistes.

- Le mouvement centriste Ciudadanos est le partenaire logique du Parti populaire. (S'ils le disent eux-mêmes. - LVOG)

- Ciudadanos s'abstiendra afin de laisser le Parti populaire gouverner plutôt que de nouvelles élections.

Le chef de file de Ciudadanos, Albert Rivera, a exhorté lundi le PSOE à soutenir au cas par cas un gouvernement minoritaire dirigé par le PP.

"L'Espagne ne peut pas se permettre de devenir la Grèce. L'Espagne ne peut pas devenir un pays chaotique", a-t-il dit à la chaîne de télévision Telecinco.

"La balle est dans le camp du PSOE. Il doit décider s'il s'abstient et permet la constitution d'un gouvernement (...) j'espère qu'ils prendront (cette) décision", avait déclaré auparavant Albert Rivera, le leader de Ciudadanos.

LVOG- Autrement dit, Rivera souhaite que le PP gouverne. Il l'a confirmé il y a trois jours.

Lundi 21 décembre

Reuters - Le chef de file du nouveau parti espagnol de centre droit Ciudadanos, qui s'est classé quatrième lors des élections législatives de dimanche, a réaffirmé lundi que sa formation siègerait dans l'opposition et n'avait aucunement l'intention de rejoindre une coalition de gouvernement, quelle qu'elle soit.

Albert Rivera a appelé les socialistes du PSOE à clarifier leur position et à décider s'ils tenteront ou non de former un gouvernement avec d'autres formations de gauche.

"Désormais, c'est aux autres de bouger", a dit Albert Rivera lors d'une conférence de presse, en ajoutant qu'il préférerait que le Parti populaire gouverne plutôt que de voir l'Espagne retourner aux urnes dans quelques semaines. Reuters 21.12

Un article publié la veille du scrutin.

- La recette de Ciudadanos pour devenir le parti le plus influent des élections - slate.fr 19.12

Voici comment devenir le parti le plus influent des élections espagnoles (sans que personne n'ait parié sur vous au départ).

Les électeurs espagnols se sont-ils lassés du style vindicatif et des références à la pop culture obsessionnelles de Pablo Iglesias? Ciudadanos, parti émergent également construit sur les ruines du bipartisme espagnol, est définitivement en train de lui voler la vedette dans les élections législatives de dimanche prochain.

Selon le sondage préélectoral du Centre d'investigation sociologique (CIS), le «parti orange» se serait en effet stabilisé à 19% d'intentions de vote, dépassant la formation d'Iglesias (15,7%) et talonnant de très près le PS espagnol (20,8%). D'autres sondages les placeraient même en seconde position dans six régions, devant le parti d'opposition historique. En dépit de ces légères variations de tendances, les instantanés électoraux s'accordent tous sur un point: aucun parti ne sera susceptible d'obtenir la majorité absolue en solo, pas même le Partido popular (PP), la droite conservatrice au pouvoir, en tête des sondages.

Dans ce panorama électoral teinté d'un suspense totalement inédit en Espagne, Ciudadanos peut ainsi élire le vainqueur en choisissant d'appuyer la droite ou la gauche. Ce parti issu de la scène régionale et aux débuts beaucoup plus confidentiels que Podemos est ainsi en passe de jouer un rôle crucial dans ces prochaines élections. Voici la recette du parti d'Albert Rivera pour devenir l'acteur le plus influent lors d'un scrutin décisif.

1. Commencer soft

Tout d'abord si l'hyper-présence médiatique de Podemos a pu un peu fausser les apparences, notamment à l'étranger, une chose reste certaine: Ciudadanos ne vient pas tout juste de débarquer sur la scène politique espagnole. Créé en 2006 en Catalogne, le parti se veut une réponse politique à deux phénomènes: le séparatisme catalan et la corruption des élites politiques. Des axes de prédilection particulièrement bien sentis qui vont permettre à ce parti régional, souvent perçu comme facho localement, d'acquérir au fil des ans une dimension nationale, et ce, en dépit de l'esthétique pour le moins douteuse de ses différents spots de campagne. Ainsi, lorsque Podemos débarque en grande pompe à l'occasion des élections européennes de 2014 avec ses 8% des voix et ses trois mois d'existence, Ciudadanos se hisse quant à lui en douceur au niveau national en totalisant 3% des votes et deux sièges au parlement.

«C'est également un bon score. Mais ils ont été totalement éclipsés par Podemos dans l'opinion publique», analyse Kiko Llaneras, spécialiste des sondages et de la visualisation de données. L'histoire de Ciudadanos et Podemos est un peu celle du lièvre et de la tortue. Si, dans la course aux élections le parti de Rivera a démarré soft, il a également su tirer parti des erreurs de son adversaire tout au long du parcours.

2. Laisser les autres s'énerver

Après les élections européennes, l'Espagne et l'Europe sont en pleine «Podemos-mania». La formation d'Iglesias canalise en effet à ce moment-là une grande partie des colères citoyennes et excelle dans son diagnostic de la crise espagnole. Mais, à l'approche des élections régionales et municipales, Podemos est confronté à ses premières grandes difficultés. Selon Kiko Llaneras, «au moment où Podemos s'est converti en candidat, il a eu beaucoup de mal à transformer son discours de dénonciation en propositions concrètes». Luis Marañón, politologue et consultant en communication politique, revient sur ces erreurs: «Repenser une stratégie basée sur le mécontentement généralisé des citoyens a pris beaucoup de temps à Podemos. Aucune personne, aucune société ne peut tenir aussi longtemps avec un niveau de colère aussi élevé.»

Alors que le parti d'Iglesias continue de s'énerver, Rivera peaufine quant à lui le rôle de rassembleur de Ciudadanos. «C'est ce moment qu'ils ont choisi pour initier un processus d'expansion géographique. De là, ils ont réussi à se transformer en une option non disruptive capable de canaliser la fatigue provoquée par les partis traditionnels.» Le tout sans spot vidéo «has been» cette fois (enfin presque).

3. S'appuyer sur un bon conflit territorial

Mais, pour booster son influence dans l'espace politique espagnol, le parti orange n'a pas «seulement» travaillé sa ligne et tiré profit des erreurs de son adversaire anti-système. Il a pu également compter sur un ingrédient magique: un bon vieux conflit

territorial. Ainsi les élections catalanes du 27 septembre 2015, transformées par les séparatistes catalans en véritable plébiscite pour l'indépendance, ont joué un rôle d'accélérateur de carrière pour Ciudadanos, cet enfant du pays historiquement opposé à l'indépendance.

Le sujet catalan, au minimum, les a aidés à avoir beaucoup plus de visibilité et à se draper dans ce costume de gagnant

Kiko Llaneras, spécialiste des sondages et de la visualisation de données

Dans ce scrutin ultra médiatisé et polarisé, Podemos, en peinant à se positionner clairement sur la question du séparatisme, a donné un élan supplémentaire à la formation de Rivera. Alors que la liste locale d'Iglesias obtient des scores plus faibles encore que ceux pressentis, Ciudadanos profite quant à lui du scrutin catalan pour se hisser sur la deuxième marche du podium, dans une région cruciale pour la vie politique espagnole. «Le sujet catalan, au minimum, les a aidés à avoir beaucoup plus de visibilité et à se draper dans ce costume de gagnant», analyse Kiko Llaneras. Ignacio Jurado, docteur en science politique à l'université d'Oxford et spécialiste du comportement électoral, va plus loin: «Les élections catalanes ont été le premier événement dans lequel ils se sont transformés en alternative de pouvoir. Cela a été l'étiquette décisive de crédibilité pour Ciudadanos.»

4. Devenir le gendre idéal

Puisque l'heure est à parler des étiquettes, venons-en à un aspect absolument décisif pour monopoliser l'influence: le look et la personnalité du leader. À ce jeu-là, il semblerait que même en Espagne, le catogan, les bracelets de force et la verve emphatique ne soient pas forcément gage de réussite politique sur le long terme. Ainsi, la personnalité et l'apparence d'Albert Rivera semble à terme avoir été plus fédératrice que celle d'Iglesias. Dans le dernier sondage du CIS, Rivera apparaît ainsi comme la personnalité politique la plus appréciée des Espagnols tandis qu'Iglesias se situe à la traîne du classement.

Sonia El Hakim, spécialiste de communication non verbale, analyse dans son blog le succès du «personnage politique» d'Albert Rivera: «C'est l'un des candidats à la présidence les plus attractifs dans le sens le plus large du terme. C'est le gendre idéal.» Un profil lisse et séducteur qui aurait réussi à supplanter les sorties enflammées et l'émotivité assumée du leader de Podemos. Pour Luis Marañón, l'image de leader de Rivera tend à un équilibre complexe: «Il a réussi à obtenir une image de nouveauté unie à une idée de changement et de modération. Ainsi, c'est un candidat compétitif dans la mesure où son image réussit à attirer des ex-votants de partis différents, à générer peu de résistance et à maintenir un profil personnel avec un faible niveau de rejet.»

À ce cocktail inédit de consensualité, Rivera a su ajouter des nuances plus tranchantes. Il n'en fallait pas moins pour rivaliser avec le style fleuri et l'hyper-charisme d'Iglesias. Sonia Al Hakim qualifie ainsi le style de communication non verbale du leader de Ciudadanos de «conquérant haut négatif»: «Il est conquérant haut parce qu'il parle beaucoup. Il serait conquérant "bas" s'il écoutait plus qu'il ne parle. Mais [...] il aime parler. Il fait des gestes englobants, qui nous mettent dans sa bulle, il gesticule beaucoup avec les mains pour nous aider à comprendre son message.»

À ce véritable numéro d'hypnose séductrice vient s'ajouter le propos de Rivera. Un discours particulièrement adapté à son intention de récupérer les votes du centre, un électorat décisif dans les élections espagnoles.

5. Construire un discours à bas coût idéologique

Ainsi, pour se transformer en l'interlocuteur le plus influent lors d'un scrutin décisif, il est primordial de «lisser» son discours. Dans un article du quotidien El Español, des spécialistes en linguistiques ont analysé les programmes des quatre partis en têtes dans les élections générales (et les ont représentés en nuages de mots).

Au sujet du parti de Rivera, l'article en arrive ainsi à la conclusion suivante: «Si l'on exclut les mots qui forment les titres du programme, [...] les termes les plus répétés sont Espagne, [...] et citoyenneté.» Un champ lexical particulièrement neutre qui souligne, selon le quotidien, la faible charge idéologique du parti. Luis Marañón, qui a participé à l'expérience, revient sur cette analyse pour Slate.fr: «Le discours de Ciudadanos est simple, ordonné, de large spectre, nourri d'un prétendu pragmatisme et d'un faible coût idéologique.» Pour le spécialiste, «l'idée est que leur électorat potentiel n'ait pas à payer un coût trop élevé au niveau idéologique pour voter pour eux». À cette modération, cet équilibre et ce caractère neutre s'ajoute une «désidéologisation» du propos, en apparence, seulement:

«Ciudadanos essaie de déployer une idée optimiste autour du futur, car ils sont conscients que leur électorat potentiel ne vit pas dans un état d'esprit de colère, ils se nourrissent plutôt d'un sentiment d'éloignement des partis traditionnels.»

6. Combiner tous les axes gagnants de la campagne

Pour devenir l'acteur le plus influent d'un scrutin à quatre, vider son discours de tout élément pouvant provoquer le rejet n'est pas la dernière leçon à apprendre de Ciudadanos. Car à ce discours particulièrement facile à endosser doit venir s'ajouter

le positionnement politique adéquat. Cerner cet exact espace électoral a nécessité tous les efforts de la formation de Rivera durant cette campagne.

Le discours de Ciudadanos est simple, ordonné, de large spectre, nourri d'un prétendu pragmatisme et d'un faible coût idéologique

Luis Marañon, politologue et consultant en communication politique :

«Ils ont adopté une claire stratégie de triangulation, en combinant des positions progressistes avec d'autres plus libérales voire conservatrices en s'efforçant de maintenir l'équilibre qui les rend compétitifs», décrypte Luis Marañon. De fait, la grande force de Ciudadanos a été de réussir à associer tous les axes gagnants de ces élections générales au sein de sa candidature:

«Leur position de centralité leur a permis d'engranger des voix depuis le centre droit jusqu'au centre gauche. Avec cette stratégie, ils ont combiné la prédominance de l'axe du "nouveau", en tant que parti émergent, contre celui de "l'ancien", des vieux partis.»

Un tiroir idéologique à double fond qui a permis, selon le spécialiste, «de se positionner comme un réceptacle à la mesure d'une partie importante du désenchantement des électeurs». Un rôle de choix, qui devrait leur assurer une position décisive à l'heure de définir la coalition qui gouvernera.

7. Refusez les pactes (au début)

La stratégie de Ciudadanos a donc plutôt bien fonctionné jusqu'alors. L'occasion pour le parti de nous donner une dernière grande règle pour accaparer l'influence: être certes en mesure de faire tous les pactes possible mais affirmer les refuser tous en bloc. Ignacio Jurado le rappelle: «Stratégiquement, cela n'intéresse aucun parti de dire qu'il veut faire des pactes, ils veulent bien entendu tous se présenter comme l'unique option pour un futur gouvernement.» En ce sens, Ciudadanos a déjà lancé l'idée de réaliser des élections anticipées si aucune formation n'arrive à former un gouvernement à l'issue du scrutin.

«Rivera a été assez emphatique à l'heure de dire qu'il ne va investir ni Rajoy (PP) ni Sanchez (Psoe). Mais il parle seulement de Rajoy, et jamais directement du parti. Au moins à cause de cela, je comprends qu'ils seraient disposés à appuyer un gouvernement du PP en substituant Rajoy par un autre candidat», déduit Ignacio Jurado. Une position toutefois compliquée pour Ciudadanos, qui, s'il choisit d'appuyer un des deux partis historique du bipartisme, pourrait perdre de sa force au sein de ses votants.

En réalité, le scénario idéal pour Rivera serait de finir deuxième: «Non seulement parce qu'il serait plus fort pour négocier avec la droite du PP, mais surtout parce qu'il pourrait légitimement demander au PS de l'appuyer pour être président.» Une option qui n'est pas hors d'atteinte pour le parti de Rivera. Après tout, jusqu'à présent, il a fait tout comme il fallait. slate.fr 19.12

ACTUALITÉ DU JOUR

[La Ve République était compatible avec le totalitarisme.](#)

- Le Conseil constitutionnel valide les assignations à résidence - Reuters

Le Conseil constitutionnel a jugé mardi que les assignations à résidence de la loi du 20 novembre dans le cadre de l'état d'urgence décidé après les attentats du 13 novembre étaient conformes au texte fondamental de la République.

Le Conseil constitutionnel a rejeté une question prioritaire de constitutionnalité (QPC) posée, via le Conseil d'Etat, par un des militants écologistes assignés à résidence pendant la récente conférence sur le climat.

Les avocats du militant demandaient aux "sages" de "mettre un coup d'arrêt" à cet "abandon du pouvoir législatif au profit du pouvoir administratif" et d'encadrer un texte qui porte atteinte à la "liberté constitutionnelle d'aller et de venir".

Le Conseil constitutionnel, peut-on lire dans un communiqué, "a jugé que, tant par leur objet que par leur portée, ces dispositions ne comportent pas de privation de la liberté individuelle au sens de l'article 66 de la Constitution".

Le Conseil constitutionnel ayant validé le texte sans réserves, contrairement à ce qu'ils espéraient, les requérants entendent saisir la Cour européenne des droits de l'Homme.

"Nous sommes face à une dérive possible. Vous êtes la dernière digue", avait plaidé à l'audience Patrice Spinosi, avocat de la

Ligue des droits de l'homme. Reuters 22.12

Le Conseil constitutionnel "la dernière digue"... qui protège le régime, quelle imposture monstrueuse ! On ne pouvait pas laisser dire un truc pareil, non ?

[Etat policier. PS, LR, FN même déchéance.](#)

- Déchéance de la nationalité : Christiane Taubira fragilisée - Francetv info

Manuel Valls a confirmé que le projet de déchéance de la nationalité serait dans la réforme constitutionnelle.

Coup de théâtre à l'Élysée mercredi: François Hollande a finalement conservé dans son projet de révision constitutionnelle la déchéance de nationalité, contrairement aux déclarations de la garde des Sceaux Christiane Taubira, et malgré les nombreuses critiques de la gauche.

En maintenant la déchéance de nationalité, le président de la République conserve une chance de voir sa réforme adoptée au Congrès, où il aura besoin d'une majorité des trois cinquièmes. La droite, inspiratrice de la mesure, avait prévenu qu'elle ne voterait pas le projet en son absence.

A contrario, la présidente du Front national a pavoisé, saluant dans un tweet le "premier effet des 6,8 millions de voix pour le Front national aux élections régionales". Florian Philippot, vice-président du parti, a estimé que, "dans ces conditions", le FN pourrait "voter cette révision". Francetv info 23.12

Donc si on comprend bien, par exemple une personne née en France et de nationalité française mais dont les parents étaient de nationalité française mais née en Algérie, personne dont le français est la langue maternelle et qui ne parle pas forcément l'arabe, qui n'a aucun lien avec l'Algérie ou qui n'y a mis les pieds que quelques fois dans sa vie se verrait expulsée vers ce pays qui lui est totalement étranger une fois sa peine de prison accomplie, c'est bien cela n'est-ce pas ?

En complément

- Les candidatures pour intégrer la police explosent - Francetv info

[Devenir patron, quel idéal !](#)

- Emploi : les TPE concentrent le plus de CDD et de temps partiels - La Tribune

Une étude de la Dares publiée ce mercredi rapporte que les TPE (entreprises de moins de 10 salariés) concentrent le plus d'emplois dit précaires.

Si les très petites entreprises (TPE) ont regroupé 20% de l'emploi salarié concurrentiel en 2014 (soit un salarié sur cinq), elles ont également eu davantage recours aux CDD et au temps partiel que les entreprises de dix salariés ou plus, rapporte une étude de la Dares publiée mercredi 23 décembre.

1,2 million dans le secteur de l'artisanat, précise le service de statistiques du ministère du Travail.

Les TPE emploient en moyenne 3 salariés, mais 36% n'en comptent qu'un seul. Dans près de la moitié d'entre elles travaille au moins un non-salarié (gérant ou membre de la famille). Ces entreprises "mono-salarié" sont pour beaucoup dans l'enseignement privé (écoles de conduite), l'action sociale privée, l'immobilier, les arts et autres activités de service.

Deux fois plus de CDD dans les TPE

Les CDD (contrats à durée déterminée) représentent 13,8% des salariés des TPE, soit davantage que dans les entreprises de 10 salariés ou plus, dans lesquelles la part de CDD est de 7,6%.

46% de ces CDD sont des emplois aidés, en majorité des contrats d'apprentissage ou de professionnalisation (qui comprennent des baisses de charges). Au final, plus du quart des emplois aidés (marchands ou non) en France se trouvent dans les TPE, 225.000 salariés au total.

Si les contrats d'apprentissage ont diminué de 5% entre 2013 et 2014 dans les TPE, le nombre de contrats aidés par l'Etat (contrat unique d'insertion, emploi d'avenir, contrat de génération, etc.) a de son côté, augmenté de 17%. Les TPE emploient près

de 30% de ses salariés... à temps partiel

L'étude rapporte également que la durée de travail hebdomadaire pour les salariés des TPE à temps complet est de 36,2 heures, soit davantage que dans les entreprises de 10 salariés et plus (35,6).

Néanmoins, le temps partiel y est plus fréquent : 28,3% des salariés, contre 16% ailleurs. Ainsi, plus l'entreprise est petite, plus le recours au temps partiel est important : 39,5% dans les entreprises "mono-salarié", contre 15% dans les entreprises de plus de 100. latribune.fr 23.12

Privatisation de la Croatie.

- Croatie: un homme d'affaires indépendant désigné comme Premier ministre - AFP

La présidente croate a désigné mercredi au poste de Premier ministre un homme d'affaires sans appartenance politique qui a fait sa carrière dans l'industrie pharmaceutique internationale et dont la tâche sera le redressement économique de cette ex-république yougoslave.

Tihomir Oreskovic est soutenu par une coalition formée autour des conservateurs (HDZ), arrivés en tête des législatives du 8 novembre, et qui font ainsi leur retour au pouvoir après quatre ans dans l'opposition.

M. Oreskovic a fait sa carrière dans l'industrie pharmaceutique et est actuellement le directeur financier pour l'Europe de Teva, numéro un mondial des médicaments génériques.

Il a montré à la présidente croate qu'il bénéficiait des signatures d'une majorité de 78 députés le soutenant au sein du parlement, qui compte 151 sièges.

M. Oreskovic avait fait ses études au Canada et entamé en 1992 sa carrière dans le secteur pharmaceutique. Il a intégré Teva en 2005 au Canada, avant d'occuper, à partir de 2009, des postes de dirigeant financier pour la compagnie en Europe de l'Est.

Entre 2012 et 2014, il a dirigé la plus grande compagnie pharmaceutique croate, Pliva, contrôlée depuis fin 2008 par le géant israélien. AFP 23.12

On a deviné qui l'a propulsé à ce poste.

En Syrie il serait libre.

- Un écrivain saoudien condamné à quatre de prison pour sédition - Reuters

Un écrivain saoudien qui préconise des réformes politiques dans le royaume a été condamné par un tribunal antiterroriste à une peine de quatre ans de prison et à l'interdiction de paraître dans les médias pendant 15 ans, ont fait savoir sa famille et les médias saoudiens.

La Cour pénale spéciale, mise sur pied en 2008 pour juger les affaires de terrorisme, a reconnu Zouhaïr Koutbi coupable de sédition et d'atteinte au prestige de l'Etat, écrit mardi le journal saoudien Okaz.

La moitié de la peine a été assortie d'un sursis, si bien que Koutbi n'aura à purger que deux ans derrière les barreaux, mais il est interdit de voyage pendant cinq ans. Il a en outre été condamné à une amende de 100.000 riyals (environ 26.600 dollars).

Son fils, Djamil, avait fait état dès lundi sur Twitter de la condamnation de l'écrivain, sans préciser de quoi il était reconnu coupable.

Zouhaïr Koutbi a été arrêté à son domicile de La Mecque le 15 juillet, à la suite d'une émission de télévision lors de laquelle il avait appelé à des réformes politiques en Arabie saoudite, notamment la transformation de la royauté en monarchie constitutionnelle, rapporte Human Rights Watch.

Il avait déjà été condamné à trois reprises à des peines de prison pour des déclarations politiques, depuis les années 1990, précise de son côté Amnesty International. Reuters 22.12

Human Rights Watch et Amnesty International qui sont des ONG à la solde de Washington "rapporte" ou "précise", mais ne condamnent pas l'Arabie saoudite ou n'engageront pas une campagne internationale pour exiger la libération de Zouhaïr Koutbi pour ne pas faire de tort à un des alliés de leurs mentors.

Confirmation. Pour qui roule Amnesty International ? Le Pentagone, la CIA, l'OTAN.

- Syrie: Amnesty accuse Moscou d'avoir tué des centaines de civils - AFP

Près de 2.000 morts, des centaines de civils tués, de possibles crimes de guerre : depuis près de trois mois, le rouleau compresseur russe est en action en Syrie contre les "terroristes" selon Moscou, mais pour l'essentiel dans des zones où le groupe Etat islamique (EI) n'est pas présent.

Dans un rapport rendu public mercredi, Amnesty International accuse la Russie d'avoir tué des "centaines de civils" et causé "des destructions massives" dans des raids aériens qui "bafouent le droit international humanitaire".

Le ministère russe de la Défense a qualifié ces accusations de "fausses" et de "sans preuves", son porte-parole affirmant qu'il "n'y avait rien de concret ni de nouveau" dans ce rapport.

Pour l'ONG, dont le siège est à Londres, la Russie a eu recours à "des bombes à sous-munitions", interdites par les conventions internationales, des bombes incendiaires et des "bombes non guidées" contre "des zones d'habitation à forte densité de population".

"Certaines frappes aériennes russes semblent directement viser des civils ou des biens à caractère civil", a commenté Philip Luther, directeur d'Amnesty pour le Moyen-Orient, d'après lequel "ces attaques peuvent constituer des crimes de guerre", car "aucune cible militaire ni aucun combattant ne se trouvait dans l'environnement immédiat".

Mardi, l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) a fait état entre fin septembre et le 21 décembre de 2.132 personnes tuées dans des raids russes, soit 598 jihadistes de l'EI, 824 combattants rebelles, et 710 civils, dont 161 enfants et 104 femmes.

La Russie est engagée militairement en Syrie pour soutenir le régime du président syrien Bachar al-Assad et affirme effectuer des raids aériens contre les "groupes terroristes", dont l'EI. Mais les pays occidentaux et arabes accusent Moscou de frapper l'opposition modérée et d'autres groupes de l'insurrection sunnite, plutôt que l'EI.

Dans les faits, les frappes russes se concentrent pour l'essentiel sur des régions où l'EI n'est tout simplement pas présent, comme la province d'Idleb, coeur de la révolution syrienne et bastion de l'insurrection armée, observe notamment le centre de réflexion américain Institute for the study of war (ISW), qui fait un suivi hebdomadaire des frappes russes et relève le "décalage" entre les objectifs proclamés de la Russie, sa rhétorique anti-EI et ses opérations sur le terrain.

"Ces chiffres ne sont malheureusement pas une surprise", a commenté à l'AFP le politologue Ziad Majed, spécialiste de la Syrie. "Les associations locales des droits de l'Homme et de la société civile font un travail documenté, appuyé par des photos et des vidéos, depuis le début des frappes russes".

Quasiment chaque jour, au rythme de ces bombardements, les réseaux sociaux abondent d'images insoutenables - et dont l'authenticité ne fait guère de doute - d'enfants ou de civils déchiquetés par les bombes russes, ou encore des dizaines d'engins meurtriers, de la forme d'un ballon de handball et d'aspect métallique gris, disséminés par les bombes à fragmentation.

Moscou prend prétexte de la présence du Jabat al-Nusra (branche locale d'Al-Qaïda) dans ces zones pour procéder à ces bombardements à l'aveugle, explique M. Majed, qui juge "choquant le silence total des gouvernements occidentaux sur ces possibles crimes de guerre".

"Des centaines de milliers de civils vivent dans ces régions où l'EI n'est pas présent. Des enfants y vont à l'école, il y a des structures de santé, des boulangeries collectives, des générateurs d'électricité... Aujourd'hui, cette vie locale est bombardée non plus seulement par le régime, mais aussi par l'aviation russe qui fait de gros dégâts", s'alarme-t-il.

Il craint notamment que ces nouvelles violences ne "nourrissent encore un peu plus le sentiment d'abandon et d'injustice des populations, mais aussi un discours de haine contre le monde extérieur".

Commentaires d'internautes

En lisant tous ces commentaires, on en déduira qu'il existe un nombre important de travailleurs qui n'entendent plus se laisser manipuler par la propagande ou la désinformation du régime et de ses agences, c'est plutôt encourageant, même s'ils ne parviennent pas encore à en tirer tous les enseignements qui s'imposent. J'ai volontairement laissé de côté les commentaires qui allaient dans le sens de cet article scélérat, soit environ 10% maximum de l'ensemble des commentaires.

1- Désinformation, propagande, enfumage, comme d'habitude.

2- Article de pure désinformation... propagande anti Russe ...

3- Faut-il Protéger Daesh ?

C'est la seule question qui se pose chez Amnesty internationale

4- Tous les jours je lave mon cerveau avec l'Agence Française de Propagande! C'est super ! Par contre les petits avions français, bien minables à côté des russes envoient des fleurs et ne font pas de collateral damage.

5- La propagande anti Poutine bat son plein ! la plupart des informations sur la Syrie proviennent de deux officines USA Human Rights Watch et l'Observatoire syrien des droits de l'homme qui sont on ne peut plus discutables quant à leur crédibilité et leurs manipulations, voir d'ailleurs d'où proviennent leurs financements ! De même en France, la plupart des médias appartiennent à des hommes d'affaires multimillionnaires ... Quand les riches informent les pauvres cela donne ... ce que l'on nous sert tous les jours comme médias mensonges !

6- Cela montre que soit Amnesty est tombé bien bas dans la propagande anti russe, soit que la présentation de son rapport est truquée et mensongère : voir le site de Russia Today en français, tout aussi objectif que l'AFP. L'ONU n'est pas en mesure de confirmer ce rapport. Et c'est bien connu les bombes US, françaises, anglaises,... sont spécialement conçues pour se renseigner auprès des populations avant d'exploser. Bref un bel exemple de propagande puante.

7- Mais qui paye ces gens qui se permettent d'accuser de crimes de guerre la Russie, le seul pays à remercier pour le travail qu'il est en train de faire en Syrie. Ce qui nous frappe et nous scandalise c'est leur silence misérable quand ces crimes de guerre sont commis par les États Unis ou l'Union Européenne. Il suffit de penser à l'Irak à la Libye ou ailleurs pour comprendre qu'il s'agit d'un parti pris scandaleux.

8- Que pense Amnesty de l'action de Sarkozy/BHL sur la Libye et les milliers de morts civils qui ont suivi cette catastrophique décision française ?

9- Amnesty international = Département d'Etat américain !

10- Les tueries des civils par les Américains et les Israéliens s'appellent dommages collatéraux , celles des Russes s'appellent crimes de guerre . Merci Amnesty.

11- Amnesty ne dénonce jamais et ne demande jamais d'arrestation de salopards musulmans islamistes qui tuent et décapitent des civils comme l'Arabie, le Qatar, Amnesty serait-il financé par l'Arabie le Qatar ou DEACH pour être complaisant avec eux ...

12- Quid des atrocités commises par le régime de Kiev en Ukraine ?

- Comment l'AFP fait la différence entre des civils avec des enfants tueurs de Daesh et des femmes kamikazes de Daesh ?

13- Operation "desert storm" en Irak. Ce n'était pas de la dentelle, ni quelques milliers de civils tués mais plus d'une centaine de milliers. Ou étaient les journalistes?

14- N'oublions pas que l'embargo sur l'Irak a tué 1 million d'enfants (là, de vrais civils) ; et là on ne parle pas de crime de guerre ...

15- Et quand Benghazi était en état de siège avec les bombardements aveugle de l'Otan t'était où journaliers. Des milliers de morts avec à la clé ni eau ni électricité dans la ville. AFP ne pouvait dire mot.

16- C'est marrant, enfin si je peux dire, on n'entend pas " l'Amnesty internationale " sur le fait que les Turcs exterminent les Kurdes...

17- Cet article est fortement partisan. Bien sûr il peut y avoir des ratés russes car une guerre n'est jamais sans effets collatéraux. Nous nous inclinons devant les dépouilles des victimes innocentes. Mais il faut rappeler que les premiers responsables de cette tragédie humaine sont les Occidentaux qui déstabilisent le monde. Après l'Irak, la Libye c'était le tour de la Syrie.

18- Si je comprends bien, les crimes de guerre c'est pour les Russes. Pour les autres qui mettent le Moyen-Orient à feu et à sang en alimentant des barbares de la plus grande espèce ce sera le prix Nobel de la Paix. Il a été décerné d'ailleurs à Obama qui s'amuse à tuer les gens comme avec des game boy. Combien de millions de victimes perpétrés par les USA depuis l'Afghanistan, l'Irak, la Libye et maintenant la Syrie. Oh oui ! les droits de l'homme, les valeurs, la démocratie. J'oubliais l'Ukraine

bien sûr avec ses bataillons de nazis encensés !

La France inféodée avec ces criminels a là ses heures sombres. Suffit de voir la bande qui prétend diriger notre pays pour comprendre que l'époque que nous vivons est pire que celle des nazis.

Quand viendra le temps de juger les criminels responsables qui jouent les matamores en ce moment on rira bien. Même s'ils cherchent à s'échapper à travers le monde. On a un devoir de Justice à entreprendre avant de celui d'un vrai devoir de mémoire.

19- Syrie: les frappes des USA et collabos ont provoqué la mort de millions de civils..bizarre que l'auteur de cet article n'en parle pas..?

20- La Turquie vise l'EI, mais ses bombes tombent toutes sur les Kurdes. Que dit Amnesty ?

- Et les exactions de Daesh et les soi disant "rebelles" armés par l'occident depuis 4 ans envers les minorités ? les décapitations, crucifixions et j'en passe contre les minorités yézides et chrétiennes pendant au moins 2 ans avant que le monde ouvre les yeux face à de telles atrocités ? Hypocrites !

21- Le complot occidental contre la Russie est connue; les agitations et les mensonges des Obama/Hollande/fabius ou des médias aux ordres n'émeuvent que ceux qui refusent de voir et de comprendre. Comprendre que l'Occident a aidé Daesh à être et à agir avec pour seul but de chasser Bashar du pouvoir. Ils ont été démasqués par la présence russe et cela fait mal, très mal. Une enquête internationale devrait être ouverte contre Obama, Hollande et Fabius pour établir leurs relations avec le terrorisme international qui a frappé jusqu'à bataclan, après avoir détruit la Syrie et fait mourir près de 300 000 personnes. Les accusations rhétoriques contre Bashar et Poutine ne sont que des masques sur ses propres crimes (contre l'humanité).

Taisez-vous!

22- 400 000 morts à Dresde et Hambourg par les américains et anglais, plus Le 19 avril 1944. Quelque 6.000 bombes sont larguées sur Rouen et son agglomération en moins d'une heure, faisant près de 900 morts et 20.000 sinistrés.

23- De 1942 à 1944 les américains ont massacré des milliers de civils en Normandie et à peine quelques militaires allemands, j'y étais.

En complément trois nouvelles rafraîchissantes.

- Yémen. Plus de 200 mercenaires de la coalition saoudienne tués - sahartv.ir

Selon les sources yéménites, plus de 200 mercenaires de la coalition saoudienne dont des mercenaires d'origine émiratie, soudanaise et des experts militaires américains et britanniques ont été tués dans les attaques à la roquette des forces yéménites contre la base militaire de Safer située à Marib et la base frontalière de Tavval.

« Lors de deux récentes attaques à la roquette des combattants de l'armée et des comités populaires yéménites contre les agresseurs et les mercenaires saoudiens dans la base militaire de Safer, dans la province de Maarib et la base frontalière de Tavval, plus de 200 personnes ont été tuées », a-t-on appris des sources yéménites.

« A la suite du tir du missile « Qaher 1 » par les forces conjointes yéménites contre la région de Safer, plus de 137 militaires dont les commandants des agresseurs saoudiens, cinq officiers émiratis, le chef de la cellule d'opérations, les officiers saoudiens et soudanais, les experts étrangers qui seraient d'origine américano-britannique ont été tués et leurs cadavres ont été entièrement brûlés », ont indiqué ces mêmes sources.

Au moins 70 agresseurs et mercenaires saoudiens ont été tués et une centaine d'autres blessés dans une attaque à la roquette lancée contre la base frontalière de Tavval située sur la frontière de Jizan. Huit hélicoptères d'Apache, deux hélicoptères Chinook, trois autres hélicoptères, un bon nombre de véhicules-blindés, des chars et des systèmes sophistiqués de contrôle et d'identification ont été détruits. sahartv.ir 22.12

- La raffinerie de Jizane visée. - sahartv.ir

L'unité balistique de l'armée yéménite a tiré dans la nuit de lundi à mardi un missile de type Qaher1 contre la raffinerie pétrolière de Jizane, au sud de l'Arabie, en riposte aux agressions militaires saoudiennes contre le Yémen. Selon une source militaire citée par l'agence Khabar, un grand incendie s'est déclaré après le tir de ce missile qui a touché la raffinerie située dans une base maritime.

Une autre attaque au missile a visé lundi la compagnie pétrolière Aramco à Jizane. Les deux missiles ont atteint leurs objectifs avec précision, a-t-on ajouté de même source. L'unité balistique a également bombardé durant les dernières heures l'aéroport de Jizane. Par ailleurs, 2 civils yéménites sont tombés en martyre et 3 autres avaient été blessés lundi dans des frappes

saoudiennes visant un magasin et un domicile dans la région de Dhoubab à Tazé (sud-ouest). Une série de raids saoudo-US avaient également visé des installations vitales et des instituts les provinces de Sanaa et Saada (nord). sahartv.ir 22.12

- Un nouveau tir de missile "Qaher 1" contre Riyad - sahartv.ir

L'armée et les comités populaires du Yémen ont tiré un missile balistique sur une base militaire de l'Arabie saoudite, dans la province d'Assir.

Selon les médias yéménites, dont la chaîne satellitaire Al-Massira, un missile balistique de type Qaher 1 a été tiré en direction de la base militaire Al-Fayçal à Khamis Mashit, dans la province saoudienne d'Assir. Al-Massira a aussi fait part de la mort d'un nouveau mercenaire de la société privée américaine Blackwater. Selon ce rapport, ce mercenaire de Blackwater a été tué lors d'une attaque au missile de l'armée et des comités populaires contre les positions des agresseurs occupants et des mercenaires, dans la région d'Al-Zebab, dans la province de Taëz, à l'ouest du Yémen.

Le bilan des tués de la société américaine Blackwater, faisant la guerre contre le peuple yéménite, en échange de l'argent qu'ils reçoivent du régime des Al-e Saoud, s'est élevé à des dizaines de personnes. sahartv.ir 23.12

- Djibouti : de violents affrontements avec la police font 7 morts et 23 blessés - LeMonde.fr

Au moins sept civils ont été tués et 23 blessés lundi à Djibouti dans des affrontements avec la police, qui compte aussi 50 blessés dans ses rangs, a déclaré mardi le ministre djiboutien des Affaires étrangères Mahamoud Ali Youssouf.

« Les autorités médicales ont recensé sept personnes tuées », six hommes à coups de machette, et une jeune fille par balle, a déclaré M. Youssouf par téléphone depuis Djibouti. « Vingt-trois civils ont été blessés, dont neuf sont encore hospitalisés, a-t-il ajouté. Cinquante policiers ont été blessés et hospitalisés... Huit le sont encore, dont deux pour des blessures par balles. »

Ces affrontements ont eu lieu à l'aube lundi dans la localité de Buldhoqo, près de Balbala, en périphérie de la capitale Djibouti-Ville, où se tenait une cérémonie traditionnelle selon l'opposition. Les violences ont débuté quand les policiers ont voulu déplacer cette foule vers un lieu mieux adapté, selon M. Youssouf.

« Il y avait des centaines de personnes rassemblées là, armées de couteaux ou de machettes, et deux d'entre elles avaient des kalachnikovs, a affirmé le ministre. Quand les renforts de la police et l'armée sont arrivés, les gens ont refusé de bouger et les violences ont commencé. Une enquête est menée pour savoir comment cet incident a pu se produire. »

Le ministre djiboutien de l'Intérieur, Hassan Omar Mohamed, avait indiqué dans un communiqué reçu mardi que les forces envoyées sur place pour empêcher ce rassemblement avaient été attaquées par « plusieurs dizaines d'individus armés ». L'Union pour le salut national (USN), une coalition de sept partis djiboutiens d'opposition, a assuré de son côté dans un communiqué que la police avait « abattu 19 civils ». Mais M. Youssouf a réfuté le bilan de l'opposition, qu'il a accusé d'exagérer la gravité des violences.

L'USN a affirmé avoir ensuite tenu une réunion pour discuter de la situation, au cours de laquelle la police aurait tiré à balles réelles et lancé des lacrymogènes, faisant plusieurs « blessés graves » parmi ses membres, dont son président Ahmed Youssouf Houmed. Le ministre de l'Intérieur a dénoncé des violences destinées « à déstabiliser notre nation et à semer les divisions au sein de la communauté nationale » orchestrées « par des individus malintentionnés recevant des instructions de la part de parrains qui agissent depuis l'étranger. » Il a également annoncé que « plusieurs personnes impliquées dans ces violences avaient été arrêtées. Ils seront rapidement traduits en justice pour leurs actions. »

Au pouvoir depuis 1999, le président Ismaël Omar Guelleh devrait se présenter à l'élection présidentielle prévue en avril 2016, pour briguer un quatrième mandat. La Constitution, amendée en 2010, ne limite plus le nombre de mandats présidentiels.

Petit pays de la Corne de l'Afrique, à l'entrée de la mer Rouge et du Golfe d'Aden, Djibouti dispose d'une position stratégique dans la région entre le continent africain et la péninsule arabique. Il accueille plusieurs bases militaires étrangères utilisées notamment dans la lutte contre la piraterie maritime. Il fournit aussi un contingent de soldats à la force africaine en Somalie (Amisom), qui y combat les islamistes shebab.

Le ministère français des Affaires étrangères a déclaré mardi suivre « avec inquiétude les violences qui ont eu lieu à Djibouti depuis la fin de la semaine passée » et appelé « à faire toute la lumière sur ces événements », ainsi qu'à un « retour rapide au calme. » LeMonde.fr 22.12

Tiens donc Fabius n'a pas décrété que le président Ismaël Omar Guelleh ne méritait pas d'exister ou qu'il fallait bombarder Djibouti ?

ACTUALITE EN TITRES

[Voilà ce qui donne la nausée aux néolibéraux : se regarder s'empiffrer dans un miroir !](#)

- Se voir manger du gâteau dans un miroir lui fait perdre de sa saveur - Slate.fr

Bon, si on les épargne, on fera preuve d'humanisme, on leur prendra tout y compris leurs miroirs pour ne pas leur couper la faim...

[Double peine. La baisse du coût du travail subventionnée par l'Etat.](#)

Un patron : Je ne vois pas pourquoi j'augmenterai votre salaire puisque l'Etat s'en charge à ma place. Et qui paie ? Quelle question, toujours les mêmes bien sûr.

- La prime d'activité entre en vigueur le 1er janvier - Francetv info

À partir du 1er janvier, tous les actifs qui gagnent moins de 1 500 euros nets par mois pourront bénéficier de ce complément de revenus qui va remplacer le RSA activité et la prime pour l'emploi.

Une personne célibataire qui gagne 1 200 euros nets par mois pourra bénéficier d'une prime de 135 euros par mois. Autre exemple : un couple avec enfant qui gagne le Smic touchera une prime de 200 euros par mois.

Un simulateur sur le site de la Caf

Au total, quatre millions de foyers sont concernés. La prime d'activité sera versée par les caisses d'allocations familiales. Un simulateur est disponible sur le site internet www.Caf.fr dès aujourd'hui, pour permettre à chacun de connaître le montant auquel il a éventuellement droit. Francetv info 22.12

Ils y tiennent à la paix sociale...

[Et ce sont eux qui donnent des leçons de "civisme" ou de morale à la plèbe.](#)

- Fraude : les arnaques à la TVA s'élèveraient à 17 milliards d'euros - Francetv info

Les fraudes à la TVA représenteraient 17 milliards d'euros chaque année selon une information du Parisien. Francetv info 22.12

[Rockefeller avait raison, le féminisme est bien un business lucratif.](#)

- Les femmes dépensent plus que les hommes pour les mêmes produits - Le Point.fr

Une étude américaine révèle que les produits étiquetés pour la gent féminine coûtent en moyenne 7 % de plus que ceux pour le sexe opposé. Le Point.fr 23.12

[Destructuration des sociétés, déstabilisation des Etats...](#)

- Un million de migrants sont arrivés en Europe en 2015 - AFP

Un million de migrants sont entrés en Europe cette année, un record depuis la Seconde guerre mondiale AFP 22.12

Avec officiellement quelque 100 millions de travailleurs avec femmes et enfants condamnés à l'exode dans le monde, auxquels il faut ajouter les millions de morts que font leurs guerres et tous les pays détruits au passage, plus de deux milliards de pauvres, pour un peu ils auraient presque obtenu les mêmes résultats que s'il y avait eu une guerre mondiale. Il faut bien que le capitalisme respire un peu s'il ne veut pas s'effondrer sur place...

[Où va se nicher la tyrannie !](#)

- Le sultan de Brunei annule Noël - sputniknews.com

Brunei a introduit une interdiction de célébrer Noël en menaçant d'un emprisonnement de cinq ans.

Les gens qui vont célébrer illégalement Noël à Brunei s'exposent à une amende de 20.000 dollars ou/et cinq ans de prison, selon la déclaration du sultan Hassanal Bolkiah.

Brunei a introduit cette interdiction en craignant que cette fête joyeuse dirige sa population musulmane vers une mauvaise voie. Cependant, l'interdiction ne touche pas les chrétiens et les personnes qui se réclament d'une religion non musulmane, mais ils devront le faire dans l'intimité et le signaler préalablement aux autorités locales. sputniknews.com 22.12

Dossier Turquie

- Turquie : les forces de l'ordre dispersent violemment une manifestation d'opposants kurdes - Francetv info

Les forces de l'ordre ont violemment dispersé, mardi 22 décembre, une manifestation de plusieurs milliers d'opposants à Diyarbakir, ville à majorité kurde de la Turquie. Les manifestants, dont des députés d'opposition, tentaient de rejoindre le district de Sur, théâtre de violents combats entre forces de sécurité turques et rebelles kurdes.

Répondant aux jets de pierres d'un groupe de jeunes, les forces de l'ordre ont tiré de nombreuses grenades lacrymogènes et fait usage de canons à eau pour disperser la foule.

Plus de 120 morts en une semaine dans les rangs kurdes

Les forces de sécurité turques mènent depuis une semaine leur plus grande opération de ces dernières années pour déloger de jeunes partisans du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans plusieurs villes du sud-est à majorité kurde du pays. Des blindés turcs ont pilonné mardi des positions du PKK à Cizre, ville du sud-est de la Turquie au cœur des opérations militaires en cours.

Cent vingt-sept personnes sont mortes en une semaine dans les rangs des séparatistes kurdes selon l'armée turque. Au moins 23 civils ont péri dans ces combats, selon des chiffres fournis par le parti pro-kurde HDP. Les affrontements, rapporte la chaîne de télévision CNN Türk, ont contraint plusieurs dizaines de milliers d'habitants à fuir leurs maisons de Sur, quartier historique de la plus grande ville de la région, Diyarbakir, qui est placé sous couvre-feu depuis trois semaines. Francetv info 22.12

- La Turquie confirme de facto avoir planifié l'attaque du Su-24 russe - sputniknews.com

A en juger par le communiqué récemment rendu public par des autorités turques, la Turquie savait l'heure et le trajet du vol du Su-24 russe abattu au-dessus de la Syrie, déclare le ministère russe de la Défense.

Les données concernant les actions de l'aviation russe en Syrie, transmises par les Etats-Unis conformément au mémorandum de sécurité des vols, avaient été communiquées à l'état-major turc, a déclaré aux journalistes le porte-parole du ministère russe de la Défense Igor Konachenkov.

Grâce aux informations reçues, Ankara avait appris l'heure exacte et la zone où les bombardiers russes entendaient effectuer leurs tâches militaires.

Il a rappelé que les médias turcs venaient de publier, faisant référence au vice-premier ministre turc Numan Kurtulmus, un communiqué avec des données précises sur les sorties militaires des forces aériennes russes en Syrie. sputniknews.com 23.12

Dossier Syrie

- Syrie : des commandants terroristes tués à Qalamoun - sahartv.ir

En Syrie, les militaires de l'armée régulière ont éliminé un certain nombre de commandants des groupes terroristes à Qalamoun, située dans l'Ouest de Damas.

Les militaires de l'armée régulière et les combattants de la Résistance libanaise sont arrivés à détruire un lance-missile et une mitrailleuse au cours d'une attaque contre les positions des terroristes dans les monts de Qalamoun, à l'Ouest. Un certain nombre de commandants des groupes terroristes, qui s'étaient cachés, dans les monts de Qalamoun, ont été tués. Selon une source militaire syrienne, les soldats de l'armée et les combattants de la Résistance ont pris pour cible un rassemblement des terroristes dans les points de passage Mireh et Al-Zamrani, situés dans les collines de l'Ouest de Qalamoun.

Cette opération de l'armée a fait des morts chez les commandants terroristes dont Omar Al-Bakhteh, Ramez Bitar et Ahmed

Falita. Par ailleurs, le groupe terroriste Daech a tué par balle trois civils syriens, habitant dans la ville de Palmyre, pour avoir collaboré avec le gouvernement. Les terroristes takfiris mettent sous pression les habitants de Palmyre afin d'empêcher la fuite de toute information sur leurs positions ou agissements. Dans le même temps, l'armée continue de progresser vers les positions de Daech, dans la ville de Palmyre. Les terroristes de Daech ont exécuté neuf civils pour avoir mis à la disposition de l'armée et des unités de la défense populaire, des informations sur ce groupe takfiri. sahartv.ir 23.12

- En cinq jours, l'aviation russe a frappé 1.093 cibles terroristes en Syrie - sputniknews.com

Au cours des cinq derniers jours, les forces aériennes russes ont frappé 1.093 cibles djihadistes en Syrie, a rapporté le porte-parole du ministère russe de la Défense Igor Konachenkov.

Du 18 au 23 décembre, les forces aérospatiales russes ont effectué 302 sorties et plus d'un millier de frappes aériennes sur les positions de Daech dans cinq provinces syriennes, annonce le représentant officiel du ministère russe de la Défense Igor Konachenkov.

"Ces cinq derniers jours, du 18 au 23 décembre, les avions russes ont effectué 302 sorties en attaquant 1.093 objectifs des terroristes de Daech dans les provinces d'Alep, d'Idlib, de Deir ez-Zor, de Hama et de Homs," a-t-il annoncé.

L'aviation russe a effectué une frappe avec succès anéantissant ce camp d'entraînement, a déclaré mercredi M. Konashenkov.

"Dans la province d'Idlib, un bombardier russe Su-34 a détruit un important camp d'entraînement terroriste, où se trouvait un grand nombre d'instructeurs venus des pays voisins de la Syrie. Parmi les terroristes arrivés de Turquie se trouvaient beaucoup de citoyens des pays de la CEI. Les informations sur ce camp sont venues de l'opposition syrienne patriotique", a ajouté Igor Konashenkov.

D'après le porte-parole russe, les informations ont été reçues de plusieurs sources et ont été scrupuleusement vérifiées par divers canaux de renseignement.

"Dans la province de Homs, un bombardier Su-24 a attaqué le matériel des terroristes de Daech. Selon les données du contrôle-objectifs reçues des drones militaires, six voitures tout-terrain équipées de mitrailleuses lourdes et trois camions des terroristes ont été détruits", a noté M. Konachenkov.

Dans la province d'Alep, un chasseur-bombardier Su-34 a détruit un poste de commandement du groupe terroriste Ahrar al-Sham. Cet objet a été découvert par un drone.

M. Konachenkov a également rapporté que dans la banlieue de la ville de Deir ez-Zor, des chasseurs-bombardiers Su-34 ont détruit deux lieux de stockage de pétrole et des dizaines de camions-citernes. sputniknews.com 23.12

[Dossier Irak](#)

- L'armée irakienne reprend Ramadi à Daech - sputniknews.com

L'armée irakienne est entrée dans le centre de la ville de Ramadi contrôlée depuis mai par l'organisation Etat islamique, et commence à "purger" les quartiers résidentiels.

"Nous sommes entrés dans le centre de Ramadi depuis plusieurs fronts. Nos forces se dirigent vers l'ensemble des bâtiments gouvernementaux. Des combats ont lieu dans des quartiers attenants, nous sommes soutenus par l'aviation+", a communiqué le porte-parole des services de lutte antiterroriste Sabah al-Nomane cité par Reuters.

Selon les données du renseignement, le nombre de djihadistes dans le centre de Ramadi ne dépasse pas les 300 hommes. D'après Sabah al-Nomane, des affrontements sporadiques sont en cours et le contrôle total de la ville sera repris avant la fin de l'année.

Le 20 décembre, les forces gouvernementales ont informé les habitants de leur prochaine offensive et leur ont proposé d'évacuer les quartiers centraux de Ramadi. Le 8 décembre, elles ont annoncé la reprise du quartier de Tamim dont les habitants avaient été informés également sur le début de l'opération.

En 2015, Daech a perdu 12.800 kilomètres carrés, soit environ 14% du territoire dont il avait auparavant le contrôle. sputniknews.com 22.12

[Dossier Russe](#)

- Berlin donne le feu vert à un gazoduc contournant l'Ukraine - sputniknews.com

L'Office antitrust allemand a approuvé l'achat, par des partenaires européens, de parts dans la société des projets Nord Stream-2 AG réalisant le gazoduc Nord Stream -2.

Nord Stream-2 AG a été créée en Suisse, en juillet dernier, en tant que société appartenant à 100% au groupe Gazprom. Initialement, la société s'appelait New European Pipeline AG.

La décision des autorités allemandes permet à Wintershall, Shell, E. ON, ENGIE et OMV d'obtenir des parts dans le capital de la société. Le communiqué de l'office antitrust stipule que la décision approuvant l'achat des parts a été adoptée le 18 décembre.

Il avait été annoncé précédemment que les 5 partenaires étrangers de Gazprom détiendraient 10% des parts chacun, tandis que Gazprom en détiendrait 50%.

Plusieurs pays européens, notamment la Pologne, la Slovaquie, mais aussi l'Ukraine, s'opposent au projet Nord Stream-2. Le premier ministre d'Ukraine Arseni Iatseniouk avait déclaré plus tôt que la réalisation du projet amputerait le budget ukrainien de 2 milliards de dollars de revenus provenant du transit du gaz russe. Il a demandé à l'Union européenne de renoncer à ce projet qui lésait selon lui les intérêts ukrainiens.

La position des opposants à la construction du gazoduc est partagée par certains fonctionnaires européens ne représentant pas des pays en particulier. Ainsi le commissaire européen au Climat et à l'Energie, Miguel Arias Canete, estime que le projet ne contribuera pas à diversifier les sources et les trajets de livraison du gaz, ce qui est un objectif de l'Union européenne.

Par contre, les autorités allemandes sont intéressées par la construction de Nord Stream-2. Le vice-chancelier d'Allemagne Sigmar Gabriel a soutenu la position de la chancelière Angela Merkel à ce sujet:

"Nord Stream-2 fait partie des intérêts allemands. Là-dessus je donne raison à la chancelière fédérale", a-t-il fait savoir.

Il s'est déclaré certain que le pipeline pourrait apporter du profit non seulement à l'Allemagne, mais aussi à d'autres pays de l'UE, ayant cependant ajouté que sa réalisation demanderait de respecter certaines "conditions politiques". Il s'agit plus particulièrement de l'engagement de Moscou de garantir la sécurité énergétique de l'Europe de l'Est.

Le projet Nord Stream-2 prévoit la construction de deux nouveaux tronçons du gazoduc transbaltique dont la capacité sera portée à 110 milliards de m³ par an. Nord Stream —2 devra acheminer le gaz à Baumgarten, en Autriche, pour éviter le transit via l'Ukraine. La construction doit être achevée en 2019. sputniknews.com 23.12

[Haut de page ↗](#)

Le 26 décembre 2015

CAUSERIE

A Pondichéry il fait 38°C à l'ombre à 14h. Il faisait 20°C à 5h30. Et oui, on s'est encore levé à l'aube, ma compagne Selvi travaille et elle a travaillé hier aussi. Vous avez du bol d'avoir trois jours de congés d'affilés. Selvi en rêve tous les jours. Quel caprice ! Je plaisante, elle est tellement crevée qu'elle passe généralement une partie du dimanche à dormir, une vie de merde, quoi !

On a du mérite, n'est-ce pas ! Quel boulot ingrat ce portail ! Je vous remercie encore pour votre soutien... pratiquement inexistant ! Si en un an le nombre de visites quotidiennes a plus que doublé, on reçoit toujours aussi peu de courriels, c'est très encourageant. J'espère que vous avez le moral, ne me dites pas que non je ne vous croirais pas ou j'aurais du mal à vous plaindre, car que devrais-je dire alors isolé dans mon trou, franchement ? Je sais, mon côté provocateur est insupportable et vous me détestez, vous avez raison, c'est une torture... pour vous, et je le mérite. J'assume. Cela ne nous empêche pas d'être de bonne humeur.

Passons, c'est démoralisant, non je déconne, je m'en fous puisque je n'y peux rien.

[On aurait tort d'avoir mauvaise conscience. La sélection naturelle par le ventre plein des uns et vide des autres.](#)

- La région du lac Tchad menacée par la famine - euronews.com

Alexis Masciarelli est un des porte-parole du Programme alimentaire mondiale. Il est sur place et il explique la détresse des populations déplacées : "Le programme alimentaire mondiale renforce ses opérations dans cette région des grands lacs en raison de l'augmentation du nombre des déplacés qui fuient la violence sur les îles à proximité de la frontière avec le Nigeria. Ils ont tout abandonné : nourriture, moissons, vêtements, outils, filets de pêche ; la très grande majorité d'entre eux dépend entièrement de l'aide humanitaire."

Les zones dévastées sont abandonnées et les populations déplacées sont réduites à vivre dans des abris de fortune. Le programme alimentaire mondial met en garde contre les risques d'une crise alimentaire aggravée en raison de l'intensification des attaques de Boko Haram au Tchad et de la poursuite des violences au Nigeria, au Cameroun et au Niger. euronews.com 24.12

Là on a envie de pleurer et de prendre le fusil, non ? C'est à croire que lorsqu'on a le ventre trop plein (et la tête aussi), on n'a plus de tripes et de volonté pour combattre cet ordre social immonde.

ACTUALITE EN TITRES

[La République des banques... et des églises. La loi de 1905 sur la laïcité bafouée.](#)

- A la messe de Notre-Dame, Cazeneuve assure que la République "protégera ceux qui croient" - AFP

A coups de canon, sauf à Tel-Aviv... N'est pas franc-maçon ou sioniste qui veut, cela revient au même puisqu'ils ont les mêmes intérêts.

- Crèches de Noël : totalitarisme Made in France - La Tribune

La présence des crèches dans les mairies est-elle vraiment incompatible avec la laïcité? La Tribune 25.12

[Le temps des milices, des pogroms, de la délation, des tribunaux d'exception...](#)

- Une salle de prière musulmane saccagée à Ajaccio dans une expédition punitive - AFP

Salle de prière musulmane saccagée, corans partiellement brûlés, slogans xénophobes: plusieurs centaines de personnes ont envahi vendredi en fin de journée une cité populaire... AFP 25.12

[De l'instrumentalisation à l'institutionnalisation de la pauvreté au profit des riches.](#)

- Le DAL manifeste contre le mal-logement à Paris - AFP

Ne cherchez pas à comprendre, cette manifestation est programmée chaque année à la même époque et ne sert strictement à rien...

[Hypocrisie des assassins.](#)

- Troupes turques en Irak : Ankara condamnée par la Ligue arabe - euronews.com

Réunion d'urgence ce jeudi de la Ligue arabe au Caire. Les pays arabes ont condamné le déploiement militaire turc dans le nord... euronews.com 24.12

Erdogan fournit des arguments à l'Iran... Et puis Erdogan ne fait qu'exécuter les ordres de Washington.

Et la Ligue arabe se taît sur le massacre des Kurdes par Erdogan et des Palestiniens par Netanyahu...

[Dossier Espagne.](#)

Podemos : le populisme théorisé.

- Un Podemos « à la française » est-il possible ? - bastamag.net 21.12

Podemos réalise un très bon score, d'autant que c'est la première fois qu'il se présente à ce type d'élection. Podemos est un projet qui n'est pas directement issu du mouvement des Indignés – aussi appelé mouvement du 15M – qui a émergé le 15 mai 2011 à la Puerta del Sol à Madrid. Podemos est d'abord pensé par un noyau d'universitaires, de professeurs de sciences politiques de Madrid, de trentenaires qui viennent pour la plupart de familles politisées dont les parents ont participé à la lutte contre le régime franquiste. Ce sont quasiment tous d'anciens militants déçus d'Izquierda Unida (Gauche unie), une coalition de gauche formée [en 1986, ndlr] autour du Parti communiste espagnol. Nombre d'entre eux se sont mobilisés dans les mouvements étudiants et altermondialistes. Ils ont commencé à travailler sur un projet de refondation politique alternatif, avant que les « indignés » n'occupent les places madrilènes ou barcelonaises. Ils ont étudié les expériences latino-américaines de prise de pouvoir de la gauche par les urnes au Venezuela, en Bolivie et en Équateur, des expériences qu'ils ont parfois conseillées – ce qui ne les empêche pas d'être critiqués aujourd'hui vis-à-vis de certaines dérives autoritaires.

Le deuxième groupe à la base de la constitution de Podemos est composé de militants de l'organisation Gauche anticapitaliste, l'équivalent espagnol du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) français. Nombre de leurs militants sont alors actifs au sein du mouvement des Indignés et se disent qu'il faut aller plus loin. Des gens vont les rejoindre, issus notamment du mouvement de lutte contre les expulsions immobilières (la Plataforma de afectados por la hipoteca). Ils se rendent compte des limites des manifestations contre les banques qui procèdent aux expulsions et cherchent une solution institutionnelle. Ensuite, les personnes qui rejoignent les « cercles » de Podemos, ses structures à l'échelle locale, se sont souvent politisées pendant le mouvement des Indignés. Pensé en amont, le projet Podemos s'appuie sur l'espace ouvert par cette mobilisation.

Podemos arrive à mobiliser très fortement les jeunes, traditionnellement réfugiés dans l'abstention, et les gens qui ne votaient pas ou plus. Ces derniers constituent un électeur de Podemos sur quatre lors des dernières élections européennes, quand le parti, cinq mois après sa création, a recueilli 8 % des voix. Il a pour l'instant réussi à proposer une offre partisane alternative. Le sociologue José Fernández-Albertos analyse les évolutions de l'électorat de Podemos : jusqu'aux élections européennes, ceux qui votent Podemos ont plutôt un bon niveau social, sont diplômés et issus de la classe moyenne. Ensuite, alors que Podemos devient davantage visible médiatiquement, sa base sociale s'élargit et se diversifie. Comparé aux élections européennes, il a gagné près de quatre millions de voix et arrive premier en Catalogne et aux Pays basques.

Podemos s'inscrit dans la même logique que Syriza : rester dans la zone euro et changer les politiques européennes par le rapport de force. Le fait que Syriza a échoué à infléchir d'un iota la politique européenne a joué contre Podemos.

L'objectif est aussi de ne pas s'adresser seulement aux électeurs de gauche, mais à la majorité de la population, quelle que soit sa proximité partisane avec la gauche. Plutôt que de tenir un discours très général sur l'anticapitalisme, ils vont parler de l'accès au logement, de l'emploi, de la création d'entreprises, pour remettre en cause le modèle économique. Tous les symboles traditionnels associés à la gauche – drapeaux, chants, slogans – ont été abandonnés. (Ouf ! - LVOG)

Là encore, ils ont rompu avec certains tabous de l'extrême gauche, en investissant l'espace audiovisuel, la télévision en particulier. Ils la voient comme l'espace de socialisation politique le plus important pour les Espagnols. Ils ont d'abord créé leur propre émission de télévision, La Tuerka, sur un canal associatif. Cela leur a permis de se familiariser avec le mode de communication audiovisuel, plus court, plus incisif. Cette première visibilité va leur donner accès aux chaînes de la TNT, notamment les chaînes conservatrices en quête de contradicteurs issus du mouvement des Indignés. Pablo Iglesias va ensuite être invité régulièrement sur les plateaux des grandes chaînes généralistes. bastamag.net 21.12

Commentaire d'un internaute.

- "Podemos s'inscrit dans la même logique que Syriza : rester dans la zone euro et changer les politiques européennes par le rapport de force. "

Podemos comme Syriza sont des partis "leurre"

Comment changer la politique Européenne sachant que pour modifier un traité il faut l'unanimité de tout ses membres.

Il est parfaitement illusoire de faire croire que cela est possible.

Faire croire "au rapport de force" est tromper l'électorat."

Hier, ils étaient tous réformistes (antisocialistes) et vous avez pu observer où cela nous a menés. Comme dorénavant le réformisme a du plomb dans l'aile, ils se rabattent tous sur la nécessité de créer un "rapport de force" favorable aux exploités, qui ne changerait absolument rien dès lors que le niveau de conscience politique des travailleurs n'aurait pas progressé en parallèle

ou simultanément, mais cela personne ne vous le dira. Car peu importe, il faut bien qu'ils donnent un os à ronger à leurs militants et qu'ils justifient leur politique opportuniste, ainsi si rien ne change ou si rien n'est possible ils n'y seront pour rien et ils auront leur bonne conscience pour eux.

Espagne. Les masques tombent rapidement. Un "accord" et peu importe le reste.

- Espagne : Ciudadanos veut "sceller un accord" avec les conservateurs et les socialistes - euronews.com

Alors que l'Espagne se cherche toujours un gouvernement, le leader de Ciudadanos, le parti de centre-droit, arrivé quatrième des dernières législatives, a tendu les bras ce mercredi aux conservateurs et aux socialistes, afin de garantir l'unité de l'Espagne.

Albert Rivera propose de négocier avec les deux grands partis un programme de réformes. "Nous pensons que le moment est venu de sceller un accord, peu importe le gouvernement et la majorité parlementaire qui en découleront. Nous voulons sceller un accord entre le Parti socialiste, le Parti libéral démocrate et le Parti conservateur. Cet éventail politique, qui représente la vaste majorité des Espagnols, peut garantir que l'unité du pays n'est pas en danger", a déclaré le leader de Ciudadanos. euronews.com 23.12

ACTUALITÉ DU JOUR

Despotisme. La déchéance de Hollande était inscrite dans la nature (et le passé immonde) du PS depuis un siècle.

Grille de lecture.

C'est fou (sic!) le nombre de gens qui tombent des nus ou s'aperçoivent soudain sans vraiment le comprendre, que le PS (et ses alliés et satellites) était de droite, voir d'extrême droite, que Hollande était aussi pourri que Sarkozy et Le Pen réunis.

On se marre à tout rompre, c'est nerveux pour se soulager !

Avis à ceux qui rêvaient d'en être le Premier ministre (Mélenchon), à ceux (dont les mêmes) qui entendent faire pression sur Hollande pour qu'il infléchisse sa politique ultra réactionnaire et impérialiste, à tous ceux qui hier s'étaient tournés vers le PS et en attendaient quelque chose, la réalité les rattrape, elle est particulièrement cruelle envers la confrérie des opportunistes en tous genres.

Savez-vous pourquoi les adhérents ou militants du PS d'hier et d'aujourd'hui n'ont jamais eu aucune légitimité ? Pas seulement parce que ce parti était particulièrement réactionnaire, mais parce que le savoir et s'en accommoder ou l'ignorer en faisait des ennemis de la classe ouvrière et du socialisme, dans ces conditions la seule légitimité dont ils pouvaient se réclamer et qu'on aurait dû lui accorder ne pouvait venir que du régime lui-même.

- Déchéance de nationalité: François Hollande est-il un président de droite? - L'Express.fr

- "François Hollande, le parfait président de la droite" - Le Huffington Post

- Déchéance de nationalité : à gauche, certains fustigent une mesure "d'extrême droite" - Francetv info

- Déchéance de nationalité : bienvenue en absurdie ! - LePoint.fr

Le choix de Hollande de permettre l'adoption d'une loi prévoyant la déchéance de nationalité pour les terroristes est inique : elle sera inapplicable. LePoint.fr 24.12

- Déchéance de nationalité : "On n'exporte pas un terroriste", fustige le juge Marc Trévidic - Francetv info

"Comment expulser un individu qui a toujours vécu en France ?" Dans une interview accordée à la Voix du Nord, jeudi 24 décembre, Marc Trévidic, l'ancien magistrat antiterroriste, juge avec sévérité le projet d'extension de la déchéance de nationalité aux binationaux nés en France.

"Imaginons qu'un autre pays, par exemple le Maroc, vote un texte similaire. Une personne y aura passé toute sa vie et, d'un seul coup, le Maroc nous l'envoie car également français. On n'exporte pas un terroriste", fustige le juge.

"En réalité, c'est faire beaucoup de bruit pour rien et risquer, vraiment, de fabriquer des apatrides." Selon lui, cette mesure "très certainement inapplicable, ne peut pas avoir de caractère dissuasif".

Le célèbre juge rappelle que la "définition du terrorisme est assez floue". "L'état d'urgence permet d'assigner à résidence des écologistes, déplore-t-il. Que se passera-t-il, demain, si un régime autoritaire qualifie très largement des opposants de 'terroristes' ?" Francetv info 24.12

La féminisation des esprits et des comportements est une régression sociale.

- Laurence Rossignol : "L'égalité filles-garçons se construit dès l'enfance" - Francetv info

Comment ne pas voir et comprendre dans cette opération qu'ils tiennent absolument à formater les esprits des masses dès la plus tendre enfance pour en faire des êtres soumis à leur interprétation idéologique corporatiste de la société ayant pour unique idéal le marché ?

Un petit garçon ou une petite fille ne se pose pas la question de savoir qui du garçon ou de la fille aurait des qualités ou des facultés supérieures à l'autre, ils ignorent même ce qui les distingue l'un de l'autre. Par la suite, jusqu'à présent, ils reproduisaient les rapports de dominant à dominé qui président à tous les rapports sociaux existant dans la société, calqués sur ceux qui sont à l'origine des rapports sociaux de production ou entre les classes, rapports que l'on retrouve au sein de la lutte des classes et qui l'alimentent...

Or ce sont à ces rapports que les idéologues néolibéraux ont décidé de s'attaquer, parce que les contradictions du capitalisme ont atteint un stade où elles menacent l'existence de leur système économique, sans qu'il leur soit possible comme dans le passé de recourir à la soupape de sécurité de la guerre pour lui donner un nouveau répit avant la prochaine crise. Il leur faut donc déconstruire ou liquider tous les rapports qui matérialisent cette opposition entre dominants et dominés, mais pas n'importe comment, sans toucher évidemment aux rapports qui régissent le capitalisme, en faisant en sorte qu'ils disparaissent dans tous les domaines sauf celui de l'économie qui est à l'origine de leur hégémonie qu'ils entendent préserver à tout prix, de manière à ce que la population dans sa totalité ait l'impression d'être liée par un unique intérêt général partagé où toute opposition aurait disparu ou serait secondaire, de façon à ce que la notion de lutte des classes soit totalement vidée de sa substance ou soit marginalisée, inaccessible, incompréhensible, apparaisse comme un anachronisme par rapport à l'homogénéité de l'ensemble des rapports que l'on rencontrerait désormais dans la société, tandis qu'en réalité les rapports entre les classes demeureraient inchangés.

En résumé, tous les rapports qui rappellent l'antagonisme entre les classes doivent disparaître parce que le capitalisme ne peut plus se payer le luxe de les laisser s'exprimer, y compris ou surtout au sein de la lutte des classes sous peine de la raviver, alors qu'ils n'ont plus les moyens de satisfaire la moindre revendication sociale, il faut donc que les différences qui existent entre les hommes et les femmes, les hétérosexuels et les homosexuels, entre les générations, entre les différentes couches et classes de la société disparaissent pour céder la place à une société (en apparence) uniforme basée sur la dictature du marché à laquelle tous doivent impérativement se soumettre.

Je ne sais pas si c'est suffisamment clair. Les lecteurs auront encore en mémoire toutes les campagnes qu'ont menées le gouvernement et le PS depuis mai 2012, contre soi-disant le sexisme, l'homophobie, etc. qui ont engendré des crises dans toutes les classes, y compris ou surtout au sein de la classe dominante, dont ils ont dénoncé le "conservatisme", en réalité les couches des capitalistes qui voyaient dans cette opération une machine de guerre idéologique prélude à leur propre disparition, à défaut de pouvoir s'adapter aux normes du néolibéralisme.

On évoque souvent la pensée unique, mais là cela va beaucoup plus loin, car elle a un caractère purement idéologique qui s'inscrit dans une perspective stratégique du pouvoir qu'ils nomment nouvel ordre mondial, consistant à supprimer tous les repères ou toutes les références auxquelles la population se raccrochait jusqu'à présent, toutes les connaissances acquises, et peu importe qu'ils aient été archaïques et correctes ou non, l'essentiel étant qu'une fois tous les rapports déstructurés la population partage la même et unique idéologie qu'ils lui ont inculquée autoritairement, de sorte que toute contestation ou opposition à cette idéologie puisse être présentée comme contraire aux intérêts de l'ensemble de la société, de la République ou de la démocratie et combattue comme telle d'une seule voix pour ainsi dire par l'ensemble des représentants du régime.

Quand le chômage de masse terrorise légalement la population.

- Chômage : derrière le record absolu une nouvelle fois battu, enfin une lueur d'espoir - Atlantico.fr

Bien que le nombre de chômeurs en catégorie A est en baisse de 15 000 personnes, la France vient de battre un nouveau record du chômage toutes catégories confondues ; soit 6,475 millions de chômeurs.

Ce 24 décembre, la DARES publiait les derniers chiffres du chômage sur le territoire français, et annonçait une baisse de 15 000 chômeurs de catégorie A, c'est-à-dire les personnes n'ayant eu aucune activité au cours du mois de novembre. A l'inverse, le nombre de chômeurs toutes catégories confondues à continuer de progresser pour atteindre un record absolu en France, soit 6,475 millions de personnes. (catégories A,B,C,D,E, sur l'ensemble du territoire). Atlantico.fr 24.12

[Entrez dans les ordres ou servez au maintien de l'ordre.](#)

- Solidarité : le bénévolat, une vocation pour de nombreux Français - Francetv info

Ils sont 12 millions nous dit-on, un tout petit plus que ceux organisés dans des syndicats ou des partis ouvriers, on plaisante bien sûr.

- "Lorsque l'on donne beaucoup de temps, on reçoit également beaucoup de la part des gens que l'on est amené à rencontrer. Il y a un échange qui est fort", explique un jeune homme bénévole depuis six ans à la Croix-Rouge. Francetv info 25.12

L'essentiel c'est que cet "échange" perdure année après année sinon il faudrait inventer des malheureux ! Moi je ne veux rien recevoir de la part des gens que j'aide occasionnellement ou au hasard d'une rencontre, je suis désintéressé puisque j'ai conscience de n'avoir aucun pouvoir pour changer leur condition, d'où mon combat politique. C'est toute la différence qui existe entre le militant conscient qui combat le régime et le bénévole ignorant ou inconscient qui s'en accommode.

Les bénévoles se destinent à soulager la misère ou les souffrances qui frappent les plus fragiles, en recourant à des associations financées par l'Etat qui les a plongés dans un tel désarroi, sans pour autant combattre pour mettre un terme à cet Etat (où les institutions), ce qui revient à prolonger cette misère et ces souffrances indéfiniment. Voilà à quelle confusion aboutit l'absence de conscience de classe et du parti.

Dialogue imaginé entre deux oligarques tout aussi intéressés.

Charles-Edouard - En s'engageant de la sorte ils ont l'impression d'avoir du pouvoir.

Marie-Thérèse - Il ne faut surtout pas les en dissuader pour qu'ils ne soient jamais convaincus du contraire.

Charles-Edouard - Laissons-leur cette illusion, ils sont décidément très cons !

Marie-Thérèse - Doublement, au moins !

Charles-Edouard - Tu as raison, c'est à croire qu'ils ont trop de temps libre et encore trop de fric.

Marie-Thérèse - Tu l'as remarqué aussi, c'est navrant n'est-ce pas ?

Charles-Edouard - Ils se prennent pour des nantis ma parole, tu imagines un peu ?

Marie-Thérèse - Comme quoi on n'a pas à avoir de scrupules à les faire trimer davantage et à les payer moins puisqu'ils en redemandent ces abrutis.

Charles-Edouard - Il faut quand même reconnaître qu'ils nous rendent un fier service en rendant supportable la condition de ces déchets.

Marie-Thérèse - Il font ce que l'Etat n'a pas ou plus les moyens de faire pour qu'on puisse vaquer tranquillement à nos affaires.

Charles-Edouard - Il faut bien qu'il garantisse notre rente payée rubis sur l'ongle.

Marie-Thérèse - Tu vois, là aussi il nous reste une marge de manoeuvre importante.

Charles-Edouard - Il faut qu'on en cause deux mots à Valls, Gattaz et Juncker.

Marie-Thérèse - Je leur dirai que lorsqu'on les menace de licenciement s'ils refusent le blocage de leur salaire, ils se soumettent docilement et adoptent l'état d'esprit de ces bénévoles cette fois envers leur patron, il faut les encourager à aller plus loin dans cette voie.

Charles-Edouard - Moi je leur dirai que visiblement quand ils ne travaillent pas ils s'emmerdent, ils ne savent même plus se distraire malgré tous les besoins que l'on a créés à cet effet.

Marie-Thérèse - Que veux-tu, ils sont blasés ! C'est un comble, pour un peu c'est comme si on leur offrait le socialisme sur un plateau.

Charles-Edouard - Heureusement encore que la plèbe n'y pense pas.

Marie-Thérèse - De ce côté-là on peut dormir tranquille et continuer de s'enrichir.

Charles-Edouard - Au point qu'en se faisant passer pour de braves philanthropes ils vont même nous encourager.

Marie-Thérèse - Finalement la connerie humaine est la valeur la plus sûre du marché car inépuisable.

Charles-Edouard - Alors soyons optimiste et bonne année 2016 ma chère amie.

Marie-Thérèse - Que nos affaires fructuent mon cher Charles-Edouard !

[Banquiers mafieux, suivez le guide.](#)

- Comment ne pas payer d'impôts ? La méthode des banques au Royaume-Uni - euronews.com

La City pointée du doigt à Londres. Sept banques d'investissement aux revenus se chiffrant en milliards de dollars (31 milliards de revenus, 5,3 milliards de bénéfices) n'ont quasiment pas payé d'impôts en 2014 (31 millions de dollars cumulés).

C'est ce que révèle l'agence Reuters après étude de leurs comptes. Cinq d'entre elles ne se sont pas acquittées de l'impôt sur les bénéfices des entreprises.

Certaines se déclareraient en perte au Royaume-Uni et gonfleraient le bilan de leurs filiales dans des pays à la fiscalité plus favorable.

Depuis 2013, une réglementation de l'Union européenne oblige les banques à publier leurs bénéfices et leurs impôts pays par pays. euronews.com 24.12

Dossier Syrie

- La Chine apporte son soutien à Assad - sahartv.ir

"La Chine fournira une aide humanitaire, d'une valeur de 6,18 millions de dollars, à la Syrie", a déclaré, jeudi, le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi.

L'annonce de cette aide intervient, à l'issue de l'entretien entre M. Wang et son homologue syrien, Walid al-Mouallem, qui effectue une visite, en Chine, jusqu'à samedi.

"En tant que membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, la Chine continuera à promouvoir la paix et le dialogue, en Syrie, et à offrir son aide humanitaire à ce pays, au meilleur de ses capacités", a assuré M. Wang, lors d'une conférence de presse avec Walid al-Mouallem.

"La Chine a mené des discussions approfondies avec la Syrie, sur la promotion d'une solution politique, tout en réitérant qu'elle soutenait les efforts de médiation de l'ONU et le fait que les Syriens devaient, eux-mêmes, décider de leur avenir", a indiqué M. Wang.

Les deux ministres ont exprimé leur soutien à la lutte contre le terrorisme. Walid al-Mouallem a appelé le Conseil de sécurité à bloquer le financement du terrorisme et à empêcher les terroristes d'entrer en Syrie.

"Le gouvernement syrien est prêt à participer à des pourparlers de paix, à Genève, et espère que ce dialogue contribuera à doter la Syrie d'un gouvernement d'Union nationale", a déclaré, jeudi, le ministre syrien des Affaires étrangères, Walid Mouallem.

Vendredi dernier, le Conseil de sécurité des Nations unies a approuvé, à l'unanimité, la résolution 2.254, avalisant un plan devant conduire à la paix, en Syrie.

Le texte soutient une feuille de route internationale, ouvrant la voie à une transition politique, qui doit mettre fin à quatre ans et demi d'une sanglante guerre. Des pourparlers de paix sont censés s'ouvrir, le mois prochain. sahartv.ir 24.12

- Syrie : Il faut empêcher l'entrée des terroristes pour établir la paix (Walid Mouallem) - sahartv.ir

Le ministre syrien des Affaires étrangères a annoncé l'impératif d'empêcher l'entrée des terroristes en Syrie depuis la Turquie et de la Jordanie pour faire avancer les projets de paix dans le pays.

Le chef de la diplomatie syrienne, Walid al-Mouallem a indiqué vendredi à Pékin devant la presse, après sa rencontre avec le Conseiller d'État chinois, Yang Jiechi qu'il faut concentrer les efforts internationaux pour mettre fin aux tensions et conflits en Syrie et empêcher l'entrée des rebelles des pays voisins dont la Turquie et la Jordanie. « Il faut une volonté mondiale pour réaliser ce but. », a ponctué le ministre syrien des Affaires étrangères, rappelant qu'un établissement de la paix en Syrie est possible avec la mise à exécution de la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU exigeant la lutte contre le terrorisme. Le chef de la diplomatie syrienne, Walid al-Mouallem a, ensuite, annoncé la Syrie prête à participer aux négociations de Genève, souhaitant que les dialogues avec les parties en lice aboutissent, dans les plus brefs délais, à la formation du gouvernement d'union nationale. Le ministre syrien des Affaires étrangères est arrivé jeudi à Pékin pour une visite de quatre jours en Chine. sahartv.ir 25.12

- Syrie: le principal groupe rebelle de la région de Damas décimé par un raid - AFP

La direction du principal mouvement rebelle de la capitale syrienne a été décimée vendredi par un raid aérien revendiqué par l'armée, qui a tué son chef Zahrane Allouche, portant un coup sévère à l'insurrection et aux négociations entre régime et opposants censées débiter dans un mois.

Zahrane Allouche, 44 ans, fils d'un prêcheur salafiste, cheikh Abdallah Allouche qui vit en Arabie Saoudite, était le chef de Jaich al-Islam (Armée de l'Islam), le plus puissant groupe rebelle de la région de Damas.

"La mort de Zahrane Allouche est l'une des pertes les plus significatives de l'opposition", a indiqué sur Twitter Charles Lister, un des principaux experts des groupes rebelles en Syrie.

Soutenu par l'Arabie saoudite, Jaich al-Islam contrôle la plus grande partie de la banlieue est de la capitale qui est régulièrement bombardée par les forces gouvernementales et l'aviation russe. Le groupe est accusé par le régime de bombardier Damas.

"Zahrane Allouche, chef de Jaich al-Islam, et cinq autre dirigeants (du groupe) ont été tués" lors de frappes aériennes près de Damas, a indiqué l'OSDH.

"Il est mort dans un raid contre la localité d'al-Marj, dans la Ghouta orientale avec les commandants de Jaich al-Islam", a affirmé à l'AFP un des responsables du mouvement. "Trois avions ont ciblé une réunion secrète" du commandement, a-t-il ajouté.

Quelques heures après, les principaux responsables du groupe ont élu un nouveau chef, Abu Himam al-Buwaydani, un combattant de 40 ans dont la famille entretient des liens étroits avec les Frères musulmans, a indiqué à l'AFP Abdel Rahman, le dirigeant de l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

Dans une déclaration télévisée, un porte-parole de l'armée syrienne a indiqué que les forces du régime avaient mené les raids, montrant une vidéo de l'attaque sur laquelle on voit plusieurs colonnes de fumée blanche dans une zone rurale.

Un responsable de la sécurité a expliqué à l'AFP que ces raids avaient été menés par deux avions syriens qui ont tiré à deux reprises quatre missiles fournis par Moscou. Ils ont ciblé une réunion secrète de dirigeants de plusieurs groupes islamistes, qui visait à réorganiser les forces militaires après la prise de la localité de Marj al-Sultan.

Plusieurs dizaines de dirigeants et des gardes du corps ont été tués, dont 12 de Jaich al-Islam et sept d'Ahrar al-Cham, un autre groupe rebelle important, selon la même source.

Appelé d'abord Bataillon de l'Islam (Liwa al-Islam, en arabe), le groupe a pris le nom d'Armée de l'Islam en septembre 2013 et compte 64 bataillons.

Généralement en treillis, arborant une barbe noire, Zahrane Allouche avait été arrêté par le régime en 2009 et libéré en juin 2011 lors d'une amnistie générale, trois mois après le début du conflit qui a fait plus de 250.000 morts. Il avait échappé à plusieurs tentatives d'assassinats.

Ce mouvement d'inspiration salafiste est très anti-alaouite (confession du président Bachar al-Assad) et partisan d'un Etat islamique même s'il avait adopté récemment une rhétorique plus modérée.

Hostile à l'organisation Etat islamique (EI), le groupe avait exécuté en juillet 18 jihadistes, en imitant les mises en scène macabres de ses adversaires.

Il avait également placé début novembre des alaouites et des soldats du régime dans des cages sur des places publiques pour s'en servir comme de boucliers humains face aux raids de l'aviation de Damas.

La mort de Zahrane Allouche survient au moment où l'armée syrienne a lancé une très grande opération contre son fief sur le flanc est de la capitale.

Le mouvement avait assisté à Ryad à une réunion des principaux groupes de l'opposition. Les participants avaient annoncé le 10 décembre leur accord pour des négociations avec Damas, mais exigé le départ du président Bachar al-Assad avec le début d'une éventuelle période de transition.

Des pourparlers doivent se tenir à Genève fin janvier et le régime a indiqué qu'il était prêt à y prendre part, disant cependant qu'il attendait de savoir quels groupes de l'opposition allaient y participer.

Pour l'expert Aron Lund, sa mort "pourrait affecter le processus de paix en déstabilisant l'Armée de l'Islam et en l'affaiblissant."

"Les négociations avaient besoin de l'implication d'extrémistes comme Zahrane Allouche pour leur donner de la crédibilité", a-t-il ajouté.

Selon lui, "au sein de la rébellion syrienne, Zahrane Allouche a été l'un des rares à réussir à centraliser (le pouvoir). Sa mort pourrait entraîner sa dislocation, étant donné que la faction centrale était l'Armée de l'Islam, qu'il a créée et dirigée d'une poigne de

fer et qui inclut plusieurs membres de sa famille et des gens de sa ville natale de Douma".

Le coup porté à Jaich al-Islam survient la veille de la mise en application d'un accord inédit qui prévoit le départ samedi de trois quartiers sud de Damas de 4.000 personnes, dont des jihadistes de l'EI, du Front Al-Nosra et des civils, ont affirmé des sources proches des négociations.

Quatre tentatives similaires avaient par le passé échoué, selon une source gouvernementale. AFP 25.12

- Syrie : Russes et Qataris cherchent un terrain d'entente sur les groupes qui participeront aux pourparlers
- euronews.com

Quels groupes d'opposition participeront aux pourparlers de paix sur la Syrie ? C'est l'une des questions les plus sensibles alors que ces pourparlers ont été annoncés par les Nations Unies pour la fin janvier. Après avoir reçu à Moscou son homologue du Qatar, le ministre russe des Affaires étrangères a parlé d'un terrain d'entente, mais en restant très évasif.

" Au terme de notre entretien, nous sommes parvenus à un accord avec nos partenaires qataris sur le fait qu'ensemble nous pouvons faire en sorte que cette délégation soit formée de manière à ce que les négociations syriennes soient constructives, a déclaré Sergueï Lavrov. Je n'expliquerai pas les détails mais un tel accord a été trouvé aujourd'hui. "

Si les Russes soutiennent le régime Assad et l'exclusion de divers groupes d'opposition, le Qatar ne voit pas tout à fait les choses sous cet angle.

" Concernant la liste des groupes d'opposition, nous sommes totalement opposés à leur classification, a clairement dit le ministre qatari, Khaled al-Attiyah. Le plus important, c'est de comprendre les raisons qui ont poussé ces groupes à prendre les armes. " euronews.com 25.12

Commentaires d'internautes.

1- "La mort de Zahrane Allouche est l'une des pertes les plus significatives de l'opposition", a indiqué sur Twitter Charles Lister..."

On oublie de mentionner que Lister fait partie de la Brookings Institution, qui a reçu une donation en 2014 de 14.8 millions du Qatar, échelonnée sur 4 ans.

2- "Malgré les épithètes peu élogieuses, à son endroit de la part de la presse occidentale, le président syrien Bachar el-Assad reste populaire dans le pays et bénéficie du soutien de son peuple, constate un analyste britannique.

Les propagandistes occidentaux n'arrivent pas à expliquer comment un homme que l'Occident essaie de renverser par tous les moyens depuis quatre ans et qui a une multitude d'ennemis dans le monde arabe pourrait se maintenir au pouvoir s'il ne bénéficiait pas d'un soutien massif du peuple syrien, a constaté Steven MacMillan.

"Ces gens refusent de reconnaître qu'en 2014, une élection présidentielle légitime s'est tenue en Syrie à l'issue de laquelle Bachar el-Assad a récolté 88% des suffrages exprimés. Ce fait a été reconnu officiellement par des observateurs internationaux", a écrit dans son article pour New Eastern Outlook le politologue britannique Steven MacMillan.

Reconnaître Bachar el-Assad est la seule option de l'Occident Et de rappeler que la presse occidentale ne lésinait pas sur des qualificatifs injurieux, dont celui de "boucher", à l'endroit de M.Assad.

Pourtant, relève l'auteur, le terme de "bouchers" convient plutôt aux dirigeants du monde occidental qui sont directement responsables des souffrances des millions de personnes au Proche-Orient, mais ces "remparts de la démocratie" ne peuvent que rêver d'un tel soutien populaire."

Ils ont celui des dirigeants des syndicats et des partis dits ouvriers et cela leur suffit...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

Le régime américain : Une menace mondiale.

- Les cibles nucléaires des Etats-Unis durant la guerre froide déclassifiées - euronews.com

C'est un document datant de 1956 qui vient d'être rendu public par la National Archives and Records Administration à la demande d'un chercheur de l'Université George Washington. Cette longue liste de 800 pages détaille les cibles potentielles de frappes nucléaires américaines en cas de guerre avec l'URSS. Et elle a de quoi donner des sueurs froides. On y trouve – énumérés sous des noms de codes – des milliers d'objectifs identifiés comme stratégiques. Parmi eux, 1 200 villes, notamment Moscou, Leningrad (aujourd'hui Saint-Pétersbourg), Berlin-Est, Varsovie ou encore Pékin. Si ces villes étaient essentiellement retenues pour les sites militaires et industriels qu'elles abritaient, la catégorie "population" apparaît également, accréditant la volonté de frapper des zones densément peuplées pour faire un très grand nombre de victimes civiles.

En visionnant la carte ci-dessous, on peut prendre la mesure de la multiplicité des objectifs identifiés, qu'il s'agisse de zones urbaines ou de bases aériennes. Car en cas de conflit généralisé, la priorité aurait été d'anéantir au plus vite les capacités aériennes de l'URSS pour éviter que l'Union soviétique ne réplique par des frappes nucléaires massives. À l'époque, en effet, seuls les bombardiers pouvaient acheminer l'arme atomique jusqu'à sa cible, les missiles nucléaires intercontinentaux ou ceux lancés depuis des sous-marins étant encore inexistantes.

Le scénario de telles attaques est d'autant plus cauchemardesque que les Etats-Unis disposaient à la fin des années 50 d'un arsenal nucléaire d'environ 20 000 mégatonnes, 10 fois plus important que celui de l'URSS. Le Commandement des forces aériennes stratégiques, à l'origine de ce document, appelait même à concevoir une arme de 60 mégatonnes, l'équivalent de 4 000 bombes comme celle qui a dévasté Hiroshima. euronews.com 24.12

Pour en savoir plus, nous vous conseillons la lecture de l'étude de l'Université George Washington (en anglais) :

<http://nsarchive.gwu.edu/nukevault/ebb538-Cold-War-Nuclear-Target-List-Declassified-First-Ever/>

2- Ukraine

2.1- L'Ukraine vote l'embargo contre les produits russes - euronews.com

291 voix pour et une seule voix contre : le parlement ukrainien s'est prononcé à la quasi unanimité en faveur de la mise en place d'un embargo commercial contre les marchandises russes.

Un vote aux allures de riposte puisque Moscou avait promis, lundi, d'introduire des mesures similaires à partir du 1er janvier sur les produits alimentaires ukrainiens.

Vladimir Poutine avait, déjà, suspendu la semaine dernière les tarifs préférentiels sur les échanges russo-ukrainiens. Une mesure de rétorsion parmi d'autres pour protester contre l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange entre Kiev et l'Union européenne.

Un accord qui avait déclenché la crise en Ukraine fin 2013.

A l'époque, Moscou disait aussi craindre de voir ses marchés inondés de produits européens transitant par l'Ukraine.

Les Européens ont, eux, reconduit en début de semaine les sanctions visant les secteurs russes des banques, du pétrole et de la défense. euronews.com 24.12

2.2- L'Ukraine a voté son budget 2016, crucial pour la poursuite de l'aide internationale - AFP

Le Parlement ukrainien a voté vendredi, à l'issue d'une nuit de difficiles débats, son budget 2016 qui prévoit un déficit égal à 3,7% du PIB, la limite fixée pour poursuivre l'aide financière internationale à l'Ukraine, pays ravagé par la crise économique et un conflit armé dans l'est.

C'est seulement si le budget est malgré tout "resté équilibré et responsable" que "le versement de la prochaine tranche" du prêt du FMI aura lieu, a précisé la ministre des Finances Natalie Jaresko.

Le Fonds, qui ne s'est pas encore prononcé sur le texte adopté, exigeait un déficit budgétaire limité à 3,7% du PIB, et des réformes structurelles en vue d'abolir les privilèges fiscaux, d'élargir la base fiscale et de réduire les dépenses d'Etat.

Dans ce contexte, le Premier ministre ukrainien Arseni Iatseniouk, dont le gouvernement a passé la nuit dans l'hémicycle avec les députés, avait exhorté mercredi ces derniers à voter d'urgence un budget répondant aux conditions posées par le FMI pour éviter une "catastrophe économique".

Le nouveau budget, qui doit encore être promulgué par le président Petro Porochenko, table sur un retour à la croissance économique après plusieurs années de crise (hausse de 2% du produit intérieur brut prévue pour 2016 contre une chute de 11% attendue cette année) et un ralentissement de l'inflation (12,5% attendus pour 2016 contre 50% en 2015).

Comme cette année, 5% du PIB est consacré à la défense, une priorité pour l'Ukraine dont les autorités sont confrontées à un conflit armé avec les rebelles prorusses dans l'est de cette ex-république soviétique, qui a fait plus de 9.000 morts depuis son déclenchement en avril 2014.

La dette publique et celle garantie par l'Etat ne doivent pas dépasser 86% du PIB, selon ce document, qui prévoit aussi une hausse de 12% des allocations sociales dans ce pays où une très grande partie de la population vit sous le seuil de pauvreté. AFP 25.12

[Haut de page ↗](#)

Le 28 décembre 2015

CAUSERIE

Les précieuses ridicules ou la déchéance d'un régime.

Incroyable, à droite comme chez la pseudo-gauche il y en aurait qui auraient une conscience !

A part celle qui sert leur ambition personnelle on ne voit pas laquelle. Et évidemment entre eux ils le savent tous. Il en va de la conscience comme de la morale qui a un contenu de classe, qu'on l'ignore ou non, pas forcément de la bonne classe par ignorance, ce qui ne concerne pas ceux qui nous gouvernent et leurs larbins qui eux ne se trompent pas de classe.

Encore une imposture pour tenter de rendre la droite et la pseudo-gauche plus présentables.

Ils auraient une conscience quand il s'agit de statuer sur une mesure infâme, inutile et inapplicable qui à l'arrivée concernerait peut-être une poignée de personnes, mais ils en sont dépourvus en présence de 10 millions de pauvres, 6 millions de chômeurs, 3,8 mal-logés, etc.

100 millions de déplacés à travers le monde, des millions de morts dûs aux guerres impérialistes fomentées par l'impérialisme américain, mais leur conscience leur commande de les soutenir ainsi que le régime capitaliste qui en est à l'origine aussi. Il faut dire que pour toutes leurs victimes le droit du sol ne se pose pas, pas plus que pour les Palestiniens spoliés de leurs terres par l'occupant sioniste avec lequel ils pactisent ou refusent de rompre.

Interrogez n'importe qui, il vous dira qu'il a sa conscience pour lui, ce qui ne veut rien dire, justement, puisque cela ne veut rien dire chacun peut lui donner le contenu qu'il veut, et pendant ce temps-là ceux qui ont une réelle conscience de classe pourront s'en servir pour imposer leur politique à la multitude dont la conscience est aussi atomisée que leurs droits ou qui n'en possède pas sur ce plan-là.

Quelle conscience a-t-on quand quotidiennement on s'accommode hypocritement de l'intolérable ou qu'on lui témoigne de l'indifférence parce qu'il ne nous concerne pas directement ? On s'avilie un peu plus chaque jour à nos yeux car on ne peut pas se leurrer soi-même, et pour le supporter on aura la bassesse de reporter la haine de soi sur les boucs émissaires qu'on nous désigne, l'étranger, l'immigré, l'Arabe, le Noir, le musulman, etc., bref tout ce qui ne nous ressemble pas ou la terre entière.

Notre conscience est aussi sélective ou amnésique que notre mémoire, il le faut bien pour se supporter soi-même et conserver l'équilibre mental dont on a besoin pour affronter le monde extérieur et ne pas sombrer dans la folie ou précipiter notre propre déchéance.

C'est une sorte de certificat de bonne conduite qu'on s'attribue soi-même, et qu'à partir de là on aura du mal à refuser aux autres. C'est une sorte de compromission dans la mesure ou délibérément on s'attribue une qualité surfaite ou qu'on ne mérite pas.

Il s'agirait de déchoir de la nationalité française des auteurs d'attentats pour en faire des apatrides ou pour le coup, les jeter dans les bras des salafistes ou des takfiristes comme seul refuge, si ce n'était pas déjà le cas, alors que systématiquement, comme à

Tel-Aviv ou à Chicago la police et l'armée les exécutent pour qu'ils ne puissent pas parler, ne pas avoir de procès.

- Deux Palestiniens tués lors d'une attaque contre un soldat israélien - AFP

- Etats-Unis: Un jeune homme de 19 ans et une mère de famille noirs ont été tués par la police - 20minutes.fr

Cette mesure est xénophobe et raciste parce qu'elle ne vise que des gens dont les parents sont originaires d'un autre pays que la France, elle sert donc ouvertement les thèses de l'extrême droite dont elle est issue en fait.

Après on comprend pourquoi elle fait désordre au sein du PS, qui avait été à l'origine de la création d'une officine (SOS racisme) destinée sous couvert d'antiracisme à instrumentaliser le racisme plus qu'à le combattre, en jouant les préjugés des masses arriérées pour le compte de l'extrême droite dans les années 70. Et ce n'était pas un hasard non plus si c'était des dirigeants sionistes du PS qui en furent à l'initiative.

Cette mesure visant de préférence une population musulmane à de quoi les mettre en porte-à-faux ou révéler leurs véritables intentions qui pour nous est un secret de polichinelle, mais pas pour la majorité de la population qui doit continuer de croire que le PS ne serait pas le porte-parole des sionistes, qu'il serait antiraciste, de gauche et l'ennemi de l'extrême droite, tout ce qu'il n'est pas en réalité.

La preuve qu'on est bien en présence d'une nouvelle imposture.

Qui a dit à propos de la déchéance de nationalité ?

- "Est-ce que ça va améliorer en quoi que ce soit la protection et la sécurité de nos concitoyens? En faisant une déchéance pour tel ou tel individu en nombre limité, on va permettre à ceux qui sont exposés aux agressions tous les jours d'être davantage protégés?"

- "Est-ce que c'est conforme à notre histoire, nos traditions, notre Constitution, quand on sait que depuis 1889, la nationalité française s'exerce par la naissance et s'acquiert par mariage au bout de quelques années après un contrôle?"

- "Pourquoi remettrait-on en cause ces principes essentiels?"

- "C'est finalement attentatoire à ce qu'est finalement la tradition républicaine et en aucune façon protecteur pour les citoyens"

Réponse : François Hollande sur France 5 le 31 août 2010. Source : Le Figaro par AFP - Titre : Déchéance : critiques de Hollande. Adresse :

(<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2010/08/31/97001-20100831FILWWW00608-decheance-critiques-de-hollande.php>)

- "Dangereuse", "nauséabonde"... Quand le PS fustigeait la déchéance de nationalité voulue par Sarkozy - Francetv info

Une proposition qualifiée dans un passé récent de 'dangereuse' par François Hollande et de 'nauséabonde' par Manuel Valls". Francetv info 27.10

Opération diversion qui présente l'avantage de détourner l'attention des questions sociales brûlantes, et de faire croire qu'une "partie de la gauche" serait présentable, alors qu'elle est en réalité aussi corrompue que le reste de ce qu'ils appellent la gauche.

- «Une partie de la gauche s'égare» sur la déchéance de nationalité, selon Valls - Liberation.fr

- Déchéance de nationalité: le débat s'envenime à gauche, la droite évasive - AFP

- Où l'on s'aperçoit qu'il y a encore des socialistes en France - Rue89

- Déchéance de nationalité : Jean-Marc Ayrault s'oppose publiquement - Francetv info

- Déchéance de nationalité : pour Dray et Hamon, "la France a mieux à faire" - LePoint.fr

Leur sujet de prédilection et leur idéal.

- La symphonie sensuelle et magique du caviar d'élevage - Slate.fr

Entre nous, c'est hyper gras et dégueulasse.

J'en ai mangé une fois au cours de ma vie. C'était un soir chez Gérard, un photographe professionnel qui avait un magasin de photos dans le 18e arrondissement de Paris et que j'avais rencontré en allant réparer son copieur, et chez qui j'allais travailler au noir par la suite pendant quelques mois. Pour digérer cette saloperie il avait fallu se taper 3 ou 4 verres de vodka Smirnov frappé et sec, je m'en souviens encore la bouteille était recouverte de givre et il avait dû la tenir avec un torchon pour ne pas se brûler les mains. Au départ je n'avais pas bien saisi pourquoi cette précaution, ensuite après avoir goûté ce met soi-disant si délicat j'ai compris car il me fila la nausée immédiatement, je l'avalais en faisant cul sec pour me passer l'envie de vomir. Autant dire qu'on était tous à moitié bourré dès le début du repas où il avait invité des amis !

- Comment on pleurait, riait et aimait au Moyen Âge - Slate.fr

Vive l'avènement de l'oligarchie qui nous rappelle le bon vieux temps sous le règne des féodaux et des monarques !

Parole d'internaute

(A propos des derniers développements en Corse)

- "On leur accorde tous les droits, enfin non eux s'accordent tous les droits, l'état les laisse tout faire, le peuple en a marre et ce n'est que le début!, dans certain quartiers, polices, pompiers, médecins ou tous simplement citoyens n'osent plus se rendre!

Nos gouvernants parlent d'actes de racisme, mais avec l'état le racisme est à sens unique!"

Si c'est l'Etat qui alimente le racisme, c'est sans doute parce qu'il est de classe avant tout, ce que ne perçoit pas clairement la population ou pas au point d'en tirer des leçons pratiques.

La crise du capitalisme frappe durement les couches les vulnérables du prolétariat qu'ils vouent à la pauvreté et à la précarité à vie, tandis qu'elle privilégie les nantis ou alimente les inégalités sociales à leur profit. Injustice qu'une partie de ces couches dont les jeunes excédés ou poussés au désespoir ne supportent plus, ce qui les conduit à faire n'importe quoi pour s'en sortir, à adopter un comportement violent et à s'attaquer indistinctement à tous les symboles de l'Etat, attitude qui sera condamnée par tous ceux qui arrivent encore à s'en sortir et dont il ne faut pas troubler le confort relatif.

En visant l'Etat ou ses représentants, particulièrement leur police en charge du maintien de l'ordre établi synonyme de toutes les difficultés que rencontrent ces couches de travailleurs ou jeunes, ils ne se trompent pas de cible, en revanche ils se trompent de timing car l'heure n'a pas encore sonné de l'affrontement direct entre les classes, aussi se mettront-ils à dos le reste de la population.

On se refusera à les condamner ou à soutenir des actes qui justifieront le renforcement de l'appareil policier de l'Etat.

Ils courtisent Podemos.

Les multiples déclarations et prises de position au cours des derniers mois des dirigeants de Podemos permettent d'affirmer sans l'ombre d'un doute que ce parti est de droite ou réactionnaire.

Simultanément les médias et partis institutionnels s'emploient à le présenter comme un parti anti-austérité, de gauche, voir de la gauche radicale ou d'extrême gauche. Ils nous avaient déjà fait le même coup avec Die Linke, puis avec le Front de gauche et enfin avec Syriza qui a servi de modèle à Podemos.

Autant dire qu'on est en présence d'une nouvelle imposture ou escroquerie politique.

Pendant plus d'un demi-siècle, pour ne pas remonter davantage en arrière, on aurait pu en dire autant du PS et refuser tout rapport avec les dirigeants de ce parti, tout en expliquant pourquoi sur la base des faits. Il aura fallu que ce parti soit à nouveau aux commandes de l'Etat et applique une politique ultra réactionnaire pour que nos dirigeants daignent bien le caractériser de gauche en y mettant des guillemets... pour la forme uniquement chacun l'aura bien compris.

Là la supercherie est tellement grotesque qu'ils ne s'y risqueront pas sous peine de se ridiculiser aux yeux de leurs militants, quoique ce n'est pas cela qui les arrêterait. Podemos voudrait accorder encore plus de pouvoir à l'Otan, tout un programme ! Tout est dit ici.

On cite un fait, on part d'un fait, on n'invente rien, on ne verse pas dans la propagande ou l'idéologie, on ne juge pas à l'emporte-pièce, c'est sans appel. Tous ceux qui par la suite broderont sur Podemos, sont des charlatans ou des agents du capitalisme. Cela vaut pour tous ceux qui ont appelé à voter LR en décembre 2015, à voter Hollande en 2012, à voter Chirac en 2002, qui ont accepté de participer à un gouvernement présidé par Chirac en 1997, etc. vous pouvez remonter ainsi un siècle en arrière.

C'est bien beau tout cela, mais à ce rythme-là il ne restera pas grand monde de fréquentable à l'arrivée, s'exclamera le sceptique professionnel. On lui accorde volontiers. Qu'y pouvons-nous si on s'en tient strictement aux faits ?

Vous y verrez plus clair, et à partir de là peut-être que vous parviendrez à la conclusion qu'il existait sans doute une autre stratégie que celle qui consistait à ménager ceux qui avaient vocation à combattre au côté de nos ennemis, et qui le moment venu ont retiré le tapis sur lequel vos convictions étaient confortablement installées, pour y substituer un grand vide à la place ou la situation actuelle. Vous ne voudriez tout de même pas qu'on feigne de tomber des nus et qu'on vous trompe à notre tour ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Ukraine

- La cote de popularité du président ukrainien en chute libre - sputniknews.com

Le président ukrainien a déçu son peuple, la cote de popularité de Piotr Porochenko en 2015 s'est avérée même inférieure à celle de son prédécesseur Viktor Ianoukovitch à la veille de sa destitution, selon un sondage de Gallup International.

Seulement 17% des Ukrainiens approuvent aujourd'hui le travail de leur président Piotr Porochenko alors qu'à son élection, sa politique était soutenue par 47% des sondés, rapporte Gallup International.

"Cette baisse de popularité du chef de l'Etat reflète sans doute la déception des Ukrainiens, leurs dirigeants n'ayant pas rempli les revendications du peuple, formulées lors des actions de protestation il y a deux ans (sur la place Maïdan à Kiev, ndr). Après Maïdan, l'économie nationale a été ruinée, la Crimée a été rattachée à la Russie et la confrontation entre les troupes gouvernementales et les indépendantistes dans l'est du pays a fait plus de 9.000 morts", lit-on dans le communiqué.

Piotr Porochenko est aujourd'hui impopulaire dans toutes les régions et tout particulièrement dans le sud de l'Ukraine. Par ailleurs, de moins en moins d'Ukrainiens font confiance au gouvernement qui s'attire des critiques pour la lenteur de ses réformes.

Rien que 8% des sondés approuvent à présent le travail du gouvernement, alors qu'en 2014, 24% des Ukrainiens exprimaient des avis plutôt favorables sur ses activités. C'est le niveau de confiance le plus bas depuis 2006. Pire, presque 9 sur 10 Ukrainiens (88%) sont persuadés que la corruption prospère toujours au sein du gouvernement. 65% affirment que les dirigeants du pays ne vont pas dans le bon sens par rapport à "l'avant-Maïdan". sputniknews.com 27.12

2- Irak

- Importante victoire des forces irakiennes contre l'EI à Ramadi - AFP

Les derniers combattants du groupe Etat islamique (EI) ont quitté dimanche un complexe gouvernemental stratégique de Ramadi, offrant aux forces irakiennes leur plus importante victoire depuis l'offensive des jihadistes en Irak il y a un an.

"Tous les combattants de Daech (acronyme arabe de l'EI) sont partis. Il n'y a pas de résistance" dans cette grande ville à l'ouest de Bagdad, a déclaré à l'AFP un porte-parole des forces d'élite antiterroristes, Sabah al-Numan.

Même si les militaires devaient encore nettoyer la zone du complexe des mines et engins explosifs laissés par les combattants de l'EI, des responsables ont déjà félicité les forces irakiennes pour cette victoire arrachée après de violents combats.

Ramadi, situé à 100 km à l'ouest de Bagdad, est le chef-lieu de la province majoritairement sunnite d'Al-Anbar, la plus grande d'Irak

et qui est frontalière de la Syrie, la Jordanie et l'Arabie saoudite. La ville s'étend le long du fleuve Euphrate dans une vallée fertile.

La reconquête de Ramadi redore le blason de l'armée irakienne, fortement critiquée pour son humiliante déroute en juin 2014 face à l'EI qui avait mis la main sur de vastes pans du territoire au terme d'une offensive fulgurante.

3- Syrie

3.1- Daech est équipé de missiles US - sahartv.ir

Les missiles antichars que les États-Unis avaient prétendu vouloir envoyer aux terroristes soi-disant « modérés » se trouvent actuellement à la disposition du groupe terroriste Takfiri Daech, a rapporté l'agence de presse russe Sputnik.

« Les images récemment diffusées par les médias proches de Daech montrent des éléments de ce groupe terroriste en train d'utiliser des missiles antichars Taw de fabrication américaine » a écrit Sputnik.

Daech se sert de ces missiles US dans la province d'Alep et dans une région dans le Nord de la base aérienne de Kouires libérée récemment par les forces de l'armée syrienne.

Selon ce rapport, on ignore comment ces missiles sont parvenus à Daech mais selon les précédents rapports ils devaient être livrés aux terroristes soutenus par les États-Unis.

« Un déserteur daechiste a avoué qu'il formait les forces sous son commandement en Turquie », a poursuivi Sputnik. sahartv.ir 26.12

3.2- Daech prélève des organes sur les prisonniers - sahartv.ir

Selon un document, révélé par l'agence Reuters, Daech approuve, officiellement, le principe du prélèvement d'organes, sur les prisonniers. « Dans une décision, jusqu'ici inédite, le groupe terroriste Daech a approuvé le prélèvement d'organes humains, suscitant des craintes que ce groupe terroriste puisse se livrer au trafic d'organes », écrit l'agence.

Ce document, présenté, sous le titre de « Fatwas 61-62 et 64-68 », explique qu'il est autorisé « de transplanter des organes d'un prisonnier à un Musulman, afin de sauver la vie de ce dernier », même si l'opération se révèle mortelle, pour le premier. Des responsables américains estiment que ce document reste l'un des milliers cas d'informations auxquels ils avaient accédé, dans l'attaque des forces spéciales américaines contre une zone, dans l'Est syrien.

Auparavant, le gouvernement irakien avait accusé Daech de coopérer avec les bandes de trafic d'organes, en tant qu'une source de revenus. sahartv.ir 26.12

3.3- Les États-Unis, contre l'échange de renseignements, sur les positions de Daech, proposé par la Russie - sahartv.ir

« Tant que la Russie n'aura pas changé sa prise de position envers le gouvernement de Bachar al-Assad, Washington ne mettra pas, à son ordre du jour, les coopérations avec Moscou, dans la lutte contre Daech et en matière d'échange de renseignements, sur les positions de ce groupe terroriste », a déclaré à Sputnik, la porte-parole du Pentagone.

« La Russie est prête à partager ses renseignements avec la coalition, dirigée par les États-Unis, et elle attend de ses partenaires de faire de même », a précisé le lieutenant-général Sergueï Roudskoï, Chef du Commandement opérationnel principal de l'état-major de l'armée russe.

« Ces renseignements portent sur les positions des terroristes, en Syrie. Moscou attend de ses partenaires de faire de même. La force aérienne russe assurera la poursuite des raids aériens contre les terroristes », a ajouté Roudskoï.

Mais la Porte-parole du Pentagone, Michelle Baldanza, a déclaré : « Nous ne coopérerons pas avec les Russes, en Syrie, tant qu'ils n'auront pas changé leur stratégie de soutien à Bachar al-Assad et qu'ils ne se seront pas focalisés sur Daech ».

La Russie a commencé, depuis fin septembre, ses raids aériens d'envergure contre les Daechistes, en Syrie. La crise syrienne se poursuit, depuis 2011. Les forces gouvernementales syriennes sont en guerre contre des groupes terroristes, dont Daech et le Front Al-Nosra. sahartv.ir 26.12

4- Algérie

- Algérie : découverte d'appareils d'espionnage, à l'aéroport Houari Boumedienne - sahartv.ir

La douane algérienne a annoncé avoir saisi des appareils sensibles, à l'aéroport Houari Boumedienne, que l'on pouvait utiliser, dans des opérations espionnage.

Selon un rapport de «Palestine al-Yaoum», ces appareils proviennent du Qatar, et, actuellement, les enquêtes se poursuivent pour connaître le lieu authentique de la fabrication de ces appareils.

Selon des rapports, l'agence israélienne de renseignements, le Mossad, ainsi que le Bureau fédéral d'enquête américain, le FBI, utilisent ces appareils, dans leurs opérations d'espionnage.

Le paquet, découvert en Algérie, englobe 500 appareils très petits, sous forme des stylos, équipés de caméras, qui n'occupent que deux centimètres d'espace.

Outre lesdits stylos et les petites caméras sur lesquelles étaient inscrits «mimi dv», des systèmes, qu'on utilise, dans les drones espionnages, ont été, également, découverts.

Les résultats des enquêtes préliminaires montrent que les appareils mentionnés devaient être mis à la disposition des parties concernées, à Alger, la capitale, et dans les provinces algériennes, situées dans le Sahara algérien. sahartv.ir 26.12

5- Brésil

- Brésil : l'ex-ministre de la Défense prône la baisse de dépendance au régime sioniste - sahartv.ir

Soulignant que les forces militaires de son pays ont une dépendance excessive au régime sioniste, Celso Amorim, ancien ministre brésilien de la Défense a annoncé qu'il est temps que ces forces baissent leur dépendance à l'entité sioniste.

Dans une interview accordée au quotidien, Folha sao paulo Celso Amorim estime que le nouveau gouvernement brésilien n'a pas entériné la nomination de Dani Dayan comme nouvel ambassadeur d'Israël, ce qui est considéré comme un signe de la réduction de dépendance de l'armée de son pays aux sionistes.

Celso Amorim qui était entre 2011 à 2015 à la tête du ministère de La Défense de Dilma Rousseff a ajouté : « Le gouvernement brésilien a une dépendance excessive à la technologie militaire des sionistes notamment en ce qui concerne l'AvioniX (des équipements électroniques, nécessaires aux avions, aux satellites et aux drones et à d'autres armements).

« Nous ne pourrions pas poursuivre notre dépendance excessive à la technologie du régime sioniste et il est temps que nous diversifions les sources à partir desquelles nous fournissons nos besoins », a-t-il réitéré.

Le Premier ministre du régime sioniste a nommé le colon sioniste, Dani Dayan, d'origine argentine en tant que nouvel ambassadeur israélien à Brasilia.

Le gouvernement de Dima Rousseff n'a pas encore confirmé la nomination de Dani Dayan ce qui a provoqué un incident diplomatique entre ce pays de l'Amérique latine et le régime usurpateur Qods. sahartv.ir 26.12

[Haut de page ↗](#)

Le 29 décembre 2015

[CAUSERIE](#)

[Qui a dit ?](#)

- Israël est «*un phare de liberté, de tolérance et de décence*».

Réponse : L'ambassadeur d'Israël aux États-Unis, Ron Dermer, sur son compte Twitter officiel. (Les cadeaux de Noël de l'ambassadeur israélien à Washington - Arrêt sur Info 24.12)

Pendant ce temps-là le blocus de Gaza continue et le massacre des Palestiniens aussi...

ACTUALITE EN TITRES

[La notion de déchéance ne risque pas de les atteindre.](#)

- Déchéance de la nationalité: au PS, les frondeurs craignent la déstabilisation de la gauche - [LeFigaro.fr](#)

Ils craignent surtout de disparaître tout simplement, ce qui nous laissera indifférent.

[Les médias institutionnels sont toujours animés des meilleures intentions du monde.](#)

Quand Liberation prend la défense des salafistes.

Il est bien connu que les médias des banquiers, des néolibéraux et des sionistes, porte-parole de la propagande de l'Otan et de l'impérialisme américain, sont des défenseurs inconditionnels ou impartiaux de "la liberté de la presse".

- Moussa, incarcéré sans raison au Bangladesh - [Liberation.fr](#)

Baraka city ONG fondée en 2010 par des salafistes, elle est située à Courcouronnes, en grande banlieue parisienne. 22 salariés, 41.600 followers sur Twitter et 568.000 "like" sur Facebook.

En 2012, son responsable, Idriss Sihamed, s'improvise "chef de projet humanitaire" (au Togo) et récolte un million d'euros en une semaine.

En 2014 elle reçoit huit millions d'euros de dons.

En 2014, sa campagne contre l'émission "Pékin express" en Birmanie, où les musulmans rohingyas sont persécutés, est un succès: les sponsors lâchent un à un M6.

Sur Twitter, Idriss Sihamedi fait aussi la morale, dénonçant par exemple la "fornication". Souvent présenté comme un salafiste bien qu'il récuse cette définition, il ne serre pas la main des femmes. Et sur le site internet de l'ONG, seuls les visages des hommes de l'équipe apparaissent.

"C'est terriblement logique", justifie Sajida lamou, chargée de communication. "Toute les femmes de notre équipe portent le voile. Je ne me vois pas m'exposer comme ça", explique cette musulmane de 29 ans vêtue du niqab ne laissant apparaître que les yeux.

... les responsables de Baraka city ont "une vision des conflits et de la géopolitique islamisée, confessionnelle. Ils voient tout par le prisme de l'islam: on intervient là où de gentils musulmans se font agresser par de non musulmans", analyse Samir Amghar, spécialiste du salafisme. "Le noyau de l'organisation, le président, le directeur financier ont une lecture ultraorthodoxe de l'islam. Pour eux, l'islam doit être appliqué de façon littéraliste", explique-t-il, les situant dans la mouvance "salafiste piétiste".

Lors de l'exécution de l'humanitaire britannique Alan Henning, otage du groupe jihadiste État islamique, Idriss Sihamed refusera de condamner le groupe jihadiste

Si Baraka city convainc les donateurs, les banquiers semblent plus méfiants.

Son président dénombre "22 refus d'ouvertures de compte et trois clôtures sans motif". Selon lui, les banquiers s'étonnaient des "flux financiers atypiques et très très élevés". Il a fallu que la Banque de France désigne une banque, la BCP, pour que l'ONG puisse enfin ouvrir un compte, ce mois-ci.

Dans les médias aussi, l'ONG a mauvaise presse. Un reportage de LCP fait passer ses responsables pour des recruteurs en Syrie, Baraka city est mentionnée dans un sujet de RTL sur le "jihad business"...

Sur le web, ces attaques renforcent paradoxalement la popularité de l'ONG, soutenue par des dizaines de milliers d'anonymes et quelques personnalités, comme les rappers La Fouine et Rohff. Idriss Sihamedi se concentre sur ses futurs projets: il voudrait accueillir des réfugiés syriens sur les 7.000 m2 de terrain de l'ONG en banlieue.

(Source ; Enquête: Baraka city, l'ONG musulmane qui suscite engouement et suspicion - leparisien.fr 16.10.2015)

Opération déstabilisation de la Chine. Journaliste instrumentalisée pour le compte de qui ?

- La journaliste de L'Obs en voie d'expulsion de Chine critique Paris - AFP

La société des rédacteurs de l'Obs s'est aussi "indignée" lundi dans un communiqué de la "réaction laconique et peu convaincante des autorités françaises face à cette décision (d'expulsion, ndlr), qui constitue pourtant une atteinte grave à la liberté d'expression et au devoir d'informer".

Sur France Inter, Ursula Gauthier a estimé que "la liberté de la presse est vraiment en grand danger" en Chine où "la presse chinoise elle-même a été totalement muselée".

"Il y avait encore des franges, en particulier dans les provinces des médias qui avaient une certaine indépendance et qui pouvaient traiter de sujets qui n'étaient pas totalement orthodoxes. Ces médias ne peuvent plus le faire", a-t-elle dit.

Il y avait aussi "les blogueurs qui écrivaient dans les réseaux sociaux, qui avaient des milliers, des dizaines de milliers d'abonnés et ils faisaient entendre leur voix, c'était une voix indépendante. Ceux-là ont été muselés également et on les a paradés à la télévision avec les chasubles des prisonniers pour montrer à quel point c'étaient des criminels. Donc il n'y a plus personne qui ose maintenant s'exprimer réellement", a affirmé la journaliste. AFP 28.12

...lorsqu'on profite d'une crise pour pousser les médias à mettre en avant une pensée idéologique et à diviser la société par des reportages falsifiés, il n'est plus possible de parler de liberté de la presse.

Stefan Haderer, anthropologue socio-culturel et politologue autrichien. Quand la liberté de la presse cède le pas à des intérêts politiques - Mondialisation.ca, 21 décembre 2015.

Nous ne défendons pas cette journaliste, pas plus que les soi-disant opposants au régime chinois qu'on honnit soit dit en passant et qui sont en réalité tout aussi réactionnaires, quand il ne s'agit pas simplement d'agents recrutés par la NED ou la CIA.

Si nous ne défendons pas le régime chinois, ce n'est pas pour défendre de soi-disant organisations ou opposants qui prônent un régime calqué sur celui des Etats-Unis ou des pays de l'UE, on laissera cela à leurs agents.

Syrie

- Conférence sur la Syrie à Genève : les opposants n'ont pas encore décidé sur la liste des participants (Lavrov) - sahartv.ir

« Les opposants syriens n'ont pas encore accédé sur la liste des individus participant aux négociations de paix de sur la Syrie », c'est ce qu'a affirmé le chef de la diplomatie russe.

Selon INTERFAX, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov a tenu ces propos ce lundi pour réaffirmer : « Les opposants syriens ne sont pas encore arrivés à décider de la liste des participants qui devraient s'asseoir à la table des négociations avec le gouvernement central de Damas.

« Le gouvernement syrien est prêt à négocier », a assuré M. Lavrov.

Des Nations unies ont annoncé samedi que les négociations de paix de Genève entre divers groupes d'opposition et le gouvernement de Bachar al-Assad s'ouvrent le 25 janvier afin de mettre fin aux 5 années de crises sévissant dans ce pays. sahartv.ir 28.12

Russie

- Poutine intensifie les sanctions contre la Turquie - sahartv.ir

Le nouveau décret présidentiel que le Président russe Vladimir Poutine vient de signer durcit la loi prévoyant des sanctions contre la Turquie.

Ce faisant, le Président russe a élargi encore la teneur de cette loi qui avait été adopté de mois dernier. Selon l'agence Fars News, le Président Poutine a intensifié dans un décret présidentiel les sanctions qui devront être appliquées à partir de début 2016 contre

la Turquie. Cette loi interdit la présence en territoire russe aux entreprises turques ainsi qu'aux entreprises dont les propriétaires sont des ressortissants de la Turquie, et qui sont actives dans certains domaines industriels mentionnés.

La Russie avait interdit précédemment l'importation de certains articles particuliers depuis la Turquie de même que le recrutement des ressortissants de ce pays. A cela s'ajoute des restrictions prévues pour les déplacements entre la Russie et la Turquie ; il est aussi établi que l'accord de l'annulation de visa entre les deux pays ne soit plus en vigueur à partir de 2016. De même, le vice-premier ministre russe a lui aussi affirmé qu'il envisageait de nouvelles mesures restrictives contre Ankara. [sahartv.ir 28.12](#)

[Haut de page ↗](#)

Le 30 décembre 2015

CAUSERIE

Le diaporama, *2015 L'année de la guerre* a été réalisé à partir des images publiées dans la page d'accueil du site de janvier à décembre 2015.

● DIAPORAMA. 2015 : L'ANNÉE DE LA GUERRE.

Nous n'actualiserons pas le site avant quelques jours...

[Comment fonctionne une imposture et comment la détecter. Mode d'emploi.](#)

Tout d'abord on tient en apparence un discours très radical contre Valls, histoire que le lecteur nous prenne pour un véritable représentant de la gauche, et c'est à ce titre qu'on se permettra de le rappeler à l'ordre ou de lui reprocher d'avoir enfreint des principes communément adoptés par la gauche, ce qui implique qu'on considèrerait qu'il figurait toujours parmi les représentants de la gauche, dans le cas contraire on ne se serait pas adressé dans ces termes ou on se serait abstenu.

L'essentiel ne réside donc pas dans la critique de l'attitude de Valls, mais dans le fait qu'on le considère de gauche ainsi que le PS, illusion sur laquelle repose en grande partie le régime que l'on soutient.

Le rôle du sordide personnage Mélenchon consiste uniquement à servir de caution de gauche à Hollande, Valls et au PS, d'où les tribunes que lui accordent généreusement les médias de l'oligarchie. Au passage vous aurez noté que le même procédé est employé par les dirigeants des partis dits ouvriers pour cautionner les appareils pourris des syndicats auxquels ils sont organiquement liés, ceci expliquant cela.

Cela ne dérangera pas la plupart des militants qui ne s'en apercevront même pas ou que cela ne choquera pas, pour avoir un niveau théorique proche de zéro ou une conscience politique surfaite ou totalement dévoyée, pour ignorer ce qui fondamentalement permet de distinguer la droite de la gauche. On en a une saisissante illustration plus loin.

AFP - "Le régime de Vichy a essayé de régler ce problème, donc Valls pourra lui emprunter ses trouvailles. Bon appétit", dit Jean-Luc Mélenchon.

Répondant au chef du gouvernement qui a regretté dimanche qu'"une partie de la gauche s'égare au nom de grandes valeurs" en s'opposant à cette mesure, il a ajouté: "Non, Manuel Valls, nous ne nous égarons pas dans les grands principes, nous nous égarerions sans eux". AFP 29.12

Mélenchon dialogue avec Valls parce qu'ils appartiennent à la même famille politique, celle de la réaction. A chacun son camp.

[Ils ne peuvent pas assumer leur politique ultra réactionnaire, il leur faut la caution du peuple. Alors ils la fabriquent.](#)

Or, c'est impossible qu'il leur accorde, on en veut pour preuve leur refus de passer par des référendums par crainte qu'il ne s'en serve pour exprimer son rejet de leur politique.

Aussi pour parvenir à leur fin, ils ont mis au point une combine qui consiste à passer par des faussaires professionnels, dont la principale escroquerie consistera à faire croire que les résultats de leurs sondages concerneraient l'ensemble de la population, alors qu'en réalité la moitié ne se sent pas concerné puisqu'elle rejette l'ensemble des partis institutionnels.

Dès lors pour lire ces résultats conformément à la réalité, il faut commencer par diviser par deux au moins les chiffres qu'ils communiquent.

Ensuite, on n'aura même pas besoin de se demander si les personnes interrogées étaient en possession de tous les éléments pour répondre à la question qui leur était soumise ou si elles avaient parfaitement conscience de la question qui leur était soumise, puisqu'elle était posée de telle sorte que si elles répondaient négativement elles apparaissaient automatiquement comme des complices du terrorisme :

Question (www.elabe.fr) : Êtes-vous favorable ou opposé à ce qu'une personne née française et qui détient une autre nationalité puisse être déchue de la nationalité française lorsqu'elle est condamnée «pour un crime constituant une atteinte grave à la vie de la Nation», par exemple un crime constituant un acte de terrorisme?

A lire cet intitulé on pouvait croire que les personnes de nationalité française susceptibles d'être concernées par cette mesure auraient obtenu une autre nationalité à leur demande, alors qu'en réalité certains enfants nés en France acquièrent automatiquement à leur naissance la nationalité du pays d'origine de leurs parents en plus de la nationalité française, c'est le cas des Algériens par exemple.

- "... la proposition sur la déchéance de nationalité sera applicable à toutes les personnes françaises nées d'un ou deux parents étrangers et ayant conservé leur nationalité étrangère." (Le Monde 24.12)

Cette question était posée de telle sorte que les personnes interrogées estiment que les personnes qui feraient l'objet de la déchéance de la nationalité française pourraient pour ainsi dire continuer de vivre normalement dans un autre pays en se rabattant sur leur seconde nationalité, alors que ce ne sera pas du tout le cas. Je me souviens de mes copains d'origine algérienne quand j'étais adolescent, ils disaient qu'ils étaient encore plus étrangers en Algérie qu'en France quand il leur arrivait d'y aller en vacances à contre coeur avec leurs parents parce qu'ils ne connaissaient personne et ne parlaient même pas l'arabe couramment.

Bref, ce sondage réalisé sciemment à partir d'une question au contenu frauduleux impliquant l'ignorance de la situation précise des personnes concernées par ceux qui devaient y répondre, devait aboutir au résultat souhaité par le média d'extrême droite néolibéral (BFMTV) qui l'avait commandé, afin de justifier cette réforme inique avancée par Hollande.

- Déchéance de nationalité: les Français favorables, la gauche divisée - AFP

Le projet de déchéance de nationalité pour les binationaux reconnus coupables de terrorisme, qui divise à gauche et au PS dont la haute autorité éthique a été saisie, est approuvé par une forte majorité des Français, selon un sondage publié mardi soir.

Près de 9 Français sur 10 sont favorables au projet, les deux tiers jugeant cette mesure compatible avec les valeurs de gauche, selon ce sondage Elabe pour BFMTV. (Ce qui confirme si nécessaire qu'ils ignorent ce que signifie être de gauche, ce qui permet toutes les manipulations et falsifications possibles. - LVOG)

86% des Français interrogés se déclarent "tout à fait" ou "plutôt" favorables à cette mesure du projet de réforme constitutionnelle, un chiffre qui atteint 96% chez les sympathisants des Républicains (LR) et 97% chez ceux du Front national. Les sympathisants de la droite et du centre sont en moyenne 93% à soutenir le projet de l'exécutif, contre 73% à gauche. AFP 29.12

[Un régime qui produit autant de déchets ne mérite pas d'exister un jour de plus.](#)

- Etat d'urgence: près de 3.000 perquisitions et 400 assignations à résidence - AFP

Quelque 2.977 perquisitions administratives ont été menées et 391 personnes assignées à résidence depuis l'instauration de l'état d'urgence après les attentats de Paris, selon des chiffres fournis mardi par le ministère de l'Intérieur.

Depuis le 13 novembre, date à laquelle a été prononcé l'état d'urgence, 524 procédures judiciaires ont été engagées dans ce cadre, a annoncé de son côté le ministère de la Justice dans un communiqué.

Parmi elles, 199 procédures concernent des infractions à la législation sur les armes et 181 autres les stupéfiants.

Au total, 127 personnes ont été convoquées au tribunal à l'issue de ces procédures et 53 personnes écrouées, soit en détention provisoire, soit en exécution de peine.

Les tribunaux correctionnels ont prononcé 62 condamnations (peines d'emprisonnement avec ou sans sursis, travaux d'intérêt général, sursis avec mise à l'épreuve).

Trois cents procédures sont encore en phase d'enquête, dont deux ouvertes au pôle antiterroriste du parquet de Paris. AFP 29.12

En fait de mesure soi-disant destinée à combattre le terrorisme, seuls deux personnes seraient réellement concernées sans que l'on sache à quel degré.

Il s'agissait donc davantage d'une mesure destinée à réprimer les couches les plus vulnérables de la classe ouvrière qui cumulent tous les handicaps et que leur société avait été incapables d'intégrer, et qui en désespoir de cause vivaient en marge de la société ou se livraient à toutes sortes de trafics pour survivre.

Il y a ceux qui n'ont pas la chance de s'en sortir et qui sombrent en dépression, qui se déchirent, se suicident, se mettent à picoler, à se droguer, qui deviennent violents, volent, fraudent, traficotent, de voyoux ou de petits délinquants ils deviennent des malfrats, des gangsters, quand ils ne finissent pas criminels...

C'est le régime et ses représentants qui en portent la responsabilité, ce sont eux qu'il faut juger, chasser du pouvoir, neutraliser, éliminer pour qu'ils cessent de nuire à l'ensemble de la société.

[Le système économique mafieux est au service des capitalistes les plus puissants.](#)

- Marché obligataire : les entreprises ne s'étaient pas autant endettées depuis 2009 - lefigaro.fr

Même les groupes américains sont venus émettre des obligations en euros, pour profiter des taux d'intérêt bas.

Les entreprises se sont bousculées cette année pour se financer sur le marché obligataire en euros. La dette émise par les sociétés les plus solides a presque atteint 270 milliards d'euros, selon Dealogic, soit le chiffre le plus élevé depuis le record historique de 2009. Cette année-là, les sociétés étaient venues nombreuses chercher auprès des investisseurs de l'argent frais qu'elles peinaient à obtenir des banques.

En 2015, elles ont surtout voulu profiter des taux d'intérêt très bas dans la zone euro, après le lancement en janvier par la Banque centrale européenne (BCE) de sa politique de rachats d'actifs. «Les émissions ont aussi été soutenues par le regain des fusions-acquisitions que beaucoup d'entreprises financent en partie au moins en empruntant sur le marché», souligne Société générale CIB.

Les taux européens étaient si attrayants que même les grands groupes américains sont venus émettre en euros (en couvrant le risque de change), à l'image de Coca-Cola, qui a signé la plus importante émission obligataire de l'année sur les marchés européens, en demandant aux investisseurs de lui prêter 8,5 milliards d'euros en février dernier. Au total, plus du quart des émissions des entreprises les mieux notées ont été réalisées sur le Vieux Continent par des sociétés américaines cette année, selon Société générale CIB, contre 14 % en 2014.

A contrario, les émissions d'entreprises françaises ont reculé d'environ 20 % par rapport à l'année précédente, selon la banque. Les groupes européens ne comptent plus que 61 % des émissions de dette «bien notée», contre 74 % en 2014. lefigaro.fr 29.12

[La vie n'est-elle pas merveilleuse quand employeur et salarié sont "bons amis".](#)

- Ruptures conventionnelles : pourquoi un tel engouement ? - Francetv info

Les divorces à l'amiable dans les entreprises se multiplient. Comment expliquer l'engouement pour les ruptures conventionnelles de contrat de travail ? "En fait, c'est une alternative au licenciement. L'employeur et le salarié décident de se quitter bons amis, ce qui permet au salarié de toucher des indemnités chômage. Cela n'aurait pas été le cas, s'il avait démissionné. L'entreprise elle, évite des tracas administratifs", répond la journaliste Émilie Quéno.

Entre janvier et novembre 2015, on compte 320 000 ruptures conventionnelles. "À ce rythme, on devrait atteindre les 350 000 fin décembre, soit environ 20 000 de plus que l'année dernière", estime Émilie Quéno.

Peut-on parler de dérive ? "C'est ce que dénoncent les syndicats. Cela permettrait aux entreprises de licencier en toute tranquillité et de se séparer des salariés les plus âgés qui bénéficient d'une période d'indemnité jusqu'à la retraite. Des retraites déguisées en quelque sorte. Les ruptures conventionnelles représentaient en 2012, 25% des CDI pour les 58-60 ans contre 16% pour l'ensemble des salariés", souligne aussi la journaliste. Francetv info 29.12

Du moment que c'est le produit de "politiques erronées" mais pas intentionnel, tout va bien.

Là encore on est en présence d'une imposture destinée à ménager le régime, qui serait sans doute plus supportable si ses représentants commettaient moins d'erreurs, CQFD.

"Les politiques belliqueuses de l'Occident et des Etats-Unis, à l'origine de l'apparition de Daech" (S. Wagenknecht) - sahartv.ir

Aux yeux d'une femme politique allemande, les politiques belliqueuses de l'Occident, notamment, des Etats-Unis, au Moyen-Orient, font partie des principales raisons de l'apparition du groupe terroriste Daech.

«Si le bellicisme des Etats-Unis et leurs politiques erronées, destinées à déstabiliser la Syrie, n'avaient pas existé, le groupe terroriste Daech n'aurait, aucunement, vu le jour, et il n'aurait eu aucune chance d'être, suffisamment, fort, pour pouvoir mettre en péril la paix et la sécurité mondiales», a réaffirmé l'Allemande, Sahra Wagenknecht, vice-Présidente du Parti de Gauche et députée du Bundestag.

«Si une guerre n'avait pas éclaté, en Irak, un groupe terroriste, nommé Daech, ne serait pas apparu, et si la Lybie n'avait pas fait l'objet de bombardements, et si la Syrie n'avait pas été embrasée par les flammes de l'instabilité et du chaos, le groupe terroriste Daech n'aurait jamais pris une telle ampleur», a-t-elle déploré, en poursuivant : «Avec ses politiques erronées, l'Occident, sous la houlette des Etats-Unis, a gonflé la baudruche de Daech, pour lui faire prendre ses proportions actuelles». sahartv.ir 29.12

ACTUALITE EN TITRES

Barbarie. Ce sont des monstres de cynisme.

- Les États-Unis se félicitent d'apporter la «paix» et la «sécurité» en Syrie - Slate.fr

La Syrie est en pleine guerre civile mais le département d'État américain fait de la paix en Syrie un des succès de la diplomatie américaine en 2015. Slate.fr 29.12

Il n'y a pas de doute, c'est bien la pire pourriture qui existe sur terre...

- Etats-Unis : les policiers qui avaient abattu un garçon de 12 ans ne seront pas poursuivis - M6info

Paix à son âme maintenant qu'il est en "sécurité" !

[Haut de page ↗](#)